

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES TRAITÉS DE PARIAGE DANS LA FRANCE FÉODALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 10 JUILLET 1935 A QUATORZE HEURES

PAR

Léon GALLET

Licencié ès lettres

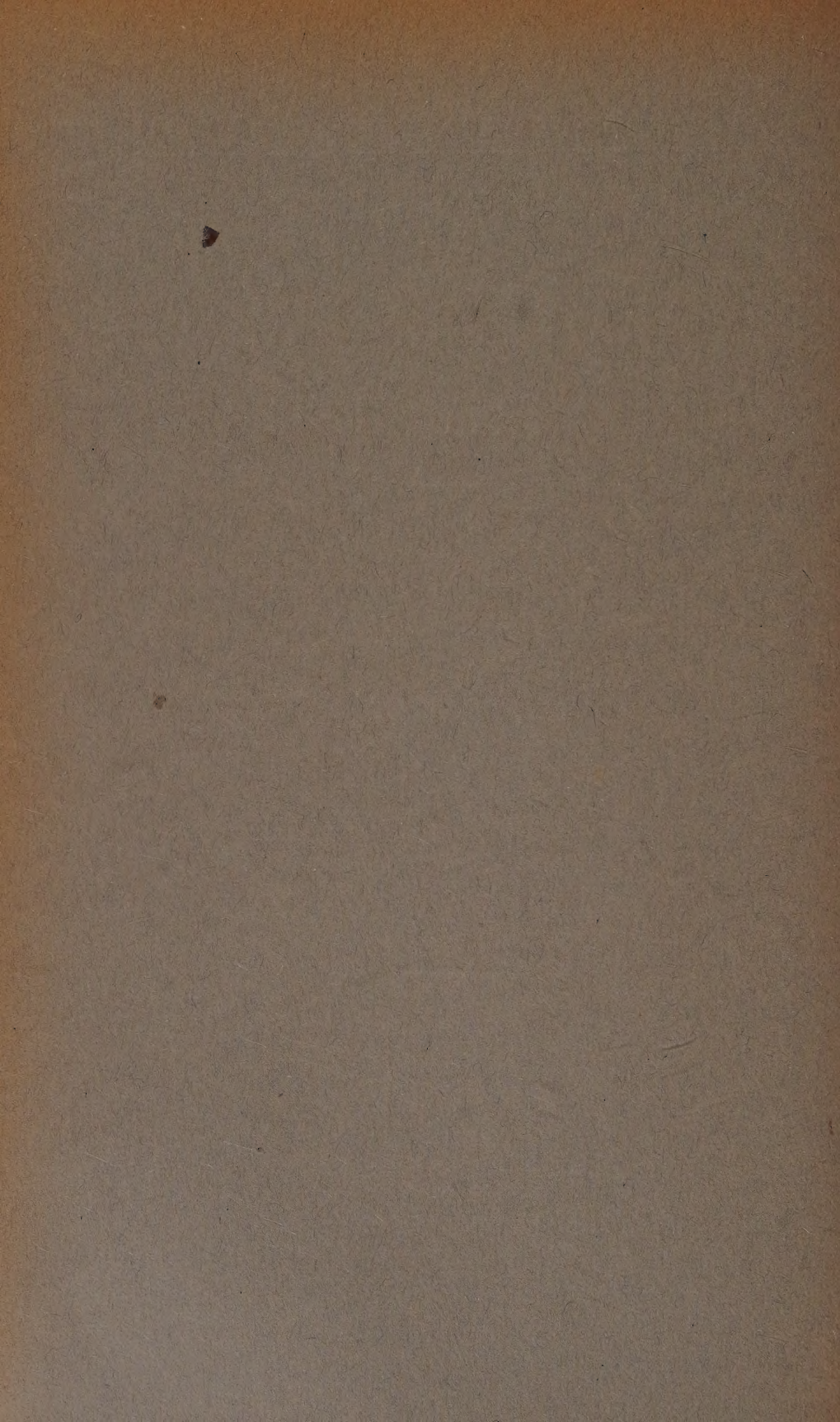
Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire et Géographie

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon

PRÉSIDENT : M. PETOT, *professeur*
SUFFRAGANTS { M. LE BRAS, *professeur*
 { M. GRANDCLAUDE, *professeur*

PARIS
LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, rue Soufflot, Paris (V^e)

1935



**LES TRAITÉS DE PARIAGE
DANS LA FRANCE FÉODALE**

A MES CHERS PARENTS

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES TRAITÉS DE PARIAGE DANS LA FRANCE FÉODALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 10 JUILLET 1935 A QUATORZE HEURES

PAR

Léon GALLET

Licencié ès lettres

Diplômé d'Études Supérieures d'Histoire et Géographie

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon

PRÉSIDENT : M. PETOT, *professeur*

SUFFRAGANTS { M. LE BRAS, *professeur*
 { M. GRANDCLAUDE, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, rue Soufflot, Paris (V^e)

—
1935

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les Thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le régime féodal s'est formé principalement par le démembrement des droits de puissance publique et la patrimonialisation de la souveraineté. Dans ce régime, les droits seigneuriaux deviennent objets de trafic, de donations, de ventes, d'engagements, etc... Ils sont de même susceptibles d'une mise en société.

On trouve fréquemment en effet, dans les collections de textes médiévaux, des conventions par lesquelles les contractants, seigneurs laïques ou ecclésiastiques, déclarent s'associer dans la possession d'une seigneurie ou d'une justice. Les expressions employées sont diverses. Les parties déclarent qu'elles font une compagnie, un accompagnement, une communion, une association. On trouve aussi le terme *facere pariaium*, faire pariage, qui est resté pour désigner ces sortes de contrats.

Le pariage, d'après la définition de l'Académie, c'est l'égalité de possession et de droit que possèdent par indivis deux seigneurs sur une même terre. La tenure en pariage a pour base essentielle la communauté et la réciprocité des droits et des devoirs résultant de l'indivision. Un traité de pariage est une convention qui a pour but d'associer les parties en établissant entre elles une co-seigneurie indivise (1).

Ces associations ont joué un rôle notable dans la société féodale : elles n'ont été cependant jusqu'ici l'objet d'aucune étude générale.

Les juristes de l'ancien droit ne se sont occupés des pariaiges que d'une façon fragmentaire; ils en ont eu des vues assez

(1) DU CANGE : *Glossaire*, t. V, éd. 1737, c, 147. « *Pariaium vel pariato vulgo appellatur vel apparatio, nostris Pariage, quae quidem vox maxime sumitur pro associatione domini : unde associationes etiam dicuntur* ».

incomplètes, surtout en ce qui concerne leurs origines (2). De nos jours, ces indivisions de seigneurie et de justice qui semblent si étranges et dont nous constatons une survivance curieuse dans l'organisation politique du Val d'Andorre, ont attiré l'attention des érudits locaux. Les historiens ont signalé le rôle important qu'elles ont joué dans les fondations de villes neuves, dans la politique seigneuriale et royale, etc...

Nous avons cherché pour notre part, à faire une étude d'ensemble et à synthétiser les résultats connus. Nous examinerons quelles ont été les causes d'apparition des pariares; quels problèmes ils ont eu pour but de résoudre. Puis nous verrons comment ces indivisions ont été techniquement aménagées pour atteindre le but fixé.

Une étude de ce genre demandait des recherches étendues et les sources de notre sujet ont été diverses.

Ce sont d'abord aux Archives nationales, la collection du Trésor des Chartres (layettes et registres), la série P. (Chambre des Comptes), la série des Actes du Parlement ^{x¹⁴}, et, dans une certaine mesure, la série G^s (Agence générale du Clergé). A la Bibliothèque nationale, les collections sur l'histoire des provinces contiennent de nombreux documents sur les traités de pariage, la collection Doat en particulier. Nous avons exploré ces séries et collections à l'aide des inventaires et procédé, dans la mesure du possible, à des recherches personnelles.

Les abbayes conservaient précieusement dans leurs cartulaires les traités de pariage qu'elles avaient conclus. Nous n'avons malheureusement guère eu le loisir d'y rechercher des documents inédits; nous nous sommes généralement borné aux documents édités ou publiés dans les collections bénédictines.

Nous avons tenu, par contre, à réunir le plus possible d'études et de documents locaux. Ce travail a pour première base la confrontation des renseignements fournis par les publi-

(2) La plupart se bornent à répéter les considérations sommaires de Rageau (*Glossaire du droit français*, II, 196). « Pariage ès anciens instruments et arrêts est un droit de compagnie et de société quand un évêque, un abbé ou une église fait une association perpétuelle avec un seigneur temporel pour la justice qui s'exerce sur leurs sujets et pour les amendes et tailles qui se lèvent sur eux ».

cations d'histoire régionale ou locale. Nous avons compris dans notre étude, par suite de l'étendue du sujet, la plupart des régions de la France actuelle.

Outre les recherches propres qu'elle postulait, l'étude des pariares nous a amené à traiter un certain nombre d'autres questions avec lesquelles elle est en relation étroite : ainsi la garde, l'avouerie, la fondation des villes neuves, le développement du pouvoir royal, etc... Pour certains de ces problèmes, il existe des études approfondies, dont nous avons généralement repris les conclusions. Mais sur d'autres points, telle la question des droits régaliens, nos connaissances sont peu précises. Nous avons cherché, dans ce cas, à nous borner aux vues que nous suggéraient nos propres textes. Du moins, l'ampleur du sujet méritera, espérons-nous, l'indulgence pour les imperfections de l'œuvre.

Nous avions primitivement l'intention de poursuivre notre travail jusqu'à la fin de l'ancien droit. On considère généralement les pariares comme ayant disparu de bonne heure. Nous aurions voulu montrer, au contraire, que ces indivisions ont subsisté en grand nombre sous l'ancien régime. Au XVIII^e siècle, elles jouaient encore un certain rôle dans l'organisation judiciaire. L'ampleur du sujet nous a contraint à nous limiter à l'apparition et au fonctionnement des pariares à l'époque féodale. Mais nous espérons pouvoir continuer dans une prochaine étude.

Il est un devoir qu'il nous est particulièrement agréable d'accomplir ici, remercier respectueusement Monsieur le Professeur Jean de Laplanche, professeur d'histoire du droit à l'Université de Lyon, pour l'attention bienveillante avec laquelle il a dirigé et conseillé non seulement notre présent travail, mais aussi nos études à la Faculté de Lyon.

PREMIÈRE PARTIE

CAUSES D'APPARITION DES PARIAGES

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LES BASES DU PARIAGE

Deux idées sont à la base des traités de pariage : l'idée d'union et l'idée de transaction.

I

L'idée d'union est simple : deux parties s'associent pour réaliser une œuvre quelconque. Il s'agit, par exemple, d'assurer une protection à l'une d'elles ; la mise en commun de certains biens récompense l'autre de l'aide qu'elle fournit. Ou bien toutes deux apportent des ressources pour opérer une fondation quelconque (1).

II

Les parriages-transactions procèdent de l'idée que, quand deux parties ont sur une chose des droits coexistants, dont la coexistence même risque d'entraîner des conflits ou quand elles sont déjà en litige au sujet de ces droits, il est préférable pour elles de composer. La mise en commun de ces biens fournit une solution acceptable, souvent même avantageuse. Cette idée est de tous les temps ; mais son application a été

(1) L'idée d'union est à la base de la plupart des conventions de pariage en droit privé. On les rencontre surtout dans les seigneuries du Midi. Le droit d'aînesse y étant inconnu, les héritiers, pour éviter la dispersion de la seigneurie, convenaient de rester dans l'indivision. Leurs successeurs faisant de même, les parts allaient se fragmentant et des accords devenaient nécessaires pour organiser une administration commune.

Voir : DOGNON, p. 18, note 1 ; — R. MICHEL, p. 115, note 3 ; — H. L., VII, p. 151 ; — Ch. PORÉE : *La communauté des seigneurs parriers de la Garde-Guérin en Gévaudan*, B. E. C., 1907, p. 85 s.

rendue particulièrement nécessaire et fréquente dans la société médiévale, par les démembrements, les coexistences et superpositions de souverainetés, et toutes les complications qu'y avait introduites le régime féodal.

Ainsi les mines d'argent de Largentière ont donné lieu à de longs conflits entre les comtes de Toulouse et les évêques de Viviers. Un essai de transaction en 1190 ne tint pas devant les prétentions des comtes (2). Les parties conclurent alors, en juillet 1198, un traité de pariage. La moitié indivise des mines était attribuée au comte; l'autre moitié partagée entre l'évêque et divers seigneurs locaux (3).

L'exemple le plus connu de ces sortes de conventions est le pariage d'Andorre. L'accord de 1278 mit fin par une transaction et une association indivise à de très longues luites entre les comtes de Foix et les évêques d'Urgel. Il forme encore aujourd'hui la base du droit public andorran, la France ayant pris la succession des anciens comtes (4).

III

A base d'union ou de transaction, les parriages ont été nombreux dans les domaines les plus variés.

Beaucoup de localités, par exemple, se sont trouvées, pour des causes diverses, partagées entre plusieurs seigneurs; chacun y avait ses quartiers, ses hommes et ses droits. Des accords intervenaient pour mettre fin aux contestations inévitables entre les agents réciproques et instituer des administrations communes. Ainsi en 1263, l'évêque de Langres et le comte de Champagne s'associent pour tous les biens que chacun possède

(2) REGNÉ : *Histoire*, II, 53.

(3) *Ibid.*, p. 56. — MAZON : *Histoire de Largentière*, Privas, 1904, p. 79. *Gallia novissima*, IV, 57. — ROCHE. *Armorial des évêques de Viviers*, t. I, Lyon, 1894, p. 334 s. « ita ut percipiat D. comes medietatem omnium proventuum et reddituum scilicet in hominibus, financiis, justitiis... ».

(4) VIOLLET : *Droit civil*, Paris, 1886, p. 648. — BRISSAUD : *Droit civil*, p. 661, note 5. — Sur les origines de la question d'Andorre : Ch. BAUDON DE MONY, *B. E. C.*, 1885, p. 95 s.; — H. L., IX, 61 (analyse du pariage); — Etude par F. PASQUIER, p. 373 s. Texte p. 380; — Etude de droit contemporain par VILAR. *Thèse droit*, Paris, 1904.

dans la ville de Dampierre (5). En 1114, Bernard Aton IV, vicomte de Béziers, conclut avec Loup de Béziers un pariage par la mise en commun de tous leurs droits de justice et autres dans la ville de Béziers et ses faubourgs (6). Bernard Alacre et le comte de Toulouse font de même pour la bastide de Borrelles près Verdun (7).

Ailleurs, c'est sur le même bien que portent des droits différents et fatalement rivaux. Dans les villes du Midi, les consulats ont fréquemment conquis la juridiction criminelle, parfois même une certaine compétence civile conjointe à celle des seigneurs. Pour remédier à toutes ces complications, des conventions établissaient des cours de pariage. Ainsi à Gourdon, les consuls, compétents au criminel, rachètent peu à peu des parts de justice aux coseigneurs. En 1379, le comte d'Armagnac possède cinq parts; le consulat huit; trois autres sont réparties entre divers seigneurs. Un accord de pariage, en 1383, vint mettre un terme à tous les débats (8). A Miremont, les consuls, depuis des temps très anciens, sont seuls juges au civil et au criminel; mais la propriété de la justice est restée aux coseigneurs. Cette situation curieuse prend fin en 1346 par un pariage; consuls et coseigneurs s'associent réciproquement dans la propriété et dans l'exercice de la justice (9).

On rencontre de même des seigneuries indivises entre évêques et chapitres. M. Delcambre a signalé l'existence à Espaly d'une cour commune entre l'évêque du Puy et son chapitre. Il l'attribue au phénomène de la séparation des menses épiscopale et capitulaire. Les parties, ne pouvant s'entendre, convinrent

(5) J. 201 n° 46. — TEULET, IV, n° 4861, p. 69. « Nos, Guiz avons fait compagnie en tele manière que quanque nos aviens et ledit roi ausiment en homes et en jostices granz et petites, en rentes, en issues, en terres... en toz autres profits seront deci en avant communs entre nos et le devant dit roi... et sera mis un serjanz commun... »

(6) J. 323 n° 1. — TEULET, I, n° 40, p. 37.

(7) J. 321 n°s 61-62. — TEULET, II, n° 207, p. 187 : « Bernardus Alacer concessit domino Raimundo in p^{uta} medietatem tocius oppidi et ville et territorii et dominii de Borrello ». Et p. 188 : « Praeterea dictus comes concessit eidem Bernardo Alacro medietatem tocius illius leude et pedagii quod fuerat de Borrello ».

(8) DOGNON, p. 120-122. — COMBARIEU et CANGARDEL : *Les seigneurs de Gourdon*, dans *Bull. Soc. Lot*, IV, p. 139 s. Texte p. 188, « Se accordero et accorde pariatge et campanha entre els fesero de lors debatz et queiens en la forma et manieyra que se conte els articles... ».

(9) DOGNON, p. 116. *Ord.*, XV, 617.

en 1301 de garder le lieu en commun (10). On constate en d'autres lieux beaucoup d'indivisions semblables.

Nous ne pouvons songer à passer en revue les causes très nombreuses qui ont pu ainsi donner naissance à des conventions de pariage. Mais la plupart de ces traités sont en relations avec un certain nombre de grands problèmes de la société médiévale : l'organisation de la protection, les contestations entre pouvoir laïque et seigneurs ecclésiastiques, les besoins économiques (fondations de villes neuves, affranchissements, etc...) et enfin la politique seigneuriale et royale.

C'est par rapport à ces grandes questions que nous tâcherons de déterminer le caractère des conventions de pariage intervenues.

(10) DELCAMBRE : *Paréage*, p. 127.

CHAPITRE PREMIER

LES TRAITES DE PARIAGE ET L'ORGANISATION DE LA PROTECTION

Le besoin de protection a été le besoin essentiel de la société médiévale. Les établissements ecclésiastiques, notamment, ont constamment recherché une organisation qui leur assurât la sécurité sans être trop onéreuse. Dans cette recherche d'une protection juste, les traités de pariage ont joué un rôle important. Ils ont parfois servi à porter remède aux excès de la garde et de l'avouerie. Ils ont également constitué un mode nouveau de protection auquel les gens d'église ont eu fréquemment recours.

SECTION I

Le pariage réaction contre la garde et l'avouerie.

I

Deux institutions au ^x^e siècle assurent la protection des abbayes : ce sont la garde et l'avouerie.

La garde est un pouvoir de protection générale qui appartient au haut-seigneur ou au baron, sur les églises de leur ressort territorial, au fondateur sur les établissements qui lui doivent leur existence. Le gardien a la charge de leur assurer la sécurité. Il exerce sur eux à la fois un droit et un devoir publics (1).

L'avouerie a un autre caractère. L'avoué est primitivement, à l'époque carolingienne, le représentant du souverain près

(1) Sur la garde, voir la thèse de Noël DIDIER : *La garde des établissements ecclésiastiques au XIII^e s.*, Grenoble, 1927.

des églises immunistes. Avec l'avènement de la féodalité, il subsiste comme protecteur. Sa tâche est d'assurer la sécurité journalière de l'abbaye, et de remplir certaines fonctions que les gens d'église ne peuvent commodément exercer. C'est en somme un officier du monastère, mais qui peu à peu devient indépendant (2).

Garde et avouerie donnaient à leurs titulaires des droits importants. Le seigneur gardien a des droits de juridiction et de ressort sur l'église protégée; il bénéficie souvent de redevances importantes. L'avoué reçoit en récompense de ses services des concessions de terres qui, à l'époque féodale, constituent des fiefs tenus du monastère. Il perçoit généralement une partie des amendes prononcées. D'autres droits peuvent s'y joindre : tel le droit de gîte.

Ces droits, variables suivant les circonstances locales, étaient devenus parfois si importants qu'au cours des siècles, s'étaient constituées entre protecteurs et protégés, de véritables associations. Le comte de Champagne, avoué du chapitre de Saint-Martin de Tours à Chablis, y partageait avec lui les amendes; chacun jouissait d'un banvin de trois semaines; les fossés, les murs du château et la forteresse étaient communs; les sujets de l'abbaye devaient le serment de fidélité au comte (3). Les ducs de Lorraine, gardiens de l'abbaye de Remiremont jouissaient dans les trois prévôtés d'Arches, Bruyères et Dompierre, d'un véritable droit de société que les abbesses faisaient remonter jusqu'au fondateur, prétendant que Romaric avait cédé à l'empereur la moitié de ses biens pour protéger l'autre moitié qu'il donnait à l'abbaye. Le traité de l'Echappenoise, en 1295, ne fit donc que régler une vieille situation indivise (4).

Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles on voit fréquemment intervenir entre les abbayes et leurs avoués des contrats d'association qui ont pour but de mettre en commun certains biens. Les abbayes

(2) Sur l'avouerie, voir F. SENN : *L'institution des avoueries ecclésiastiques*, et DIDIER, p. 25 ss.; — BONVALOT : *Charte*, p. 46.

(3) BRUSSEL, II, p. 769-776, et QUANTIN, III, p. 183 : « Cum homines et res nostre de Chableia in protectione et custodia comitis Campanie sint, dicti homines tenentur jurare et servare vitam, membra et honorem comitis vel comitis Campanie, cum ab eis fuerint requisiti ».

(4) GUYOT : *Répertoire universel de jurisprudence*, Paris, 1784, t. XII, p. 564 s.; — BONVALOT : *Histoire*, p. 344. — Surtout DUHAMEL : *Relations des ducs de Lorraine avec l'abbaye de Remiremont*, Epinal, 1866, p. 25 s.

lorraines, par exemple, passent avec leurs avoués de nombreux actes d'accompagnement portant sur des bois, des mines, des terrains cultivés ou incultes (5).

On explique généralement ces contrats par l'évolution que suivent à cette époque les institutions de protection. Gardiens et avoués ne se contentent plus, aux XII^e et XIII^e siècles, de remplir leur devoir ou d'exercer leur office en bénéficiant de leurs prérogatives ordinaires. Ils cherchent à empiéter sur les biens de leurs protégés et à se faire concéder par eux des droits importants. Le pariage, l'association par moitié, représente une étape dans cette mainmise sur les biens ecclésiastiques et une des formes de cet empiètement (6).

Cette vue n'est pas fausse, mais demande à être précisée. Dans beaucoup de cas, les pariajes nous paraissent avoir présenté, moins une conséquence de l'évolution signalée plus haut, qu'une réaction contre elle, contre les excès et prétentions des protecteurs, accompagnée d'un essai de transaction amiable.

En effet, les droits des gardiens et des avoués, quelle que fût leur importance, avaient tous le même caractère : c'étaient des droits formés historiquement, sans qu'aucune délimitation nette fût intervenue, et par là prêtant à beaucoup d'extensions et d'abus.

La convention de pariage, au contraire, assigne des droits déterminés. Ce sont des droits indivis, c'est-à-dire, réciproques. Les clauses d'égalité, de communauté des accroissements, d'administration commune protègent, dans une certaine mesure, l'abbaye contre les empiètements possibles.

Le sacrifice de moitié est sans doute considérable. Il est probable que souvent l'abbaye l'a jugé préférable à des situations non réglées et équivoques. D'ailleurs un sacrifice était de toute façon nécessaire; les protecteurs n'auraient pas renoncé à de vieux droits héréditaires sans une compensation conve-

(5) Voir ainsi, CALMET : *Histoire de l'abbaye de Sénones*, dans *Documents inédits des Vosges*, V, p. 99, 103, 124, 146, 153, 163, 171 ; — Liste de pariajes dans BONVALOT. *Histoire*, p. 371.

(6) BONVALOT : *Charte*, p. 137, et *Histoire*, p. 371.

« Les avoués spolient d'une façon indirecte les abbayes en passant avec elles sous couleur d'amitié des traités d'accompagnement où ils se font attribuer la copropriété d'un domaine ecclésiastique et des droits seigneuriaux ».

nable. Le pariage associant les intérêts en présence était une solution de conciliation.

II

Tel est le caractère du pariage de Pamiers. L'abbaye de Saint-Frédélas avait été fondée sur un territoire appartenant aux comtes de Foix. Ceux-ci en exercèrent la garde, au titre de fondateurs, et en profitèrent pour commettre de nombreux excès, disposant à peu près librement au ^x^e siècle des biens de l'abbaye. Les religieux finirent par appeler à leur secours la papauté. En 1111, excommunié par le pape, et menacé par les légats, le comte Roger II se décida à conclure une transaction rendant la seigneurie commune. Les religieux rentraient en possession de leurs biens, mais ils en confiaient la garde au comte et lui abandonnaient la moitié des droits les plus importants. Ce contrat fait pour la vie fut renouvelé tout le ^{xiii}^e siècle avec Roger III, Roger-Bernard I et Raymond-Roger et il assura la paix jusqu'à l'hérésie albigeoise (7).

Beaucoup de traités de pariage intervenus entre les abbayes et leurs protecteurs se présentent de la même façon (8). Ainsi les comtes de Foix jouissaient d'un vieux droit de garde sur la grande abbaye de Lézat. Ce droit donnait fréquemment lieu à des incidents et des contestations au sujet de la juridiction et du partage des redevances. Pour y mettre un terme l'abbé Pierre de Dalbs conclut, le 1^{er} décembre 1241, avec Roger IV un traité d'association (9). Il lui concéda la moitié des revenus, péages, justices et confiscations dans le territoire de la ville et de la sauveté, à l'exception cependant du monastère. En

(7) E. DE ROZIÈRE, p. 1 à 6. — H. L. II, instr., p. 358. — GAL-LIA, XIII, instr., p. 88.

(8) Voir par exemple de nombreux actes de transactions et associations entre abbayes et gardiens dans HULLARD-BRÉHOLLES, n^{os} 180, 187, 293, 968, 1360, etc... M. Didier n'a peut-être pas mis ce caractère suffisamment en relief. Les constitutions de garde expresse n'ont pas toujours pour but d'accroître les pouvoirs et les droits de la garde tacite, mais souvent, au contraire, d'en prévenir ou limiter les abus.

(9) F. PASQUIER : *Servage, paréages*, p. 7 et 8. Texte p. 1 à 7 et dans H. L. VIII n^o 344. Voir pièce justificative n^o II.

échange, le comte renonça formellement à tous les droits qu'il pouvait prétendre sur l'abbaye, sauf le patronat (10).

Les comtes de Périgord, gardiens du chapitre de Périgueux, ont été très longtemps en litige avec lui au sujet de la juridiction de Puy-Saint-Front et de divers autres villages au sud-est de Périgueux. En 1246, la royauté intervint à la demande du chapitre. Le comte dut abandonner toutes prétentions sur la justice. Il eut simplement, comme défenseur, l'exécution des peines corporelles, ce qui lui donna droit à certaines redevances (11). En récompense, Louis IX fut associé par le chapitre (12). Mais les difficultés reprirent de plus belle. Elles ne se terminèrent qu'en 1317 par un pariage-transaction (13).

Ou bien ces conventions interviennent non pour régler des situations litigieuses, mais pour supprimer des prérogatives particulièrement onéreuses qu'on remplace par des droits d'indivision. Ainsi, Louis VII jouissait de certains droits, notamment du droit de gîte sur la localité de Sceaux en Gâtinais appartenant à l'abbaye de Saint-Maur. En 1153-1154, il fut prié par les moines d'y renoncer et reçut en échange la moitié des revenus, justices, etc..., sous certaines réserves (14).

On voit parfois, d'ailleurs, les abbayes hésiter entre les deux solutions : s'en tenir au droit de garde héréditaire qui

(10) *H. L.*, VIII, c., 1074 : « asserentes in veritate quod omnia acta sunt in utilitatem predicti monasterii » et c 1070 « preter que vobis superius conceduntur, exactionem vel adempmentum facere, vel servitium aliquod extorquere minime attemptabitis. Insuper omnem alberguam et dominationem et usum et denique omne jus... vobis competentia seu per instrumentum aliquod vobis concessa... absolvatis, derelinquatis, et quittatis in p^m Domino omnipotenti Deo et beatis apostolis ».

(11) *Collection Périgord*, BN, t. XLIX, f^o 42.

(12) TEULET, II, n^o 3461, p. 601 : « ut melius possitis pacem in nostro diocoesi conservare, medietatem justicie temporalis quam habemus in villa Podii Sancti Frontonis Petrargoricensis... vobis duximus perpetuo concedendam ».

(13) *Périgord*, 27, f^o 383. — R. AVEZOU : *Les comtes de Périgord*. Positions 1924, p. 14.

(14) LUCHAIRE : *Etudes*, n^o 310 (T) : « Adiit nos abbas Fossatensis Theobaldus et monachi et augmentum villae desiderantes, humiliter rogaverunt ut hebergagium perdonaremus in p^{um} et ipsi nos collegerunt in medietatem reddituum et justicie ejusdem ville per omnia ».

De même Thibaud, en 1233, renonce à faire travailler à sa forteresse de Méry, les hommes de l'abbaye de Montier-la-Celle dont il est le gardien ; en échange, l'abbé l'associe à tous ses droits sur les hommes et les femmes de Droup-Sainte-Marie. (D'ARBOIS, n^o 236 ; — LALORE : *Cartulaire de Montier-la-Celle*, p. 24.)

pèse sur elles ou lui substituer un nouveau régime. Les comtes de Champagne avaient la garde de l'abbaye de Montier-en-Der et les villages du monastère lui devaient de ce fait trois cents livres de rente annuelle et le service de guerre. En juin 1230, l'abbaye jugea préférable de contracter un traité de pariage (15). Mais son exécution donna lieu à des difficultés. En mars 1241, Thibaut accepta d'y renoncer. L'abbaye lui paya 5.000 livres provinois et il reprit la garde du monastère, avec les droits de gîte, ost et chevauchée (16).

III

Plus encore que les gardiens, les avoués avaient fréquemment réussi à obtenir des abbayes des attributions propres de juridiction ou d'autres droits. Les seigneuries conjointes qui s'étaient ainsi établies avec des séparations mal déterminées ne pouvaient manquer de donner lieu à des contestations (17).

Aussi les traités de pariage entre abbayes et avoués interviennent souvent après une longue période de conflits. En 1264, l'abbaye de Saint-Mansuy de Toul et Jean de Joinville passent un contrat d'association; ils conviennent de mettre en commun tout ce qu'ils possèdent à Germay et dans les environs (18). Ce contrat a pour but de régler des différends anciens, en 1161 déjà nous voyons les parties transiger à leur sujet (19). De même les comtes de Bar sont pendant longtemps en litige avec le chapitre de Verdun au sujet de leur droit d'avouerie dans la prévôté d'Harville, dite ban de Pareid. En 1254, Thibaud II accepte de renoncer à son droit d'avouerie; mais à contre-cœur, semble-t-il, car les comtes recom-

(15) D'ARBOIS, cat. n° 2042.

(16) D'ARBOIS, n°s 2594, 2595 et 2743. — BRUSSEL, I, p. 564.

(17) BONVALOT : *Charte*, p. 282. — Les abbayes font « paigniage et communion (avec les seigneurs) pour eschiver débats et nourrir paix entre eux et leurs gens ».

(18) D'ARBOIS, V, n° 3358. Charte dans *B. E. C.* 1884, p. 655 ss. : « Je et l'abbé et li covens devant dit nous sommes accompaignié à partir chascun par moitié en quant que nous avons en dites villes, et quant que nos i porrons avoir par accroissances ».

(19) PICART : *Histoire de Toul*, p. 199.

mencèrent à élever de nouvelles réclamations. Finalement, l'abbaye accepta en 1315 de se les associer (19 bis).

Le pariage met parfois fin à des situations très complexes.

L'évêque de Verdun, seigneur temporel de Saint-Paul de Verdun, avait acquis l'avouerie du village de Rupt en Voèvre, appartenant au monastère. Sur ce point, il en était donc à la fois suzerain et vassal. On pallia ces difficultés en 1247 en faisant du lieu une seigneurie commune (20).

Les traités de pariage ainsi conclus sont donc des actes de pacification non moins que de société. Ils s'accompagnent souvent d'une vigoureuse tentative des abbayes, pour se débarrasser des droits exorbitants que les avoués prétendent exercer sur elles.

L'abbaye de Saint-Rémi de Reims engage au début du xiii^e siècle une lutte énergique contre les exactions de son avoué, le comte de Rethel (21). Les traités de pariage qu'elle conclut avec lui, en 1193 pour la villa de Ruricourt (22), un peu plus tard pour la villa de Petrosa (23), se rattachent à cet effort. Dans les deux cas, le comte doit, en échange de l'association qui lui est concédée, renoncer aux exactions, aux droits de gîte immodérés.

Le même comte, vers 1200, conclut avec l'abbaye de Saint-Hubert en Ardenne un accord pour le village de Chaveuges, à la suite de semblables contestations. Les parties mettent en commun tous leurs droits respectifs, y compris ceux que le comte exerce à titre d'avoué (24).

(19 bis) CALMET : *Histoire de Lorraine*, II, c, 502. — CLOUET, I, p. 217. Note 2, extraits : « pour oster tous descords, warder paix et plus grand profit avoir, accordent que compagnie est faite de tout ce que les dits cuens, prieur et doyen avoient et povoient avoir ».

(20) CLOUET, I, p. 440, note 2, extraits : « Nos avons ottroïé au devant di esleu la moitié de quanques nos avions en ladite neuve ville et en tot le finaige ».

(21) VARIN, I, p. 269-281.

(22) BRUSSEL, I, p. 800. — VARIN, I, p. 423 : « Cum quaestio moveretur inter ecclesiam Sancti Remigii et comitem regitestensem super villa de Rairicurve quae B. Remigii erat, tandem sopita est in hunc modum ».

(23) SAIGE et LACAILLE, I, p. 42 (T).

(24) SAIGE et LACAILLE, I, p. 41 : « In omnibus que de jure nostro procedebant et de omnibus que predicto comiti de jure cedebant advocacionis tam nos quam ipse commune in p^{um} obtinebimus participium ».

Souvent les abbayes en mettant certains lieux dans l'indivision, leur donnent en même temps des franchises. Ou bien l'accord des contractants se scelle par la décision d'y entreprendre l'édification commune d'une ville neuve (25).

C'est ainsi que Saint-Rémi de Reims, résout en 1182, ses différends avec Rainaldus de Roseto pour la villa de Fraillcourt (26). Elle lui concède la moitié de la justice et du terrage. Les deux parties y édifieront une ville neuve qui sera libre de toute taille ou exaction de l'avoué. En 1211, elle passe un semblable accord avec Hugues de Rethel pour Basancourt (27).

Fréquemment, le règlement des droits d'avouerie se fait d'une manière particulière. Les abbayes associent leurs avoués à la propriété de certaines terres, souvent avec clause d'édification de ville neuve. En échange, les avoués renoncent à leurs droits sur toutes les possessions de l'abbaye (28).

Ainsi en 1205-1206, Hugues de Rethel, sur l'arbitrage de l'abbé de Sainte-Colombe de Sens, s'accorde avec le prieuré de Novy pour tous les biens de ce prieuré. Il renonce à tous ses gîtes, procurations, etc... (29). La compensation consistait dans la création d'une ville neuve. Ce fut en 1208, la fondation de Sauville (30). Le comte avait la moitié des revenus de la nouvelle ville sauf dans les biens déjà précédemment cultivés.

L'abbé de la Grande-Sauve, dont dépendait le prieuré de Novy, approuva. Mais le comte dut trouver qu'il avait été lésé dans ce règlement et élever des prétentions nouvelles, car, un peu plus tard, l'administrateur de la Grande-Sauve lui concéda la fondation d'un nouveau centre dans les bois que le prieuré s'était précédemment réservés (31).

Les traités de pariage entre abbayes et avoués nous semblent

(25) BONVALOT : *Charte*, p. 283.

(26) VARIN, I, p. 387-390.

(27) SAIGE et LACAILLE, I, p. 57. Voir, *ibid.*, p. 77, semblable convention entre Hugues et l'abbé de Maire pour fondation d'une ville neuve à Maire.

(28) Voir BONVALOT, *Charte*, p. 149.

(29) SAIGE et LACAILLE, I, p. 45 : « Nos, domini seu advocacionis occasione a predicta ecclesia, seu villis, preter ea que in presenti carta continentur... nichil poterimus requirere ».

(30) *Charte*, dans *ibid.*, p. 54. — VARIN, I, p. 474 et SENN, p. 243, pièce 29.

(31) SAIGE et LACAILLE, I, p. 108 et ss.

donc, dans la grande majorité des cas, se rattacher au mouvement de suppression ou réduction des droits d'avouerie. La comparaison s'établit naturellement avec d'autres actes bien connus : les règlements d'avouerie (32). Mais ici la limitation des droits des avoués s'accompagne d'un essai d'association entre les parties, parfois sous l'influence de causes étrangères, d'ordre économique, que nous retrouverons par la suite.

SECTION II

Le pariage recherche de la protection.

Souvent, nous l'avons vu, les traités de pariage ont pour but de substituer à l'ancien régime de protection un nouveau régime mieux adapté. Mais tous n'ont pas ce caractère. Dans un grand nombre de cas, les établissements ecclésiastiques recherchent directement une protection nouvelle et renforcée, soit du gardien qui leur assure déjà une protection tacite plus ou moins large, soit d'un seigneur laïque quelconque. Aux XII^e et XIII^e siècles, se multiplient les constitutions de garde expresse (33). Fréquemment, elles s'accompagnent d'une convention d'association pour certains biens.

On peut se demander quelles raisons ont ainsi poussé les établissements ecclésiastiques à ajouter à la garde ordinaire, le sacrifice d'une moitié de leurs biens que comporte le pariage.

I

Une première explication se présente naturellement à l'esprit. Le pariage assure mieux la protection parce qu'il intéresse le protecteur à la conservation du bien protégé. C'est une vérité d'évidence de tous les jours. Les princes reconnaissent eux-mêmes les devoirs que leur impose le sacrifice des abbayes.

(32) SENN, p. 170, note 2. Sur les règlements d'avouerie voir, *ibid.*, p. 170 et suiv.

(33) DIDIER, p. 92 ss.

Leur dignité leur commande de les protéger. Mais ils doivent le faire avec bien plus d'ardeur lorsqu'ils en reçoivent quelque émolument (34).

Ce caractère onéreux ne différencie d'ailleurs pas totalement le pariage de la simple garde. Celle-ci, en effet, est rarement à titre gratuit. Nous avons vu les droits exorbitants auxquels tendaient les anciennes gardes. Les constitutions nouvelles continuent à assigner des droits importants. Ainsi en 1164, le prieur de Saint-Saturnin du Port, désirant accroître la protection que lui assurent les comtes de Toulouse leur concède de nouveaux droits qui aboutissent presque à un pariage (35). Devant certains actes, on se demande si on est en présence d'un véritable pariage.

En sens inverse, l'association dans un bien déterminé se présente souvent comme la rançon d'une protection plus générale. L'abbaye de Saint-Martial de Limoges, désirant s'assurer l'appui des comtes de Toulouse, associe, en 1231, Raimond VII aux droits de justice et autres qui lui appartiennent dans le petit bourg d'Asprières où elle a un prieuré. Le comte, en revanche, s'engage à défendre non seulement le bourg, mais toutes les possessions de l'abbaye dans le diocèse de Rhodéz (36). De même en 1173, l'abbaye de Cluny associe l'Empereur et son héritier, le comte de Bourgogne, aux biens du prieuré de Chaus. En considération de cette donation, l'Empereur doit protéger l'abbaye en tous lieux (37).

(34) « Ecclesiis ex Regio officio curam debemus providenciam et id ipsum eis diligencius impendere curamus cum aliquod inde consequimur emolumentum ». Louis VII pour Saint-Pierre-le-Moûtier. *Ord.* VII, p. 267. Ph. II répète en tête de plusieurs traités de pariage la même idée : « Tunc artius tenemur ad hoc ipsum cum aliquod inde consequimur emolumentum ».

(35) H. L., VII, p. 153. Texte dans BRUEL, V, p. 567, n° 4219, et *Gallia*, VI, instr., p. 300 : « ut per meam defensionem villa ipsa in commercio vianium magis augeri possit statuimus quosdam novos redditus mihi et sibi infra villam invicem accipiendos ».

(36) H. L. VII, p. 153. — DE LASTEYRIE : *L'abbaye de Saint-Martial de Limoges*, Paris, 1901, p. 360. — Texte p. 434, d'après BN ms. latin 12082, f° 157 v : « et vos dominus comes et successores vestri sitis nobis et hominibus dictae villae fideles et perpetui defensores et generaliter hominibus et aliis nostris rebus omnibus quae habemus vel visi sumus habere in toto diocesi Ruthenensi ». *Ibid.*, p. 435.

(37) BRUEL, V, p. 601, n° 4246. « Debet autem dominus imperator, societatis hujus ac beneficii respectu, jamdictam ecclesiam et res ecclesie, ubicumque fuerint, manutenere et deffendere ».

Ce qu'on peut dire c'est que dans le pariage la communication de droits est poussée très loin. Elle prend d'autre part un caractère synallagmatique. C'est un véritable engagement contractuel que le protecteur assume.

Aussi la mise en pariage intervient souvent quand l'abbaye craint un péril grave. C'est par exemple une période de troubles. Les guerres que les hauts seigneurs se faisaient entre eux, et les ravages qui s'ensuivaient pour les établissements ecclésiastiques déterminaient ces derniers à chercher un protecteur à tout prix (38).

En Franche-Comté, les parriages apparaissent et se multiplient dans la période particulièrement critique du règne d'Othon III (123+1248) (39). Les monastères placés sous la garde des ducs de Bourgogne étaient ainsi laissés sans défense. Les moines de Luxeuil, aux prises avec de nombreuses difficultés, après avoir essayé divers moyens, se tournèrent en 1258 vers le comte de Champagne et lui offrirent un pariage (40). Le comte obtenait la moitié des droits dans les nombreux villages qui composaient la seigneurie de l'abbaye.

En 1266, Louis VII est associé par l'abbaye de Cluny à la possession de Saint-Gengoul. L'acte mentionne que l'abbaye, autrefois dispensatrice de secours, en est réduite par la multiplication continuelle des guerres à chercher protection elle-même (41).

En dehors de cet état général de troubles, si fréquent d'ailleurs au moyen âge, les conventions de pariage ont souvent pour cause les sévices exercés par les seigneurs et les gens du voisinage, ce que les textes appellent la *mala vicinia* (42). En

(38) C'est là une des principales causes des parriages d'après LA ROCHEFLAVIN : *Des droits seigneuriaux*, ch. xxiv.

(39) CLERC, t. I, p. 421 : « Ce moyen de défense, jusqu'alors isolé se multiplie sous le gouvernement d'Othon III et dans tout le cours du XIII^e s. »

(40) D'ARBOIS, V, p. 390-392. *Cat.* nos 3138-3139. — PITHOU : *Mémoires des comtes de Champagne*, livre I, Paris, 1609, p. 503. — J. 201 nos 1 et 2. — TEULET, III, n° 4436, p. 427.

(41) LUCHAIRE : *Etudes*, n° 527 (bibliographie). — *Ord.*, XIV, 520. — BRUEL, V, p. 571, n° 4223. « Quod domus Cluniacensis recenti memoria latissime efflorescens, aliis salutare subsidium impartiri consueta, nunc guerris undique pullulantibus et circumquaque malitia debacchante... aliunde salutem rogare coacta nos adiit... ».

(42) « Ecclesia Sancti Johanni Senonensis quasdam villas habebat que posite in mala vicinia affligebantur graviter et vastabantur ». *Ord.*, XI, 203.

1290, l'évêque d'Aire s'associe le roi Edouard d'Angleterre dans sa ville épiscopale et diverses possessions. Il est réduit à le faire, dit-il, par son impuissance à repousser les attaques continuelles dont il est l'objet (43). Parfois, c'est une personne déterminée qui opprime l'église. L'abbaye de Prully soutient ainsi une longue lutte contre le sire de Prully; en décembre 1408, elle finit par s'associer le roi pour mieux résister (44).

Il est une situation qui a engendré de nombreux pariajes. C'est celle d'une abbaye qui se trouve aux prises avec les exactions de son protecteur. Contre l'avoué, l'abbaye se met dans la protection spéciale de son gardien ou d'un haut seigneur, et pour en obtenir une aide particulièrement efficace, l'associe à des conditions déterminées. La pratique des conventions de pariage avec la royauté fut ainsi un des moyens les plus efficaces de lutte contre les avoués (45).

De même, contre les abus du gardien, elle appelle en pariage un autre seigneur plus puissant. L'abbaye de Molesme en contractant avec le comte de Champagne eut plusieurs fois pour but de soustraire ses dépendances aux seigneurs locaux qui s'en prétendaient gardiens (ainsi Jean de Choiseul).

Souvent d'ailleurs, on voit la simple menace d'un pariage amener le gardien à composition. L'abbaye de Bèze est aux prises au XIII^e siècle avec le sire de Vergy qui se dit gardien de la ville de Lentilleux, appartenant à l'abbaye, et veut à ce titre y exercer certains droits. Pour se défendre contre lui, l'abbé Gérard vient vers 1275 à Paris et propose un pariage au roi. Le sire de Vergy proteste, mais se sent obligé de consentir à une transaction. Il conserve son droit de garde, mais étroitement limité (46).

(43) MONLEZUN, VI, p. 381 : « Cum sita sit in medio nationis perversae, immo defensionis defectu villa predicta quasi ad nihilum sit conversa et nuper igne et incendio in pulverem reducta, una cum monasterio supradicto ».

(44) *Ord.*, IX, 402 : « Ils nous requièrent qu'attendu que ladite abbaye est de fondacion royale, Nous nous veuillions accompagner avecques eulx par moitié en toute leurdite justice, afin que par le moyen de Nous et de nos officiers ils puissent résister à la puissance dudit de Prully ».

(45) LUCHAIRE : *Manuel*, p. 514.

(46) *Collection Moreau*, t. 199, f^o 45 ss.

II

Les conventions étudiées jusqu'ici sont motivées par un danger pressant qui menace l'abbaye et qui l'oblige à faire face à tout prix. Mais beaucoup de pariajes interviennent sans qu'aucun péril grave ne semble y contraindre. L'abbaye juge préférable non seulement d'avoir un gardien, mais encore de l'associer étroitement à ses possessions.

C'est qu'en effet, le pariage représente quelque chose de plus que la simple garde. A la protection du dehors, il ajoute la participation du seigneur gardien à l'administration de la seigneurie.

Or les établissements ecclésiastiques n'ont pas seulement à se défendre contre les attaques du dehors. Ils sont souvent inaptes à imposer l'obéissance à leurs sujets et à administrer leurs biens. L'intervention d'une autorité temporelle puissante est la meilleure façon d'y rétablir l'ordre. Elle décharge en même temps les religieux des soucis matériels et leur permet de se consacrer plus librement à leurs obligations canoniques (47).

Ainsi, vers la fin du XIII^e siècle, les moines de l'abbaye de Saint-Claude, voulant assurer la défense et l'exploitation de Saint-Cergues et des Joux Orientales délibèrent s'ils ne peuvent pas le faire eux-mêmes. Mais, ils reconnaissent qu'il leur sera plus facile et plus avantageux de donner cette charge à quelque puissant seigneur en l'associant par moitié à leurs droits sur les lieux. En 1299, ils s'associent donc Humbert de Thoire-Villas pour « bâtir des châteaux, former des villages et faire généralement tout ce qui peut servir aux intérêts des deux parties » (48).

De même le prieur de Saint-Flour voulant fortifier son village de Saint-Julien en concède la moitié indivise au seigneur

(47) Ce sont des raisons de ce genre qui expliquent en partie le développement de l'institution des avoueries dans les régions du Nord et de l'Est, et des vigueries dans les contrées du sud. Au XIII^e s. le pariage, l'association par moitié indivise, joue souvent le rôle rempli auparavant par avoueries et vigueries.

(48) BENOIT, p. 21.

de Canilhac à charge d'y bâtir une forteresse dans l'espace de deux ans (49).

Ces raisons valent particulièrement quand une abbaye possède des biens éloignés difficiles à défendre et à administrer. Le chapitre de Remiremont avait des biens considérables en Bourgogne, dans les environs de Chalon, notamment l'hôpital de Marlou. Vu les difficultés d'administration et les dilapidations qui s'y produisaient, l'abbesse Agnès de Salm décida en 1266, d'y associer Hugues de Bourgogne. Celui-ci devait participer à toutes les dépenses nécessaires pour la garde des biens et le recouvrement de ceux déjà aliénés (50). En 1219, dans des circonstances analogues, le couvent de Saint-Valéry-sur-Somme avait associé Blanche de Champagne à tous ses biens dans le même diocèse (51).

L'association du seigneur laïque, avec l'aide qu'elle apporte est surtout désirable quand il n'y a plus seulement une seigneurie à administrer mais toute une exploitation à entreprendre. En mars 1251, les moines de Saint-Michel de Tonnerre mettent en commun avec le comte de Champagne leurs villas de Vallières et de Turgy avec les bois de Sorberoy. De nombreuses clauses établissent une administration commune qui gérera au nom de l'abbaye et du comte. Tous les revenus seront partagés; et l'exploitation à entreprendre des bois est minutieusement réglée (52).

On voit ainsi intervenir dans la conclusion des parages, à côté de la recherche de la protection, but principal, d'autres mobiles d'ordre administratif ou économique.

III

La convention de pariage ne se borne pas à conférer des

(49) P. 13581, n° 485. — HUILLARD-BRÉHOLLES, n° 597.

(50) DUHAMEL : *Le pariage de Remiremont avec les ducs de Bourgogne et les Rois de France* dans B. E. C. 1868 p. 157 s. Sic p. 158. « Nous avons accompagné le noble baron Hugon, duc de Bourgogne à tos jours, en têt ce que nos avons en la diocèse de Chalon... par tel condition que icel dus et ses hoirs les nos doivent aider à garder, à maintenir et à deffendre vers totes gens, et à raquester les choses aliénées et ramener à droict et à la propriété de nostre egleyse en communs dépens. »

(51) J., 197, n° 15. — TEULET, I, n° 1350, p. 482.

(52) QUANTIN, III, n° 535, p. 254 s.

droits, elle impose également des obligations au seigneur laïque qui bénéficie du pariage.

Fréquemment, il donne des compensations. En 1160, Eudes, duc de Bourgogne, est associé par Saint-Bénigne de Dijon à sa villa de Grandmont. En retour, le duc communique aux moines tout ce qu'il pourra acquérir en ce lieu (53). En 1176, l'abbaye de Saint-Germain d'Auxerre s'associe le comte de Sancerre dans sa terre de Ponnessant. Mais le comte devra effectuer seul certaines dépenses et les acquisitions ainsi faites deviendront communes (54).

Ou bien le seigneur laïque s'engage à effectuer des travaux, à instituer des marchés, etc... (55). Le traité de pariage est une convention où beaucoup de clauses peuvent trouver place (56).

En dehors même de toute clause précise, la simple association d'un haut seigneur apporte une valorisation certaine à la seigneurie. En 1215, le chapitre Saint-Martin de Tours s'associe Eudes de Bourgogne dans sa terre de Broisse. Après son décès et celui de son fils, la terre reviendra de plein droit à l'abbaye avec toutes les améliorations qu'y aura apportées l'association conclue (57).

Le traité de pariage ne présente pas toujours, tant s'en faut, le caractère de sacrifice qu'on serait tenté de lui attribuer.

IV

Remarquons d'ailleurs que l'habitude de l'association est

(53) *Gallia* IV instr., p. 180. « Dux etiam incommunicavit monachis quicquid in eadem parrochia quolibet modo deinceps adquisierit. »

(54) QUANTIN, II, 277. « Quicquid vero ipse (comes) in predicta potestate adquisierit, propriis sumptibus faciet et monachi medietatem habebunt. »

(55) A Saint-Saturnin du Port, le comte concède des foires et des marchés. « Ego concedo illis et laudo nundinas et mercata et omnia commercia in quibus lucrari et negotiari possint ». *Gallia*, VI, instr., p. 300.

(56) Nous traiterons ce point plus amplement dans la seconde partie.

(57) « Post decessum vero nostrum eadem terra cum omni melioratione sua et cum omnibus per nos ibidem acquisitis ad Ecclesiam pleno jure revertetur ». PLANCHER : *Histoire de Bourgogne*, I, 383.

extrêmement répandue au moyen âge, dans le monde laïque, et, plus encore, dans le monde ecclésiastique (58).

Les communautés monastiques se réunissent par filiation sous le gouvernement d'une même maison. D'une maison à l'autre, elles passent des traités de confraternité qui mettent en commun non seulement des avantages spirituels mais souvent des biens temporels, établissant de véritables sociétés de secours mutuels (59).

Elles associent à leurs prières et à leurs œuvres les personnalités laïques dont elles veulent s'assurer l'appui (60). En cas de danger, elles leur concèdent facilement une partie de leurs revenus pour les intéresser à leur puissance. Ainsi Aton II, abbé de Lézat, voyant les seigneurs laïques s'emparer impunément des biens du monastère, s'adresse au comte de Carcassonne, Raimond-Guillaume et lui abandonne la moitié des biens qu'il fera restituer (61).

Les seigneurs laïques s'associent eux-mêmes les abbayes pour obtenir leur reconnaissance. Louis VII, en 1173, cède à l'abbaye de Fleuri la moitié indivise du village du Moulinet (62).

Ces habitudes d'association contribuent certainement à expliquer que, même en dehors de grands périls, les abbayes aient eu si facilement recours à l'association par parages avec les personnes de la classe féodale (63).

V.

Le pariage, instrument de protection, a connu aux XII^e et XIII^e siècles, un grand développement. « C'était alors une chose

(58) Sur le rôle de l'esprit d'association au Moyen Age, voir LUCHAIRE : *Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, Paris 1911, p. 26 ss.

(59) LUCHAIRE : *Manuel*, p. 98. — Voir par exemple (QUANTIN, I, p. 531), l'association des moines de Saint-Pierre le Vif de Sens et ceux de Haut-Villiers ; et H. L., VIII, c, 1879 (L'abbaye de Grandselve et celle de Condom décident de mettre en commun leurs biens spirituels et temporels).

(60) Ainsi Guillaume abbé de Lure associe Blanche de Champagne aux prières du monastère. « Quia bona intentione et maxima devotione beneficiis domus nostrae postulatis associari ». MARTÈNE : *Amplissima Collectio*, Paris, 1724, f^o 1120.

(61) H. L., IV, 489.

(62) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 189, et p. 323, n^o 17 (T).

(63) LUCHAIRE : *Les Communes*, p. 27.

assez ordinaire aux ecclésiastiques et particulièrement aux abbés d'associer des personnes puissantes à quelque partie de leurs revenus pour les engager à se rendre les protecteurs de leurs églises » (64).

Certaines abbayes ont eu pour ce procédé une véritable prédilection. L'abbaye de Molesme notamment se remarque par le nombre considérable de pariajes qu'elle a conclus (65).

L'abbé Isambard (1227-1238) inaugura cette politique. Il assura la sécurité de ses domaines en y associant un haut seigneur, ordinairement le comte de Champagne, substituant en même temps au vieux droit de garde héréditaire un nouveau droit minutieusement réglé et mieux adapté (66).

En mars 1234, il associe Thibaud aux seigneuries d'Essoyes, Verpillières et Poligny (67). Ce pariage frappe par sa minutie et le règlement détaillé de toutes les hypothèses. L'abbaye met en indivision toute la justice dans les lieux précités (68). Elle se réserve ses propriétés et ses fiefs, avec les déshérences des biens immeubles. Le comte ne pourra percevoir aucun revenu qui ne devienne commun à l'abbaye (69). Il renonce à son droit de gîte. Le service militaire qui lui est dû est étroitement limité. Une administration commune est prévue qui prêtera serment à l'abbé et au comte. Thibaud devra protéger les biens de l'abbaye avec la même vigilance que les siens propres. Il s'engage à ne jamais aliéner; la part qui lui est conférée devra toujours rester entre les mains des comtes de Troyes qui jureront d'observer le présent contrat.

Ce traité devint le modèle des suivants. En 1250, le successeur d'Isambard, Christophe d'Essoyes (1239-1252), appelle

(64) LE NAIN DE TILLEMONT, V, p. 81.

(65) Sur la politique de Molesme, voir : LAURENT, I, p. 176 s.; — DIDIER, p. 113 note 63.

(66) On retrouve nettement dans ces pariajes, comme dans beaucoup d'autres, les deux caractères signalés plus haut : recherche de la protection et liquidation des vieux modes de protection trop onéreux.

(67) D'ARBOIS, V, n^{os} 2297-2298. — LONGNON : *Documents*, II, p. 62 (T). — LAURENT, II, 305 (T).

(68) « Quod in dictis locis medietas justicie et abbonamentorum et talliarum mea vel heredum meorum erit et altera medietas abbatis et conventus predictorum ». LAURENT, II, 305.

(69) « Similiter in omnibus modis et commodis que ego aut heredes mei a prefatis hominibus prece, minis vel alio quolibet modo extorserimus dicti monachi capient similiter medietatem ». LAURENT, II, 306.

Thibaut IV au pariage de la grande seigneurie de Rumilly qui, outre le chef-lieu, comprenait une dizaine d'autres villages (70). La même année pour défendre le prieuré de Varennes-sur-Amance contre les entreprises du sire de Choiseul, il s'associe le comte de Champagne à Vy et Coiffy (71).

L'abbaye conclut beaucoup d'autres conventions de cette sorte avec divers seigneurs. Ainsi pour son prieuré de Marce-nay, on la voit en pariage avec les ducs de Bourgogne. Cette société est dissoute en 1247 (72). Elle s'associe alors Gaucher de Saint-Florentin, sire de Pacy (73).

VI

Les hauts seigneurs, de leur côté ont accepté avec empressement, et peut-être même dans certains cas, plus ou moins imposé les conventions de pariage. La politique des avoueries avait constitué une des bases de leur puissance. Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, ils cherchent à étendre leur domination par l'emploi de la sauvegarde expresse et, plus encore, par le traité de pariage qui leur procure en outre une copropriété, une coseigneurie, facilitant leurs visées politiques.

Prenons l'exemple des comtes de Foix. Nous les avons vus à Pamiers et à Lézat régler par des pariaages leurs droits de garde.

En 1241, ils profitent des besoins de protection de l'abbaye Saint-Volusien de Foix pour se faire concéder la moitié indivise de la justice et des droits seigneuriaux de la ville de Foix (74).

L'abbaye du Mas d'Azil était tombée dans une détresse extrême, par suite des attaques de ses voisins et de la révolte

(70) D'ARBOIS, V, nos 2932-33. — LONGNON : *Documents*, II, 60. — TEULET, III, n° 3884.

(71) D'ARBOIS, V, n° 2934. — LONGNON : *Documents*, II, 177. — TEULET, III, n° 3886.

(72) LAURENT, II, p. 293, n° 94.

(73) *Ibidem*, p. 293, n° 96.

(74) *H. L.*, VI, 32. *H. L.*, VIII, c 1062 (T). « Convenimus ut ipse omnisque posteritas habeat medietatem totius leude de mercato Fuxi et medietatem totius ville justitie... Haec autem prefata concedimus ut ipse pro posse suo ecclesiam et totam villam Fuxi ab omnibus infestantibus protegat et eam in libertatem custodiat ».

de ses sujets. Les moines, devant l'impossibilité de remplir leurs obligations religieuses, jugèrent préférable d'appeler à l'aide un prince puissant, même au prix d'un grand sacrifice. En 1246, le comte Roger reçut cession de la moitié de leurs biens (75).

Des conventions semblables intervinrent avec d'autres abbayes. A la fin du XIII^e siècle les comtes de Foix étaient entrés en pariage avec la plupart des dignitaires ecclésiastiques de leurs Etats (76).

Il est une protection que les établissements ecclésiastiques recherchent particulièrement : c'est celle de la monarchie. Mettant à profit cette tendance, les Capétiens réussirent souvent à se faire associer par eux dans leurs droits de souverains et de propriétaires.

Louis VII est associé en 1155 par l'abbaye Saint-Jean de Sens dans toutes ses possessions de Chéroy, Voulx et Lixi (77). En 1165-1166, il prend sous sa protection la ville de Saint-Pierre-le-Moutier appartenant à l'abbaye de Saint-Martin d'Autun et reçoit en partage la moitié des revenus (78 et 79). Avec l'abbaye de Cluny, il contracte un pariage pour Saint-Gengoul. L'évêque de Macon l'associe à la possession de plusieurs localités, notamment Verizet, Prissé et Crêches (1171-1172) (80). En

(75) *Gallia*, XIII, instr., p. 161. — CAU D'URBAN. Texte p. 105 ss. « Intuentes statum miserie atque penuritis monasterii supradicti... prave et perverse nationis longissimo stimulo cohortante... quod melius est sub tuitione alterius principis, de bonis monasterii pro praestanda defensione etiam parte aliqua assignata, vivere quam alibi fugere ».

(76) F. PASQUIER. *Les paréages entre seigneurs laïques et ecclésiastiques dans le comté de Foix, au XIII^e s.*, *Bull. phil. et hist.*, 1889, p. 154.

(77) *Ord.* XI 203. LUCHAIRE. *Histoire* II, p. 188, note 3. Cette charte générale fut confirmée par des chartes particulières. En 1155 pour Chéroy (PROU, p. 269 ; QUANTIN, I, 532). En 1169-70 pour Voulx (LUCHAIRE, *Etudes*, n° 563). En 1176-77 pour Lixy (LUCHAIRE, *Etudes*, n° 697 ; QUANTIN, II, 287).

(78) *Ord.* VII 266. LUCHAIRE, *Etudes*, n° 519. *Histoire*, II, p. 183, note.

(79) VAYSSIÈRE, p. 265. — GUI COQUILLE, *Histoire du Nivernais*. Paris, 1622, p. 362. BULLIOT (*Essai historique sur l'abbaye de Saint-Martin d'Autun*, t. I, Autun, 189, p. 214) y voit une transaction entre le roi et l'abbaye à la suite de litiges. Cependant le texte n'en fait pas mention.

(80) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 189, note 5. *Etudes*, n° 611, et texte p. 438. « Stephanus episcopus et tota Matisconensis ecclesia diutinis guerris valde afflictis ad nos confugerunt, nostrum humiliter requirentes patrocinium et pro bono et quiete ecclesie nos receperunt in villas suas ».

1178-1179, le chapitre de Saint-Martin de Tours met sous sa garde la localité d'Aubigni et lui cède la moitié de la justice (81), etc...

Ph. II pratique cette politique avec encore plus d'ampleur. S'il use volontiers du procédé de la garde qui étend largement son influence, il préfère le pariage plus productif et tâche d'y amener les abbayes (82). C'est la condition qu'il met souvent à l'octroi de sa protection.

En 1181, il contracte avec les moines de la Charité pour Valigni (83). La ville de Cusset en Auvergne était désolée par les ravages des gens de guerre. L'abbaye, seigneur de la ville, implora la protection de Ph. II et pour augmenter sa sollicitude lui concéda la moitié de la justice et de divers autres revenus dans Cusset et les environs (84). En 1186-1187, des traités de pariage interviennent avec le monastère de Flavigny pour Couches, en Bourgogne (85) et avec l'abbaye de Saint-Martin d'Autun pour Anzy-le-Duc en Brionnais (86). En 1187, le couvent de la Charité-sur-Loire l'associe dans tous ses biens à Dixmont (87). Deux ans plus tard, toujours à la condition du pariage, il prend sous sa protection la villa d'Escurolles, en Auvergne, appartenant à l'abbaye de Cluny (88). De semblables traités d'association sont conclus avec Saint-Martin de Ruricourt pour Wasquemoulin (1190) (89); avec le monastère Saint-Laurent de Longrette pour divers biens (1192) (90); avec

(81) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 189, note 4, et *Etudes*, n° 752 (bibl. et T.).

(82) Sur les sauvegardes et pariajes de Philippe II, voir DIDIER, p. 175-177.

(83) DELISLE : *Catalogue* n° 30. — DELABORDE, n° 34, p. 45. — VAYSSIÈRE, p. 266 et 269 (T.).

(84) DELISLE, n° 106. — DELABORDE, n° 117, p. 145. Voir sur les motifs du pariage, *Ord.* IV, 205 et X, 53.

(85) DELABORDE, n° 188, p. 225.

(86) *Ibid.* n° 189, p. 227.

(87) J., 397, n° 1. — TEULET, I, n° 348, p. 148. — PROU, p. 309, n° XXIII. — DELISLE, n° 205, p. 248. — *Ord.*, XI, 251. — A. PISSIER, *Etudes historiques sur Dixmont. Bulletin de la Société des sciences de l'Yonne*, t. LXI, p. 234.

(88) BRUEL, V, n° 705. — VAYSSIÈRE, p. 265 et 268 (T.). *Bibl. Cluniacensis*, c, 1489. — *Ord.*, XI, 261. — DELABORDE, n° 253, p. 306, « ex prosecutione hostili vastatam et destructione proximam ».

(89) J., 397, n° 3. — TEULET, I, n° 383. — DELISLE, *Catalogue*, nos 295-296. — DELABORDE, n° 330, p. 399.

(90) DELISLE, *Catalogue*, n° 374. — J., 731, n° 3. — TEULET, I, n° 400, p. 169. « Dominus rex nos cum universis rebus nostris, in custodia sua suscepit et defensione ».

le couvent de Plainpied pour les villas de Colobrium et Lauriacum (1200) (91), etc...

Le mouvement se développe largement. En octobre 1204, Ph. II annonce qu'il prendra en garde tous les villages de Bourgogne dont les seigneurs l'associeront à leurs droits (92). Le pariage devient la forme ordinaire de la protection royale.

(91) J., 397, n° 5. — TEULET, I, n° 604, p. 223.

(92) DELISLE, *Cat.*, n° 865.

CHAPITRE II

LE PARIAGE ET LES GRANDES SEIGNEURIES ECCLÉSIASTIQUES MÉRIDIONALES

Nous avons vu dans le chapitre précédent que souvent les traités de pariage ont eu pour cause la difficulté qu'éprouvaient les seigneurs ecclésiastiques à se faire obéir de leurs sujets. Ce besoin de protection a pris une importance particulière au ^{xiii}^e siècle dans beaucoup de grandes seigneuries ecclésiastiques méridionales. D'autre part, leurs titulaires se sont souvent trouvés en butte aux attaques plus ou moins ouvertes dirigées contre eux par les haut seigneurs laïques. En face de ce double péril, ils ont cherché dans le pariage avec le haut seigneur à la fois une solution de leurs litiges avec lui et une protection contre l'insoumission de leurs sujets. Il y a eu deux ordres de problèmes parfois séparés; mais souvent étroitement liés, ce qui fait que nous les réunissons dans la même étude.

De ces grandes seigneuries, quelques-unes appartenaient à des abbayes et cela à des titres divers, parfois donation, le plus souvent parce que la ville avait dû son origine à l'abbaye.

Le plus grand nombre étaient des seigneuries épiscopales. En beaucoup d'endroits, les évêques avaient réussi à devenir chefs temporels d'une partie plus ou moins grande de leurs diocèses, tout au moins de leurs villes épiscopales.

Les origines de ce pouvoir temporel, assez obscures, paraissent avoir été très diverses.

Au premier plan interviennent les concessions régaliennes, donations impériales ou royales. La seigneurie de l'évêque du Puy sur la ville eut pour fondement une donation de 924, par laquelle le roi Raoul conférait à l'évêque tout le bourg

contigu à l'église d'Anicium, avec la frappe de la monnaie et l'exercice intégral de la justice (1).

Le rôle de ces concessions régaliennes est extrêmement important. Les seigneuries épiscopales se sont multipliées surtout dans deux régions.

D'une part dans les pays du Rhône et des Alpes. L'Empire, n'y ayant plus qu'une autorité nominale, s'en était facilement dessaisi en concédant aux prélats les droits régaliens (2). Ainsi l'archevêque d'Embrun, les évêques de Grenoble, Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Viviers, etc... jouissaient dans leurs cités de véritables droits souverains.

De même, les contrées du Centre de la France avec les évêchés de Mende, du Puy, etc... échappèrent longtemps à toute action directe de la monarchie. Les premiers Capétiens n'y intervinrent guère que pour confirmer les droits des prélats. Ainsi fit Louis VII en 1158 pour la seigneurie du Puy (3). En 1161, l'évêque de Mende, Aldebert, vint lui prêter serment de fidélité; en échange, le roi lui confirma tous les droits régaliens par un acte célèbre, appelé la Bulle d'or (4).

Les efforts personnels des prélats préparèrent et exploitèrent ces concessions. Souvent les seigneuries épiscopales ont dû leur développement progressif à des séries de tentatives patientes.

Les évêques d'Albi élèvent peu à peu leur pouvoir à côté de celui des vicomtes, profitant de toutes les circonstances. En 1193, ils arrivent à un véritable partage de la seigneurie (5).

Les évêques de Mende poursuivent cette politique avec ténacité. Ils achètent la seigneurie de leur ville épiscopale aux vicomtes de Gévaudan; se débarrassent de la suzeraineté des comtes de Barcelone; étendent leur domination sur le plateau de la Margeride par l'achat de paréries. Une fois introduits dans ces associations ils y prenaient rapidement la première

(1) *H. L. V*, c, 146-147. — DELCAMBRE : *Paréage*, p. 122.

(2) Exemples de concessions de regalia. A l'évêque de Viviers en 1177. REGNÉ : *Histoire*, II, p. 47. *Gallia*, XVI, instr. 225-226. — A l'archevêque d'Embrun en 1147. *Valbonnais*, I, p. 38.

(3) *Gallia*, II, instr., c, 232.

(4) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 359. — MAISONOBE, p. 3-6. Texte, p. 5. « Totum Guaballitanum episcopatum cum regalibus ad nostram coronam pertinentibus ex integro concedimus ».

(5) *H. L.*, IV, p. 652 ss.; VII, p. 284 ss.

place. Des groupes entiers de seigneuries leur furent ainsi acquis (6).

Les circonstances extérieures ont souvent facilité l'action des prélats. Dans certains cas, elles contribuaient à grouper autour d'eux les populations. Le pouvoir des évêques de Maurienne, attribué à une prétendue donation du roi Gontran vers 579, semble surtout dû à l'action jouée au cours de l'expulsion des Maures, à l'issue de laquelle il paraît définitivement constitué (7). De même le problème de l'organisation de la paix en Gévaudan aboutit en 1140 à la constitution d'une armée de paziers dont un concile confia l'organisation aux évêques de Mende (8). La guerre des Albigeois amena nombre de seigneurs méridionaux, obligés de prendre parti, à prêter hommage aux évêques (9). En 1225, le roi d'Aragon, pour obtenir l'appui de l'évêque de Mende, se reconnut son vassal, ce qui mit sous l'arrière-vassalité épiscopale les grands barons du Gévaudan, les Tournel, les Montlaur, les Mercœur, etc... (10). A l'inverse cette guerre absorbait le haut pouvoir laïque : l'évêque de Cahors en profita pour se débarrasser de toute sujétion à l'égard des comtes de Toulouse (11).

Ces seigneuries ainsi constituées avaient des étendues très variables. Celle de l'évêque de Cahors paraît s'être limitée à la ville épiscopale. L'évêque du Puy était seigneur de la ville et de faubourgs. En outre, il possédait treize châteaux ruraux et exerçait des droits de directe sur les principaux fiefs laïques du Velay (12). La domination des évêques de Limoges portait sur la cité de Limoges, le château et bourg de Saint-Léonard de Noblat et plusieurs autres villes du pays (13).

Diverses d'étendue, ces seigneuries l'étaient également par les pouvoirs de leurs titulaires. Certaines ne comportaient qu'un droit de justice ordinaire. D'autres, au contraire jouis-

(6) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 350-376.

(7) Sur les origines de ce pouvoir temporel, voir, en sens divers : PASCALIN, *Revue Savoisienne*, 1899, p. 426 s. et S. TRUCHET, *Travaux de la Société d'histoire maurienne*, 2^e série, t. III, 1^{re} partie, p. 53 ss.

(8) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 354-363.

(9) *Ibid.*, p. 381.

(10) *Ibid.*, p. 398.

(11) *H. L.*, IV, 201 ; VI, p. 365.

(12) DELCAMBRE : *Paréage*, p. 132 et 134-137.

(13) GUIBERT : *Commune*, p. 39.

saient de véritables droits souverains. Le principal de ces prélats indépendants était l'évêque de Mende (14). Au milieu du XIII^e siècle, il exerçait dans le Gévaudan cette autorité supérieure que les textes appellent « major dominatio ». A ce titre, il recevait le serment de fidélité des barons, connaissait de leurs procès, punissait leurs violences, leur imposait les trêves, etc... Il contrôlait le port d'armes, les péages, les voies publiques. Il jouissait de deux droits importants, le compoix de la paix pour l'entretien des paziers, et le denier de Saint-Privat levé dans tout le diocèse. Dans les cérémonies, on portait devant lui le sceptre régalien (15).

Puissantes en apparence, ces seigneuries étaient en réalité assez faibles. Le pouvoir temporel ecclésiastique a toujours eu beaucoup de peine à obtenir l'obéissance de ses sujets. Et la vie de ces seigneuries au XIII^e siècle fut mouvementée.

L'évêque de Mende se heurtait constamment aux grands féodaux laïques. En 1228, il entra en lutte violente avec le baron de Tournel. Il fut obligé de solliciter l'intervention du sénéchal de Beaucaire qui lui porta appui, moyennant partage du compoix. Cette association contractée pour trois ans fut renouvelée plusieurs fois. C'était le début de l'intervention royale (16).

C'est sur les simples habitants des quinze paroisses de son diocèse qui constituaient son pouvoir temporel que l'évêque de Saint-Jean de Maurienne était impuissant à maintenir son autorité. En 1327, une grave insurrection, motivée par la question des franchises, éclata dans la vallée des Arves. Plusieurs familiers du prélat furent mis à mort et lui-même assiégé (17). Il fut obligé de recourir à un traité d'association avec le comte de Savoie pour la plus grande partie de ses terres (18).

(14) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 463. — R. MICHEL, p. 116. — LUCHAIRE : *Manuel*, p. 44, note 1.

(15) D'après MAISONOBE, p. 212-237.

(16) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 418. — R. MICHEL, p. 146 s. Texte de l'accord de 1239 avec Pierre d'Athies, p. 384.

(17) « Ad strages et homicidia plurium officiariorum et familiarum dicti domini infra ecclesiam et campanile hujus loci convenerunt cum magno exercitu ». *Gallia*, XVI, instr., p. 316.

(18) « Ipsum dominum comitem consociat, socium et dominum facit in mero mixto imperio et jurisdictione quam habet in terra episcopatus Mauriannae ». *Ibid.*, 317.

Original du pariage aux Archives de Turin. Copie Arch. Savoie G 3,

Ces difficultés se produisaient surtout dans les villes, centres de la puissance temporelle ecclésiastique. Et le premier rôle était joué par le mouvement consulaire.

L'autorité consulaire semble être née de l'association progressive des prud'hommes avec le seigneur dans le gouvernement de la communauté (19). Cette évolution se fit assez souvent d'une manière pacifique dans les seigneuries laïques. Dans les seigneuries ecclésiastiques, au contraire, le mouvement eut généralement un caractère de violence aiguë.

Au Puy, la communauté des habitants essaie plusieurs fois en 1192 et 1214 de conquérir le consulat. Elle n'obtient en 1229 que l'octroi d'un syndicat et de nouvelles insurrections éclatent en 1239-1276. Pour la châtier un arrêt de 1278 supprime tous ses privilèges. Mais les habitants reprennent confiance et sous Philippe IV recommencent la lutte (20).

Dans ses possessions, l'évêque de Limoges est aux prises avec deux puissantes communes. Celle de Saint-Léonard de Noblat date de la fin du ^{xii}e siècle. Pendant le ^{xiii}e siècle elle accapare peu à peu la justice civile et criminelle. Les hostilités ouvertes dès 1226 prennent à partir de 1260 un caractère grave; les armes spirituelles restent complètement impuissantes. En 1277, les consuls portent l'affaire devant le Parlement et engagent un procès qui va durer trente ans (21). Une commune s'était également formée dans la cité de Limoges; nous la voyons en 1276 en conflit avec l'évêque; elle suit la même marche que la commune de Saint-Léonard (22).

A Cahors, dès le milieu du ^{xiii}e siècle les consuls peuvent être considérés comme étant en fait les maîtres de la ville. Ils imposent et perçoivent des taxes, jugent les délits, ont la garde de la ville, des portes et remparts, etc. (22 bis). Des incidents éclatent journellement et l'évêque soutient en vain que

n° 6. *Gallia*, XVI, instr., p. 315 ss. La meilleure étude est celle du comte de MARESCHAL : *La souveraineté temporelle des évêques de Maurienne. Mémoires de l'Académie de Savoie*. 4^e série, t. III, 1892, p. 255 s.

G. PÉROUSE : *La Savoie d'autrefois*. Chambéry, 1933, p. 66 et s.

(19) DOGNON, p. 63.

(20) DELCAMBRE : *Le Consulat*, p. 1-23.

(21) L. GUIBERT : *Commune*, p. 72 ss., p. 162, description de six rouleaux contenant les pièces du procès entre évêques et consulat.

(22) L. GRENIER, p. 19-23.

(22 bis) E. DUFOUR : p. 33 ss. — DOGNON, p. 116 ss.

le consulat est à lui et non à la communauté, ainsi que le sceau et les biens communs (23).

Dans beaucoup d'autres seigneuries ecclésiastiques de pareilles difficultés se produisent. Ainsi à Gap, l'évêque est en lutte ouverte avec le consulat. Impuissant à le vaincre il appelle à son secours en 1281 Charles I^{er}, roi de Sicile et comte de Provence, et l'associe à sa juridiction (24).

Souvent, en outre, ces seigneurs devaient lutter pour maintenir leurs droits contre le haut pouvoir laïque; et les occasions de conflits ne manquaient pas.

Parfois la concession des droits régaliens avait laissé subsister à côté du nouveau pouvoir épiscopal, l'ancien pouvoir comtal. A Vienne, les diplômes impériaux avaient institué une sorte de partage d'autorité entre Dauphins et archevêques. Les Dauphins, puis plus tard, les Rois de France, s'en servirent habilement pour étendre leurs droits au détriment de ceux des prélats (25).

Ou bien, dans la même ville, seigneuries laïques et ecclésiastiques avaient grandi côte à côte. A Narbonne, l'archevêque était suzerain, mais avait dû inféoder une partie notable de la ville aux vicomtes. De pareilles situations étaient génératrices de conflits; les parties y mettaient souvent fin en s'associant. Ainsi à Rhodéz, l'évêque dominait dans la cité, et le comte dans le bourg. Les agents de celui-ci se rendirent coupables de nombreux attentats contre ceux de l'évêque. Les parties compromirent devant l'évêque de Mende qui décida d'établir un pariage réciproque de la cité et du bourg (26).

Même dans les cas où l'évêque avait réussi à devenir seul

(23) DOGNON, p. 123.

(24) *Gallia*, I, instr., p. 87 s. Sic, p. 88: « Cum a, subditis suis civibus et hominibus de Vapinco, ipse et ecclesia Vapincensis graviter opprimerentur... et quia propter potentiam hominum de Vapinco jurisdictionem suam non poterat exercere in eosdem ».

(25) FOURNIER, p. 409 et note 2: Valbonnais, I, p. 137, II, p. 296-424, etc...

(26) *H. L.*, IV, p. 371 s. CHOPIN : *Coutume d'Anjou*, Paris, 1635, p. 21. Exposé de la situation qui aboutit au pariage, dans *Ord.*, XVII, p. 193. Voir surtout *Doat*, t. 133, f^{os} 78 ss. Sic f^o 92, v. : « Fuisset in vos principaliter compromissum ratione homicidiorum hominum quatuordecim Ecclesie memorate interfectorum et ratione incendiorum ». Et f^o 117, v. : « Usus separatus jurisdictionis retroactis temporibus dederat multorum malorum materiam et propter hoc... fuit dictum adventum Pariagium ut usus ejusdem jurisdictionis fieret nomine communi ita quod semper eodem usu nulla contradictio valeret suboriri ».

seigneur de sa ville, le pouvoir comtal subsistait dans son ressort rural. Au XIII^e siècle il se fortifie et tout naturellement cherche à pénétrer dans les villes pour en faire le centre de son action. A Grenoble, l'évêque Guillaume de Sassenage est constamment aux prises avec les officiers du Dauphin. En 1293, il accepte un traité d'association. La juridiction sur la ville et son territoire sera exercée par un juge commun (27). Mais les difficultés reprennent. Les Dauphins ayant créé pour leurs Etats diverses cours supérieures, parmi lesquelles le Conseil Delphinal, les établissent à Saint-Marcellin puis veulent les transporter à Grenoble. Mais ils ne peuvent le faire sans l'autorisation de l'évêque seigneur en pariage. Finalement en 1343, celui-ci y consent.

Le Dauphin pourra tenir ses cours à Grenoble, y juger les délinquants de tout le Dauphiné, sauf les habitants de la ville. Il promet en échange diverses compensations (28).

La politique des hauts seigneurs est partout la même. Ils contestent les droits des seigneurs ecclésiastiques, puis transigent avec eux. Ils profitent de toutes les occasions où ceux-ci ont besoin de protection pour en obtenir une part de territoire ou de souveraineté sous les formes les plus diverses dont la principale est le pariage.

Ainsi font les comtes de Savoie (29). Nous les avons vus entrer en pariage avec les évêques de Saint-Jean-de-Maurienne. Déjà auparavant, le 10 août 1260, ils avaient obtenu de l'évêque de Lausanne la cession de la moitié de la juridiction de sa ville épiscopale (30).

(27) *Valbonnais*, t. I, p. 245, t. II, instr., p. 70 (T.). « Quod merum et mixtum imperium et jurisdictio Civitatis et ejus territorii, sit communis ipsi D episcopi et ejus successoribus et nobis... Quod omnes delinquentes infra dictam Civitatem, subiaceant coram judice communi... Quod omnes paenae et etiam omnes exactiones quaecumque fiant sint communes ».

(28) *Valbonnais*, I, p. 309 et II, instr. p. 463. « Quia in eadem Civitate idem Dominus Dalphinus tenere nititur Curias suas infrascriptas, videlicet Curiam majoris Judicis Graisivodani, Judicis appellationum totius Delphinatus, Computorum Dalphinalium ac Consilii Dalphinis ». P. 469, le Dauphin promet des compensations « pro eo magis quia dictus locus Gratianopolitanus magis utilis est ad tenendum Curias supradictas quam alius locus Dalphinatus ».

(29) Comte de MARESCHAL, *op. cit.*, 293-294. — PÉROUSE, p. 85.

(30) *Gallia*, XV, instr. p. 171. « Medietatem totius temporalis jurisdictionis quam habemus in civitate, vico et infra banna Lausannae,

Sous cette emprise du pouvoir laïque, les seigneuries ecclésiastiques ont perdu progressivement une part souvent considérable de leurs prérogatives (31).

Tel est le double problème auquel a donné lieu leur existence. Les nombreux parages intervenus ont généralement répondu à une double nécessité, dans des proportions plus ou moins grandes.

Dans le Dauphiné, les associations des Dauphins avec les seigneurs ecclésiastiques ont eu surtout pour but de régler leurs controverses. « Comme les droits que les Dauphins s'attribuaient dans les villes épiscopales étaient pris sur ceux des évêques qui les avaient usurpés eux-mêmes, ils s'étaient facilement accordés entre eux sur le partage d'un bien qui n'était proprement ni aux uns ni aux autres » (32).

Les contestations avec l'archevêque d'Embrun sont réglées en 1321 par une transaction. Les parties ne pourront tenir de juridictions séparées; mais toute seigneurie sera commune. Le Dauphin se reconnaît vassal de l'Eglise pour sa moitié (33).

Dans de semblables conditions, une convention avec l'évêque de Gap, en 1300, institue dans cette ville une juridiction commune pour connaître de certaines questions contentieuses (34).

La riche seigneurie de Romans subsistait encore indépendante à l'intérieur de leurs terres. De nombreuses discussions surgirent avec l'archevêque de Vienne et le chapitre, seigneur de la ville. Un conflit avec les habitants fournit l'occasion d'une intervention à main armée. Et pour rétablir la paix, le pape Clément VI, s'appuyant sur une qualité prétendue de seigneur dominant, inféoda au Dauphin, le 31 juillet 1344, la moitié indivise de la juridiction de la ville, acte qui produisait le même effet qu'un pariage (35).

tam in bannis, clamis justitiis eidem domino Petro concedimus ». Etude de ce pariage dans *Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse Romande*. 1^{re} série, t. 19, Introduction.

(31) LUCHAIRE : *Manuel*, 222.

(32) *Valbonnais*, I, 11.

(33) CHOPIN : *Coutume d'Anjou*, p. 21. — *Valbonnais*, II, p. 183.

« Quod neuter ipsorum Dominorum possit separatim assisias tenere vel causas saeculares audire... sed omnia que ad jurisdictionem secularem pertinent in locis ipsis per judicem et alios officiales communes et auctoritatem communis jurisdictionis debeant exerceri ». Il y avait eu probablement des associations antérieures. G 8, 2523, f^o 245 ss.

(34) *Valbonnais*, I, p. 53.

(35) GIRAUD : *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Bernard de*

A l'inverse dans le duché de Guyenne les rois d'Angleterre n'eurent guère besoin de contester les droits des seigneurs ecclésiastiques. La violence du mouvement consulaire obligeait ceux-ci à solliciter leur appui.

En 1270, l'abbaye de Saint-Sever-Cap associe Henri III à la moitié de ses droits seigneuriaux sur cette ville pour remédier aux grands dommages subis de la part des habitants (36). En 1273, c'est l'évêque et le chapitre de Lectoure qui cèdent à Edouard I^{er} la moitié de leur suzeraineté temporelle sur la ville et le faubourg (37). Edouard se rend à Lectoure et réduit les consuls à l'obéissance (38).

A Bazas, l'évêque est aux prises avec une révolte violente des habitants. Il voit en outre ses actes contestés par les officiers du roi d'Angleterre (39). Pour s'assurer, de ce côté au moins, la paix, il s'en remet à l'arbitrage de l'évêque d'Aire et du doyen de Saintes. Ceux-ci décident que l'évêque cédera au Roi, moyennant compensation, la moitié indivise de la seigneurie de la ville et banlieue. La justice sera exercée conjointement par deux prévôts (40).

Dans cette série de parages, on relève encore, en 1285, l'association dans la seigneurie de Condom consentie par l'abbaye de cette ville. Celle-ci fait cette cession au roi Edouard, pour vaincre la désobéissance de ses sujets qui l'empêchent d'exercer ses droits; et aussi pour se consacrer plus librement à ses devoirs ecclésiastiques (41).

Romans, t. III, Lyon, 1866, p. 143-189. — *Valbonnais*, II, p. 333 et p. 497 (T.). « In primis concordatum est quod dicta villa de Romanis communicetur in p dicto Delphino... ita quod omnis jurisdictio, merum et mixtum imperium et omne emolumentum... sint et erunt communes et communia pro indiviso ».

(36) *C. S.*, p. 97. — BÉMONT, p. 160 et 235. — Dom DU BUISSON : « *Historia monasterii Sancti Severi* », t. I, p. 234 (T.).

(37) *H. L.*, p. 368. *CS.*, p. 97-98: Texte dans *Gallia*, I, instr., p. 175. — MONLEZUN, VI, p. 397 (d'après le *Gallia*). Plus complet dans Bémont, p. 180.

(38) Bémont, p. 205.

(39) « Attendentes quod tam propter rebellionem subditorum nostrorum quam resistenciam gentium dicti Regis et Ducis prefata justicia nobis ad nullam auctoritatem redita sit; et non solum vicini sed etiam subditi cornua contra ecclesiam erigebant ». *Ord.*, XV, p. 392.

(40) Texte *Ord.*, XV, p. 391 s. Au XVIII^e s. les habitants contestaient encore le restant de pouvoir de l'évêque. G 8 2506, f^o 377.

(41) *Collection Périgord* BN, t. 86, f^{os} 1 à 18. Pièce justificative n^o III. « Propter inobedientiam suorum subditorum jurisdictionem et justiciam quam habebant in villa de Condomio non possunt libere exer-

Des pariajes motivés par les mêmes causes s'observent dans d'autres régions du Midi. Ainsi à Agen le pouvoir épiscopal né au début du ^x^e siècle est peu à peu réduit par les progrès de la commune à la fin du ^{xiii}^e siècle. La guerre des Albigeois amène de nombreuses difficultés avec les comtes de Montfort. L'évêque essaie d'y remédier par des actes d'association en 1217 et 1224. Mais avec le comte Alphonse la lutte continue et son autorité temporelle s'effrite de plus en plus (42).

Nous verrons plus loin le double problème étudié ici prendre une ampleur accrue dans les pariajes passés par la royauté avec les évêchés du Centre.

cere... ut eciam regularem observantiam cui ex voto et obligatione sui ordinis obnoxii tenentur, possint attentius intendere ».

(42) André DUCOIN : *La commune d'Agen. Positions...*, 1888, p. 22 ss. *Gallia*, II, instr., p. 431 (texte de 1217), « Cum inter dominum A. episc. Agennensem et dominum Simonem... super pluribus capitulis ortae essent quaestiones, tandem fuit compositione amicabili deffinitum... quod saecularis justitia civitatis Agennensis et suburbiorum et quaelibet obventiones, quae communiter a communitate villae eis exhibebuntur, per medium inter ipsos... dividantur ».

CHAPITRE III

LES PARIAGES ET LA VIE ÉCONOMIQUE MÉDIÉVALE.

LES FONDATIONS DE VILLES NEUVES

I

A côté des besoins de protection, les mobiles d'ordre économique ont joué un rôle considérable dans la conclusion des associations de seigneurie.

En beaucoup de cas, la protection du seigneur supérieur n'est recherchée qu'en vue d'une œuvre à accomplir. Il en est ainsi dans de nombreuses conventions ayant pour but la construction d'un moulin, l'institution ou le développement d'une foire, etc... Le haut seigneur assure la sécurité; il contribue en outre au succès de l'entreprise par divers apports en particulier d'ordre juridique.

Louis VII en 1171-1172 est associé par Gérard de Joigny à quatre moulins foulons qu'il a fait construire sur le bord de la Vanne. Le roi ordonne en retour que ses bourgeois de Sens et les autres hommes de la prévôté iront moudre à ces moulins (1).

En 1185-1186, Philippe II, ayant été admis par l'abbé et les moines de Saint-Corneille de Compiègne à partager le produit de leur foire, décide qu'elle durera quinze jours, et que ceux qui s'y rendront ou en reviendront seront sous sa protection (2).

(1) LUCHAIRE : *Histoire*, p. 188. *Etudes*, n° 604. — QUANTIN, II, 233 (T.). « In medietatem reddituum per omnia recepit, ita quod de communi custodientur et reparabuntur. Nos vero concessimus quod proprii homines nostri Senonenses et alii qui per prepositum nostrum se iusticiabunt, molendinos illos per bannum adibunt ».

(2) DELISLE, *Cat.*, n° 147. — DELABORDE, D. 190, n° 158 (T.).

De même, en 1208, ayant été associé à la foire de Saint-Taurin d'Evreux, il décide que sa durée sera portée d'un à sept jours (3).

Parfois, l'association est uniquement d'ordre économique. Ce sont des conventions entre seigneurs pour réaliser des travaux en commun. Thibaud, comte de Blois, contracte avec les chanoines de Notre-Dame de Paris pour la construction à Charmont de moulins dont frais et bénéfices seront partagés (4). Louis VII et son comparsonnier Hugue le Noir s'accordent avec les moines de Saint-Pierre le Cosne et l'abbesse de Rosoy pour mettre en commun leurs trois moulins, de façon à obtenir un meilleur rendement (5).

Les besoins économiques amènent donc fréquemment la constitution de seigneuries communes. Ainsi en mai 1200, la comtesse Blanche de Champagne certifie que son féal Gobert de Montchablon l'a associée au village de Bettancourt, parce que ladite comtesse et ledit Gobert ont fait restaurer et réédifier conjointement ledit village (6). En 1228, l'abbé de Beaulieu fait un traité avec Nicolas, chevalier d'Authe, pour accroître ce village en se partageant également les droits et les revenus (7).

Les cartulaires des abbayes contiennent de nombreux actes d'association de cette espèce, notamment les cartulaires de l'abbaye de Molesme (8). En 1228, par exemple, elle traite avec le sire de Plancy pour la construction d'un étang et de moulins à Villedieu. Les deux parties auront part égale dans la justice et les revenus (9).

II

C'est surtout dans le domaine des défrichements et des

(3) DELISLE, *Cat.*, nos 1070-1071. TEULET, I, n° 836, p. 312. « Nos ad dominum nostrum Philippum accedentes, ab ipso impetravimus quod nundine prefate per septem dies continue durarent ita quod ...in nundinis illis medietatem haberet ».

(4) K 23, n° 35. — TARDIF : *Monuments historiques*, Paris, 1866, p. 241 à 439.

(5) LUCHAIRE : *Etudes*, n° 643. — TARDIF, n° 645 (T.).

(6) Ed. DE BARTHÉLEMY, II, p. 225.

(7) Ed. DE BARTHÉLEMY, p. 214.

(8) LAURENT, I, p. 176, n° 6, 3°.

(9) LAURENT, II, 2° cart., n° 76, p. 237.

fondations de villes neuves que ces associations se sont multipliées.

Ce mouvement splendide qui, du ^x^e au ^{xv}^e siècle, a semé sur notre territoire les fondations de sauvetés, hostises, villes neuves et bastides n'a pas été étudié dans son ensemble (10). Les historiens qui s'en sont occupé, l'ont fait d'une façon fragmentaire à propos de la politique de tel ou tel prince.

En réalité, ce mouvement a eu des origines très lointaines. Elles paraissent se répartir en deux grandes catégories.

A. — D'une part, les terres d'église ont joui très anciennement de privilèges qui ont eu pour résultat d'y attirer et d'y agglomérer les populations.

Dès l'époque carolingienne, les églises obtiennent des chartes d'immunité qui les soustraient à l'action des officiers royaux. Avec l'avènement de la féodalité, rois et princes multiplient ces concessions.

De plus, la terre d'église est un lieu d'asile sacré et respecté. La sécurité relative dont elle jouit s'accroît aux ^x^e et ^x^e siècles avec l'institution de la paix de Dieu.

Ces privilèges, les établissements ecclésiastiques, soit par zèle religieux, soit par recherche du profit, les mettent en valeur et créent des centres de peuplement. Ainsi, naissent dès le ^{ix}^e siècle de grandes sauvetés. Ces fondations ont un caractère nettement religieux. La sauveté est délimitée par des croix. Elle constitue un asile garanti par des peines ecclésiastiques et séculières. A l'intérieur, la population est presque libre (11).

L'établissement de nouveaux prieurés s'accompagne généralement d'une création de ce genre. Un grand nombre de paroisses fondées par la puissante abbaye de Lézat ont dû leur origine à l'application de ce système. Certaines parties du Languedoc virent ainsi leur population s'accroître notablement aux ^x^e et ^x^e siècles (12).

B. — Une autre série de précédents se trouve dans les habitudes de défrichement qui ont été le grand œuvre de la société médiévale.

(10) Voir : LUCHAIRE, *Manuel*, p. 448 et s.

(11) Sur les sauvetés, voir : FLACH, II, 175 et ss., notamment p. 187 ; — GLASSON, *Histoire du droit*. Paris, 1893, V, 146.

(12) H. L., VII, p. 566 ss.

De bonne heure, les moines s'attaquent au défrichement des forêts. Ils s'introduisent dans les zones incultes, obtiennent des concessions des propriétaires et attirent des colons (13).

Les seigneurs eux-mêmes, laïques ou ecclésiastiques, prennent, aux ^{x^e} et ^{x^e} siècles, de nombreuses initiatives en faveur du repeuplement. Ils opèrent ordinairement par fondation d'hostises. Dans les parties de leurs propriétés en friche, ils appellent des tenanciers étrangers, les hôtes, leur fournissent une petite habitation, avec cour, jardin et arpents de terre, et les dotent de privilèges (14).

C. — Les villes neuves, au ^{xiii^e} siècle, naissent de ce double courant. La ville neuve est à la fois une hostise agrandie et une sauveté évoluant dans un sens laïque et économique (15).

C'est une ville franche. Les habitants y jouissent de divers privilèges : dépendance exclusive de la juridiction locale, affranchissement par l'an et jour, suppression du formariage et de la mainmorte, limitation des frais de justice, diminution des tailles, coutumes et corvées, etc.

C'est d'autre part un centre fondé suivant un plan préconçu, souvent de novo et de toutes pièces, parfois par le développement d'un petit centre déjà existant.

Ce ne sont pas des villes au sens actuel du mot, mais plutôt de gros centres d'exploitation rurale. Leur rôle est de réunir la population nécessaire pour le défrichement des terres. Les abbayes et les seigneurs laïques les fondent pour accroître leurs ressources par la mise en valeur de leurs terres et toutes les redevances que leur paient les habitants. Certains établissent dans leurs propriétés de véritables chapelets de populations.

Les conditions générales de la société donnent à ce mouvement une grande ampleur : en particulier l'existence d'une classe agricole vagabonde assez nombreuse. Ce mouvement est

(13) FLACH, II, 153.

(14) DECLAREUIL : *Histoire du droit*, Paris, 1925, p. 235. — LUCHAIRE : *Manuel*, p. 317. — SÉE : *Les hôtes et le développement des classes rurales*, *Nouvelle Revue historique de Droit*, 1898, p. 118 ss.

(15) LUCHAIRE : *Histoire*, II, p. 139 ss. — VIOLLET : *Institutions*, III, p. 20.

général; on le retrouve à l'étranger en Angleterre, en Espagne, etc... (16).

Par ses résultats, il aboutit à l'affranchissement d'une grande partie de la population rurale. Il se relie étroitement au mouvement de franchises qui transforme la condition de beaucoup de lieux existants. L'institution de nouveaux centres de population, en attirant les hommes des seigneuries voisines, oblige les seigneurs à les doter de privilèges suffisants pour les retenir. D'autre part, les types de franchises établis pour les lieux existants servent souvent de modèle et de but pour les fondations de villes neuves (17).

D'ailleurs, il est parfois difficile de distinguer la simple concession de franchises de la fondation nouvelle. Souvent on décora du nom de villes neuves ou de bastides des lieux déjà anciens qu'on voulait faire prospérer. En sens inverse, la concession de franchises s'accompagnait fréquemment d'entreprises d'utilité commune, transformant la condition du lieu et y déterminant un afflux de population. En Lorraine le terme de ville neuve s'applique aux deux cas.

III

Dans ce mouvement, dès les débuts, les associations ont joué un grand rôle.

Quand une abbaye fonde une sauve-té, souvent interviennent des seigneurs laïques qui font abandon de terres ou de droits de justice. En échange de leur cession, ils reçoivent une part dans les profits.

Ainsi, vers 1073, des laïques donnent un terrain à l'abbaye de Lézat pour y édifier une église. Les deux tiers (18) des revenus seront à l'abbaye; l'autre tiers reste aux concédants (18). L'abbaye de Conques fonde pareillement la sauve-té de Coueilles à la suite d'une donation en alleu par des seigneurs laïques de la moitié de l'église et du village, des cens,

(16) SÉE : *Les hôtes*, p. 119. — H. L., VII, p. 567.

(17) Ainsi la charte de Lorris. Voir : PROU, *Coutumes de Lorris*, p. 156-208 et 455 ss. (T.); et la charte de Beaumont, BONVALOT : *Charte*, p. 92 ss.

(18) FLACH, II, p. 203, note 1.

services et droits de justice, en s'en réservant l'autre moitié (19).

De même, quand des moines entreprennent le défrichement d'une terre, l'opération se fait souvent de compte à demi. Le seigneur laïque et les moines prennent chacun une part dans le terrage des champs, le cens des prés, le revenu de la justice (20).

Ces associations, qui se multiplient aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, ont toutes la même cause. Pour opérer la fondation d'une sauveté, d'une hostise et plus encore d'une ville neuve de quelque importance, il faut disposer de multiples éléments. Or ils se trouvent rarement rassemblés dans les mêmes mains. L'association par pariage permet de les réunir.

Le seigneur qui veut créer un centre obtiendra ainsi les terrains nécessaires. Vers 1120, l'abbaye Saint-Père de Chartres conclut une association avec un seigneur local. Celui-ci lui concède toute la terre appelée Boscus Rufini avec liberté d'y établir des hôtes et d'en percevoir les revenus. Il se réserve la moitié dans le terrage, le cens des prés et les amendes. Chaque partie aura un sergent (21). En sens inverse, le chapitre de Notre-Dame de Paris, cède en 1117 à un seigneur laïque, Baudoin de Dourdan, la terre d'Arenville pour la mettre en culture. Tous les revenus seront également partagés (22). De même, en 1196, l'abbaye de Cluny concède au comte de Bologne la terre de Fossemes pour lui permettre d'y bâtir une ville neuve, etc... (23).

Il ne suffit pas d'obtenir les terrains nécessaires pour l'édification de la ville; il faut encore disposer des droits de justice en ce lieu. L'abbaye de Bonneval possédait la terre de Rousson sur laquelle les vicomtes de Sens avaient usurpé

(19) *Cartulaire de Conques*, par DESJARDINS, p. 70-71. — FLACH, II, p. 189.

(20) *Ibid.*, I, p. 211, notes 1, et II, p. 153.

(21) GUÉRARD : *Cartulaire de Saint-Père de Chartres*, t. II, Paris, 1840, p. 841 s.

(22) GUÉRARD : *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, t. I, Paris, 1850, p. 375. — SÉE : *Les hôtes*, p. 120, note 3. « Tali quidem tenore quod terram illam cultoribus et hospitibus vestiat, ita quod suam vel nostram partem discernere nesciat, sed omnium reddituum totius illius terre et hospitum nos unam obtineamus medietatem, ipse vero vel sui heredes alteram ».

(23) BRUEL, V, n° 4369, p. 725.

depuis longtemps la justice. En 1174, l'archevêque de Sens racheta cette justice. Les deux parties mirent le tout en commun et purent opérer la fondation d'un nouveau village (24).

La création d'un nouveau centre, en attirant les hommes des seigneurs voisins, porte gravement atteinte aux intérêts de ces derniers. Il peut être utile de prévenir leur opposition en se les associant. L'abbaye de Saint-Théodard possédait un bourg appelé Montauriol. En 1144, le comte de Toulouse concéda aux habitants un vaste terrain sur la rive droite du Tarn et y établit une ville. Cette fondation lésait gravement les intérêts de l'abbaye. Sur ses récriminations, appuyées par le pape, le comte accepta de l'associer à tous ses droits et revenus sur la nouvelle ville. Ce fut l'origine du pariage de Montauban (25).

Droits et intérêts des contractants sont parfois étroitement liés. Sans leur accord une fondation ne pourrait avoir lieu : par exemple, quand un bien est partagé entre divers seigneurs. En 1203, Eléazar d'Aragon et Sicard de Puylaurens traitent pour la fondation du village actuel de Fontiès-Cabardès. L'un et l'autre mettent en commun tout ce qu'ils possèdent au lieu de Fontianus, en hommes, femmes, terres, vignes, bois, terrains cultivés ou non (26).

Ou bien l'union des seigneurs, avec mise en commun à la fois des biens et des ressources, permet d'entreprendre la fondation sur une échelle beaucoup plus grande. En 1229, l'abbaye Saint-Vanne de Verdun fonde une ville neuve à Givry en Argonne. Elle s'associe le sire de Dampierre qui apporte divers biens, des bois en particulier. Les deux parties

(24) PROU, p. 306, n° XV (bibl.). — QUANTIN, II, 256 (T). « Omnes redditus terrarum, ecclesiarum, hominum atque justiciarum, totius omnino terre profectus... equaliter atque fideliter per medium dividantur ».

(25) C. S. p. 37. — *H. L.*, IV, p. 424. — *Gallia*, XIII, instr., p. 184. « Ego Raymundus reddo tibi omnem medietatem totius Montis-Albani, silicet de omni dominio, de omnibus justitiis, de leydis, de aquis, et de omnibus que pertinent ad dominum Montis-Albani ».

Renouvellement de l'accord en 1231. — *H. L.*, VIII, c, 1959.

De même, Thiébaud, comte de Bar, ayant fondé la Neuveville derrière Foug, le chapitre de Toul se plaint que ses hommes y sont retenus et obtient en récompense d'y être associé (Henri LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, I, Nancy, 1853, p. 543).

(26) Doat 153, f° 19. — MAHUL, IV, 429.

contribueront également aux dépenses de construction des fours, moulins, étangs, etc. (27).

Ces considérations pourraient être multipliées (28). D'une façon générale, le pariage a pour but la conciliation et la réunion des droits et des intérêts en présence. Il s'établit une véritable société pour l'exploitation en commun (29).

IV

Dans l'ensemble, une évolution très nette se dessine.

Au ^x^e siècle, le mouvement de fondation a un caractère religieux. Ce sont les abbayes qui fondent les sauvetés et opèrent le plus de défrichements. Les laïques ne font que peu de créations et, dans leurs fondations propres, cherchent à bénéficier du régime de la sauveté, en faisant participer un monastère à leur initiative (30).

Aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, au contraire, le mouvement se laïcise et devient avant tout une œuvre économique (31).

La plus grande partie des nouvelles fondations est due à des seigneurs laïques. Or, souvent ces seigneurs ne disposent pas des terrains nécessaires. Ils les trouvent parfois en s'associant à d'autres. En 1207, Gui de Dampierre, sire de Bourbon, achète de Frans de Moroille, son vassal, le mas de Montessaut, pour y faire une ville franche dont les produits seront partagés (32). En 1273, la dame de Bourbon reçoit de Pierre Bouteiller donation de la moitié de ses biens à Château-

(27) Texte dans Ed. DE BARTHÉLEMY, II, 209 ss.

(28) Souvent interviennent des causes occasionnelles. En 1174, Pierre de Courtenay achète des terres près de Bussy. L'archevêque de Sens les réclame comme étant de son fief. Les parties s'accordent pour établir une ville neuve dont elles se partageront les fruits. (QUANTIN, II, 255). L'abbaye de Reigny, propriétaire du territoire de Saint-Pierre, près de Joux, est en conflit avec le sire de Tanlay, au sujet de certains hommes appartenant à ce dernier. On convient finalement d'édifier une ville neuve. Un prévôt et un maire communs administreront au nom des deux parties (QUANTIN, III, 740).

(29) GLASSON, V, 147. — LUCHAIRE : *Manuel*, 449. — SÉE, p. 120.

(30) DÉCLAREUIL : *Histoire du droit*, p. 287.

(31) GIRY, *B E C*, 1881, p. 458.

(32) P. 1369 1, n° 1671. — HUILLARD-BRÉHOLLES, p. 14, n° 53. — VAYS-SIÈRE, p. 294.

Jaloux pour y édifier une ville neuve (33). De même, le comte Thiébaut de Bar s'accorde avec Huart de Bauffremont pour réunir les éléments nécessaires à la fondation de Suriauville (1255) (34). En 1295, le duc de Lorraine Ferry III s'associe aux seigneurs alsaciens de Hattsdat pour la création de Gérardmer, etc. (35). La plupart des pariajes conclus entre seigneurs laïques sont dus à une fondation quelconque.

Mais les grandes étendues de terres incultes où peuvent s'établir des centres nouveaux sont généralement la propriété des établissements ecclésiastiques. C'est donc à eux que les seigneurs laïques devront s'adresser. En 1267, Thibaud, désirant développer le lieu de Montcharvot s'y associe le prieur de Varennes, dépendant du couvent de Molesmes. En échange, il obtient pour les habitants du lieu des droits de pâturage, usage et défrichement dans le territoire du prieuré (36).

Les abbayes consentent assez facilement à ces associations qui leur apportent des ressources nouvelles. En beaucoup de cas, l'effort de défrichement et de colonisation qu'elles ont fourni s'est ralenti; il a été en quelque sorte dépassé par l'accumulation des biens que les donations leur ont amenés au cours des siècles. Plutôt que de n'en rien tirer du tout, elles préfèrent laisser défricher leurs terres par d'autres avec partage de profits.

Le monastère de Saint-Claude avait opéré un large travail de colonisation sur les hauteurs du Jura. Au milieu du XIII^e siècle, ce travail était arrêté et les Hautes-Joux restaient inhabitées. En 1266, l'abbé Guy, considérant que l'illustre homme Jean, comte de Bourgogne et sire de Salins, était le plus apte à les défricher, peupler et protéger, les lui inféoda sous condition du partage des cens, amendes, péages, etc. (37). Certaines clauses du traité étant assez dures, un nouvel accord beaucoup plus favorable au comte intervint en 1301. Il donna naissance au bourg de Rochejean et à la seigneurie de Châtel-

(33) HUILLARD-BRÉHOLLES, I, n° 554.

(34) *Documents inédits de l'histoire des Vosges*, I, 171-172.

(35) H. LEPAGE : *Annales de la Société d'émulation des Vosges*, 1877, p. 152.

(36) D'ARBOIS, *Catalogue*, n° 3450. J 195, n° 42. — TEULET, IV, n° 5327, p. 243.

(37) BENOIT, II, p. 2. — CLERC... I, p. 450.

blanc (38). L'archevêque de Lyon confirma ce traité, déclarant que ces lieux étaient inutiles au monastère, et qu'il n'y avait aucun espoir de les voir mettre en valeur, sinon au moyen de traités de ce genre (39).

Même dans le cas où l'abbaye veut entreprendre elle-même la fondation, l'association d'un seigneur laïque présente pour elle de nombreux avantages. Elle lui fournit en particulier la sécurité nécessaire. Les habitants afflueront plus nombreux s'ils savent trouver à la fois la protection spirituelle des moines et la protection matérielle du seigneur laïque, qui a une grande importance au XIII^e siècle. Tandis que les pariajes des seigneurs ecclésiastiques entre eux sont très rares, ceux avec les seigneurs laïques sont nombreux (40). Les abbayes de la région bourbonnaise, par exemple, contractent fréquemment avec les sires de Bourbon. L'abbé de Ménat, en 1204, s'associe Gui de Dampierre pour faire une ville franche en un endroit appelé le Mans (41). En 1206, le prieur de Souvigny l'appelle en pariage pour la mise en valeur de la terre de Saint-Bonnet (42). L'abbé de Neuffons conclut avec Eudes de Bourgogne, gendre d'Archambaud VIII, un traité pour l'édification en commun d'une ville neuve sur leurs terres, etc. (43).

Dans la genèse de ces associations, un rôle de premier plan est tenu par les relations préexistantes entre ecclésiastiques et seigneurs laïques. La fondation de villes neuves fut souvent, nous l'avons vu, un moyen de mettre fin aux difficultés nées de l'avouerie. Abbayes et avoués terminaient leurs contestations en s'unissant pour des fondations qui apportaient aux deux parties un accroissement de revenus. On voit le même phénomène se produire dans le domaine de la garde. Ainsi, en réglant leurs droits respectifs sur la ville de Lézat, l'abbé et le comte de Foix s'accordent pour la fondation en commun d'un centre de population dans le territoire de Saint-Ybars.

(38) BENOIT, II, 6. — CLERC, I, 485.

(39) BENOIT, II, 24.

(40) BONVALOT : *Charte*, p. 273. — L. COURAJOD : *Les villes neuves en France du XI^e au XIV^e s.*, p. 4, dans *Positions*, 1865.

(41) P. 1373 ², n° 2270. — HUILLARD-BRÉHOLLES, I, p. 12, n° 47. — VAYSSIÈRE, 294.

(42) VAYSSIÈRE, 294 et 298 (T).

(43) P. 1373 ², n° 2255. — HUILLARD-BRÉHOLLES, I, n° 368. — VAYSSIÈRE, 296.

Le même acte contient le pariage pour la garde de Lézat et le pariage pour la ville neuve de Saint-Ybars (45).

En dehors même de tout règlement de contestations, l'abbaye qui désirait fonder une ville neuve, s'adressait normalement au seigneur avec lequel elle était déjà en relations étroites et des droits de qui elle devait tenir compte. En Lorraine, un grand nombre de fondations de villes neuves s'opèrent à la suite d'associations entre les abbayes et leurs avoués. Ainsi en 1212, l'abbé de Saint-Vanne de Verdun s'associe Thibaut, comte de Bar, pour la ville neuve d'Auzécourt, où tout sera mis en commun (46). Le couvent de Saint-Mansuy de Toul fait de même en 1242 avec Hugues de Vaudémont pour Saulxerotte (47). En 1275, l'abbé de Saint-Benoît en Voivre accompagne le comte Thibaut de Bar dans l'étang de Vascourt et le ru du Grand-Morin pour y faire une nouvelle ville (48), etc.

V

Un certain nombre de fondations de villes neuves sont l'œuvre de petits seigneurs laïques ou ecclésiastiques associés entre eux. Les raisons que nous avons développées, suffisent à expliquer l'existence de ces accords. Il est probable que beaucoup de villages virent ainsi leur population s'accroître par la multiplication de traités de ce genre dont le texte a aujourd'hui disparu (49).

Mais dans un grand nombre de cas, on voit les petits seigneurs, pour opérer leurs créations, s'adresser au haut seigneur de la province et l'appeler en pariage. L'abbaye de Saint-Florentin de Bonneval s'associe Louis VII dans ses terres de Lorrez-le-Bocage pour y établir une ville neuve (50). En 1196,

(45) H. L., VIII, n° 344. Analyse dans PASQUIER : *Servage, paréages...*, p. 19 et ss.

(46) Ch. GUYOT : *Les villes neuves en Lorraine* dans *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine*, 3^e série, t. XI, p. 111.

(47) *Ibid.*, 111.

(48) *Ibid.*, 112.

(49) VAYSSIÈRE, p. 295.

(50) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 189, note 2. — *Etudes*, n° 570. — PROU, p. 305, n° VIII. — *Ord.* XI, 213.

le chapitre de Saint-Melon de Pontoise fait de même avec Philippe II pour ses bois de Hénoutville (51). Le seigneur et le prieur de Clermont, en 1252, mettent en commun leurs finages de Consigny, Raillemont et Joliman et en offrent le pariage au comte de Champagne pour y bâtir un village (52), etc. Cette intervention dominante de l'élément haut seigneurial dans les fondations de villes neuves peut s'expliquer de diverses façons.

D'abord par des éléments de fait. La puissance du haut seigneur le met à même d'apporter l'aide nécessaire pour réaliser la fondation. En particulier, il est le plus qualifié pour lui assurer la sécurité. Assez souvent la fondation d'une ville neuve avec association du haut seigneur est pour les moines un moyen de s'attirer sa bienveillance et d'en obtenir une protection spéciale pour tous leurs biens. Le couvent Saint-Vanne de Verdun en juillet 1206, fonde le village de Chaude-Fontaine en compagnie avec la comtesse Blanche de Champagne. En raison de cette association, la comtesse s'engage à défendre en tous lieux les biens du monastère (53). En 1195, Philippe II est appelé en pariage par l'abbé de Cuissy pour la création d'une ville neuve au territoire de Dizy; en récompense, il prend l'abbaye sous sa protection spéciale (54).

En second lieu, interviennent des raisons de droit. La fondation nouvelle met, par exemple, en jeu des possessions ou des groupes de personnes sur lesquels le haut seigneur a un droit de suzeraineté. Le fondateur ne peut disposer des biens ni affranchir les personnes sans l'autorisation de son suzerain. La fondation deviendra naturellement l'œuvre commune du seigneur supérieur et du vassal.

En dehors du cas de vassalité stricte, les hauts seigneurs avaient fréquemment conservé sur les biens ecclésiastiques

(51) DELISLE, *Cat.*, n^{os} 484-485. — J. 317, n^o 4. — TEULET, I, n^o 445, p. 187.

(52) D'AREO'S, V, n^o 3003. — J. 201, n^o 34. — TEULET, III, n^o 3994, p. 154.

(53) D'ARBOIS, n^o 655. — TEULET, I, 811, p. 305, d'après BN *Chartularium Campanie ms. lat.* 5993 A, f^o 345, v. — Ed. DE BARTHÉLEMY, II, 176 : « Et propter haec jura nostra ubicumque sint, dicta comitissa et heredes sui, domini Campanie, in posse tanquam sua propria custodire tenentur ».

(54) DELISLE, *Cat.*, n^o 480. — J. 397, n^o 3. — TEULET, I, n^o 444, p. 187. — *Ord.* XI, 275. « Nos autem ecclesiam Cussiacensem cum omnibus rebus suis, in nostra suscepimus protectione ».

de leur ressort, même alleutiers, à titre de garde ou autrement, des droits de taille, corvée, chevauchée, etc... L'octroi de franchises assez étendues pour attirer les populations comportait la renonciation par le suzerain à une grande partie de ses droits. Pour obtenir cette concession, un moyen tout indiqué était de l'associer. Les comtes de Champagne gratifiaient les villes neuves auxquelles on les associait des franchises de Sainte-Ménéhould avec notamment une sérieuse limitation du service militaire. Ainsi fait Blanche, en 1208, pour Villiers-en-Argonne fondé de compagnie avec le couvent Saint-Remy de Reims (55). De même, Louis VI est associé par l'abbé de Saint-Pierre des Fossés et le prieur de Chartres à la terre de Fontenai; les hôtes qui y seront établis seront exempts de toute corvée, taille, expédition (56).

En 1142-1143, l'abbé de Saint-Avit d'Orléans appelle Louis VII en pariage pour la terre d'Acquebouille, jusque-là inculte, et le supplie d'y faire établir des hôtes. Louis VII accepte et assure aux futurs habitants une exemption à peu près complète de toute taille ou exaction (57).

En échange de l'association qui lui est faite, le haut seigneur renonce à certains droits; il concède en même temps des privilèges qu'il peut seul accorder : ainsi la concession de foires et marchés. Dans le domaine capétien, au ^{xiii}^e siècle, le principe est net; nul ne peut établir de marché sans la permission du roi (58). C'est une faveur que celui-ci pourra monnayer. Ainsi en 1177-1178, Louis VII est associé par Hugues le Noir dans la possession de la Terre de Flagi, et par le même et la dame Favie dans la terre de Bichereau, pour y établir

(55) D'ARBOIS, V, nos 663 et 694. — J. 197, n° 7. — TEULET, I, n° 817, p. 307. — Ed. DE BARTHÉLEMY, II, 377. — Charte de franchises (oct. 1208), dans PROU, p. 539.

(56) JJ. 120, f° 16. — Ord. VI, 703.

(57) LUCHAIRE : *Histoire*, II, p. 324. Texte, ap. n° 22. — *Etudes*, n° 98. — PROU, p. 525 (1). « Notum facimus Petrum abbatem Beati Aviti nostram presenciam adisse multisque depostulasse precibus quatenus terram illam que Escobolie dicitur, que usque tunc inhospitata permanerat, hospitari faceremus... Sic hospites ab omni exactione liberi erunt et immunes remanebunt ».

(58) Ex. : arrêt de la Pentecôte 1269 ordonnant au sire de Château-roux de supprimer un marché qu'il avait établi dans sa terre de Rosnay sans autorisation du roi : « Cum nullus in regno talia possit facere absque assensu domini Regis ». BOUTARIC I, n° 1380. — *Olim*. I, f° 170, v.

des hôtes dont les revenus seront partagés. Il accorde divers privilèges et, en particulier, l'institution d'un marché (59).

Il faut remarquer, enfin, que la fondation d'une ville neuve détermine des changements profonds. La situation du seigneur vis-à-vis de ses anciens tenanciers est modifiée; l'utilisation des confins et des espaces incultes prive ceux-ci de leurs vieux droits d'usage. De la part des autres seigneurs, cette création suscite des contestations pour les raisons que nous avons étudiées. Ce changement brusque apporté à la vieille situation coutumière appelle en quelque sorte la nécessité d'une haute sanction (60).

Pour toutes ces causes, les unes de fait, les autres de droit, le fondateur a intérêt à s'assurer l'appui ou doit obtenir l'autorisation du seigneur supérieur. L'association représente le prix de l'intervention du haut seigneur (61).

Les fondations de villes neuves en Champagne sont parfois le fait des seigneurs locaux ou de barons associés aux abbayes. D'ailleurs dans ce cas, les fondateurs cherchent à s'assurer l'appui des comtes de Champagne, et mettent les centres créés dans leur sauvement, les constituant ainsi comme arbitres suprêmes dans leurs rapports avec les autres seigneurs ou les habitants (62).

Mais le plus grand nombre de ces entreprises sont dues à des abbayes ou de petits seigneurs qui s'associent directement les comtes de Champagne. Nombreuses sont les créations de ce genre.

(59) LUCHAIRE : *Etudes*, n° 737. — *Histoire*, II, 187, 307 et 327 (T). — PROU, 273 et 529 (T). « Mercatum ville singulis diebus lune sit ».

(60) GUYOT : *Les villes neuves...*, 113-114.

(61) En 1239, l'abbaye de Châtrices fait connaître qu'elle a fondé une neuveville dans son lieu de Montrond, avec l'assentiment du comte de Champagne et qu'elle l'y associe. D'ARBOIS, V, nos 2518-2822. — Ed. DE BARTHÉLEMY, II, 153. — TEULET, II, n° 2815, p. 412. — LONGNON : *Documents*, II, 149. — BONVALOT, *Charte*, n° 141. « Nos predicti abbas et conventus, de assensu et voluntate dicti domini regis fundavimus villam novam in loco illo qui dicitur Montus-Rotondus sito in memore ecclesie nostre quod Allodium appellatur ».

(62) En 1249, le couvent de Saint-Vanne de Verdun met sous la garde de Thibaud le village de la Neuvillelette qu'il est sur le point d'établir avec Henri, comte de Grandpré (D'ARBOIS, n° 2764). En 1257, il fait de même pour le village de Givry, fondé avec les sires de Dampierre. Les comtes de Champagne reçoivent en leur sauvement les fondations opérées par les comtes de Grandpré avec Morimond (TEULET, IV, n° 4770, p. 41), avec l'abbaye de Belval (D'ARBOIS, V, n° 3278). — TEULET, IV, n° 4781, p. 44), etc.

En 1187, l'abbaye de Saint-Oyend les appelle à la fondation de Sermaise (63-64). En 1207, c'est le couvent de Sauve-Majeure pour la création d'un village près de Belval (65). Et un peu plus tard, l'abbaye Saint-Bénigne de Dijon pour le territoire de Rosincourt (66).

En 1221, le monastère de Septfontaines offre à la comtesse Blanche toutes les terres, les prés et les bois de son territoire, pour l'établissement de villes neuves sous condition du partage des revenus (67).

En 1224, le couvent de Saint-Bénigne l'associe dans le même but au territoire de Montreuil (68); et celui de Saint-Germain d'Auxerre pour la création d'un nouveau village entre Flogny et Percey (69).

C'est la fondation en 1226 de Florent avec Notre-Dame de Reims (70); en 1229, de Chantraines (71) et 1240, de Saint-Julien de Rognon (72), tous deux avec le couvent de la Crête.

Baudoin de Tigny associe les comtes au territoire de Painnel (1249) (73); l'abbaye de Morimond leur cède le pariage de toutes ses possessions à Horicourt (1250) (74), etc...

L'étude des fondations de villes neuves en d'autres régions, par exemple en Bourgogne, aboutit aux mêmes conclusions.

VI

En dehors du cas de création d'un nouveau centre, la simple transformation d'un lieu par l'octroi de franchises peut moti-

(63-64) D'ARBOIS, III, n° 357. — J. 197, n° 1. — TEULET, I, n° 347, p. 148.

(65) D'ARBOIS, V, n°s 670 et 670 bis.

(66) D'ARBOIS, V, n° 1545.

(67) D'ARBOIS, n° 1267. — BONVALOT, *Charte*, n° 137. — LONGNON, II, 173. « Construemus nos et domina comitissa novam villam vel si potest fieri novas villas, ad quas pertinebunt omnes terre, omnia nemora et omnia prata que pertinebant ad abbatiam Septemfontium... In terragiis et in omnibus redditibus et proventibus illius ville, habebit dicta ecclesia Septemfontium medietatem et ego et heredes mei aliam medietatem ».

(68) D'ARBOIS, V, n° 1548.

(69) D'ARBOIS, V, n° 1642. — QUANTIN, III, n° 316 (T).

(70) BONVALOT, *Charte*, n° 140. E. DE BARTHÉLEMY, t. II, p. 165 (*Charte de franchise*).

(71) D'ARBOIS, V, n°s 1614-15.

(72) D'ARBOIS, V, n° 2552. — BONVALOT, *Charte*, n° 142. — J. 197, n° 50. — TEULET, II, n° 2876, p. 433.

(73) D'ARBOIS, V, n° 2769.

(74) D'ARBOIS, n° 2921. — TEULET, II, n° 3871, p. 101.

ver des associations. Quelques-uns des éléments que nous avons signalés, à propos des fondations de villes neuves, se retrouvent ici.

L'abbaye qui veut émanciper ses tenanciers doit souvent tenir compte des droits du gardien ou de l'avoué; elle obtiendra facilement leur assentiment en leur concédant une part dans les profits à venir. L'abbaye de Saint-Martin d'Autun, seigneur du bourg de Saint-Martin d'Avallon, s'accorde en 1210 avec son gardien le duc de Bourgogne, au sujet de la concession de libertés au bourg. Le duc renonce à toutes exactions; il obtient la moitié de la justice (75).

Interviennent également les droits supérieurs du haut seigneur dont nous avons signalé plus haut l'existence. La concession de franchises se ramène à un abandon de droits; pour qu'elle soit vraiment importante, il faut fréquemment y comprendre des renonciations de la part du haut seigneur. Ainsi, en 1202, Philippe II est associé par les moines de la Charité-sur-Loire à leur prieuré de Saincoins. Il fait connaître que les habitants continueront à payer les mêmes redevances qu' auparavant mais que pour les amendes, ils seront mis au tarif de Lorris (76). Henri I^{er} de Champagne concède aux moines de Montiéramey, pour leurs biens et leurs hommes de Chaource, diverses immunités les soustrayant à l'action et à la justice des agents comtaux; en retour il reçoit la moitié des revenus (77).

Le désir d'obtenir des concessions de privilèges joue aussi un rôle. Le même monastère de Montiéramey associe en 1210 la comtesse Blanche à sa villa de Pargues, espérant que cette association accroîtra largement la valeur du lieu. La comtesse, en effet, prend divers engagements, en particulier celui d'établir un marché (78).

Nous avons signalé déjà qu'à côté des besoins de protec-

(75) QUANTIN, III, p. 89.

(76) PROU, p. 313, n° XXXV (bibl.), et p. 536, I.

(77) LONGNON : *Documents*, II, 64. — LALORE : *Cartulaire de Montiéramey*, p. 94.

(78) J. 195, n° 58. — TEULET, I, n° 915, p. 346. « Sperantes quod si comes Campanie aliquam partem haberet in eadem villa, hac occasione posset plurimum emendari et magis solito meliorari... Mercatum vero in eadem villa ab ipsa comitissa in die lune statutum est et ipsa ad mercatum venientibus et dominus Campanie prebebunt mercati conductum ».

tion les mobiles économiques prennent place dans beaucoup de pariajes. Ainsi les religieux du Temple en Auvergne associent Philippe II à leurs villas de Paluel et de Laillac. Le roi s'engage à la fois à les protéger et à concéder les franchises de Saint-Pierre-le-Moutier (79).

La coexistence des pariajes et des franchises est évidente (80). M. Prou, par exemple, signale que de nombreux villages du Gastinais et des pays voisins tenus en pariage par le roi et une abbaye obtinrent les coutumes de Lorris. « Le roi, dit-il, avait intérêt à provoquer leur développement » (81). Nous croyons qu'il faut aller plus loin et admettre qu'en beaucoup de circonstances, la concession de franchises fut la cause ou, si l'on veut, le but du pariage.

Il y a des cas où les textes mêmes semblent bien exprimer cette relation. Philippe II fait connaître en 1180 que, comme les moines de Saint-Pierre de Ferrières l'ont associé à leurs droits sur les hommes de Rosoy, il leur accorde en conséquence diverses coutumes (82). Même formule en 1201 pour les hommes de la châteltenie de Cléry où Hacelinus de Lunay l'a associé (83). En 1188, il accepte de prendre sous sa protection les habitants de Saint-André-le-Désert et de leur concéder les coutumes de Lorris, sous condition d'un partage par moitié (84). A une date incertaine, Dalmas de Luzy offre au roi de lui céder la moitié de sa forteresse de Salornas à la condition expresse que le roi concédera les coutumes de Lorris et fera établir notamment un marché (85).

(79) DELISLE : *Restitution*, n° 187, p. 330. — J. 295, n° 7. — TEULET, II, n° 2453, p. 319. « Hanc autem donationem hac de causa domino regi facimus ut ipse fratres Templi in predictis villis manentes et homines predictarum villarum et res ipsorum sub speciali protectione et custodia recipiat... Homines autem jamdicti immunes debent esse ab omni exercitu et dominus rex debet eos regere et custodire secundum bonas consuetudines ville franche Sancti Petri de Moster ».

(80) Voir par ex., dans BONVALOT (*Charte...*), le tableau des lieux affranchis à la loi de Beaumont.

(81) PROU, p. 270.

(82) DELISLE, *Cat.* n° 14. — PROU, p. 532 (T). — DELABORDE, p. 30, n° 21. « Nos universis habitantibus in terra Sancti Petri de Ferrariis apud Rosetum quia abbas et monachi in eadem villa nos collegerunt, ex gracia has consuetudines indulgemus ».

(83) PROU, p. 312, n° XXXIV (bibl.). — *Ord.* V, 166.

(84) PROU, p. 309, n° XXII (T). — DELABORDE, p. 302, n° 248. — *Ord.* XI, 528.

(85) DELISLE : *Restitution*, n° 2025 A. — J. 398, n° 38. — PROU, p. 314, n° XLI. — TEULET, I, n° 1419, p. 507. « Ut omnes consuetudines secundum.

Mais souvent la relation réciproque de la franchise et du pariage est difficile à déterminer. Si le désir d'une concession de franchises peut engendrer une association, à son tour le pariage réalisé pour une raison quelconque amène la franchise. « Pour être praticable, l'exploitation arbitraire et de droit commun suppose l'unité de domination; elle cesse d'être facile quand il s'agit de coseigneuries. Pour prévenir les difficultés et les procès et pour y mettre fin, les copropriétaires affranchissent généralement l'objet du litige. Nombre de contestations ont été ainsi réglées entre seigneurs paréagers » (86). C'est dans les seigneuries communes que se sont multipliées les chartes de privilèges et d'affranchissements (87).

On constate souvent la liaison du pariage et de la franchise mais sans pouvoir la préciser. Dans une petite charte en cinq articles, Philippe II fait connaître d'une part que les chanoines de Saint-Frambaud de Senlis l'ont associé à leur villa d'Angy et d'autre part qu'il a concédé aux habitants diverses coutumes (88). La liaison est évidente; mais quel est l'élément qui a précédé ou amené l'autre : le pariage ou la franchise?

VII

Dans les pays du Nord, ce mouvement de fondations et d'affranchissements, si ample aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, s'arrête presque complètement au début du ^{xiv}^e siècle.

Dans les contrées du Midi, les créations de centres de population avaient été nombreuses au ^{xi}^e siècle sous l'influence des grandes abbayes méridionales. Au début du ^{xiii}^e siècle, le mouvement traverse une crise, imputable aux grands désordres créés par l'hérésie albigeoise et à la répression sanglante qui s'ensuivit. Mais, dès le calme revenu, les fondations se multiplièrent. La multitude des terres dévastées à remettre en valeur, l'existence d'une nombreuse population

maneriam et usum de Lorriz in supradicta villa teneantur et per manum domini regis hoc ipsum confirmetur. Volo etiam ut in predicta villa, in die jovis, mercatum habeatur; deinde per tres dies nundine statuantur ».

(86) LUCHAIRE : *Manuel*, p. 384.

(87) Voir : BONVALOT, *Charte*, p. 283; — *Histoire*, p. 345.

(88) LUCHAIRE : *Études*, n° 793. — PROU, p. 317. — DELABORDE, p. 232, n° 194. *Ord.* IV, 129.

errante (89), toutes les conditions nécessaires étaient réunies. Jusqu'au milieu du xiv^e siècle, les créations de centres nouveaux se succédèrent. Elles eurent parfois une ampleur relativement considérable, et donnèrent naissance à un grand nombre de petites villes actuelles dans tout le sud-ouest de la France.

Ces fondations de villes neuves présentèrent un double caractère.

En premier lieu, elles ne furent presque jamais l'œuvre d'une abbaye ou d'un petit seigneur isolé. Les causes que nous avons étudiées plus haut et qui amenaient les seigneurs locaux à rechercher le concours du haut seigneur pour les fondations à opérer sur leurs propres terres se retrouvaient ici avec une force accrue.

Les éléments de fait d'abord. Le Midi garda longtemps un état troublé. Pour que la ville pût remplir son rôle et attirer les habitants, il fallait qu'ils fussent assurés d'une protection efficace. On voit des abbayes commencer seules la fondation d'une bastide, puis s'associer un seigneur plus puissant. L'abbé de l'Escaledieu fonde Masseube; mais, comme elle se peuplait trop lentement, il en céda en 1274 le pariage à Bernard, comte d'Astarac (90).

Les raisons de droit jouent aussi leur rôle. Nous avons indiqué plus haut de quelle façon nous comprenions leur influence (liens de vassalité, concessions de franchises, etc...). On est allé plus loin et on a dit, à propos précisément des bastides, qu'au xiii^e siècle le droit de fonder des villes aurait appartenu exclusivement aux hauts seigneurs, comtes ou roi; les petits seigneurs auraient toujours dû obtenir leur autorisation (91). Nous croyons erroné de formuler le principe d'une

(89) Ainsi en 1263, les religieux d'Eysses demandent au comte Alphonse la construction d'une bastide sur leurs terres « cum predictus locus sit capax multitudinis gentium, eo quia castrum de Porolio predictum omnino dissipatum est et destructum propter crimen heretice pravitatis, ita quod non est habitans in eodem sed circa castrum et extra vagantes gentes que predictum castrum solebant habitare commorantur. Paradisum habere crederent si in dicto loco batista seu villa fieret ». TEULET, IV, n^o 4855, p. 66.

(90) MONLEZUN, III, 22.

(91) C. S., p. 46. « Créer des villes n'était que du ressort d'abord des comtes exerçant la souveraineté sur de vastes étendues territoriales et plus tard des rois de France quand ils furent venus se superposer à ces princes provinciaux ». Voir : BOUTARIC, *Saint Louis*, p. 512.

manière aussi absolue. Il y a des exemples d'abbayes opérant seules des fondations (ainsi Masseube, Montolieu, etc...).

Ce qui est exact, c'est que dans les régions du Midi le pouvoir haut seigneurial était resté particulièrement fort. En nombre d'endroits, il avait réussi à garder ou à s'attribuer la haute justice sur les terres des abbayes. Dès lors celles-ci ne pouvaient réaliser leurs entreprises sans obtenir des comtes communication de leurs droits. Ainsi vers 1280, l'abbé de Berdoues veut créer des bastides sur les territoires de Sparzaco et de Leziano qui appartiennent à l'abbaye; mais c'est le comte d'Astarac qui y possède la justice. Les deux parties s'unissent par pariage; l'abbé apporte les terrains et le comte les droits de justice. Ce fut l'origine de Pavie et de Mirande (92).

Aussi les nombreuses bastides édifiées le furent, quelques-unes par les hauts seigneurs dans leurs terres propres, le plus grand nombre à la suite d'une association avec les abbayes ou les seigneurs inférieurs. Toutes les études faites aboutissent à la même constatation (93).

Dans le comté de Foix, par exemple, les fondations s'opèrent par association des comtes avec les établissements ecclésiastiques. Ils contractent en 1241 avec l'abbé de Lézat pour Saint-Ybars; en 1252 avec l'abbaye de Bolbonne pour Mazères (94), et le couvent de Combelongue pour Montesquieu de Sérou (95); de nouveau en 1255 avec Combelongue pour Campagne (96). Ils fondent en 1302 Nay avec le concours de l'hôpital de Gabas (97); en 1305 Avezac avec l'abbaye de l'Escaledieu (98); en 1314 Cazères avec le monastère de Saint-Jean de la Castelle (99), etc.

En second lieu, dans ces fondations, le caractère propre-

(92) C. S., p. 287 ss. — MONLEZUN, III, 23-25, et texte, VI, p. 209.

(93) C. S., p. 43. « Elles furent édifiées presque universellement à la suite d'un contrat d'association ». — F. DUPONT : *Essai sur les caractères des bastides de l'Astarac et du Pardiac*, dans *Positions*, 1922, p. 55. « Toutes nos bastides sont fondées par deux ou plusieurs seigneurs qui entrent en pariage ».

(94) C. S., 366. — H. L., VIII, c, 1906-1911-1912. — GALAND : *Du Franc-Alleu*, éd. 1637, p. 93.

(95) C. S., 368.

(96) C. S., 370.

(97) C. S., 312.

(98) C. S., 352.

(99) C. S., 245.

ment économique est souvent masqué par la prédominance d'autres mobiles.

Sans doute, les abbayes, en créant des villes neuves, y trouvent des avantages économiques : mise en valeur des terres, perception de redevances, etc. Mais fréquemment elles poursuivent aussi un autre but : elles voient dans la fondation de bastides un moyen de purger le pays des brigands, d'assurer l'ordre et la sécurité sur leurs domaines (100). Le nom même est significatif ; la bastide est une ville fortifiée ; elle joue un rôle de police et de défense.

Les hauts seigneurs surtout élèvent des bastides dans un but politique et militaire. Ils les établissent sur leurs frontières comme un rempart. Ainsi, quand le comte d'Armagnac s'associe en 1322 avec l'abbaye de la Case-Dieu pour ériger la bastide de Plaisance, sur les frontières du Pardiac, il cherche avant tout à lutter de cette manière contre l'influence française (101).

Ce caractère est très net dans les fondations opérées par les rois d'Angleterre en Guyenne. Quelques-unes ont lieu avec des abbayes : en 1268 avec l'abbaye de Pimbo pour le village de ce nom (102) ; en 1293 avec l'abbé de Clairac pour Nicole (103). La plupart se font, peut-être à raison du but poursuivi, par alliance avec des seigneurs locaux. Les rois d'Angleterre entrent en pariage en 1284 avec Jourdain de l'Isle, pour la bastide de Montgaillard (104) ; en 1289, avec Guillaume de Malvin, vicomte de Juillac, pour la ville de ce nom (105). Ils construisent en 1318, Geaune avec Pierre de Castelnau (106) ; en 1319, Monguilhem avec le seigneur de Toujouse (107), etc.

Nous verrons plus loin ces fondations de bastides devenir entre les mains de la monarchie capétienne, un des meilleurs moyens de gouvernement dans son œuvre d'assimilation du Languedoc.

(100) S'associant en 1290 le roi d'Angleterre, à cause de l'insécurité du voisinage, l'évêque d'Aire prévoit en particulier l'édification de bastides : « si bastidas ad communes expensas contingat fieri ». MONLEZUN, VI, 382.

(101) MONLEZUN, VI, p. 233 (T).

(102) C. S., 224. — MONLEZUN, VI, 294 (T).

(103) C. S., 235.

(104) Aujourd'hui Viane. C. S., p. 234. — MONLEZUN, III, 29.

(105) MONLEZUN, III, 30.

(106) C. S., 246.

(107) *Ibid.*, 263.

CHAPITRE IV

LES MOBILES ET LES RÉSULTATS POLITIQUES DES TRAITÉS DU PARIAGE

SECTION I

La portée politique du pariage.

Nous avons déjà montré dans les chapitres précédents combien les hauts seigneurs ont recherché le pariage avec les seigneurs laïques inférieurs et les établissements ecclésiastiques. Ces associations, qu'elles eussent pour objets des lieux déjà existants ou des fondations de nouveaux centres, étaient pour eux une source importante de revenus.

L'utilité d'un pariage ne se mesure d'ailleurs pas uniquement à la part de revenu qu'il procure. Quand un haut seigneur entre dans une association il y prend rapidement une influence prépondérante, soit par les clauses qu'il fait insérer à son profit, soit simplement par l'ascendant de sa puissance. Le lieu semble lui appartenir, faire partie de sa domination.

La recherche des pariares a été ainsi une des formes de la politique domaniale basée sur l'acquisition de terres et de droits qui est restée longtemps la base de toute puissance réelle.

Au ^{xii}e siècle, la plupart des seigneuries importantes sont formées de domaines dispersés. L'effort des hauts seigneurs tend à les grouper, à les souder territorialement. Quand des domaines ecclésiastiques forment enclaves, une association fournit souvent le moyen de les faire entrer dans leur sphère d'influence.

La maison de Chalon, qui a joué un rôle considérable dans l'histoire de la Franche-Comté, a pratiqué cette politique avec méthode. Nous avons signalé ses associations avec l'abbaye de Saint-Claude pour le défrichement des Joux. Elle conclut, en septembre 1286, un traité de pariage avec l'abbaye de Balerne pour les terres de cette abbaye dont elle forma la seigneurie de Châtelneuf; ce traité lui assura la possession de la moyenne montagne (1). Une association avec l'abbaye de Bonlieu lui permit l'édification de la forteresse de l'Aigle (2). D'autres conventions du même genre intervinrent encore avec l'abbaye de Sainte-Marie, l'abbaye de Joailles (3), etc. C'est principalement par ses traités de pariage qu'elle réussit à se constituer un domaine d'un seul tenant équivalant à peu près au département du Jura actuel (4).

Fréquemment, par ces associations, les hauts seigneurs poursuivent des visées politiques, surtout militaires. On y voit figurer la clause leur permettant de jouir d'une forteresse. Ainsi, en 1279, Ferry, duc de Lorraine, désirant faire une ville forte du lieu de Raon-l'Etape, passe un traité de pariage avec l'abbé de Moyen-Montier pour les hauteurs dominant cette ville (5). Nous avons mis ce caractère en relief à propos des parriages pour fondations de bastides.

Pour la réalisation de ces visées politiques, le pariage a le grand avantage d'être un instrument très souple. Il ne nécessite pas une acquisition entière de fief, toujours onéreuse et souvent impossible à obtenir. Non seulement, le titulaire de la seigneurie n'est pas dépossédé, mais souvent l'association d'un haut seigneur améliore sa situation, par la protection qu'elle lui assure, les compensations qu'elle lui apporte, la valorisation de son bien qui en résulte. L'introduction du haut seigneur se fait d'une façon discrète sans rien déranger à l'ordre établi (6).

(1) CLERC : *Histoire de Franche-Comté*, p. 466, note 2.

(2) BENOIT, II, 19.

(3) CLERC, p. 485 et note 3.

(4) CLERC, p. 484.

(5) CALMET : *Histoire de Lorraine*, II, p. 326. — Texte : *Documents inédits des Vosges*, I, p. 66 s.

(6) VUITRY : *Nouvelles Etudes*, I, p. 34. « Ce fut un procédé efficace par lequel le pouvoir royal s'insinua dans un grand nombre de fiefs sans les supprimer. »

L'extrême souplesse que peuvent revêtir ces associations explique le rôle important et trop peu remarqué qu'a joué le pariage comme instrument de pénétration. C'est le procédé qu'a souvent employé la royauté pour s'introduire jusque dans les fiefs les plus lointains, s'y créer des points d'appui administratifs et militaires et faire rayonner de là son influence. Quelques exemples mettront ce rôle en valeur.

En 1226, Louis VIII, à la tête des Croisés, est arrêté devant Avignon qu'il est obligé d'emporter par siège. C'est une ville indépendante commandant une position importante qu'il est nécessaire de surveiller. L'abbaye bénédictine de Saint-André possède près de là un domaine important. Elle accepte la conclusion d'un pariage; moyennant une redevance annuelle de 40 livres, elle permet au roi d'élever une forteresse à Saint-André, d'y percevoir la moitié des produits de justice, et d'y recevoir le serment de fidélité des habitants (7).

Ce pariage dut toutefois être annulé dans des circonstances restées inconnues, car nous voyons en 1290, Philippe IV mander à son sénéchal de Beaucaire qu'ayant besoin d'obtenir le château possédé par les religieux en face d'Avignon, il leur en proposât l'échange ou la mise en société (8). Les négociations aboutirent (11 juillet 1292) à une nouvelle association sur des bases plus larges que le pariage de 1226. Outre la mise en commun du château et du village de Saint-André, le traité donnait au roi le droit de bâtir une deuxième forteresse. Ce fut l'origine de Villeneuve-lès-Avignon (9).

A la fin du XIII^e siècle, commence l'élan de la royauté vers les régions de l'Est qui vont constituer un champ de luttes avec l'Empire (10). Une occasion merveilleuse s'offre pour elle d'y prendre pied. A quelques lieues de Verdun, le chapitre collégial de Montfaucon en Argonne possède un petit territoire qu'il défend péniblement contre les empiétements du

(7) Voir PETIT-DUTAILLIS : *Etudes sur le règne de Louis VIII*, Paris, 1894, p. 311, et nos 412-413-414. — VIOLLET : *Institutions*, II, p. 172. — COULONDRES : *Louis VIII à Saint-André*, dans *Mémoires de l'Académie du Gard*, 1876, p. 333 s. Texte COULONDRES, p. 358. H. L., VIII, c. 857. — TEULET, II, p. 92.

(8) MÉNARD, I, instr., p. 114. « Mandamus vobis quatinus cum abbate dicti monasterii diligenter tractetis si per excambium dictum castrum habere possemus vel si societatem nobiscum inire vellet ».

(9) MÉNARD, I, p. 391 (analyse). T. instr., p. 114 s.

(10) LONGNON : *Unité*, p. 159.

comte Thiébaud de Bar. En 1273, il dépêche lui-même deux de ses membres pour solliciter la protection du roi et lui offrir un pariage (11). L'acte est conclu. Il ne s'agissait que d'un petit territoire, mais d'une importance stratégique considérable et l'exemple était grave. Une enquête faite en 1288 sur l'ordre de Rodolphe de Habsbourg mentionna Montfaucon comme l'un des points où s'était exercée l'influence française au détriment de l'Empire (12).

Sous les fils de Philippe IV, l'attaque des terres d'Empire a pour objectif particulier une province du Sud-Est, le Dauphiné. Le prince qui y règne, Humbert II, est connu par ses extravagances; on prévoit possible l'acquisition de cette province par un mode quelconque. En attendant, il est nécessaire de se constituer à proximité un point d'appui.

Le haut domaine de la ville de Vienne ainsi que le faubourg de Sainte-Colombe, de l'autre côté du Rhône, appartiennent aux archevêques, souvent d'ailleurs en difficultés avec les Dauphins. Le plan de la royauté est donc d'obtenir d'un archevêque favorable une association sinon pour Vienne, tout au moins pour Sainte-Colombe.

Charles IV, le premier, engage des négociations (13). En 1332, Philippe VI les reprend et on aboutit le 17 août à la signature d'une convention. Sous le couvert d'un prétexte de bien public, la nécessité de purger le pays des brigands, l'archevêque associait le roi au domaine de Sainte-Colombe. Les parties convenaient d'y établir une ville neuve avec foires et marchés.

Les gens du roi mirent immédiatement à profit la convention pour bâtir une grosse tour sur la rive du Rhône. Le Dauphin s'écria en vain que le pouvoir royal étendait dangereusement ses ailes (14).

(11) Voir VIOLETT : *Institutions*, II, 172, note 5. — Ch. AIMOND, p. 40-45. — CLOUET, II, p. 486. — Texte J. 397, n° 7, publié par A. GIRY, p. 109. « Ob custodiam ecclesie nostre prefate et nostram et terre nostre... excellentissimum dominum nostrum Ph. Dei gratia Francorum regem associamus in medietatem omnium possessionum et jurium et justiciarumstrarum... in villis de Montefalconis, de Chessergues, de Cuissiac, etc. ».

(12) V. HAVET : *La frontière de l'Empire en Argonne*, dans *BEC*, t. XLII, 1881, p. 388 s.

(13) *Valbonnais*, I, p. 301.

(14) Sur le pariage de Sainte-Colombe, voir P. FOURNIER, p. 409-415. — Texte aux archives de l'Isère, G 6.

SECTION II

La formation des puissances féodales.

Ces observations permettent de comprendre le rôle important qu'ont joué les pariajes dans l'œuvre de formation des grandes puissances féodales.

Il est facile de l'apprécier en examinant par exemple l'extension de la puissance champenoise. Sur dix-huit châtellenies acquises depuis l'avènement d'Henri I^{er} jusqu'à la réunion à la France, six provenaient de pariajes (15). Leurs revenus constituaient une part importante dans les finances champenoises. Ce fut par des pariajes aussi bien que par des inféodations que les comtes de Champagne mirent sous leur dépendance quantité de terres dans la Haute-Champagne, la Lorraine et le Bassigny (16). Le pariage avec l'abbaye de Luxeuil porta leur influence jusque dans les Vosges. Le domaine ainsi acquis constitua comme une annexe du comté de Champagne. On employait pour le désigner l'expression de « conventus Lexoviensis in Campania » (17).

C'est surtout entre les mains de la dynastie capétienne que le pariage a été un instrument puissant de reconstitution territoriale. Par les concessions de droits, les chartes d'immunité, le domaine royal avait été réduit à peu de chose. Pour que la royauté reprît force, il lui fallait reprendre contact avec la terre, avec la puissance domaniale (18). Sous les rois de la troisième race, le domaine royal a été largement reconstitué par les traités de pariage (19).

Dès Louis VI, on voit apparaître cette tendance. Ce sont de petites associations avec les chanoines de Sainte-Euverte, les abbayes de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Pierre-des-Fossés, pour l'exploitation commune de certaines terres et l'établissement d'hostises (20).

(15) D'après D'ARBOIS de Jub., IV, tableau, p. 916-917.

(16) BONVALOT : *Charte*, p. 10.

(17) LONGNON : *Documents*, II, Introduction, p. XXII.

(18) « Au service des anciens rois le domaine fut l'instrument nécessaire de la prépondérance politique ». DOGNON, p. 29.

(19) LANGLOIS, p. 179.

(20) Voir LUCHAIRE : *Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne*, Paris, 1890, nos 355, p. 163 ; 403, p. 187 ; 457, p. 213 ; 492, p. 227 ; 572, p. 261 ; 597, p. 270.

Sous Louis VII et Philippe II, les traités de pariage se multiplient. Nous en avons étudié plusieurs en traitant de la garde ou des fondations de villes neuves (21). La royauté sut admirablement tirer parti des besoins de sécurité des églises et du mouvement d'émancipation dont la France était le théâtre depuis le début du xii^e siècle (22).

Les acquisitions ainsi faites accrurent notablement son domaine. Si nous prenons la liste des prévôtés royales donnée par Brussel (23), nous y voyons figurer nombre de prévôtés à la suite de parriages : ainsi Wasquemoulin, Aubigny, Dixmont, Chesny, Flagi, Cencoins, Prissé, Saint-Gengoul, Couches, etc.

Ces traités amenaient souvent sous son influence des localités relativement éloignées, sortes d'avant-postes royaux destinés à faciliter plus tard la pénétration du pays tout entier. Par Saint-Pierre-le-Moutier, Cencoins, Cusset, Escurolles, Paluel, la royauté s'étendit vers le Berry, le Bourbonnais et l'Auvergne (24). Les parriages de Saint-Gengoul avec l'abbaye de Cluny, de Verzé et Prissé avec l'évêque de Mâcon facilitèrent et préparèrent l'annexion du Mâconnais à la couronne (25). Le parriage de Couches dut sérieusement gêner les ducs de Bourgogne, car nous les voyons à deux reprises en demander la cession. La multiplication des parriages royaux dans la région de Sens constituait un tel péril pour l'influence champenoise que nous voyons, en 1207, Philippe II s'engager envers la comtesse Blanche, moyennant paiement d'une somme de mille livres parisis, à ne plus contracter aucune convention de ce

(21) Il y eut beaucoup d'autres traités, intervenus pour régler des droits communs ou mettre fin à des contestations. Ainsi Philippe II s'associe avec le chapitre Sainte-Croix d'Orléans pour le Bourg-Neuf (TEULET, I, n° 901, p. 342), avec Pierre de Châtres pour la voirie de Châtres sous Montlhéry (K 27, n° 29. DELISLE, *Catalogue* n° 1197). Cette association fut étendue plus tard à toute la justice de Châtres (BEUGNOT, I, p. 775, n° 1417, et p. 792, n° 1464). Ou bien la royauté, voulant pénétrer dans une région, y acquiert moyennant compensation la moitié indivise de certaines seigneuries. En 1182-83, Geoffroy de Concessaut associe Philippe II dans la propriété de son château de Concessaut, contre un paiement de mille livres et une redevance annuelle de quarante. (DELISLE, *Catalogue* n° 65. — RAYNAL, *Histoire de Berry*, II, 551. — DELABORDE, p. 93, n° 71). En 1187-88, il l'associe de même dans ses biens à Aubigny (DELABORDE, p. 261, n° 217).

(22) Cf. LAVISSE et RAMBAUD : *Histoire Générale*, II, p. 361 et 372.

(23) BRUSSEL, I, p. 440 et s.

(24) PROU, p. 269.

(25) LUCHAIRE : *Histoire...*, II, p. 193.

genre dans une région déterminée entre Dixmont et Malay-le-Roi, de là à Fontaines et jusqu'à Voisines et Thorigny. Le roi rétractait l'association qu'il venait de conclure avec le chapitre de Sens pour Thorigny (26).

Avec Louis VIII la royauté pénètre en terre d'Empire par le pariage de Saint-André d'Avignon.

Louis IX continue cette politique. Ainsi en juillet 1234, le prieur et le couvent de la Charité l'associent à leurs granges près de Thorigny et à plusieurs villages (27). En 1246, le chapitre de Saint-Front, pour obtenir sa protection contre les comtes de Périgord, lui cède la moitié de sa seigneurie (28). En mars 1269, pareille association avec l'abbaye de Saint-Jean de Sens pour la terre de Dollot (29). Des actes semblables interviennent avec les religieux de Montpeyroux, seigneurs de Puy-Guillaume (30), avec la dame de Jonchères (31), avec les sieurs de l'Espinat et le prieuré de Marcilly (32).

Le pariage de l'abbaye de Pamiers avec les comtes de Foix avait été rompu lors de la guerre des Albigeois. Il fut alors attribué à Simon de Montfort, puis Amaury et Louis VIII. Repris par les comtes de Foix, il ne cessait d'être l'objet de sanglants conflits. Bernard de Saisset, dès son avènement à la dignité abbatiale, se tourna vers le roi de France et, en 1269, il l'associa à la seigneurie de la ville (33). Ce pariage dura jusqu'en 1285 où il fut de nouveau et définitivement rendu aux comtes (34).

Enfin, sous le même règne, l'influence royale faillit pénétrer

(26) V. : DELISLE, *Catalogue* n° 1055 ; — QUANTIN, III, n° 62 ; — PROU, p. 538, pièce n° XVI : « Concessimus quod nos non poterimus aliquam novam villam facere, neque societatem alicujus capere infra hos terminos, scilicet... Volumus quod carta illa quam canonici Senonenses a nobis habuerunt super societatem de Thoreniaco nullius de cetero valoris sit aut momenti ».

(27) J. 397, n° 6. — TEULET, II, n° 2318. — QUANTIN, III, n° 418.

(28) J. 295, n° 10. — TEULET, II, n° 3461.

(29) QUANTIN, III, n° 646, p. 319.

(30) RIVIÈRE, I, p. 493, note 5.

(31) BEUGNOT, I, p. 838. — DELISLE : *Restitution*, n° 63, p. 320.

(32) DELISLE, *Ibid.*, n° 167, p. 328.

(33) V. : E. DE ROZIÈRE, p. 7-11 ; — J. 336, n° 5 ; — TEULET, IV, n° 5534, p. 357 ; — *Gallia*, XIII, instr., p. 96.

(34) E. DE ROZIÈRE, p. 12.

au cœur même de la puissance champenoise par la conclusion d'un traité de pariage avec l'abbaye de Molesme (35).

Et tandis que Louis IX continuait ainsi la politique capétienne, son frère Alphonse de Poitiers allait lui donner dans ses domaines du Languedoc une ampleur toute nouvelle.

SECTION III

La pénétration capétienne dans le Languedoc et la politique des traités de pariage.

L'acquisition du Languedoc a été probablement l'œuvre la plus importante de la dynastie capétienne. C'est grâce à elle que la royauté est sortie des pays du Nord et du Centre et a constitué vraiment la France.

Par le traité de Paris de 1229, Raimond VII cédait un certain nombre de ses domaines à la royauté. Les autres devaient constituer la dot de sa fille Jeanne, fiancée à Alphonse, frère du roi. A la mort d'Alphonse, ils allaient échoir à la monarchie (36).

L'assimilation de cet ensemble imposant était pour le pouvoir royal une tâche difficile. On se trouvait en présence de pays de langue et de civilisation différentes, de pouvoirs locaux solidement implantés, de villes puissantes et indépendantes (37).

La monarchie devait à la fois y implanter son autorité et y fortifier ses revenus. C'était une œuvre de longue haleine. Pour accroître sa puissance, elle a employé les procédés habituels des grands seigneurs : achats, échanges, confiscations, fondations (38), etc. Mais la politique des traités de pariage a joué ici un rôle de premier plan (39-40).

(35) DIDIER, p. 178, pièce n° 17 (autorisation de l'évêque de Langres). Ce traité fut effectivement conclu (v. D'ARBOIS, V, n° 2571 ; le prieur de Saint-Quentin de Troyes reconnaît que l'association établie entre le roi de France et l'abbaye de Molesme a été faite sans son assentiment ni concours). Mais il ne semble pas avoir été mis en application.

(36) BOUTARIC : *Saint Louis*, p. 39.

(37) *Ibid.*, p. 15.

(38) DOGNON, p. 21.

(39-40) LONGNON : *Unité*, p. 158. « L'influence immédiate du roi se développa au moyen de pariaages, et par des fondations de bastides qui presque toujours étaient accompagnées de pariaages ». — Voir H. L., XII, p. 335.

Dans beaucoup de cas, la royauté, en offrant aux petits seigneurs l'appui de sa puissance et les bienfaits de son administration, a pu obtenir d'eux une association dans leurs domaines. Ces associations lui ont permis en particulier l'édification de nombreuses villes neuves qui ont constitué des points d'appui de premier ordre. D'autre part, des actes de ce genre sont fréquemment intervenus pour mettre fin à des litiges, à des conflits de juridiction, plus ou moins voulus, parfois soulevés consciemment. Des transactions, qui les ont terminés, la royauté a toujours retiré un accroissement d'influence.

Cette politique, diverse d'aspects et féconde en résultats, on l'a surtout remarquée à propos de Philippe IV. C'est ce que fait, par exemple, l'*Histoire du Languedoc* : « Philippe IV dans la vue d'étendre son autorité et sa juridiction immédiate dans la province, conclut divers traités de pariage avec plusieurs seigneurs ecclésiastiques de la province » (41). En réalité c'était là une habitude ancienne (42). Alphonse de Poitiers, et plus encore Philippe III employèrent fréquemment le procédé du pariage (43).

Et, même après Philippe IV, il joua encore un rôle notable (44).

I

Les acquisitions de parts indivises

La recherche de la protection et de l'administration royales.

S'introduire dans les seigneuries méridionales était parfois relativement facile. Par suite de l'absence du droit d'aînesse et du régime de l'indivision, beaucoup étaient divisées en

(41) H. L., IX, p. 312.

(42) H. L., IX, p. 313, note 1, par M. MOLINIER. En beaucoup de cas, aux XI^e et XII^e siècles, les seigneurs méridionaux passèrent des actes d'association et de pariage. Nous avons eu l'occasion d'en citer un certain nombre.

(43) LONGNON : *Unité*, p. 157. « Peut-être aucun roi de France ne conclut-il autant de parriages que Philippe III ».

(44) Pour Philippe III, voir LANGLOIS, p. 168-180-282-283.

Pour Philippe IV, BOUTARIC (*Le règne de Philippe IV*, Paris, 1861) en a donné p. 9, note 3, une liste très incomplète.

Pour Philippe V, voir LEHUGEUR, p. 316-317-334.

Pour Philippe VI, article de M. VIARD, « *La France sous Philippe VI* », p. 353-356.

un grand nombre de parts. Acheter une de ces parts, c'était pour la royauté y acquérir rapidement la prépondérance. C'avait été la politique des comtes de Toulouse, des grands seigneurs épiscopaux, etc. La monarchie continua.

« Les seigneuries du Languedoc, remarque avec raison M. Dognon (45), étaient très vulnérables. Elles ont offert à la royauté autant de points d'attaque qu'elles comprenaient de parts. Le roi prend place dans un pariage par achat d'une moitié, d'un huitième, d'un douzième. »

Un bon exemple de cette politique se trouve dans l'acquisition faite par Philippe IV en 1305 de la moitié de la puissante vicomté de Lautrec.

« Le roi Philippe IV (46) s'étant fait un système d'entrer en pariage de la plupart des domaines possédés par les seigneurs ecclésiastiques et séculiers de son royaume afin de modérer leur autorité et d'étendre la sienne de plus en plus, résolut d'unir cette moitié de la vicomté de Lautrec à son domaine (47). »

Un contrat d'échange fut conclu le 25 janvier 1306. Le vicomte Bertrand céda au roi sa moitié indivise du château de Lautrec et des trente-deux châteaux ou villages qui en dépendaient ainsi que quelques autres droits. Il reçut en échange le château de Caraman et son territoire érigé en baronnie (48).

Toutes les seigneuries n'offraient pas autant de facilités, en particulier celles qui appartenaient à des seigneurs ecclésiastiques. Mais les conditions d'existence de ces puissances locales étaient souvent assez difficiles.

Le Languedoc semble être resté, longtemps encore après la guerre des Albigeois, dans un état d'insécurité assez grand.

Les traités de pariage mentionnent couramment les ravages des malfaiteurs, des faïdits, la difficulté d'assurer l'ordre et de protéger les habitants (49). Les petits seigneurs étaient

(45) DOGNON, p. 23.

(46) H. L., IX, p. 290.

(47) Celle de BERTRAND DE LAUTREC. Voir H. L., X, p. 17-18, la généalogie des Lautrec.

(48) J. 331, Lautrec, n° 2.

(49) Ainsi l'archevêque d'Auch propose au roi un pariage pour le lieu de Sos, afin que le roi « melius custodiret terram suam de malefactoribus et si fieret pariaium terra esset melius in pace et malefactores melius punirentur ». C. S., p. 106.

disposés à abandonner une partie de leurs biens au pouvoir qui leur garantirait la sécurité.

Les communautés ecclésiastiques avaient particulièrement besoin de protection pour résister aux attaques des seigneurs laïques. L'abbé de Thiers, en Auvergne, avait ainsi tellement à se plaindre des seigneurs de ce lieu qu'en 1251 il abandonna la moitié des biens de son abbaye à Alphonse de Poitiers à titre de pariage afin de trouver près de lui une protection efficace (50).

A Saint-Yrieix, l'autorité du chapitre était combattue par les vicomtes de Limoges. En 1307, considérant l'accroissement de force que lui apportait l'association du roi, le chapitre appela en pariage Philippe IV (51).

Souvent c'est avec les pouvoirs comtaux que les seigneurs ecclésiastiques étaient aux prises. Le comte d'Astarac en particulier contestait aux maisons religieuses, à l'intérieur de son comté, le droit de haute justice (52). Cette prétention donna lieu à de nombreuses luttes. L'abbé de Simorre, jugeant le conflit inégal, et ne pouvant se défendre seul, offrit à Philippe IV de l'associer et lui abandonna la moitié de la justice dans Simorre, Sainte-Dode et ses autres possessions de l'Astarac (53).

L'élan ainsi donné fut suivi par beaucoup de monastères. En 1297, l'abbé de Saint-Sever de Rustan appela Philippe IV en pariage dans Seméac et dans le village qui s'était formé autour du monastère (54).

Ailleurs ce n'était plus avec les seigneurs laïques mais avec

(50) BOUTARIC : *Saint-Louis*, p. 483. — RIVIÈRE, I, p. 243. — J. 311, n° 67. — P, 1331, c, 3327. — HUIILLARD-BRÉHOLLES, p. 65, n° 316. « Pro bono pacis et observancie regularis que fere penitus deperibat propter vexationes, rapinas, incendia, homicidia et alias maletractationes quas diutissime paci sumus tam a domino Tyernensi quam ab aliis pravis hominibus ».

(51) J. 398, n° 28. *Ord.* VI, p. 237 s. « Considerans utilitatem Ecclesie predictae si Dominus Rex associetur, cum propter potentiam manus Regie, porcio dimidia jurisdictionis infrascripte plus utilitatis afferet Ecclesie predictae quam si dicta Ecclesia in solidum possideret », p. 238. Sur ce pariage voir A. LEROUX, *Chronologie de l'histoire de Saint-Yrieix-la-Roche*. *Bulletin Société Arch. du Limousin*, XL, 1893, p. 633.

(52) C. S., p. 300.

(53) MONLEZUN III, p. 79.

(54) MONLEZUN, III, p. 79. — C. S., p. 100. « Offerimus domino nostro regi Francie ratione paragiis et securitatis ut nostri subditi valeant quiete vivere et in pace, medietatem omnium jurium ».

leurs propres sujets que les communautés ecclésiastiques étaient en lutttes. Le couvent de Sarlat soutint ainsi une longue lutte contre le consulat. A la fin du XIII^e siècle, elle prit un caractère violent. Un essai de transaction en 1286 ne dura pas (55); et en 1290, le couvent se résigna à un partage de son autorité avec le roi (56). A Figeac, la situation du monastère était si difficile en face des bourgeois qu'en 1301, les religieux abandonnèrent à Philippe IV tous leurs droits sur la ville (57).

En dehors même de tout danger pressant, la protection royale, concrétisée par l'octroi de sauvegarde, était une garantie précieuse de sécurité. L'abbé et le couvent du monastère de Saint-Jean de Sorrèze associant Philippe IV en 1290 à la moitié de la justice et du domaine de leur ville, rappelaient que la sauvegarde royale avait toujours figuré parmi les traditions et les privilèges de leur maison (58). C'est ce que pensent les religieux de Vabres. Ayant associé en 1285 Philippe III à leur prieuré de Vernes (59), ils renouvellent en mai 1318 et étendent cette association, persuadés qu'accroître les droits du roi est la meilleure façon de défendre les leurs (60).

Ce n'était pas d'ailleurs seulement le désir de protection et de sécurité qui amenait les petits seigneurs à la royauté. Les pariajes royaux apportaient beaucoup d'autres avantages et en premier lieu la participation aux bienfaits de l'administration royale. Quand des seigneuries laïques sont divisées en plusieurs parts, on voit fréquemment les coseigneurs attribuer

(55) MAUBOURGUET : *Le Périgord Méridional*, Cahors, 1926, p. 230.

(56) J. J. 28, n° 67. — D'après J. 397, n° 12. « Propter oppressiones multimodas et injurias infinitas quas dilecti et fideles nostri B. abbas Sarlatensis totusque conventus ejusdem loci et gens sua paciebantur de die in diem a burgensibus Sarlatensibus quos in multis et multipliciter delinquentes non possunt justiciare... quod non nisi per nos et cum nostro adjutorio puniri possint ut deceret, nobis humiliter supplicarunt... Post multos contractus cum gente nostra habitos pariagium cum eisdem religiosus fecimus ». Voir pièce just. n° IV.

(57) *Gallia*, XII, instr. n° 44. « Propter malitiam et sevitiam populi Figiacensis oportuit nos exire a villa... Multum timetur de destructione ville pariter et monasterii ».

(58) BEUGNOT, III, p. 142. — J. 397, n° 15. « Utilitate prefati monasterii pensata et recognoscentes monasterium et villam de Sordua ab antiquo sanctissime memorie Karolo Magno fundata in gardia Regum Francie qui pro tempore fuerint semper fuisse ».

(59) *Gallia*, I, c, 278 B.

(60) *Ord.* XII, p. 439 et s. « Volens in praemissis jus Domini nostri Regis augmentari ut melius... jura sui prioratus predicti defenderentur ».

une de ces parts à la royauté pour obtenir le concours de ses agents.

Ainsi, en 1271, les coseigneurs du château de Bâne (diocèse d'Uzès) s'associent le roi pour une huitième partie indivise. Le juge royal d'Uzès deviendra leur juge commun pour le château et son mandement et leur prêtera serment de fidélité (61).

Le 18 janvier 1274, au château de Roquemaure, les coseigneurs de Nâves, désirant pour leur utilité et celle de leurs sujets faire administrer la justice dans leur territoire suivant la forme des cours royales, cèdent à Philippe III la cinquième partie des juridictions, leudes et foires du mandement de Nâves (62). La royauté s'installait ainsi solidement dans ce coin de l'Uzège, aux portes mêmes du Vivarais (63).

En 1316 c'est la huitième partie de toute la baronnie de Haute-Rive que les coseigneurs concèdent à Philippe V dans les mêmes conditions (64).

L'association royale apportait la sécurité, une organisation administrative supérieure, souvent d'autres privilèges (65). Les seigneuries en pariage avec la royauté jouissaient d'une situation privilégiée qui y attirait les habitants et procurait un accroissement notable de revenus.

La ville d'Auch était divisée en trois quartiers appartenant respectivement à l'archevêque, au comte d'Armagnac et au prieuré de Saint-Orens d'Auch, dépendant de l'abbaye de Cluny;

(61) MÉNARD, I, 347 (analyse) et instr., p. 95. « Quod iudex Uzetici superioris in perp^m qui pro tempore fuerit sit iudex et notarius communis curie predictorum pareariorum castri de Bana et ejus mandamenti ».

(62) MÉNARD, I, p. 356 et instr. LXXII, p. 100. « Desiderantes et quamplurimum affectantes, pro sua et subjeetorum suorum necnon et pariorum suorum infrascriptorum utilitate curiam castri de Navis et totius mandamenti regi et gubernari juxta modum et formam curie domini regis, juxta quam... regere consueverunt suas curias curiales domini regis ». Voir TALLON, *Histoire de la ville des Vans*, Privas, 1884, p. 27-29 et p. 161 T.

(63) REGNÉ : *Histoire*, II, p. 79.

(64) *Ord.* XII, p. 421 s. « Racione dicti Pariagii concesserunt dicto domino nomine regis octavam partem totius juris quod habent vel habere debent in jurisdictione alta et bassa ac baronie ejusdem et emolumentis ».

(65) En juillet 1312, les coseigneurs de Lunas ayant associé Philippe IV à la juridiction haute et basse de leur château, le sénéchal promet de faire concéder aux habitants des franchises aussi étendues que celles de toute autre ville royale du diocèse d'Agen ; « tam bonas et liberas libertates et consuetudines seu meliores quales in una de bastidis predicti Regis Agennensis dyocesis ». *Ord.* XII, p. 397.

situation qui entraînait de nombreuses rivalités. Au milieu du xiii^e siècle l'archevêque et le comte se liguèrent contre le prieuré (66). Les religieux ne pouvant lutter seuls, songèrent à appeler à leur aide la royauté et ils rédigèrent à cette occasion (vers 1297) un curieux mémoire qui nous renseigne sur les multiples avantages que pouvait apporter à un seigneur le pariage royal (67). Les religieux invoquent l'utilité publique, l'ordre devant être bien mieux assuré par l'intervention royale. Ils exposent que la cité d'Auch est une des plus riches et que si le roi y avait part, elle deviendrait rapidement, d'après l'opinion commune, la meilleure du Toulousain et du Bordelais. La moitié de leurs biens est évaluée à cinq cents livres. Par suite de l'association du roi, elle en vaudrait en cinq ans plus de mille (68).

Le sacrifice d'une part qu'entraîne le pariage est donc compensé par les avantages qu'apporte l'association royale. Les seigneurs prennent leurs précautions pour que cet appui leur reste; ils stipulent que la part concédée à la royauté sera inaliénable et demeurera toujours unie à la couronne.

Si ces avantages ne paraissaient pas suffisants pour entraîner une offre de la part des seigneurs, la royauté pouvait cependant obtenir un pariage de leur part en leur assurant une compensation convenable. Chacun y trouvait son intérêt.

En 1308, à la fin de leur longue querelle, Philippe IV et l'évêque de Pamiers, Bernard de Saisset, s'accordent pour conclure un pariage (69). Le 29 juin, Guillaume de Nogaret reçoit cession, au nom du roi, de la moitié des justices et droits du monastère dans les faubourgs de Pamiers, le village des Allemans et une trentaine d'autres châteaux et villages (70). En échange, le roi promettait un dédommagement con-

(66) CURIE-SEIMBRES, *Revue d'Aquitaine*, 1863, p. 129.

(67) Texte C. S., *Ibid.*, p. 174 s.; J 302, n^o 128, publié par GIRY, p. 155 s.

Voir CANETO, *Le prieuré de Saint-Orens d'Auch*, *Revue de Gascogne*, IX, 1863, p. 148 s. Texte p. 256 s.

(68) La proposition aboutit non à un pariage mais à un échange. J. 295, n^o 49. En 1330, l'archevêque d'Auch entre en pariage avec Philippe VI. « Comme nostre amé et féal l'archevêque d'Aux nous ait accompaignié à toute la juridiction haute et basse qui à lui appartient... Nous pour sûreté et profit dudit accompaignement ». J. J. 77, f^o 197 v.

(69) RENAN, *Revue des Deux Mondes*, 1872, II, p. 620.

(70) H. L., IX, p. 309 et notes 4 et 5, — et H. L., X, 153 s. (T).

venable qui serait fixé par des arbitres choisis en commun (71). Ce fut l'origine de la viguerie royale des Allemans (72).

La royauté put ainsi, par ce procédé, entreprendre des œuvres importantes.

Prenons par exemple le pariage conclu en 1309 entre Philippe IV et le vicomte Amaury de Narbonne (73). Il fut dû au désir de Philippe IV de contribuer à l'expansion économique du Languedoc par la construction d'un port de mer (74). Après de multiples informations, on décida de choisir le lieu de Leucate et on en fit l'acquisition. Il fallait en outre à proximité un centre pour la concentration et l'expédition des marchandises. La ville de Narbonne pouvait jouer ce rôle. Mais la seigneurie en appartenait au vicomte Amaury, vassal sur certains points de l'archevêque. Il était nécessaire pour la royauté d'y pénétrer (75). Moyennant une grosse compensation, la cession de plusieurs localités du Minervois, Amaury accepta la conclusion d'un traité de pariage. Le 7 avril 1309, il cédait au roi la moitié par indivis de la juridiction haute et basse dans la cité et le bourg de Narbonne, le territoire de Livière et l'étang de Narbonne (76), etc.

Autre exemple fourni par St-Paul-Capdajoux. Ici les négociations traînèrent en longueur. Commencées en 1308, elles furent longtemps arrêtées par la détermination de la compensation à

(71) H. L., X, p. 135, « infra tres annos a data presencium numerandos, prefato episcopo et dicte ecclesie sue et capitulo illam recompensationem dabimus et assidebimus pro predictis », et p. 155, « ad arbitrium proborum virorum eligendorum a nobis et ipso... priusquam de rebus traditis aliquid percipiamus exinde ».

(72) H. L., XII, p. 327. L'Histoire du Languedoc considère ce pariage comme ayant subsisté jusqu'à la Révolution. Cependant, au XVIII^e s., on pensait que l'acte de 1308 n'était qu'un projet n'ayant jamais reçu exécution (G 8 2526, f^o 320). Il a certainement fonctionné ; il existait en 1322 (Sentence du 13 juillet concernant Vidal Foucaud, viguier du pariage des Allemans. *Jugés* VI, 332). Peut-être était-ce un pariage temporaire. C'est ce qu'indiqueraient les mots « *ad tempora faciendam* ». H. L., X, 155.

(73) J. 337, Narbonne, nos 13-14. Voir, sur ce pariage, J. REGNÉ, *Amauri*, p. 119 à 142. Texte, p. 379 s.

(74) H. L., IX, p. 313.

(75) Ad quam dicti mercatores et alii cum rebus et mercibus suis libencius declinabunt ». REGNÉ, *Amauri*, p. 380.

(76) Le pariage fut rapidement mis en exécution (H. L., IX, 315, note 3) et la construction du port poussée hâtivement. Mais pour diverses raisons, elle fut ensuite abandonnée et le pariage rétracté en 1322. (*Doat*, 253, f^o 927).

octroyer (77). L'accord final fut conclu en 1319. La royauté posséda en pariage cette localité demeurée jusqu'aux guerres de religion une des principales places fortes du Midi (78).

Le pariage avec octroi de compensation était un procédé très souple, qui permettait de régler des situations difficiles en ménageant tous les intérêts en présence. Ainsi l'archevêque de Narbonne étant en lutte avec le vicomte et demandant protection, le roi lui propose la conclusion d'un pariage (18 août 1313). L'archevêque n'aura qu'à fournir le relevé des droits et privilèges dont il jouit à Narbonne. Le pariage conclu, il recevra une compensation territoriale (79).

La conclusion de ces pariaages fut souvent sollicitée et dans une certaine mesure préparée par les populations elles-mêmes. La domination royale leur paraissait une garantie contre l'arbitraire des seigneurs locaux, un facteur de paix et de prospérité. A défaut d'annexion, elles désiraient du moins un traité de pariage qui leur donnât le roi pour nouveau seigneur concurremment avec l'ancien (80).

Ainsi pendant les négociations du pariage de Saint-Paul-Capdajoux, les habitants offrent de verser au roi 4.500 livres pour que le pariage se fasse (81). Leur seigneur, Ysarn de Lautrec, ayant à son tour proposé une composition au roi pour obtenir l'annulation des conventions déjà faites, les habitants se plaignent amèrement. Et les commissaires royaux mettent en lumière leur attachement au pouvoir royal et l'élan avec lequel il se manifesterait si le pariage était fait (82).

(77) J. 1020 B, n° 52. « Cum dudum anno... de permutando castrum Sancti Pauli de Cadajovis, dimidiam partem indivisam jurisdictionis altae et bassae castri ipsius ac ville de Sancto Paulo... pro competentis recompensatione... certe inite fuissent pactiones jam ex parte dicti domicelli complete premissorum possessione retenta quam idem dominus Genitor noster non poterat adipisci quousque domicello predicto competentem pro praemissis recompensationem tradi liberari et assignari fecisset ».

(78) H. L., IX, p. 313, note 1.

(79) *Inventaire des arch. de Narbonne*, I, f°s 153-159. — REGNÉ, *Amauri*, p. 163. Même projet avec l'évêque de Rhodéz. *Doat*, t. 133, f° 93. Ces deux projets n'eurent d'ailleurs pas de suite.

(80) LEHUGEUR, p. 402. Ex. : J. J. 59, n° 13.

(81) J. 1020 B, n° 52.

(82) J. 1020 B, n° 53 (mémoire inédit). « Item se ladite ville de Saint-Pol étoit conté du Roi, ceux de la ville feroient un pont par quoi le péage vaudroit IIII cents livres mieux qu'il ne vaut et en amenderoit

A Puy-Salins, les habitants, moyennant un paiement de mille livres et le versement d'une rente annuelle de soixante livres, obtiennent du roi la promesse de n'être jamais mis hors de la main royale (83). Leur seigneur proteste et pour obtenir la révocation de cette promesse entre lui-même en pariage avec le roi (84).

Les consuls qui avaient réussi à acquérir un pouvoir de juridiction, s'y associèrent fréquemment la royauté. A Miremont, les consuls possédaient de temps immémorial l'exercice de la juridiction, dont la propriété était restée aux coseigneurs. En 1346, ils s'associèrent les coseigneurs et tous ensemble appelèrent en pariage Philippe VI. Le juge royal de Rieux devenait le juge commun du pariage (85).

A Montesquieu en Lauragais, les consuls n'avaient pas de pouvoir juridictionnel, mais en mai 1351, ils offrirent au procureur du roi 300 livres tournois pour acheter la part de l'un des coseigneurs, de façon que le juge du Lauragais pût être présent lors de la création des consuls et recevoir leur serment pour la part appartenant au roi (86). La royauté n'ayant probablement pas donné suite à leur offre, ils achetèrent eux-mêmes cette part et s'y associèrent le roi (87).

Nombreuses et diverses étaient donc les causes qui pouvaient amener la conclusion d'un pariage. La royauté n'eut souvent pas grands efforts à faire pour acquérir d'innombrables droits.

II

Les fondations de bastides.

Le courant d'association de la royauté avec les seigneurs et

moult la ville, lequel ils ne voudroient oncques faire au temps du seigneur de Saint-Paul pour ce qu'il ne se portoit pas bien vers eux ». Le seigneur et les habitants étaient en querelle au sujet du consulat.

(83) Juin 1308. C. S., p. 113.

(84) BEUGNOT, III, p. 429 et s. Le roi mande au sénéchal d'observer ce pariage « nonobstante privilegio quodam nuper a nobis ad instanciam quorumdam hominum Podii Saliconis obtento ».

(85) *Ord.*, XV, p. 617 s.

(86) *Ord.*, II, p. 426 ; « cum quibus ematur duodecima pars jurisdictionis altae et bassae meri et mixti imperii dicti loci de Montesquivo a nobile viro Domino de Sanna Domicello condomino dicti loci ».

(87) J. 398, n° 35.

les populations s'est particulièrement manifesté dans les créations de centres nouveaux.

Nous avons étudié plus haut les traits généraux qui marquèrent le mouvement de fondation de villes neuves dans le Midi. Ils se retrouvent ici plus nets encore.

La fondation de bastides fut avant tout entre les mains de la royauté un moyen de gouvernement. Elle y trouvait de multiples avantages : « augmenter ses revenus, peupler ses domaines, réagir contre la féodalité, faire concurrence aux vieilles villes, établir des moyens de défense » (88).

D'autre part, ces fondations eurent lieu presque toujours à la suite d'accords avec les petits seigneurs laïques ou ecclésiastiques. La royauté fonda quelques villes sur ses domaines propres ou sur ceux qui lui parvenaient par confiscation ou autrement. Mais dans la grande majorité des cas, elle dut s'adresser aux détenteurs du sol et obtenir d'eux les terrains nécessaires. Ceux-ci acceptèrent avec empressement. La fondation de villes neuves était pour eux une source de bénéfices importants. Leurs terres allaient être défrichées et cela joint aux droits de justice, marchés et autres dont ces villes devenaient la source, augmentait considérablement leurs revenus (89).

Ces fondations étaient d'autre part un moyen d'assurer l'ordre et la sécurité sur leurs terres. Ainsi en 1330, un monastère nommé Obasine traite avec Philippe VI pour la construction de bastides dans ses possessions, afin d'assurer la libre circulation des voyageurs (90).

Et à tous ces points de vue, ils trouvaient beaucoup plus avantageux de traiter avec la royauté qu'avec les hauts seigneurs locaux. La protection royale était la plus efficace. Quand des établissements ecclésiastiques entreprennent une fondation en société avec les comtes, on les voit souvent s'assurer au préalable que la sauvegarde royale leur sera acquise. Ainsi firent l'abbaye de Berdoues et le comte d'Astarac au moment de fonder Pavie et Mirande (91).

(88) A. GIRY, *B. E. C.*, 1881, p. 456:

(89) C. S., p. 66. Ainsi le couvent de Charroux offre « pro evidenti utilitate abbatis et conventus ».

(90) J. J. 66, n° 484 ; « ut peregrinantibus et aliis viatoribus securius possit patere transitus ».

(91) MONLEZUN, VI, p. 209.

Ayant des ressources importantes, la royauté pouvait plus facilement assumer les frais considérables qu'entraînait la création d'une ville nouvelle. C'était là une considération importante.

Le monastère de la Case-Dieu possédait cinq cents arpents de forêts où il avait établi une grange. Ces lieux étant infestés de brigands, les religieux décidèrent d'y fonder une bastide (92). Comme les droits de justice sur ces terres appartenaient au comte de Paradiac, ils s'assurèrent son concours en l'associant. Puis pour obtenir les ressources financières et administratives nécessaires (93), ils s'adressèrent à la royauté. Les trois parties s'unirent par pariage le 1^{er} avril 1298 (93 *bis*). Ce fut l'origine de la ville de Marciac.

Les franchises étendues que concédait la royauté (94), la renommée de son administration, la promesse d'union perpétuelle à la couronne que comportaient les accords conclus, attiraient les populations. Les bastides fondées en concours avec la royauté se développaient beaucoup plus que les autres.

Aussi les petits seigneurs locaux non seulement acceptèrent, mais souvent recherchèrent et sollicitèrent l'union avec la royauté. Alphonse de Poitiers reçoit des offres de l'abbaye de Calers en 1268, de celle de Belleperche en 1269, des abbés de Combelongue, du Loc-Dieu (95).

Ces propositions sont parfois très avantageuses. Contre la promesse de construction d'une bastide, les abbayes concèdent gratuitement le terrain. Ainsi font les religieux d'Eysses avec le comte Alphonse pour la fondation de Villeneuve-sur-Loi (96).

(92) C. S., p. 274.

(93) MONLEZUN, III, 74.

(93 bis) Texte dans MONLEZUN, VI, p. 241 s. « Affectantes ac etiam cupientes facere pariatgium seu associationem cum dicto domino rege de bastida nova facienda de terris et nemoribus... ad extirpandum speluncas latronum et malefactorum... ut ipse abbas et conventus et habitatores sub umbra regia quiete vivere valeant, et dictus senescallus pro utilitate evidenti et augmentatione reddituum et bonorum dicti domini comitis ».

(94) Les concessions de franchises royales étaient ardemment recherchées. Ainsi les religieux de Sarlat, offrant à Philippe IV le lieu de Saint-Serdot pour y établir une bastide, supplient « ut eidem bastide libertates, usus et privilegia aliis concessa novis bastidis ipse vellet concedere gracie ». (BOUTARIC, II, n° 6900, p. 483.)

(95) H. L., VII, p. 568.

(96) « Dictum locum gratis conferunt, conferuntque dicti loci clamores, justicias, pedagia ». *Gallia*, II, instr., p. 436.

TEULET, IV, n° 4855, p. 66. — J. 308, n° 73.

De même l'abbaye de Gimont, transférant (97) au comte les terrains nécessaires pour l'édification de la bastide du même nom, ne s'y réserve que quelques droits (98).

En 1255, la maison hospitalière de Toulouse conclut avec le même prince un traité pour la fondation de Saint-Sulpice-de-Lézat. Elle abandonne au comte la haute et la basse justice, ne se réservant un partage de moitié que dans les cens, les foires, les marchés (99), etc.

Pour les seigneurs qui désiraient fonder des bastides sur leurs terres, le pariage, l'association égale avec le roi, constituait presque une faveur. C'était la forme d'accord qu'ils sollicitaient ardemment pour leurs fondations. En 1317, le seul sénéchal de Toulouse avait reçu cinq propositions de pariage (100). Pour l'obtenir, ils consentaient parfois à d'importants sacrifices. En 1308, l'abbaye de Charroux offre à Philippe IV la mise en indivision des plateaux de Chambon et de la Croix, dans la paroisse de Sorzac, et le prie instamment d'y établir une bastide. Pour décider le roi, elle lui offre en outre le pariage dans plusieurs autres paroisses ou lieux lui appartenant (101). Une fois le pariage conclu, l'abbé exprime sa satisfaction (102).

Recherchés par la royauté, sollicités par les seigneurs locaux, associant les intérêts des uns et des autres, les pariajes furent le procédé ordinaire de fondation des bastides royales (103).

Alphonse de Poitiers, le premier, fit un véritable système

(97) MONLEZUN, V., p. 201.

(98) On considère généralement (*sic* C. S., p. 380) ces accords comme des pariajes. Sans doute la royauté y prend des engagements (promesse de franchises ; clause d'union à la couronne). Mais il n'y a pas là de mise en indivision, ni de seigneurie commune. Dans les actes la terminologie est parfois un peu flottante.

(99) *In molendinis, censibus, mercatis nundinis... medietatem comes habebit et nos aliam medietatem* ». J. 313, n° 73. — TEULET, III, n° 4176, p. 242. — C. S., p. 343.

(100) H. L., X, n° 198, d'après J. J. 56, f°s 192-193.

« Per pariaigia oblata in locis de Analhosio cum domino dicti loci, et foresta vocata Ripperia cum Genserio Montesquivi et territorio de Francavilla cum abbate Gimontis et cum priorissa de Longaticis, in castro de Serinhaco cum dominis dicti loci, in loco de Bonoloco cum heredibus Guillelmi Domini quondam ». Voir DOGNON, p. 23, note 1.

(101) *Ord.* XI, p. 404 et s.

(102) *Ibid.*, p. 407. « Gratiarum actiones saepenumero repetitas Regie majestati nostra rependit parvitas ».

(103) C. S., p. 103. — Cf. pour Lubret SaintLuc : « in bastidis per modum pariaгии cum domino rege factis ». J. J., 64, n° 732.

de la fondation de villes neuves créées le plus souvent en commun avec des seigneurs (104).

En 1255, il fonde Sainte-Foy-la-Grande, en compagnie avec l'abbaye de Conques (105); en 1256, Carbone avec l'abbaye de Bonnefond (106); en 1259, Castillonès avec l'abbaye de Cadouin (107); en 1270, Alan avec l'évêque de Comminges (108); à une date indéterminée, Donzac-en-Quercy avec l'abbaye de Belleperche (109).

Louis de Royre en 1256 (110), le sire de Biollet en 1258 (111), Guillaume de la Roche d'Agout en 1261 (112), l'associent pour bâtir des villes franches dans leurs propriétés.

En 1256, il établit avec l'évêque de Conserans tout un projet pour la construction de bastides dans les terres de l'évêché (113). Un certain nombre de fondations durent être opérées, car nous voyons un arrêt du 18 juin 1333 décider qu'une moitié des droits et redevances des nouvelles bastides construites dans la forêt de Noailac appartenait au roi et l'autre à l'évêque de Conserans en vertu du pariage précité (114).

Sous Philippe III, ces associations sont aussi nombreuses (115). Le plus grand nombre sont conclues avec des établissements ecclésiastiques; ainsi, en 1272, avec le monastère de Combelongue pour la fondation de Rimont (116); en 1279 avec Grandselve pour Beaumont de Lomagne (117); en 1284 avec

(104) Sur cette politique d'Alphonse de Poitiers, voir BOUTARIC, *Saint Louis*, p. 512. DOGNON (p. 25) donne une liste, d'ailleurs incomplète, de ces bastides.

(105) C. S., p. 195.

(106) C. S., p. 344. — H. L., VII, instr., n° 146.

(107) C. S., p. 228.

(108) *Ibid.*, p. 346.

(109) *Ibid.*, p. 213.

(110) J. 190, n° 44. — TEULET, III, n° 4256, p. 300.

(111) J. 192, n° 30. — TEULET, III, n° 4444, p. 435.

(112) J. 194, n° 34. — TEULET, IV, n° 4700, p. 23.

(113) *Gallia*, I, instr., p. 186. « Quod novae bastidae seu populationes fient in terra ecclesie... in dyocoesi Conseranensi... in quibus bastidis seu populationibus habeamus medietatem et episcopus et capitulum aliam medietatem pro indiviso ».

(114) *Jugès*, VI, 391. — FURGEOT, n° 903.

(115) LANGLOIS, p. 173-174. — DOGNON, p. 26, note 2.

(116) Texte dans *Gallia*, I, instr., p. 187. — *Doat*, t. XCVII, p. 144. — C. S., p. 348.

(117) C. S., p. 250. — H. L., VIII, c, 1875. — *Doat*, 79, f° 336. Traduction par CHAMPOLLION, Figeac. *Documents inédits...*, tome IV, Paris, 1848, p. 306 s.

l'abbaye de Mazan pour Villeneuve-de-Berg; en 1285 avec l'Escaledieu pour Réjaumont (118); encore avec l'abbaye de Dalon pour Tauriac (119).

D'autres fois, la fondation se fait en commun avec un petit seigneur laïque : en 1272, Arnaud d'Espagne pour Montréjeu (120); en 1284, Guillaume de la Roche d'Agout pour Miélan (121). Vers 1280, Fleurance est fondée avec le concours d'un seigneur local (122).

La royauté essaie particulièrement d'implanter sa domination en Haute-Auvergne (123). Comme à la suite d'un plan précis ce sont des associations : en 1282, avec Pierre du Buisson, précepteur de la maison de Celles (124); en 1283, avec Bernard de Viescamps pour création d'une ville franche dans ses alleux de Saint-Paul-des-Landes (125); en 1284, avec l'abbé de Breudou (126).

Philippe IV entre en pariage en 1286 avec Othon de Terride pour Cologne (127); la même année, avec Guillaume de Unald pour Valentine (128); en 1287, avec l'abbaye de Saramon pour Aurimont (129).

Le comte de Pardiac Arnaud-Guilhem aux prises avec le comte d'Armagnac, sollicite en 1288 son appui pour la fondation d'une bastide; ce fut l'origine de Beaumarchés (130).

(118) C. S., p. 350.

(119) BEUGNOT, II, p. 147. « Cum abbas et conventus Dalonensis associassent dominum Regem ad quemdam locum qui dicitur Tauriacus pro quadam bastida construenda ». Il y eut sans doute beaucoup d'accords dont le texte est perdu. Ex. : Arch. Hérault, B 9, f^o 189. Arrêt au sujet d'un village qui devait être bâti à Pallas pour être commun entre le roi et l'abbé de Valmagne.

(120) C. S., p. 349.

(121) J. J., 66, f^o 267. — C. S., p. 264. — *Revue Gascogne*, XVII, p. 410.

(122) C. S., p. 225.

(123) RIVIÈRE, p. 494. — Voir R. GRAND, *Le pariage de Pléaux*. *Bull. hist. et phil.*, 1902, p. 44.

(124) J. 271, n^o 12 G. — SAIGE et DIENNE : *Documents relatifs à la vicomté de Carlat*, Monaco, 1900. T. II, instr., n^o XVIII, p. 33.

(125) J. 271, n^o 15. *Ibid.*, n^o XIX, p. 34.

(126) J. 272, n^o 128. *Ibid.*, n^o XXII, p. 43.

(127) C. S., p. 262.

(128) *Ibid.*, p. 351.

(129) *Ibid.*, p. 259.

(130) C. S., p. 270. « Aequalis non esset viribus comes Pardiaci; adiens senescallum Tholosanum sibi (proposuit) mille arpenta terrarum pro paraggio iniendo cum rege si inibi plateam unam aedificare vellet ». Texte dans MONLEZUN, VI, p. 218.

Grenade est fondée en 1290 avec l'abbaye de Grandselve (131); Boucieu-le-Roi en 1292 avec Gérenton de Saint-Romain (132). La Bastide-Clermont en 1300 avec le monastère des Feuillants (133); Tournay en 1307, avec Bohémond d'Astarac (134).

Philippe IV conclut encore des traités avec le monastère de la Case-Dieu et le comte de Pardiac pour Marciac (1298); avec l'abbaye de Charroux pour Saint-Louis (1308); avec le prieur de Saint-Gilles pour la bastide de Cosset, plus tard appelée Barcelone (135); avec le couvent de Belleperche (136); avec l'abbaye de la Bénisson-Dieu pour Bologne (137), etc. En Auvergne, où les tentatives de Philippe III avaient échoué, il fonde en société avec l'abbaye de Charroux (1290) la bastide de Pléaux qui est la seule ayant subsisté (138).

Ses successeurs continuent la même politique. Philippe V contracte ainsi avec le prieur de Saint-Gilles et le comte de Comminges pour la fondation de Rieumes (1317) (139); la même année, avec Hugues Pictavi pour la bastide de Nailloux (140), etc.

Charles IV entre en pariage en 1322 avec Jourdain de Lubret pour la construction d'une bastide au village de même nom (141); en 1323, avec l'abbaye de Gimont pour Solomiac (142); en 1325, avec l'abbaye de Bonnefont pour Beauchalot (143).

Sous Philippe VI, les associations sont encore nombreuses; en 1327, avec l'abbaye de l'Escaledieu (144); en 1328, avec Robert de Beaumont pour Arthès (145); en 1330, avec l'archevêque d'Auch pour Flavencourt (146); la même année, avec les reli-

(131) H. L., VIII, c, 1878. — *Doat*, t. 80, f^o 81.

(132) H. L., IX, p. 166.

(133) C. S., p. 351.

(134) C. S., p. 301. — MONLEZUN, III, p. 80. — *Ord.* XII, p. 372 s.

(135) MONLEZUN, III, p. 80.

(136) J. 397, n^o 18.

(137) J., 397, n^o 19.

(138) R. GRAND : *Le pariage de Pléaux. Op. cit.*, I, p. 45 s. — DELALO, *Dictionnaire historique et statistique du Cantal*, V, p. 49 (T).

(139) J. J., 50, n^o 529. — C. S., p. 355.

(140) H. L., X, n^o 198.

(141) J. J., 64, n^o 732. Pièce just. n^o VI.

(142) C. S., p. 252. — MONLEZUN, VI, p. 255 s. (T).

(143) J. J., 65 A, n^o 62.

(144) C. S., p. 337.

(145) *Ibid.*, p. 404.

(146) *Ibid.*, p. 262.

gieux d'Obasine; en 1334, avec le couvent de Bonnefont (147); en 1341 avec le seigneur de Saint-Jean-de-Rives (148), etc.

Ainsi pendant plus d'un siècle la politique capétienne de fondation de bastides avait été génératrice d'une multitude de pariajes.

III

Les pariajes règlements de litiges.

Les pariajes que nous avons étudiés jusqu'ici étaient une manifestation de l'adhésion enthousiaste du Languedoc à la domination capétienne. Mais tous les pariajes n'ont pas eu ce caractère. Un certain nombre furent conclus pour mettre fin à des litiges survenus entre les seigneurs et les officiers royaux. L'association par transaction était un moyen d'avoir la paix.

Il s'agissait parfois simplement de déterminer d'anciens droits plus ou moins indivis remontant à une époque antérieure et échus à la royauté.

Ainsi l'abbé de Gaillac avait été contraint, par manque d'autorité, de s'associer durant le cours du ^{xii}e siècle, quelques seigneurs pour protéger plus efficacement les habitants. En 1170, en particulier, il avait opéré avec les comtes de Toulouse un partage par moitié des droits de justice, leude et fiefs (149). Alphonse succéda aux comtes. Et la royauté à son tour régla en 1285, d'une façon définitive, ses rapports avec l'abbé (150).

De même les traités de pariage passés par Philippe IV en 1306 avec l'abbaye de Candeil pour les seigneuries de Labessière, Annay, Brens et Montans (151) ne sont pas des associations nouvelles. Il s'agissait de la continuation et de la régularisation d'une indivision remontant assez loin. Le premier traité de pariage avait été conclu entre le comte de Montfort et l'abbé de Candeil à la suite de vieilles contestations remontant aux comtes de Toulouse (152).

(147) J., 398, n° 32.

(148) C. S., p. 405.

(149) ROSSIGNOL, II, p. 162-163.

(150) ROSSIGNOL, II, p. 392. — H. L., VIII, c, 1595-1596.

(151) ROSSIGNOL, I, p. 237-249. — J. J., 40, f° 22-23.

(152) ROSSIGNOL, I, p. 236. Texte p. 353. — Arch. du Tarn, H, 38. Recueil de titres concernant les pariajes de Labessière, Montans et Annay.

Les traités de pariage furent parfois imposés par la nécessité de concilier des droits étroitement liés. Ainsi les officiers royaux avaient fondé la bastide de Lombers sur un territoire confisqué à un hérétique. Les seigneurs de Lombers réclamèrent le lieu au nom de leur droit de suzeraineté. On finit par transiger sur la base d'un partage par moitié (153).

A Montolieu, c'était l'inverse. La ville avait été rebâtie par le monastère sur un terrain ayant appartenu aux vicomtes de Béziers. En 1308, un arrêt du Parlement (154) déclara ce terrain propriété de la couronne par droit de commise, les vicomtes ayant jadis pris le parti de l'hérésie. Pour dénouer la situation et concilier les droits des parties, un traité de pariage intervint en mars 1313 (155).

Ailleurs les traités de pariage eurent pour objet de mettre en commun des seigneuries voisines, dont le voisinage était une source de conflits entre les officiers royaux et les seigneurs. C'est ainsi qu'en 1271, le prieur de Saint-Gilles appela le roi au pariage de son château de Saint-Maurice-de-Cazeville, moyennant pareille association dans le château de Valence et diverses autres possessions royales (156).

Souvent les litiges étaient soulevés d'une façon délibérée par les officiers royaux. Ils contestaient les droits des seigneurs, leur intentaient des procès, se livraient parfois à des voies de fait. L'origine de ces droits de juridiction ou autres était souvent obscure, fondée uniquement sur la coutume. Pour avoir la paix et devant le risque de tout perdre, les seigneurs se résignaient à un partage. De ces litiges et des transactions qui les terminaient, la royauté sortait toujours avec un accroissement de droits. Les actes de ce genre sont fort nombreux.

En 1272, le roi obtient ainsi la moitié des droits de justice

(153) H. L., IX, p. 37 et X, n° 302. — *Ord.*, VII, p. 193.

(154) J., 197, n° 100. Imprimé dans *Gallia*, VI, instr., p. 458.

(155) H. L., IX, p. 313. Texte dans MAHUL, I, p. 134 s., d'après *Doat*, 69, f° 229 s.

(156) R. MICHEL, p. 174. — J., 295, n° 20. Texte dans J. DELAVILLE LE ROUX, *Cartulaire général des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem*, tome III, Paris, 1891, in f. p. 244, n° 3416.

« Quod in exercenda jurisdictione in locis omnibus supradictis, cognitio omnium criminalium et civilium quaestionum et omnium ad jurisdictionem spectantium sint communia domino Regi et Hospitali predicto ».

de la ville du Vigan, touchant lesquels le prieur était en procès devant la cour du sénéchal de Beaucaire (157).

De même le chapitre cathédral de Carcassonne fut longtemps en lutte avec les officiers royaux au sujet des haute et basse justices de huit villages constituant sa seigneurie du Val de Daigne (158). Devant les nombreuses vexations qu'il supportait et l'impossibilité presque complète d'exercer ses droits, il se résigna le 29 août 1300 à la mise en commun des droits contestés (159).

La juridiction de Saint-Saturnin-du-Port donna lieu aux mêmes luttes entre le prieur et les gens du roi. Elle fut terminée également en avril 1301, par une association pour l'exercice de la justice (160).

Des contestations interviennent également entre officiers royaux et seigneurs laïques. Les coseigneurs de Panat en Rouergue étaient ainsi en litige avec le sénéchal de Rhodéz. Ils prétendaient avoir toute juridiction sur le château de Panat et ses dépendances; le sénéchal voulait la restreindre au château. En mars 1316 fut passé un compromis. On décida que toute la juridiction du château et de ses dépendances serait attribuée pour une moitié au roi, l'autre se répartissant entre les coseigneurs (161).

De semblables traités, motivés par les mêmes causes, sont conclus en 1317 avec les coseigneurs de Palaja (162); en 1327

(157) V. *Doat*, 106, f^{os} 317 et s. Pièce just. n^o V.

(158) Canton de Grasse. *Doat*, 65, f^o 214.

(159) MAHUL, II, p. 175 et 627. — Texte V, p. 562 et s.

« Quoniam saepe contigit actis longis retro temporibus quod occasione majorum et minarum justiciarum castrorum Vallis Dianae... causa penderet et diutius extitit ventilata... saepe inter partes predictas suboriebantur diversae causae ex quibus justicia laedebatur et ejus cultus multipliciter impediabatur... Voluerunt quod merum et mixtum imperium et omnis alta et bassa jurisdictio inter D. Regem et dictum Capitulum aequis partibus communiter dividantur ».

En avril 1352, nouveau pariage avec le chapitre pour Gougens et Montlegun. MAHUL, V, p. 394. Il y avait des contestations depuis 1265.

(160) *Gallia*, VI, c, 661. — *Ord.*, XVII, p. 220 s.

« Cum super pluribus et diversis articulis jurisdictionem ville Sancti Saturnini de Portu tangentibus, inter gentes nostras et priorem monasterii dicti loci quaestio fuerit diutius agitata, dictusque prior pro se et conventu suo nobis obtulerit se paratum nobiscum societatem contrahere super mero et mixto imperio et omni jurisdictione alta et bassa dicte ville et ejus territorii. »

(161) *Ord.*, XVII, p. 417 s.

(162) J. J., 56, n^o 105. — *Doat*, IV, f^o 31 v. — Mention dans MAHUL, V, p. 210.

avec les coseigneurs de Montclar (163); en 1336 avec Aimeri de Rochefort au sujet de la juridiction du château de Nogaret (164).

Le 30 février 1337, l'abbé de Villelongue, en litige avec le procureur du roi de la sénéchaussée de Carcassonne, considérant les désordres causés, les violences commises, se décide à mettre en pariage son château de Carlipa (165).

Il y a beaucoup d'autres traités de pariage de même nature (166).

Cette politique procura à la royauté d'innombrables droits. Nous allons lui voir jouer un rôle particulièrement important dans les litiges que souleva l'existence de grandes seigneuries épiscopales de Mende, du Puy, de Cahors et de Limoges.

IV

Les pariaages des seigneuries épiscopales.

Dans notre chapitre sur le pouvoir temporel ecclésiastique, nous avons étudié les origines de ces seigneuries et montré les difficultés sans cesse accrues qui ont obligé les évêques à chercher dans le pariage une protection contre l'insoumission de leurs sujets.

Nous avons signalé en même temps le caractère mixte de ces accords dus, autant qu'au besoin de protection, au désir de régler des litiges avec les officiers royaux. C'est ce second caractère que nous allons développer ici.

(163) MAHUL, III, p. 235 et 353, V, p. 50. — Doat, t. 233, f^o 673 v.

(164) Ord., XII, p. 29 s. « Considerans quod lis hujusmodi sibi quamplurimum sumptuose extiterat et quod ejus erat eventus sub dubio expectandus ».

(165) MAHUL, I, p. 239 et IV, p. 512 (T). « Noverint... inter D abbatem... et procuratorem regium senescalliae Carcassonae super mero imperio castri de Carlipacho aliquandiu altercatum fuisse... sicque partes predictae in predicto loco contendebant et gladium in manu tenebant... Tandem ipse abbas atque syndicus predicti... per modum tractatus obtulerunt eidem D. locum tenendi et cum eo associationem et paragiagium fecerunt infrascriptum ».

(166) Exemples : en 1290 avec les seigneurs de Saint-Martin-le-Vieil (MAHUL, I, p. 204, T) ; en 1316 avec le prieur de Paulhaguet (J., 398, n^o 30) ; en mai 1340 avec le Noir de la Redorte pour le château de ce nom (MAHUL, IV, p. 308).

L'existence de ces conflits date au fond de l'arrivée de la royauté dans le Languedoc. Entrée en possession de nombreux domaines dans le Sud-Ouest, poursuivant une lourde tâche d'assimilation, il était fatal qu'elle cherchât rapidement à réduire l'indépendance de ces seigneuries placées sur la route entre ses possessions du Nord et du Midi. Dès le début, diverses acquisitions l'amènèrent au cœur même des possessions ecclésiastiques (167).

Les **escarmouches** avec les sénéchaux de Beaucaire commencèrent de bonne heure. Dès le règne de saint Louis, se pose la question de l'attitude à prendre à l'égard des terres d'église (168).

A Mende, c'était l'évêque lui-même qui avait appelé les sénéchaux à son secours, pour rétablir la paix, en réservant d'ailleurs formellement les droits de son église (169). La sécurité rétablie, ils voulurent continuer à exercer l'autorité et à percevoir la moitié du compoix (170). Un compromis intervint en 1265. Tout momentané d'ailleurs, car dès 1268, nous voyons le sénéchal Philippe de Sauce Bernard prétendre exercer sur les barons et nobles du Gévaudan ce droit supérieur de coercition que les textes du temps désignent par le mot « *distringere* ». Il agissait ainsi, paraît-il, à la suggestion d'un sergent nommé Pons de Montrodat qui lui avait affirmé que les rois d'Aragon et les comtes de Toulouse avaient toujours agi ainsi. On saisit sur le vif l'action des agents inférieurs de la royauté, toujours prompts à étendre les prérogatives royales (171). En 1269, l'évêque saisit le Parlement.

A la même époque, de semblables conflits éclatent dans les autres seigneuries ecclésiastiques. En 1266, le Parlement ordonne au sénéchal de Beaucaire de révoquer un juge et un sergent qu'il avait installés dans la ville du Puy malgré les droits de l'évêque (172).

(167) Ainsi l'acquisition de la vicomté de Grèzes, en 1253, sur les rois d'Aragon. Voir Ch. PORÉE, *La domination aragonaise en Gévaudan. Archives Gévaudanaises*, IV, p. 195 s.

(168) H. L., VII, p. 531.

(169) MAISONOBE, p. 417.

(170) R. MICHEL, p. 176. — PORÉE, *Les évêques-comtes*, p. 434-447.

(171) MAISONOBE, p. 16. — ROUCAUTE, p. 42. — PORÉE, *Ibid.*, p. 464.

(172) BEUGNOT, I, p. 651. — DELCAMBRE, *Paréage*, p. 123. — R. MICHEL, p. 183.

Le grand litige ainsi ouvert allait durer presque un demi-siècle. Les circonstances de la lutte entre évêques et gens du roi ne sont pas parfaitement connues et les documents manquent souvent pour poser des conclusions précises.

A Cahors, la royauté se basait sur d'anciens droits remontant aux comtes de Toulouse. Ceux-ci avaient été suzerains des évêques de Cahors et avaient exercé des droits certains sur les tours, les murailles et les fossés de la ville (173). A la faveur de la guerre des Albigeois, l'évêque s'était débarrassé de sa vassalité. Mais la royauté, successeur de Raimond le Jeune, prétendit faire revivre les droits des comtes (174).

Au Puy et à Limoges, le litige semble s'être présenté dans les mêmes conditions. Il s'agissait dans les deux cas de seigneuries où la royauté possédait des droits de suzeraineté incontestables. L'évêque de Limoges avait prêté hommage à saint Louis; il devait l'ost au roi, était justiciable du sénéchal (175). Au Puy, la royauté exerçait le droit de gîte, la régale. Au nom du *majus imperium*, elle contrôlait le consulat. Le ressort en appel fonctionnait pleinement à la fin du XIII^e siècle (176).

Ce qui était en litige, c'était avant tout le droit de juridiction haute et basse, le *merum et mixtum imperium* dans les villes du Puy d'une part, de Limoges et Saint-Léonard-de-Noblat de l'autre (177).

(173) H. L., IV, p. 201.

(174) *Ibid.* C'est ce qu'indique notamment le préambule du traité de pariage. — *Gallia*, I, instr., p. 33 A. « Considerantes dominationis civitatis Caturcensis regimen quatenus ad eos pertinuerat pluribus ex causis sibi difficile sumptuosum et onerosum (fuisse) maxime propter dicti episcopi gentiumque nostrarum discordiam, inter quos super pluribus rebus et juribus ad jurisdictionem et dominationem spectantibus, super muris, fossatis, liceis, plateis, portis, fortalitiis, juribus et rebus aliis civitatis Caturcensis quaestio vertebatur ».

(175) L. GUIBERT : *Commune*, p. 117 et 125.

(176) Sur ces points, voir DELCAMBRE, *Paréage*, p. 129-133. Le procureur du roi pouvait dire que même avant le pariage la cité fut toujours commune entre le souverain et le prélat et n'appartint jamais à ce dernier seul. *Ibid.*, p. 133.

(177) Pour le Puy, voir DELCAMBRE, *Recueil*, p. 4.

« Gentes domini regis dicebant dictum dominum regem habere in civitate Aniciensi jurisdictionem omnimodam infra Claustrum et limites Claustrum ». Pour Limoges, *Ord.* XII, p. 205. « Gentes nostre assebebant civitatis Lemovicensis et villae de Nobiliaco superioritatem immediatam ad Nos plenarie pertinere et Nos habere et habuisse longaevis temporibus jurisdictionem altam et bassam; merum et mix-

Sur quels arguments se fondaient les agents de la royauté? M. Delcambre, étudiant le pariage du Puy, pense que la base de leur argumentation fut la théorie nouvelle qui se développe largement à la fin du XIII^e siècle, de l'inaliénabilité des droits régaliens. Les droits de juridiction de l'évêque du Puy sont considérés comme dérivant de concession royale. Or, le souverain ne peut aliéner ses droits de souveraineté; les concessions qu'il en pourrait faire sont de nulle valeur; les droits régaliens sont inaliénables (178).

L'argumentation de M. Delcambre s'appuie surtout sur une comparaison avec ce qui s'est passé pour la seigneurie de Mende. Mais les conditions du litige n'étaient pas les mêmes. Et il paraît douteux qu'un simple droit de haute et basse justice, comme celui de l'évêque du Puy sur sa ville ait pu, par nature, être considéré comme un droit régalien inaliénable.

En réalité, il faut se souvenir en étudiant ces questions complexes qu'on se trouve à la fin du XIII^e siècle, à une époque de transition où vieux principes féodaux et nouvelles théories juridiques se heurtent, se pénètrent, se concilient parfois dans des compromis boiteux, où les desseins clairs, voire même brutaux, se parent de théories souvent obscures et variables.

On peut ainsi constater que les gens du roi contestent aux seigneurs ecclésiastiques le droit de connaître en appel des sentences rendues par leurs propres juges. Cette prétention a joué un rôle, surtout en ce qui concerne Mende, mais elle a été émise également à l'égard de l'évêque du Puy. Celui-ci ayant institué un juge d'appel pour connaître des jugements émanés de sa cour du Puy et de sa cour des châteaux, le sénéchal proteste et déclare qu'il ne forme avec les juges de première instance qu'une seule juridiction (179).

Mais il est un principe qui nous semble avoir inspiré avant tout l'action des officiers royaux.

tum imperium et expectionem ipsorum..., p. 206, dicto episcopo in contrarium asserente civitatem ipsam et villam predictam ad se seu suam ecclesiam pleno jure pertinere ».

(178) DELCAMBRE : *Paréage*, p. 122.

(179) « Cum idem consistorium esse censeatur ». DELCAMBRE : *Recueil*, p. 4.

Les difficultés des évêques s'étaient d'abord produites avec les consulats de leurs villes; et ces contestations avaient été fréquemment portées au Parlement. Or les souverains français avaient toujours eu tendance, dès les premiers Capétiens, à considérer comme relevant directement de leur autorité toute ville en possession d'une charte de commune. Louis IX et Philippe III s'étaient ainsi fait prêter serment de fidélité et envoyer des contingents par les communes limousines (180).

Les consuls, à force de faire revenir l'affaire devant la royauté, lui fournirent les éléments d'une thèse ingénieuse. La juridiction de ces villes fut considérée comme appartenant non pas aux évêques, mais aux consuls; non pas à titre propre, mais en tant que représentants et ministres de la royauté.

On suit très bien le développement de cette idée en ce qui concerne Limoges et Saint-Léonard. L'évêque n'est d'abord en lutte qu'avec les consuls. Puis, vers la fin du XIII^e siècle, il doit également se défendre contre les officiers royaux. En 1302, le roi nomme des commissaires pour examiner les preuves du sénéchal du Poitou qui prétend que la justice de la cité de Limoges appartient au roi (181). Le procureur du roi formule la théorie en termes très nets : « Asseruit idem procurator domini Regis quod omnia que spectant ad altam, mediam et bassam justiciam et omnimodam jurisdictionem et quod fortalicia, muri, fossata et porte ville et claves earum erant ipsorum se gerentium (pro consulibus) et quod ea tenebant dicti se gerentes a domino Rege. Per ipsos *ut per ministros* Rex in dicta villa utitur alta bassa et media justicia » (182). L'évêque répond en vain que le roi n'a aucune juridiction immédiate dans le Limousin et que le fait d'être une grande ville et d'avoir un consulat n'empêche pas les seigneurs d'y exercer leurs droits de juridiction (183).

La théorie que nous avons exposée explique qu'en ce qui

(180) L. GUIBERT : *Commune*, p. 111.

(181) L. GUIBERT : *Documents*, p. 38.

(182) L. GUIBERT : *Commune*, p. 136, note 1; — Cf. *Ibid.*, p. 205. Articles proposés au Parlement par le procureur du Roi. « Item que le Consulat le Cors et la Commune et ladite ville sont subgiez au Roy comme à seigneur et souverain senz maïen ». — De même L. GRENIER, p. 23.

(183) L. GUIBERT : *Commune*, p. 211. « Immo domini ipsarum (civitatum) utuntur in eis alta media et bassa justicia et omnimoda jurisdictione non obstante quod ipsae habeant consulum ».

concerne l'évêque du Puy, la contestation n'ait pas porté sur les possessions rurales de ce prélat. Certaines, cependant, lui provenaient de concessions royales (184). Si elles ne furent pas comprises dans le litige, c'est parce que là ne se posait pas la question du consulat.

C'est à Mende que le problème prenait le plus d'ampleur. Il ne s'agissait plus ici d'un droit de juridiction simple sur une ville ou quelques possessions rurales, mais de véritables droits de souveraineté à exercer sur le pays de Gévaudan. C'étaient en effet des prérogatives de cet ordre que l'évêque prétendait conserver ou même consolider (185).

Or, ces droits de ressort sur les nobles et les barons, de connaissance des crimes de fausse monnaie, de port d'armes, des délits commis sur les grands chemins, etc., l'évolution des idées juridiques, à la fin du XIII^e siècle conduisait beaucoup d'esprits, dans les pays du Midi si imbibés de droit romain (186), à les considérer comme des droits régaliens exclusivement réservés à la royauté, et ne pouvant être l'objet d'une domination ou d'une supériorité féodale.

Sans doute des actes royaux, notamment la Bulle d'or de Louis VII, avaient consacré ces droits au profit des prélats de Mende. Mais ces concessions étaient nulles et sans valeur. Le souverain ne pouvait abdiquer les droits inhérents à la souveraineté. Des textes nombreux montrent que c'était là la base de l'argumentation des officiers royaux (187).

(184) DELCAMBRE, *Paréage*, p. 133.

(185) Voici le résumé des droits prétendus par l'évêque d'après le préambule du pariage. *Ord.* XI, p. 396. « Dicebant quod totus episcopatus Guaballitanus tam ex privilegiis antiquis Regum Francorum quam ex Consuetudine antiqua et usu longissimo, pleno jure pertinebat ad ipsos, nomine dicte ecclesie Mimatensis, et... subesse debebat... quantum ad majorem jurisdictionem episcopalem et altiore potestatem et dominationem majorem, cum jure regali; et se... habere ressortum, supérioritatem et ordinariam jurisdictionem super barones, comptores, castellanos et alios Nobiles et ignobiles Guaballitanos... et jus cognoscendi de primis et secundis appellationibus a quibuscumque Curiis quorumcumque... et supplendi defectus... et stratas publicas custodiendi et reparari faciendi et jus indicendi pacem et treugas inter eos... inhibendi usum et portationem armorum... exercitum convocandi et guerras faciendi, cudendi monetam, levandi compensum... et omnia alia que ad altiore potestatem regali et majus dominium temporale pertinere noscuntur ».

(186) PERROT : *Les cas royaux*, p. 206.

(187) Sic MAISONOBE : p. 533, « Et insuper ex persona Regis qui rega-

Les prélats de Mende n'invoquaient pas seulement les privilèges régaliens, mais aussi la coutume et l'ancienneté de leurs possessions (188). Le *Mémoire du paréage* débutait par un exposé de la condition antique du Gévaudan dont l'évêque était seul souverain. L'auteur s'attachait à montrer qu'Aldebert, en 1161, quand il jura fidélité au roi et sollicita de lui la confirmation de ses droits, n'était nullement obligé de le faire. Juridiquement d'ailleurs, les règles canoniques lui interdisaient d'amoindrir les prérogatives de son église. La confirmation royale intervenue était purement reconnaîtive d'un état de fait existant depuis longtemps (189). Depuis lors, les évêques avaient continué à se conduire en souverains et avaient toujours été reconnus comme tels (190).

A cet argument, les gens du roi faisaient la même objection : les droits régaliens inaliénables sont aussi imprescriptibles. Il est impossible d'acquérir par l'usage les droits inhérents à la souveraineté (191).

En réponse aux attaques dont il était l'objet, l'évêque élevait largement le débat. Il spécifiait qu'en réclamant le droit d'exercer les regalia, il le faisait non à titre de suzerain féodal, mais à titre de souverain (192). Il prétendait nettement jouir dans son diocèse des mêmes droits et prérogatives que le roi dans son royaume (193).

liam corone sue annexam cum sit Augustus et perpetuus et aeternus a se abdicare non potuit. »

P. 537, « Rex in totum vel in parte, non potest a se regaliâ abdicare, quia sic non esset Augustus. »

P. 538, « Opponitur regaliâ sic ossibus Regis inherere quod in alium quam in Regem coronatum cadere non potest. »

(188) *Ord.* XI, 296 : « tam ex privilegiis antiquis quem ex consuetudine antiqua et usu longissimo. » Exposé de la thèse de l'évêque dans VIOLETT : *Guillaume Durant*, p. 12 et s.

(189) MAISONOBE, p. 3 et s.

(190) *Ibid.*, p. 8. « In predictis annis probatur predictos episcopos continue usos fuisse altiori dominatione, ressorto et regalibus, servando pacem, distringendo factum armorum ».

(191) *Ibid.*, p. 515, « si forte consuetudo tribueret jurisdictionem non tamen ea que ad superioritatem regalium et altioris dominationis pertinere noscuntur ».

(192) Si les barons lui ont prêté hommage, ce n'est pas parce qu'ils tiennent de lui des fiefs, mais parce qu'il exerce les regalia « non praestabatur hoc juramentum ratione feudorum sed ratione solummodo regalie sicut rex ». MAISONOBE, p. 324.

(193) « L'évêque veut se faire reconnaître souverain en Gévaudan ». PORÉE, *Archives Gévaudanaises*, IV, p. 294. Voir : MAISONOBE, p. 186 et s. L'évêque consacre toute une rubrique à spécifier ce qu'il entend par

C'était s'égaliser au roi et dénier à la monarchie capétienne tout caractère juridique spécial. L'évêque ne reculait pas devant cette conséquence (194). Et il essayait d'enfermer ses adversaires dans un dilemme.

Si l'évêché, disait-il, est dans le royaume (chose d'ailleurs douteuse), à son tour le royaume est dans l'empire. Le roi de France prétend avoir acquis par ancienneté et coutume les droits de l'empire dans son royaume, et ne reconnaître aucun supérieur dans les choses temporelles. L'évêque a fait exactement la même chose dans son évêché. Il serait illogique et injuste de la part du roi de prétendre imposer à l'évêque une loi qu'il a rejetée pour lui-même (195).

Affirmant ainsi que le principe de l'inaliénabilité des droits régaliens ne pouvait concerner que l'empereur (196), l'évêque soulevait toute la question si débattue des rapports entre royauté et empire.

Posées dans de telles conditions, les luttes entre officiers royaux et prélats devaient être très longues (197). A Mende, la question des droits régaliens donna lieu à un immense procès commencé en 1269 par la plainte d'Odilon de Mercœur au Parlement et qui ne se termina qu'en février 1307 par le pariage (198).

Une première phase dura de 1269 à 1276. Le sénéchal et

regalia. « Communis opinio vulgi et populi Gaballitani nomine regalie intelligit superioritates illas praecipuas et speciales quas dominus Rex vendicat sibi in regno in ressorto, usu armorum, pacis observantia et aliquas omnes superioritates quales Rex habet in regno. »

(194) MAISONOBE, p. 531. Il faut admettre que « duos reges esse posse in regno uno, licet episcopus non dicat se esse regem ».

(195) MAISONOBE, p. 108 et s. et p. 528-238. Ainsi p. 531 : « Non inferretur si episcopatus Gaballitani esset in regno quod Episcopus eo ipso esset subjectus in temporalibus domino Regi et quod, si dominus Rex potest contra Imperatorem jura imperialia in regno suo prescripsisse quin Episcopus in episcopatu suo jura regia similiter prescripsisse potuerit contra eum. »

(196) MAISONOBE, p. 538.

(197) Sic Limoges. « Et super his lis in Curia nostra penderet et multo tempore perdurasset nec possit adhuc per judicium terminari, et multi tractatus, compositiones et transactiones super his fuerint prolocuti... pensantes eventum litis fore dubium ». *Ord.*, XIII, p. 206.

(198) Voir Ch. PORÉE : *Le procès du paréage de 1307 et le fonds de ce procès aux Archives de la Lozère. Archives Gévaudanaises*, t. IV, p. 281 s.

l'évêque déposèrent leurs intentions et produisirent leurs témoins (199).

Une seconde enquête fut reprise en 1281. Le sénéchal de Beaucaire reçut l'ordre de faire un complément d'information. L'affaire traîna en longueur.

En 1296, un fait nouveau se produisit. Guillaume Durant le jeune, célèbre juriste et ami du roi, devint évêque de Mende. La discussion reprit plus vive encore. En réponse à Guillaume de Plaisians qui soutenait que toute la procédure devait être annulée et recommencée, le prélat fit rédiger, probablement vers 1301, à la suite d'une consultation de son chapitre (200), un document fameux connu sous le nom de *Mémoire du paréage de Mende* (201).

Cette longue et importante dissertation comprenait trois parties. L'évêque commençait par examiner la condition du Gévaudan jusqu'au litige; prouvait que possessoire et pétitoire avaient été déduits en procès; faisait valoir ses raisons pour prétendre au titre de souverain; insistait particulièrement sur sa longue possession reconnue par tous. Dans la deuxième partie, il répondait aux causes de nullité invoquées par le sénéchal et justifiait juridiquement ses allégations. Enfin, en terminant, il s'efforçait à son tour de détruire les arguments des gens du roi.

Ce fut le dernier grand acte d'une procédure considérable. Beaucoup de témoins avaient été entendus. Les documents produits étaient nombreux : 71 registres et 19 rouleaux par le sénéchal; 48 rouleaux et 35 volumes au nom de l'évêque (202).

Cependant de toutes ces discussions, un certain nombre de constatations se dégageaient. Il était impossible à la royauté de méconnaître les droits des seigneurs ecclésiastiques (203).

(199) Procès-verbal de cette enquête dans J. 894, n° 9 (témoins du roi) et G. 735, *Arch. Lozère* (témoins de l'évêque).

(200) VIOLLET : *Guillaume Durant...*, p. 13.

(201) Manuscrit *Arch. Lozère*, G. 730. Publié par MAISONOBE. Analyse dans PORÉE, *Les évêques-comtes*, p. 468-477. Voir J. 341, Mende, n° 6, résumé en quatre parties des assertions de l'évêque.

(202) PORÉE : *Le procès...*, p. 314. Ces documents furent placés en 1314 dans le trésor du chapitre; un grand nombre ont été perdus. — ROUCAUTE et SACHÉ : *Lettres...*, pièce n° 84.

(203) Elle le reconnaissait elle-même. « Dicebant gentes nostrae quod esset dubius ipsius litis eventus », J., 341, n° 4.

Impossible à ceux-ci de nier les droits du roi (204), de négliger l'évolution vers les notions de centralisation qui se faisait sentir de toutes parts; impossible surtout de soutenir la lutte de plusieurs côtés, contre leurs sujets et contre les officiers royaux (205).

La royauté s'était assez prudemment tenue à l'écart de toutes ces querelles entre ses officiers et les évêques. Elle sut se concilier ces derniers en les protégeant contre les attaques dont ils étaient l'objet.

Nombreux sont les actes de ce genre concernant l'évêque de Mende. Le 18 octobre 1291, le roi conclut avec lui un accord et pariage pour le mas de Pompidou. Le même jour, il ordonne que le prélat et ses gens ne répondront plus du temporel de l'évêché devant les viguiers d'Anduze et d'Uzès, les baillis de Marvejols et de Meyrueis, mais seulement devant le sénéchal de Beaucaire (206). De fréquents mandements au sénéchal de Beaucaire lui prescrivent de se montrer favorable à l'évêque (207), de ne pas empiéter sur sa juridiction ecclésiastique (208), de respecter ses prérogatives financières (209); de lui faire restituer les biens usurpés par les barons (210), etc.

A Limoges, le sénéchal du Poitou ayant installé en 1285 un sceau royal dans la cité, le Parlement lui ordonne de le retirer. Le prévôt de l'évêque ayant été arrêté en 1302, le roi le fait remettre en liberté (211).

En 1294 encore, Philippe IV reconnaît à l'évêque du Puy toute juridiction dans sa ville épiscopale (212).

(204) Ainsi les prérogatives invoquées par l'évêque de Mende n'étaient pas toutes bien caractéristiques ni même suffisamment prouvées. Voir Porté : *Evêques-comtes*, p. 477.

Son prédécesseur Aldebert avait expressément reconnu que l'évêché était « de la couronne de France ».

(205) En novembre 1297, pour permettre à l'évêque de Mende de supporter les frais du procès, tous les curés du diocèse sont mis à contribution. VIOLLET : *Guillaume Durant*, p. 9.

Des causes particulières de faiblesse ont joué parfois un certain rôle. Ainsi au Puy la lutte de l'évêque et du chapitre. DELCAMBRE : *Paréage*, p. 124 s.

(206) ROUCAUTE et SACHÉ : ..., pièces nos II et III.

(207) *Ibid.*, nos V et XIX.

(208) *Ibid.*, nos XI et XII.

(209) *Ibid.*, nos VI et VII.

(210) *Ibid.*, n° VIII.

(211) P.-L. GRENIER, p. 26. — GUIBERT : *Documents*, p. 27.

(212) « Ad civitatem Aniciensam in qua episcopus ipse jurisdictionem habet omnimodam ». DELCAMBRE : *Paréage*, p. 123 et 154.

Cette politique conciliante et habile permit ainsi à la royauté de se poser en médiatrice.

Souvent les contestations entre pouvoir laïque et seigneurs ecclésiastiques s'étaient terminées par des transactions. C'est une solution de ce genre qui était intervenue à Albi pour régler les litiges entre évêques et vicomtes. La royauté renouvela ces accords en 1229 (213); puis un traité définitif eut lieu en mai 1264 (214). La haute justice restait à l'évêque; mais la basse justice et divers autres droits devenaient communs avec le roi.

A l'intérieur même des seigneuries épiscopales en cause, la monarchie avait en plusieurs endroits pris place au moyen de traités de pariage. Dans le Gévaudan, un pareil traité avait été conclu par Philippe IV en 1298 avec Aldebert de Peyre pour le prieuré d'Ispagnac (215). Toute la juridiction du prieuré était mise en commun; et l'évêque se plaignit amèrement (216). Et les droits du roi sur la ville de la Canourgue avaient été pareillement définis par un acte de 1295 qui l'associa au baron de Canilhac pour la seigneurie de toutes les terres de la baronnie (217). Dans le Velay, une cour royale, le bailliage de Montfaucon, avait été fondée par pariage de Philippe IV avec Arnaud de Retoustan, seigneur de Retoustan, Beauchastel et Montfaucon (218).

Ce furent aussi des traités de pariage qui intervinrent pour mettre fin au conflit de la royauté avec les évêques de Mende, du Puy, de Limoges et de Cahors. Ils eurent tous le caractère de véritables transactions; le roi et les évêques s'associaient réciproquement dans les droits contestés (219).

(213) H. L., VIII, c, 920 (T).

(214) H. L., IV, p. 62 s. (Note sur le pouvoir temporel des évêques d'Albi), et H. L., VII, p. 294.

(215) F. ANDRÉ : *Le prieuré d'Ispagnac. Annuaire de la Lozère*, 1874, p. 8 s. — Analyse du traité aux *Arch. Lozère*, H., 148, et dans ROUCAUTE et SACHÉ, ap., n° XII.

(216) Lors de la conclusion du pariage de Mende, le roi communique à l'évêque ses droits sur le pariage d'Ispagnac. — *Ord.*, XI, p. 399, « quod pariaium et associacionem, utpote factam, ut dicebat, in suum prejudicium ». A son tour, le prieur d'Ispagnac protestera contre le pariage de Mende. En 1348, ces difficultés continuaient encore. Arrêt du 12 janvier. X^{1A}, XII, f° 77 v.

(217) *Arch. Lozère*, G. 82. — PORÉE : *Les évêques-comtes*, p. 478.

(218) H. L., XII, p. 345.

(219) Mende. « Transactionem generalem concordiam et compositionem ac associationem fecimus ». *Ord.*, XI, 397; et p. 398. « 1) Nos asso-

On a dit jadis (220) que ces accords étaient tous intervenus en 1307, et on y voyait un beau plan d'ensemble. En réalité, l'histoire de leur conclusion est plus complexe.

Pour Cahors, on trouve dès 1291, un premier essai de pariage (221). Cet accord, d'ailleurs assez compliqué, ne put être appliqué (222).

Les discussions reprirent avec les gens du roi (223); et les attaques des consuls continuèrent (224). Dans ces conditions, poursuivi par le peuple et les nobles, en conflit continu avec les officiers royaux, ne pouvant résister aux attaques toujours plus violentes et plus dangereuses, l'évêque réalisa sur des bases plus larges l'accord de 1291 et, par un traité définitif de février 1307, appela le roi en pariage (225).

L'évêque concédait au roi la moitié indivise de toute juridiction, des leudes, péages, tonlieux, etc. Et le roi communiquait à l'évêque tout le pouvoir qui, de quelque façon, pouvait lui appartenir dans la ville, y compris les tours, fossés, fortifications; de manière à n'y établir désormais qu'une seule domination : « Unus tantum erit regimen jurisdictionis et dominationis ».

De même, en ce qui concerne le pariage du Puy, l'acte de

ciamus dictum Episcopum... 2) Et vice-versa dictus Episcopus associat Nos... ».

Le Puy. « Fuit facta transactio et conventio compositio et associatio ». DELCAMBRE : *Recueil*, p. 5.

Limoges. « Compositionem et transactionem perpetuo valituram fecimus in hunc modum ». *Ord.*, XIII, 206.

Cahors. « Transactionem et communionem perpetuam super praemissis inivimus ». *Gallia*, I, instr., p. 33 D.

(220) LONGNON : *Unité*, p. 174.

(221) Cf. J. 341. Cahors, n° 3. Lettres de Raimond, évêque du 15 janvier 1289, acceptant que les personnes nommées par lui et le roi jugent leurs différends.

(222) DUFOUR, p. 58. — LACROIX : *Séries et acta episcoporum Cadurcensium*. CADURCI, 1626, p. 145.

(223) *Gallia*, I, instr., 33 B. « Tam praefatus episcopus quam sui praedecessores qui fuerunt pro tempore primo cum domino carissimo progenitore nostro successiveque nobiscum et gentibus nostris super his pluries tractaverunt ».

(224) DUFOUR, p. 63.

(225) J. 341, Cahors, n° 5. Texte dans *Gallia*, I, instr., p. 33 et s. — LACROIX, *Séries et acta...*, p. 162 s. Voir un factum imprimé à Cahors, en 1643 : « *Pariage passé entre Philippe IV et Raimond, évêque de Cahors et transaction de l'évêque avec les consuls* », contenant le traité de pariage et de nombreux arrêts du Conseil du Roi rendus postérieurement sur les droits de l'évêque.

septembre 1307 (226), qu'on a regardé longtemps comme le texte original, n'était que la ratification d'un traité antérieur du 21 mai 1305, édité par M. Delcambre (227).

Deux personnages jouèrent un rôle de premier plan dans cet accord : Jean de Cuménis, devenu évêque en 1296, ancien membre du Conseil du roi et favorable à la monarchie; et d'autre part, Guillaume de Plaisians, représentant Philippe IV (228).

Le roi et l'évêque s'associaient dans toute la juridiction de la ville et des faubourgs, dans les marchés, leudes, péages, crimes de fausse monnaie (229), etc.

A Mende, les deux parties étaient fatiguées d'une lutte qui avait duré si longtemps et dont on n'entrevoyait pas la fin (230). Il fallait arriver à un accord.

Tenir la Bulle d'or pour nulle, c'était faire injure à la dignité royale; en tolérer l'application rigoureuse, c'était heurter la conception nouvelle de la souveraineté. On recourut à un compromis. Vu la difficulté de décider à qui, de l'évêque ou du roi, devaient revenir les droits qu'ils revendiquaient tous les deux, on convint de les associer l'un à l'autre pour exercer ces droits en commun (231).

Un projet fut négocié par Gaucelin de la Garde, ancien chanoine de Mende et évêque de Maguelonne, homme compétent et possédant la confiance des deux parties (232). Il fut longuement discuté au Conseil privé qui y apporta diverses modifications (233). L'acte final fut conclu et enregistré en février 1307 (234).

(226) *Ord.*, VI, p. 343-347.

(227) *Recueil*, pièce n° V, p. 3-12. — Déjà signalé par DUPUY : *Les droits du Roi*, p. 937.

(228) DELCAMBRE : *Paréage*, p. 158. — *Recueil*, p. 5.

(229) Analyse dans H. L., IX, p. 305-306, et MÉNARD, I, p. 446.

(230) *Ord.*, p. 397. « Cum lis ipsa triginta quinque annis durasset et ultra et non posset commode iudicio terminari... maxime quia dictus Senescallus et alie gentes nostre dicebant quod non esset adhuc in causa conclusum ».

(231) PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 478.

(232) *Arch. Lozère*, G. 872. Mémoire rédigé en 1341 par Albert Lordet, évêque, exposant comment fut conclu le pariage. « Ce fust fait, traictié et accordé par tout le Grand Conseil du Roy, le chancelier et les autres qui pour le temps estoient, par l'évêque de Maguelonne, conseiller du Roy qui savoit les droits de Javaudain et ceux qui pouvoient appartenir au Roy et à l'évêque. » ROUCAUTE, p. 77.

(233) *Lozère*, G. 880. PORÉE : *Evêques-Comtes*, p. 330.

(234) Sur le pariage de Mende, voir : MÉNARD, I, p. 441 ; H. L., IX, p. 294 ; — VIOLLET, *Guillaume Durand*, p. 21 s. ; — PORÉE, *Evêques-*

Le roi gardait ses possessions propres en Gévaudan. L'évêque faisait de même pour la seigneurie et juridiction de la ville de Mende et de ses châteaux, qui n'avait jamais été mise en contestation (235).

Ce qui entraînait en indivision, c'était la terre des barons et des nobles. La zone commune était composée des huit baronnies du Gévaudan et de quelques seigneuries de moindre importance (236). Les deux parties y conservaient chacune leurs fiefs respectifs, mais s'en partageaient l'administration et la juridiction. Tous les revenus, impôts, compoix, amendes et confiscations seraient mis en commun (237). Une cour commune connaîtrait de toutes causes civiles et criminelles, de l'appel des barons, des délits de port d'armes, de lèse-majesté (238), etc. En somme, le pariage portait exactement sur les droits qui avaient fait l'objet du litige.

La délimitation précise de ces trois parties, domaines propres du roi, domaines de l'évêque, et terre commune, n'était pas faite dans l'acte de pariage. Le 11 février, Philippe IV ordonna à Guillaume de Plaisians de faire procéder à cette délimitation (239). De nouveaux mandements prescrivirent de hâter la rédaction des enquêtes (240). En outre, l'évêque avait proposé, pour éviter des difficultés de voisinage, d'accroître le domaine commun en y adjoignant des possessions propres (241). Le roi manda de s'informer de l'utilité de cette

Comtes, p. 479 s. Texte *Lozère*, G. 743 ; — A. N., J. 311, n° 4. Edité *Ord.*, XI, p. 396-403. — ROUCAUTE et SACHÉ : *Lettres...*, p. 174 s. — MÉNARD, I, Fr. n° CXXXIII, p. 154. — DE BURDIN : *Documents historiques sur le Gévaudan*, I, Toulouse, 1846, p. 359. — PROUZET : *Histoire de Gévaudan*, II, p. 337 s.

(235) *Ord.*, XI, p. 398. Erreur de Molinier dans H. L., XII, 316 : « Ainsi furent mises en commun les possessions du Roi et celles de l'Evêque ».

(236) *Lozère*, G. 872. — ROUCAUTE et SACHÉ, n° VI : « Haec est terra baronum, comptorum, castellanorum et aliorum quorumcumque jurisdictionem vel quicumque alia habentium ubicumque infra dictum episcopatum et diocesim extra proprietatem domini regis et episcopi et ecclesie. Et ista pars vocatur comitatus et terra communione seu paragiū Gabalitanī ».

(237) PORÉE : *Consulat*, XVII.

(238) *Ord.*, XI, p. 400.

(239) ROUCAUTE et SACHÉ, n° XXVII.

(240) *Ibid.*, n°s XXIX-XXX-XXXIV.

(241) ROUCAUTE et SACHÉ, n° LXI : « episcopus cupiens vitare dissensiones que frequenter eveniunt inter nostras et suas gentes ratione possessionum quas nos et ipse in archipresbyterata de Sevena et locis circumvicinis tenemus ».

extension (242). Le résultat de ces enquêtes rédigées forme aujourd'hui aux Archives de la Lozère les deux registres G. 757 (« *Feuda Gabalorum* »), et G. 763 (« *Rex et episcopus* ») (243).

Le pariage avec l'évêque de Limoges fut le dernier de cette série d'accords. En 1305, devant les difficultés et les contestations violentes qui se produisaient de toutes parts, la justice de Limoges avait été, sur la demande même de l'évêque, mise sous séquestre dans la main du roi (244). Dans un mémoire de 1306, le prélat s'attachait encore à réfuter à la fois consuls et officiers royaux (245). Ce fut son dernier effort. Peu après, il sollicita une transaction qui intervint en septembre 1307. Un seul traité fut conclu pour les deux villes de Limoges et de Saint-Léonard-de-Noblat. Le roi et l'évêque s'associaient mutuellement dans la seigneurie et mettaient en commun toute juridiction (246).

Cette politique de parriages, qui a solidement assis l'influence royale dans les contrées du Centre, on l'a parfois présentée comme une politique personnelle de Philippe IV empiétant délibérément sur les seigneuries ecclésiastiques. En réalité, il s'agissait de problèmes qui s'étaient posés bien avant lui, et l'intervention de Philippe IV, concluant le pariage, a moins l'allure d'un empiètement que d'une médiation entre les prélats et ses propres officiers.

Les officiers royaux furent en effet très mécontents des transactions intervenues. A Mende, conformément au pariage et aux ordres reçus (247), Guillaume de Plaisians vint lui-même le 1^{er} avril leur faire jurer l'observation du traité. De nombreux mandements renouvelèrent cette prescription (248).

Les agents du roi soulevaient mille obstacles, empêchaient les nobles et les autres habitants de s'obliger sous le sceau

(242) *Ibid.*, n° XXIII.

(243) Pour la composition du domaine royal, voir ROUCAUTE, p. 52-60.

(244) GRENIER, p. 26. — GUIBERT, *Documents*, p. 44.

(245) GUIBERT : *Commune*, p. 211.

(246) Analyse dans GRENIER, p. 27. — GUIBERT : *Commune*, p. 144.
— Texte J. 331, n° 5. — *Ord.*, XIII, 205 et s. — GUIBERT : *Documents*, p. 47 s. — GRENIER, pr. n° 1, p. 93, d'après le registre « *Tuae hodie* ».

— *Arch. Haute-Vienne*, G. 11, f^{os} 39 s.

(247) ROUCAUTE et SACHÉ, n° XXV.

(248) *Ibid.*, n^{os} 31-38-44.

commun ou de porter leurs recours à la cour commune (249), se livraient même à des actes de violence (250). Le 13 mars 1310, Philippe IV menace le sénéchal de le punir sévèrement et de le rendre pécuniairement responsable à l'égard de l'évêque (251). Malgré les interventions royales, le conflit dura encore longtemps (252).

A Limoges, de semblables difficultés s'élèvent entre le prévôt du pariage et le lieutenant du sénéchal. En 1311, le roi fait défense à ses agents propres d'entreprendre sur la compétence de la cour commune (253).

De la part des prélats, il est possible que le sacrifice ait paru douloureux. Mais ils y gagnaient la sécurité et des privilèges dont l'importance se fera sentir plus tard.

« En dépit des apparences le paréage [de Mende] fut plutôt favorable à l'évêque si on considère surtout, non pas la situation qu'il établit au début du xiv^e siècle, mais les privilèges qu'il valut dans la suite aux évêques (254). »

En 1469, quelques bourgeois de Mende ayant obtenu de Louis XI un consulat, un arrêté du Grand Conseil annula bientôt cette concession comme contraire aux clauses du pariage (255).

Pour la même raison, la sénéchaussée créée à Mende en 1583 fut supprimée dix-sept ans plus tard (256). Encore à la veille de la Révolution, l'édit municipal de 1766 ne reçut pas à Mende une exécution complète (257).

De même pendant un siècle et demi la terre épiscopale jouit de l'immunité financière. La taille n'y apparut que sous Louis XI et resta jusqu'au bout très modérée (258).

(249) *Ibid.*, n° 32. « Officiales nostri in Gaballitano impediunt ne gentes obligent se ad sigillum commune et ne per nobiles et alios habeatur recursus ad curiam communem ».

(250) Le lieutenant du baile de Marvejols et divers officiers royaux s'attaquent aux officiers communs, blessent un sergent, frappent le lieutenant, poursuivent d'insultes le bailli, etc. Les coupables sont déchus de leurs offices et condamnés à l'amende. BEUGNOT, III, p. 339.

(251) ROUCAUTE et SACHÉ, n° 54. « Cum frequenter vobis scriptum fuerit de praemissis, contra vos acriter procedemus... »

(252) *Ibid.*, n°s 56-58-59, etc.

(253) GRENIER, p. 28.

(254) PORÉE : *Consulat*, p. XIX.

(255) PORÉE : *Consulat*, XXXI à XLIV.

(256) *Ibid.*, p. XIX. — J. ROUCAUTE : *Deux années de l'histoire du Gévaudan au temps de la Ligue (1587-1589)* dans *Bull. Société Lozère*, 1893, p. 32-55.

(257) PORÉE, *Ibid.*, p. 73-84.

(258) PORÉE, p. 126.

Au Puy, en échange de son abandon de moitié, le prélat obtenait une rente perpétuelle de 400 livres sur le péage d'Alais et le castrum royal d'Anduze qui était mis en pariage. Or, les revenus cédés par le prélat ne valaient annuellement que 200 livres. C'était donc pour lui un gain annuel de 200 livres et au point de vue financier presque une bonne affaire (259).

Il semble que la papauté ait été satisfaite des accords intervenus. On voit ainsi, en 1342-1343, le pape écrire au roi pour lui demander de ne pas prêter appui aux tentatives dirigées par le chapitre du Puy contre le pariage de cette ville et par les nobles du Gévaudan contre celui de Mende (260).

Ces accords présentaient un point faible. Ils n'avaient pas réglé la situation des habitants des seigneuries mises en pariage.

En Gévaudan, la colère des barons fut immense. Dès qu'ils avaient connu le projet de traité en 1304, certains avaient projeté d'assassiner l'évêque (261). Le pariage conclu, ils organisèrent de grandes manifestations contre la cour commune. Philippe IV leur imposa de jurer l'observation du pariage. Guillaume de Plaisians vint présider à l'opération (262). Mais des conflits nombreux éclatèrent (263). D'autre part, les nobles intentèrent à l'évêque un procès devant le Parlement. Leurs droits avaient été méconnus, disaient-ils, et les intérêts du roi lésés. La question ne fut définitivement réglée qu'en 1341. Philippe VI reconnut à l'évêque tous ses privilèges (264).

A Limoges, le pariage avait laissé de côté la question des consuls (265). Quand les officiers communs se présentèrent à

(259) D'après les comptes de DELCAMBRE, *Paréage*, p. 158. Cependant dans l'opinion publique, l'évêque fut « buse quant changet le Peu per Anduze ». *Ibid.*, p. 311.

(260) LENAIN : *Registres du Parlement*, V, f° 535 (Mende) ; XIV, f° 170 (le Puy). « Notre Saint Père le Pape nous a prié moult affectueusement que comme ledit pariage fut jadis fait a très grande délibération... et par nous confirmé comme dit est, et que ce ne serait pas notre honneur de venir contre tel fait... » Le roi défend à son procureur de se joindre à la plainte des barons gévaudanais, X., IX, 398 v.

(261) VIOLET : *Guillaume Durant*, p. 18.

(262) ROUCAUTE et SACHÉ, n° 24 et p. 199 (procès-verbal de prestation).

(263) *Ibid.*, n° 75 (ordre au sénéchal de prêter main-forte aux officiers communs) ; n° 81 (enquête sur les excès des nobles). Voir encore BEUGNOT, III 2, p. 1038.

(264) *Ibid.*, n° 33 et ap. note IV, G. 872.

(265) *Ord.*, XIII, p. 207. « Nec est intentionis nostre... Consulibus... aliquod prejudicium generari, et si pro Curia nostra cognoscetur ipsos

Saint-Léonard pour exercer leur autorité, ils se heurtèrent à la résistance violente des habitants; le Parlement intervint plusieurs fois pour prononcer des amendes (266). De même, les consuls de Limoges contestèrent fréquemment les droits de l'évêque; leur protestation dura jusqu'à la fin du xiv^e siècle (267).

A Cahors, des luttes sanglantes continuèrent entre les consuls et les gens de l'évêque (268). En 1308, les premiers sont condamnés pour avoir pendu un clerc; en 1322, c'est l'évêque qui à son tour est frappé d'une amende de mille livres tournois (269).

Dans le pariage du Puy, le roi s'était engagé à n'accorder aucune franchise sans le consentement de l'évêque (270). Mais nier la question n'était pas la résoudre. Les habitants essayèrent bientôt de reconquérir leurs libertés (271). La royauté revint sur sa promesse et en 1343-1344 rétablit le consulat (272). L'évêque protesta et saisit le Parlement. Le litige ne se termina qu'en 1374 par accord direct de l'évêque avec les consuls.

Toutes ces difficultés finirent d'ailleurs par s'aplanir. A la fin du xiv^e siècle, les pariares fonctionnaient normalement. Les luttes qui avaient tant troublé ces petites cités du centre au xiii^e siècle avaient été enfin apaisées par les transactions successivement intervenues.

V

Ampleur et résultats de cette politique.

Le procédé technique du pariage, de l'association par indi-

jus aliquod in jurisdictionibus dictorum locorum non habere, volumus quod illud veniet in communionem praesentem ».

(266) L. GUIBERT : *Commune*, p. 146-152. *Documents*, p. 62-63. — Voir encore BEUGNOT, III, p. 442 s.

(267) V. BEUGNOT, III, p. 443 s. : Amende « pro pluribus excessibus per eosdem illatis judici et preposito communibus domini Regis et episcopi Lemovicensis » *Jugès*, VIII, f^o 65 v. (contestations sur le droit de viguerie). — L. GRENIER, p. 24.

(268) BEUGNOT, III, p. 299.

(269) *Jugès*, I, f^o 253 v. — BOUTARIC, II, n^o 6987.

(270) DELCAMBRE : *Recueil*, p. 5. « Novas libertates dominus rex concedere non poterit seu aliquo modo constituere sine nobis nec nos poterimus sine eo ».

(271) En 1311, ils se réunissent pour élire des syndics. Le Parlement révoque leurs actes. BEUGNOT, III, 2, p. 1018.

(272) DELCAMBRE : *Paréage*, 326-328. *Consulat*, p. 28 ss.

vision de seigneurie, a ainsi joué un grand rôle d'union et de transaction.

La recherche et la conclusion de ces multiples associations furent l'œuvre commune de la royauté et de ses officiers. Le premier rôle appartient à ces derniers, auxiliaires à pleine initiative, plutôt qu'agents subalternes (273). Certains d'entre eux, tels Eustache de Beaumarchés, conclurent un grand nombre de parages de toutes sortes (274).

La royauté, d'autre part, y participa avec vigilance. Par de multiples mandements, elle contrôlait l'œuvre de ses officiers locaux. Les conclusions de parages étaient toujours précédées d'enquêtes sérieuses, qu'il s'agit d'assurer une protection, de fonder une ville neuve, de passer une transaction (275). La règle était la recherche constante de l'avantage et du profit de la monarchie (276).

Le nombre des parages conclus fut considérable; c'était devenu un moyen d'administration courant (277). Nous avons cité un assez grand nombre d'exemples; il nous aurait été aisé de les multiplier. Les divers dépôts d'archives, particulièrement les registres du Trésor des Chartes, en sont chargés (278).

Il est facile de se rendre compte de la multitude des contrats qui furent ainsi passés. Les sénéchaux du Midi avaient l'habitude de tenir des registres où ils consignaient les principaux actes relatifs au domaine du roi. Il y avait ainsi dans chaque sénéchaussée des « *libri pariatgiorum* ». Celui de la sénéchaussée de Toulouse, comprenant les actes de 1279 à 1396, renfermait 346 feuillets (279). A Carcassonne, il y en avait

(273) C. S., p. 94. — DOGNON, p. 21.

(274) Voir, par ex., pour les villes neuves, C. S., p. 236.

(275) Sic H. L., VII, p. 569 et H. L., IX, p. 621, note 2. — J. J., 65 A, n° 62. — BOUTARIC, II, n° 6980, p. 483, etc.

(276) « Soit mandé au sénéchal que si il trouve que cel parages soient à profit le roi qu'il le souffre, sinon qu'il les mette à l'état que eaux furent eins ceo que le pariage fust fait ». 1290. PETIT DE JOURDAIN DE L'ISLE. *Lettres de Rois*, t. I, p. 381.

(277) En 1317, le prieuré de Vernes profite, pour renouveler son pariage, du passage d'un commissaire « *ad dictam senescalliam per dictum dominum Regem pro quibusdam aliis Pariagiis destinati* ».

(278) Voir : C. S., p. 96 ; H. L., 313, note 1 ; DOGNON, p. 24, note 4.

(279) E. MARTIN-CHABOT : *Les archives de la Cour des Comptes, aides et finances de Montpellier*, Paris, 1907, p. VII.

plusieurs (280). Il en existait de même à Nîmes et à Beaucaire (281). La plupart des actes mentionnés dans ces recueils sont aujourd'hui perdus.

Ces nombreuses associations furent une source de revenus importants. La royauté reçut de toutes mains, des laïques et des gens d'église. Certains parages, tels ceux des grandes seigneuries épiscopales, lui apportèrent un accroissement considérable (282).

Ces associations constituèrent en outre des points d'appui de premier ordre pour l'action monarchique. A leur territoire immédiat était joint un ressort étendu composé de plusieurs juridictions seigneuriales dont elles recevaient les appels (283). Comme il s'agissait de localités souvent très éloignées les unes des autres, on créa pour elles des divisions administratives supérieures. Ce fut l'origine des jugeries de Rivière, de Rieux, de Verdun (284). Par toutes ces acquisitions, l'autorité royale enfermail comme dans un réseau tous ces comtés jadis presque indépendants (285).

Elles facilitèrent ainsi grandement la pénétration royale. Souvent la réunion de seigneuries importantes fut précédée et préparée par la multiplication des traités de pariage formant points d'appui matériels et centres d'influence morale.

(280) *Doat*, t. 252, mentionne dans l'inventaire des archives du château de Carcassonne, f° 17, un livre en 152 feuillets contenant parages des années 1264-1497 (voir Bibl. Toulouse, ms. 641, f° 280, un livre des parages, couvert de basane rouge, écrit en 152 feuillets de parchemin); f° 18 v. autre livre en 169 feuillets; f° 20 v. autre livre en 166 feuillets.

(281) *Doat*, 255, f° 35 v. (*Archives sénéchaussée Nîmes*, Armoire D.). Autre livre de 66 feuillets parchemin écrits contenant parages entre le Roy et divers seigneurs de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes commençant au premier feuillet par le pariage de la cour commune de Gualargues le 13 juin 1309 et finissant par le pariage de la cour commune de Mavos de l'an 1273...

Voir *Col. Fontanieu*, 117-118, f°s 9-11, et K 63, n° 40. Paiement de 6 livres tournois à un clerc qui « a quodamque libro antiquo in archivis regis existente extraxerit quemdam librum paragiatorum senescallie Bellicadri et Nemausi continentem paragia olim facta transacta et concordata inter dominos nostros Reges Francie et nonnullos episcopos, abbates et alios nobiles dicte senescallie, videlicet (ainsi l'évêque de Mende, le prieur du Vigan, le marquis de Canilhac, etc.).

(282) Dans le tableau des divisions administratives sous Philippe IV donné par BOUTARIC (*La France sous Philippe le Bel*, p. 450 ss.), nombreuses sont les juridictions royales qui doivent leur origine à un pariage.

(283) DOGNON, p. 27.

(284) H. L., XII, p. 334 et 335.

(285) Ainsi pour la Gascogne, voir MONLEZUN, III, 81.

Le cas du Vivarais est typique. Sous l'autorité de son évêque, cette contrée formait au début du XIII^e siècle une seigneurie dépendant nominalemeut de l'Empire, en fait presque indépendante (286). L'installation de la royauté dans le Languedoc donna lieu rapidement à des luttes avec les sénéchaux de Beaucaire. En 1268 et 1283, éclatèrent des incidents caractéristiques. Mais la position de l'évêque était forte. Son droit certain fut appuyé par les interventions de la papauté et de l'empire (287).

Aussi la controverse se transforma rapidement en lutte d'influence où la conclusion des parages joua un rôle de premier plan. En 1284, une première occasion s'offrit à la royauté de pénétrer en Vivarais. La grande abbaye de Mazan avait acquis des seigneurs de Vogüé un vaste territoire au sud du Vivarais, dit territoire de Berg. Elle en était seigneur immédiat et y avait installé une colonie de moines et de donats. Des luttes avec les habitants du bourg voisin de Saint-Andéol, ses propres difficultés avec les seigneurs du pays, lui faisaient désirer une protection plus haute (288).

Elle entra facilement dans les vues des agents royaux. Un accord du 25 novembre 1284 mit le territoire en parage et une importante bastide y fut fondée (289).

Villeneuve-de-Berg était située trop au sud. On décida la création d'un nouveau centre plus au nord. Le sénéchal Adam de Montcéliard passa à Tournon le 27 octobre 1291 un traité avec le chevalier Gérenton de Saint-Romain. Par ce contrat d'hommage et de parage, Gérenton s'engagea à fournir le terrain nécessaire pour la construction d'une bastide. Ce fut l'origine du village actuel de Boucieu (290).

Ces deux bastides reçurent des privilèges étendus (291). Deve-

(286) REGNÉ : *Histoire*, II, 47, concession impériale de Frédéric I^{er} en 1177. — *Gallia*, XVI, instr., 225-226.

(287) REGNÉ, *Ibid.*, 95-101.

(288) REGNÉ : *Revue Mabillon*, 1924, p. 224-225.

(289) Cette fondation a donné lieu à une étude de M. REGNÉ dans *Bull. histor. et phil.*, 1914, p. 123-140. Voir encore : Abbé MOLLIÉ, *Recherches historiques sur Villeneuve-de-Berg*. Avignon, 1866, p. 54-60. Texte dans *Gallia*, XVI, instr., 262-267. Le meilleur est celui de REGNÉ, dans le bulletin précité, p. 133-140.

(290) REGNÉ : *Histoire*, II, p. 136.

(291) Villeneuve-de-Berg le 29 sept. 1290. J. J. 46, f^o 127 v. à 129. *Ord.*, XII, 394 ss. MOLLIÉ, p. 66 et 426 (T) Boucieu en juillet 1294. — REGNÉ, II, p. 138. — *Ord.*, XIX, 519-520.

nues plus tard centre principal et secondaire de bailliage elles furent la base de l'administration royale en Vivarais (292).

L'évêque de Viviers, dont l'influence était progressivement ruinée par ces entreprises, se décida, en 1307, à reconnaître la souveraineté royale (293).

Ces innombrables conclusions de parages furent un des grands sujets de plainte des barons du Languedoc. En 1319, Philippe V promet aux nobles du Périgord de s'abstenir de faire des acquisitions de cette sorte à l'intérieur de leurs terres (294). Philippe VI en 1338 (295), Charles VI encore (296), prennent de pareils engagements.

En fait, les traités de parage continuèrent assez nombreux jusqu'à la fin du xiv^e siècle. Ainsi en 1390, Charles VI ratifiait un important traité de parage passé par ses gens avec Roger Bernard de Lévis pour le château, ville et seigneurie de Mirepoix (297).

SECTION IV

Autres parages royaux au XIV^e siècle.

La pénétration vers l'Est.

De Philippe III à Philippe V, l'immense majorité des parages conclus par la royauté se trouve dans les pays du Midi. On en rencontre cependant dans les régions du Nord et du Centre. En Champagne, le sire de Passavant cède en

(292) REGNÉ, p. 138-139. — Marquis de Vogüé : *Une famille vivaroise*, p. 78. En 1321, une nouvelle cour royale, moins importante, fut créée à Borne par parage avec l'abbaye des Chambons (*Arch. Hérault*, B 8, f^o 148). L'administration royale occupa les trois coins du plan triangulaire du Vivarais. REGNÉ, p. 158.

(293) *Ord.*, VII, p. 7 s. — REGNÉ, analyse, p. 115-119. On a souvent classé cet acte comme un traité de parage (*sic* LONGNON : *Unité*, p. 176). En réalité, on a eu tort de l'assimiler aux transactions contemporaines avec les évêques de Mende, du Puy, etc. Il n'y eut à Viviers aucun partage des droits de juridiction. Ce n'était qu'un règlement de seigneurie. Voir REGNÉ, p. 155.

(294) *Ord.*, I, 697. « Concedimus quod non faciemus seu recipiemus permutationes seu escambia nec etiam paragia aliqua in castris, villis sive castellaniis eorumdem in quibus habent altam justiciam ».

(295) *Ord.*, II, 128. « Quia ex parte Comitum, Baronum et aliorum Nobilium predictorum extitit supplicatum quatenus a faciendis paragiis... abstineremus ».

(296) *Ord.*, IX, p. 366.

(297) H. L., IX, p. 952-953. X c, 752. — J. 398, n^o 33. — J. 894, n^o 8 (pièces d'un procès concernant le parage de Mirepoix).

1290 à Philippe IV la moitié de tout ce qu'il a au bourg de Passavant (298); le 7 décembre 1300, le sire de Burgy fait de même pour tous ses biens (299). Le pariage reste ainsi un des grands procédés de l'administration royale (300); il s'agit souvent de procéder par transaction à des règlements de droits (301).

Pendant tout le cours du xiv^e siècle, d'importants traités de pariage sont conclus un peu partout : ainsi le pariage entre Jean, duc de Berry et apanagiste d'Auvergne, et Pierre, abbé du monastère d'Aurillac, concernant la juridiction temporelle des villes d'Aurillac, Saint-Etienne et Beauregard (302).

Au début du xv^e siècle, encore (25 septembre 1408), l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux s'associa le roi, en tant que dauphin, pour remédier aux innombrables dommages que lui faisaient subir les gens de guerre. La domination directe de la cité et du pays tricastin échut ainsi à la royauté (303).

C'est surtout dans les territoires de l'Est que la royauté tenta par la voie du pariage, un effort politique remarquable.

Le pariage passé en 1273 avec le chapitre de Montfaucon en Argonne avait été abandonné vers 1281, dans des circonstances inconnues (304). Il fut renouvelé en 1319 à la demande même des habitants (305).

La politique royale visait particulièrement les évêchés de Metz, de Toul et de Verdun.

(298) J. 397, n° 14.

(299) J. 397, n° 20.

(300) P. 2290, n° 771. 25 février 1318. Commission donnée à Pierre de Chalon. « Item sur les traités des pariaiges de Saint-Pourçain, de Lacrost et de Tournuz, de Langres, et de l'abbé de Saint-Sene, et de tous les autres lieux que M^e Pierre de Chalon a proposez en plain Parlement, dont eust arrêt pour le Roy ».

(301) La recherche des biens des aubains et bâtarde donne souvent lieu à contestations. Philippe IV (Toussaint, 1301) défend aux commissaires de s'en servir pour provoquer des pariaiges. « Item ordinatum fuit quod dicti collectores novas asociaciones de cetero pro nobis non recipiant, absque nostro speciali mandato ». BEUGNOT, II, p. 456.

(302) J. 186, n° 60.

(303) *Ord.*, IX, p. 390 ss. *Gallia novissima*, II, c, 212 s. « Quod propter mortalitates, guerras, tribulationes et oppressiones gentium armatorum ».

(304) HAVET : *La frontière de l'Empire*, p. 390.

(305) HAVET, p. 392. — J. J., 60, n° 45. — *Col. Moreau*, t. 223, f° 75. — CLOUET, III, p. 221 (texte en note). — Ch. AIMOND, p. 105 et 442 (texte). — Voir dans CORBIN, *Droits de patronage*, ch. CLXV, p. 408, la demande des habitants. « Quia predicta villa de Montefalconis et alie villae erant in terminales regni et imperii et in patria habendi guerras consueta... »

A Toul, ce ne fut qu'un essai. D'après le P. Picart (306), l'évêque Thomas de Bourlémont, vers 1337-1338, partagea avec le roi sa seigneurie temporelle de la ville de Toul et de toutes les autres terres de son évêché. Ce traité eut contre lui le duc de Lorraine, le comte de Bar, et les communaux. Les chanoines s'adressèrent au pape et obtinrent de lui une bulle d'annulation. Comme l'assentiment du pape avait été une des clauses du pariage, le roi y renonça.

A Verdun, la royauté essayait depuis longtemps de s'implanter par des concessions de sauvegarde (307). La situation des évêques avait toujours été délicate en face des prétentions de la bourgeoisie et des princes voisins. A la fin du ^{xiv}^e siècle, celle de l'évêque Liebaud de Cusance le devint particulièrement à la suite du schisme d'Occident (308). Les officiers du roi intervinrent habilement pour un projet de partage des droits régaliens épiscopaux. Le 30 septembre 1389, l'évêque associait Charles VI dans la juridiction de la cité et mettait en garde ses châteaux (309).

Ce traité se heurta à l'opposition des communaux et à celle de l'empereur Wenceslas, qui déclara que l'évêque tenait les regalia en fief de l'Empire et ordonna la saisie de la seigneurie épiscopale (310). L'évêque lui-même finit par transiger avec les habitants et renoncer au pariage (311).

Mais il fallait à la royauté une compensation. Les communaux après s'être renseignés sur le régime qui se pratiquait à Cambrai, acceptèrent l'institution d'une sauvegarde royale. Dans ces conditions, Charles VI abolit le pariage le 28 juillet 1396 (312).

On saisit très nettement que ce n'est plus le pariage, mais un procédé plus simple, la sauvegarde, qui va désormais être à la base de l'action royale.

(306) PICART : *Histoire de Toul*, p. 482.

(307) BOUTARIC : *La France sous Philippe le Bel*, p. 68. — LEHUGEUR, I, p. 233-235.

(308) L'évêque Clémentin Liébaud avait contre lui un rival urbaniste soutenu par l'Empire. Voir Noël VALOIS : *La France et le grand schisme d'Occident*, Paris, 1896, t. II, p. 302.

(309) J. 584, n° 16. P. 2296, f° 707 s. — CLOUET, III, p. 439 s. (T). — Ch. AIMOND, p. 195-216, et 464, pièce n° 26 (T).

(310) CLOUET, III, 449. — Noël VALOIS, II, 303.

(311) CLOUET, III, 468.

(312) CLOUET, III, 470-471. — Noël VALOIS, II, p. 304. — Approbation de la sauvegarde par les communaux dans Ch. AIMOND, p. 476, pièce n° 36.

DEUXIÈME PARTIE

TECHNIQUE JURIDIQUE DES PARIAGES

CHAPITRE PREMIER

LES CONDITIONS DE CAPACITÉ

Souvent, dans la conclusion des traités de pariage, se posent des conditions de capacité qu'il faut résoudre d'après le principe que la mise en pariage est une véritable aliénation. Nous étudierons la capacité interne et la capacité externe.

SECTION I

Capacité interne.

Les questions de capacité interne se présentent en termes très différents, suivant qu'il s'agit de seigneurs laïques ou ecclésiastiques.

I

Pour le seigneur laïque majeur, la capacité est la règle, à condition que le consentement ait été librement donné (1). Mais il faut tenir compte des droits éventuels de la famille. Il est donc prudent de solliciter la *laudatio* des héritiers. Ils interviennent parfois dans l'acte même. Ou bien le seigneur s'engage à obtenir et à rapporter leur approbation (2).

Si le contractant est mineur, il ne peut aliéner seul, l'assen-

(1) Les textes mentionnent souvent que le consentement a été librement donné. Ainsi pour Saint-Paul « non dolo ductus ab aliquo sed gratis et spontanea voluntate, certus de facto et de jure certioratus ». J., 271, n° 15. Pour Nâves, « mera et spontanea voluntate, nullis blandiciis, dolo seu metu, suasionem seu impressionem aliqua ». MÉNARD, I, instr., p. 100.

(2) « Promisit... uxorem suam et dominum G, primo genitum filie sue maritum et ipsam filiam juraturos et laudaturos ». Fraillécourt. VARIN, I, 390. « Fuit actum quod dictus dominus comes faciet dictum paragiagium approbari domino Centullo filio suo ». MONLEZUN, VI, 217.

timent de son curateur est nécessaire (3). Dans certains cas, on lui constitue un curateur spécial pour l'affaire (4).

Ces règles s'appliquent non seulement quand le seigneur laïque met son bien en pariage, mais aussi quand il est appelé par un autre seigneur à s'associer avec lui, car alors il assume souvent des engagements considérables.

II

Ces questions prennent une importance particulière pour les établissements ecclésiastiques. Leurs biens appartiennent à des collectivités durables qui cherchent sans cesse à les accroître. L'aliénation en est vue avec défaveur et on limite étroitement les pouvoirs de leurs représentants pour les empêcher d'engager l'avenir.

Le représentant des abbayes est l'abbé. C'est lui qui conclut les traités de pariage soit pour la maison mère, soit pour les prieurés qui en dépendent (5). Mais il ne peut disposer seul; il doit obtenir le consentement de la majorité des moines (6). Quand il s'agit de conclure un traité, le couvent lui délivre une procuration spéciale, souvent en lui adjoignant des délégués (7). L'acte mentionne le consentement des religieux

(3) *Praefatus dominus comes de voluntate et auctoritate egregii et potentis viri domini Rogerii de Armaniaco patris et curatoris dicti domini comitis ibidem praesentis* » (Plaisance). MONLEZUN, VI, 234.

(4) Au pariage de Saint-Front de 1317, le comte Archambaud de Périgord est majeur de 14 ans et mineur de 25. Comme il n'a pas de curateur pour traiter l'affaire, le lieutenant du sénéchal lui donne Brunissende de Foix comme curatrice « *ad negotia et ad lites* ».

(5) En 1205, l'administrateur de la Grande-Sauve approuve le pariage conclu entre le prieuré de Novi et le comte de Rethel. SAIGE, I, 50. — Sur les pouvoirs des prieurs voir LUCHAIRE : *Manuel*, p. 89.

(6) Pour les constitutions de garde, voir DIDIER, p. 97.

(7) Voir, par exemple, la procuration du couvent de Dalon à son abbé pour passer association du lieu de Tauriac. J., 397, n° 10. « *Constituimus Reverendum patrem nostrum dominum Guillelmum venerabilem abbatem Dalonensem procuratorem nostrum et dominum tanquam in rem suam. Dantes liberam potestatem et speciale mandatum associandi vestram regiam majestatem in locis... quicquid factum fuerit per ipsum abbatem promittentes sub ypoteca rerum nostrarum nunquam contra praemissa nos venire...* »

régulièrement donné suivant les formes et en toute liberté (8). Parfois interviennent des ratifications postérieures (9).

Quand il s'agit d'abbayes affiliées, il s'y joint le consentement du chef de l'ordre (10). En beaucoup de cas, les moines sollicitent les approbations supplémentaires d'autres dignitaires ecclésiastiques (11).

Ces règles ne paraissent pas avoir donné lieu à des difficultés dans les ordres monastiques. Il n'en est pas de même pour les seigneuries épiscopales. L'évêque en est titulaire, mais son pouvoir de décision est limité. A son entrée en charge il prête serment de respecter les coutumes de l'église et de n'en pas aliéner les biens (12). Pour les actes d'aliénation graves comme les mises en pariage, il doit se munir du consentement du chapitre. La convention mentionne son assentiment (13). Ou bien l'évêque s'engage à l'obtenir (14).

Or, le chapitre cathédral, au moyen âge, est un corps important, souvent seigneur temporel puissant, composé des membres des plus grandes familles, attaché aux traditions féodales et hostile aux tendances de concentration politique. Des questions de prestige ou même d'intérêt le mettent en opposition avec le chef du diocèse. Corps permanent, il a tendance à se considérer comme le véritable gardien du patrimoine de

(8) « De voluntate si quidem et assensu predicti conventus presentis quorum nomina sunt hic ». MÉNARD, I, instr., p. 116. « Congregato ibidem venerabili conventu infrascripto, pro infrascripto paratgio tractando et faciendo, videlicet..., volente et ad infrascripta consentiente » (Comèles). MAHUL, II, 593.

(9) Ainsi les moines de Villelongue approuvent le pariage de Carlipa. MAHUL, IV, 514.

(10) Le pariage de Plaisance entre la Case-Dieu et le comte d'Armagnac (1322) avait été approuvé en 1304 par l'abbé de Saint-Martin de Laon dans un chapitre général tenu à Prémontré. MONLEZUN, VI, 241.

(11) L'abbaye de Saint-Claude fait approuver le pariage de 1301 avec Jean de Chalon par les archevêques de Lyon et Besançon. BENOIT, II, 5.

(12) Le chapitre de Vienne rappelle à l'archevêque, pour le pariage de Sainte-Colombe, le serment qu'il a prêté : « de non alienandis rebus Ecclesie ». *Arch. Isère*, G. 7. De même le chapitre d'Auch à Guillaume de Flavencourt qui a associé Philippe VI dans la justice de son parsan épiscopal. *Revue Gascogne*, 1868, p. 154.

(13) Au pariage de Mende, l'évêque mentionne la présence de deux délégués du chapitre. « Assistentibus nobis venerabilibus viris Randone de Tornello, canonico Mimatensi et R. Barroti, procuratore Mimatensi, cum quibus transigendi et componendi potestatem a nostro capitulo habebamus ». J., 341, n° 4.

(14) Ainsi pour Gap, 1281 : « Item fuit actum quod episcopus procuret quod capitulum Vapincensis praesentem donationem et associationem ratificet ». *Gallia*, I, instr., p. 8.

l'église en face de l'évêque, représentant temporaire, que le pouvoir laïque peut facilement séduire (15).

Aussi les chapitres ont souvent regardé les pariajes comme une véritable abdication de la part de l'évêque, et s'y sont opposés de toutes leurs forces, parfois par des moyens violents, ordinairement sous la forme d'un appel au pape. Ainsi firent les chapitres de Cahors et du Puy (16).

Outre ce premier consentement, en effet l'évêque doit obtenir l'approbation de ses supérieurs ecclésiastiques, notamment du pape (17). Celui-ci est le chef suprême de l'Eglise et son assentiment, au moins tacite, est nécessaire pour les grandes aliénations de biens ecclésiastiques. Le deuxième concile de Lyon, en 1274, rappelle fermement la règle. Les prélats ne pourront sans autorisation spéciale du siège apostolique, appeler ou reconnaître à perpétuité ou pour une longue période, aucune seigneurie ou garde. Sinon ils seront destitués et leurs actes frappés de nullité (18). Aussi les traités de pariage sont con-

(15) Le procureur du chapitre de Cahors fait opposition au pariage « maxime cum dicti domini mei et ego... simus ad hoc juxta statuta Ecclesiae praelibatae per juramentum adstricti, ne possimus in posterum de parjurio, de taciturnitate, aut de negligentia reprehendi ». LACROIX : *Séries*, p. 168.

(16) Le procureur du chapitre du Puy avait interjeté appel à Vézénobres le 1^{er} avril 1307. Le 12 avril, le chapitre y renonçait (*Gallia*, II, c, 721, note b. DELCAMBRE : *Recueil*, p. 12, n° VI). M. Delcambre prétend que l'appel au pape avait été une initiative inopportune, car il s'agissait d'une question temporelle. (*Paréage*, p. 161). Au contraire, le chapitre a droit de regard sur la gestion de l'évêque. Mais ici le pariage mettait aussi en jeu les droits du roi sur la ville du Puy ; de ceux-ci la papauté ne pouvait connaître. C'est ce qu'indique la formule de renonciation : « in quantum dicta appellatio interjecta fuit ad dominum papam in quantum dicta appellatio temporalitatem tangere posset ; non processit de ipsius capituli voluntate... nec intentio est quod de temporalitate domini regis ad dominum papam, sed solum ad dominum regem fuerit appellatum ».

De même, le roi désapprouvant l'appel au pape du chapitre de Cahors au sujet du pariage, celui-ci lui fait connaître le 4 janvier 1308 qu'il a mandé à son procureur en Cour de Rome de ne plus faire aucune poursuite. J. 341, Cahors, n° 7. Le chapitre reprochait à l'évêque de n'avoir pas demandé son assentiment ; il fait confiance au roi pour la conservation de ses droits.

(17) L'évêque de Rhodéz attaque le pariage fait par son prédécesseur. « Quia episcopus sine licentia superioris et specialiter sedis apostolicae non potuit dictam jurisdictionem submittere personae secularis Comitis ». *Doat*, 133, f° 93 v.

(18) DIDIER, p. 121, note 90. « Prohibemus universos praelatos ecclesias sibi commissas, bona immobilia seu jura ipsarum, laicos submittere, subijcere seu supponere, absque capituli sui consensu, et sedis apostolicae licentia speciali ».

clus généralement sous réserve de la ratification du souverain pontife (19).

On voit l'intervention du pape se manifester de plusieurs façons. Tantôt pour permettre à un prélat de contracter pariage malgré l'opposition de son chapitre (20). Ou bien, au contraire, pour lui interdire d'envisager un accord de cette sorte. En 1300, l'archevêque de Narbonne, en conflit avec le vicomte Amauri, se propose de transiger avec lui et de mettre en indivision toute la juridiction de Narbonne. Boniface VIII, sollicité de donner son approbation, répond à l'archevêque, le 18 juillet, en lui reprochant de consentir sans cause suffisante, à une diminution du patrimoine ecclésiastique. Il lui défend, sous peine d'excommunication et de déposition, de conclure aucun pariage (21).

Le souverain pontife envoie parfois des délégués pour rehausser de leur présence l'accord réalisé; deux cardinaux légats participèrent ainsi à la signature du pariage de Mende (22). Ou bien il approuve par des ratifications ultérieures (23).

Enfin le pape reçoit les oppositions dirigées contre la conclusion des parages par les chapitres ou d'autres intéressés, corporations d'habitants, princes rivaux, etc. La plupart des parages épiscopaux ont été attaqués et de véritables procédures se sont engagées devant la cour pontificale.

Les prélats et les princes qui ont contracté avec eux se défendent en montrant l'utilité du pariage et les avantages de toutes sortes qu'il procure à l'Eglise (24). Ainsi l'archevêque de Vienne, à propos de Sainte-Colombe, fait observer que les clauses de l'accord apportent honneur et sécurité à son église, invoque l'exemple de son prédécesseur et produit des certificats du receveur de Vienne attestant le peu d'importance du revenu

(19) Ainsi pour Grenoble. « Fuit actum quod eo casu quo dominus noster Papa infra unum annum... nollet consentire, quod predicta donatio nullum sortiatur effectum ». VALBONNAIS, II, 471.

(20) J. 387, n° 7.

(21) J. 328, n° 55. — REGNÉ : *Amauri*, p. 368-369.

(22) *Arch. Lozère*, G 872. — ROUCAUTE, 77.

(23) Bulle d'approbation du parage d'Andorre (7 oct. 1282). — PASQUIER : *La question d'Andorre*, p. 400.

(24) Le parage avec Bernard de Saisset pour les Allemans étant critiqué, Philippe IV écrit à Clément V et lui fait observer que cet acte est utile à l'église, qu'il lui apporte des compensations importantes, et enfin le bénéfice de la sauvegarde royale. H. L., X, n° 155.

de Sainte-Colombe (25). La royauté ajoute la raison supérieure de l'intérêt public. Un acte royal du 16 juin 1333 admet que le pariage de Sainte-Colombe a été contracté sous réserve du consentement du pape mais ajoute que cela n'empêche pas le roi, si la sécurité du royaume l'exige, de s'introduire en ce lieu en assurant à l'archevêque une compensation convenable (26).

Souvent la papauté a passé outre aux réclamations et maintenu le pariage : ainsi, le 13 février 1390, Clément V approuve le pariage de Verdun, malgré l'opposition du chapitre (27). Mais parfois, elle est entrée dans les vues des opposants. La révocation du pariage de Toul, par exemple, eut pour principale raison, le défaut de ratification de la papauté (28).

SECTION II

Capacité externe.

La conclusion d'un pariage ne peut porter atteinte aux droits supérieurs qui pèsent sur une seigneurie, droits du suzerain ou du gardien.

I

Dans ses possessions allodiales, un seigneur peut librement s'associer qui bon lui semble. Il n'en est pas de même pour les biens qu'il tient en fief (29). Il ne peut imposer un nou-

(25) FOURNIER, p. 415, note 3. — VALBONNAIS, II, 247.

(26) « Quin dictam villam et mandamentum pro securitate reipublicae et regni nostri recipere possimus et regiis domaniis applicare, reddendo predicto archiepiscopo sufficientem recompensationem. » FOURNIER, 415, note 4.

(27) « Nos itaque associationem predictam non obstante quod decanus et Capitulum praedicti in eis non consenserint, ut praefertur, illa auctoritate apostolica confirmamus ». CLOUET, III, 442, note 1.

(28) PICART, p. 482.

(29) Le sire de Biollet retient en dehors du pariage un mas et une borde « nam dictum mansum et dicta bordaria sunt de feodo reverendi episcopi Claromontis ». TEULET, III, p. 435. — L'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux communique la juridiction de sa temporalité « excepta superioritate et majori dominio castri de Suza quam seu quod non potest dictus episcopus alienare sine perditione feudi ». *Gallia novissima*, II, c 217.

veau vassal à son suzerain; et, pour que le pariage soit valable, il doit obtenir son consentement.

Le sire de Randon tenait certains biens en fief de l'évêque du Puy. Sans demander aucune autorisation, il les vendit au couvent des Chambons. Le prélat voulut exercer ses droits et pour résister à ses poursuites, les moines jugèrent expédient de contracter pariage avec les officiers royaux. Mais le Parlement déclara que l'association intervenue n'avait pu aucunement porter atteinte au droit de l'évêque (30).

L'inobservation de cette règle a donné lieu à de nombreuses réclamations (31). La sanction qui doit intervenir, d'après les règles féodales, est la commise du fief. En 1322, les consuls de Périgueux projettent de conclure pariage avec la royauté. Le comte de Périgord s'y oppose, alléguant qu'ils tiennent de lui leur juridiction en fief sous une redevance annuelle de quarante livres (32). Son procureur ajoute que si les consuls contractent pariage, ils devront perdre leur droit (33).

Cette obligation de demander l'assentiment du suzerain entraîne une conséquence importante. Le petit seigneur laïque ou ecclésiastique qui a besoin de protection ou veut réaliser une fondation, doit, sauf le cas d'allodialité, s'adresser au haut seigneur de la province, en l'hommage de qui il se trouve déjà (34).

En fait cette règle a été assez souvent violée. Dès le règne de Philippe IV, la royauté admet au moins implicitement que pour les pariares qu'elle conclut, le défaut de consentement du seigneur supérieur n'est pas toujours une cause de nullité.

(30) Arrêt du 20 janvier 1330. *Jugés*, VI, f° 75. — CORBIN : *Droits de patronage*, livre II, Paris 1622, p. 400. « Per Curiae nostrae judicium dictum fuit quod impedimenta per Gentes dictorum Religiosorum et nostras dicto Episcopo in dictis mansis et pertinenciis eorumdem ac jurisdictione apposita amovebuntur, nonobstante associatione predicta ».

(31) Le seigneur de Montpezat, voulant fonder une bastide, s'adresse au roi d'Angleterre, croyant être de la mouvance de ce prince. Mais les officiers du roi de France contestent violemment le pariage intervenu. C. S., p. 73.

(32) *Col. Périgord*, t. 27, f°s 386-88.

(33) *Ibid.*, f° 387 v. « Il est certain de droit que quand aucun tient en fié d'autrui il ne puet se fié aliéner sans le consentement de son seigneur de qui il tient le fié et s'il le fait il perd le droit qu'il a ; pourquoi il appert que les consuls et le commun ne puent faire pariage et se ils l'ont fait ils ont perdu ce qu'ils tiennent du comte ».

(34) Voir DIDIER, p. 140 ss.

Le droit du suzerain n'est pas nié, il donne simplement lieu à indemnité. Ainsi, lors du pariage de Narbonne, le vicomte Amauri réserve les droits de son suzerain l'archevêque. Il déclare qu'il n'a pas requis son consentement, le roi lui ayant affirmé que ce n'était pas nécessaire, vu la nécessité publique et l'évidente utilité du royaume (35).

II

Même pour les biens alleutiers, quand ils appartiennent à des établissements ecclésiastiques, il est un consentement qui doit souvent intervenir, c'est celui du gardien (36).

Nombreux sont les actes où le gardien d'une abbaye donne pouvoir à l'abbé de mettre en pariage telle ou telle possession. L'évêque de Langres, gardien du couvent de Molesme, considérant que les censures ecclésiastiques sont impuissantes à faire respecter les biens du prieuré de Varennes, consent en 1239 à ce qu'ils soient placés sous la garde de Thibaud, comte de Champagne, ou même qu'il y soit associé (37). En janvier 1240, il autorise de même l'abbé à offrir au roi le pariage de Molesme et de quelques autres localités (38).

Fréquemment aussi le seigneur gardien s'oppose à un pariage en invoquant son droit. Jean de Choiseul fait ainsi opposition au pariage de Vy et Coiffy. Le litige est soumis à l'arbitrage (39).

La sanction théorique d'un désaveu de garde consiste dans une amende (40). En fait, vu l'importance des intérêts engagés,

(35) REGNÉ : *Amauri*, p. 382. « Cum idem dominus rex propter necessitatem ac publicam et evidentem regni sui utilitatem dicat sibi licere predicta ».

(36) Sur les conditions de licéité, voir DIDIER, p. 117-118, notes 78-79.

(37) D'ARBOIS, V, n° 2543. — LONGNON : *Documents*, II, p. 176.

(38) *Arch. Côte-d'Or*, H. 219. — DIDIER, p. 359, pièce n° 7. « Consensum prebemus quod villam Molismensem, Villare... in custodia excellentissimi domini nostri regis Francie ponatis et ad easdem villas dictum regem associetis si vobis et ecclesie vestre videritis expedire ».

(39) D'ARBOIS : *Cat.*, nos 3083-84-85, f° 201, n° 43. — TEULET, III, n° 4189, p. 252. — DIDIER, p. 117, note 79. « Sur la compagnie qui avait été faite par mon Signor Thibaut et l'abbé et le Covent de Molesmes, de Vy et de Cufy, laquel Compaignie je disoie qui ne pooit être, par ce que estoit de ma garde ».

(40) BEAUMANOIR, éd. Salmon, II, 241, n° 1462.

le conflit devenait parfois très grave. Ainsi la conclusion du pariage de Luxeuil souleva les réclamations des ducs de Bourgogne qui avaient toujours eu la garde de l'abbaye (41). Le 20 août 1258, la guerre éclata avec le comte de Champagne. Une intervention de saint Louis n'amena qu'une trêve momentanée. En 1266, Alix de Bourgogne faisait occuper militairement les biens du monastère; et les moines écrivaient à Thibaud V des lettres désolées. Heureusement des renouvellements de trêves intervinrent et l'association fut maintenue en pratique (42).

Malgré le principe, de nombreuses associations ont été conclues sans le consentement du gardien. Nous avons même souligné que souvent le pariage a eu pour but de réagir contre les excès de la garde. Cette violation de la règle avait d'ailleurs une justification juridique. On considérait que le seigneur gardien, en ne remplissant pas ses obligations, avait le premier enfreint le statut de la garde. L'abbaye n'était empêchée de contracter pariage que dans la mesure où le gardien accomplissait son devoir (43).

III

Certains auteurs ont ajouté une troisième condition de validité. Ils ont prétendu qu'à partir d'une certaine époque les parriages entre seigneurs n'auraient été valables qu'avec l'assentiment du roi.

« Les parriages, dit Curie-Seimbres, finirent par être considérés comme de droit. Les officiers royaux en vinrent à incriminer

(41) J. 247, n° 37. — TEULET, III, n° 4460, p. 443.

(42) D'ARBOIS, IV, 390-392. — DIDIER, p. 118.

(43) Le chapitre de Saint-Martin de Tours était en conflit avec le comte de Sancerre pour la garde du village de Léré. Une transaction intervint en 1256 approuvée par Saint Louis. J. J., 30 A, n° 478, f° 170 v. Les moines reconnaissent la garde et s'engagent à ne pas conclure de pariage avec d'autres que le comte tant qu'il observera la transaction. DIDIER, p. 117, note 77. « Nec forcio rem socium laicum quam comes Sacricesaris poterunt sibi adsociare... nisi comes Sacricesaris contra presentem compositionem venerit nec emendaverit ». De même, l'abbaye de Bèze s'accorde avec le sire de Vergy. « Et est à sçavoir que l'abbé ni le couvent ne peut accompagner ès villes dessusdittes... autre que moi ou mes hoirs, tant que je ou mi hoirs ferons bien nostre devoir des choses dessus dittes aussi comme il est dessus dit ». *Col. Moreau*, t. 199, f° 46.

ceux que les ecclésiastiques croyaient pouvoir contracter encore avec les seigneurs souverains. Le pariage conclu par l'évêque de Rhodéz avec le comte d'Armagnac fut dénoncé par le procureur du roi comme portant atteinte à la Couronne (44). »

De même, M. Lehugeur déclare : « Certaines approbations sont la formalité nécessaire pour que l'acte soit valable aux yeux du roi. Ainsi quand il s'agit d'établir un pariage entre seigneurs (45). »

Nous avons étudié scrupuleusement ces actes, mais rien ne nous a semblé justifier cette thèse. La ratification du roi intervient parce qu'il est partie dans le pariage, ainsi, dans l'association du chapitre de Saint-Front et des comtes de Périgord, parce qu'il est déjà lui-même en pariage avec le chapitre (46). Ou bien, il s'agit de droits qui sont censés tenus de lui à titre de fief : c'est le cas de la juridiction de la cité et bourg de Rhodéz (47). C'est l'application normale des règles féodales que nous avons exposées.

Le même principe s'applique pour les associations faites par la royauté en terre d'Empire. Le pariage de Montfaucon en Argonne donna lieu à une enquête impériale. Il n'était cependant pas nul ; il s'agissait d'un simple droit de seigneurie ordinaire possédé en toute indépendance par le chapitre (48).

Au contraire, l'empereur Wenceslas put très justement attaquer le pariage de Verdun. En effet les droits que l'évêque Liébaud avait transmis en pariage au roi de France étaient considérés comme tenus en fief de l'Empire (49).

(44) C. S., p. 103.

(45) LEHUGEUR, p. 313. Il cite plusieurs actes : J. J. 56, nos 12-462. J. J. 59, n° 321, J. J. 60, nos 104-193. Certains d'ailleurs ne sont pas des pariajes.

(46) *Col. Périgord*, t. 49, f° 43.

(47) « Cum Comes sit sub homagio Regio de dicto comitatu Ruthenensi ». *Doat*, 133, f° 84. Voir, *Ibid.*, f° 157, la pétition du procureur du roi demandant la confiscation de la juridiction de Rhodéz « quia sine (regis) licentia et consensu dictum pariajum factum fuerat ». Le parlement examinera si ce pariage est tombé en commise. *Jugés*, VII, 237 v.

(48) HAVET : *La frontière de l'Empire...*, p. 392.

(49) « Quodque predicta jurisdictio seu justicia ab imperio teneatur in feudum ». Ch. AIMOND, p. 468, n° 29.

CHAPITRE II

LA FORME DES TRAITÉS DE PARIAGE

La conclusion des conventions de pariage s'est présentée de diverses façons.

I

Dans les contrées du Nord, aux ^{xii}e et ^{xiii}e siècles, la forme ordinaire est celle du mandement. Les parties discutent directement les clauses de l'association puis portent l'accord à la connaissance de tous les intéressés par deux actes séparés. Pour beaucoup de pariajes, on a ainsi deux textes émanant, l'un du seigneur ecclésiastique, l'autre du seigneur laïque (1).

II

Au ^{xiii}e siècle, s'est développée l'habitude de donner à la convention de pariage la forme d'un véritable traité. Les parties nomment des procureurs chargés de discuter et de signer l'accord. Le texte de leurs procurations est soigneusement reproduit dans l'acte (2).

Pour les traités importants, la signature a lieu d'une façon solennelle : ainsi à Mende. Dans les nombreux contrats de pariage conclus dans le Midi, la forme habituelle est celle

(1) Pour le pariage d'Essoyes, charte de Thibaut IV (D'ARBOIS, V, n° 2298 ; LAURENT, II, p. 305) et charte d'Isambard, abbé (D'ARBOIS, V, n° 2297 ; LONGNON : *Documents*, II, p. 62). Pour le pariage des ducs de Bourgogne avec l'abbaye de Remiremont, lettres de l'abbesse (DUHAMEL, *BEC*, 1868, p. 158), et lettres du duc (*Ibid.*, p. 160), etc.

(2) Ex. : procuration des seigneurs de Monclar. MAHUL, III, p. 23.

de l'acte notarié. C'était une convention d'un usage courant; et certains notaires en ont rédigé un grand nombre (3). Ce fait a certainement contribué à la régularité avec laquelle se présentent de façon identique les clauses à caractère général sur la communauté, l'indivisibilité, le partage des revenus et l'union à la couronne.

Une fois signée par les procureurs, la convention n'était pas parfaite; il devait s'y joindre la ratification des parties (4). Les agents royaux réservent expressément l'approbation royale (5).

Jusqu'à là le pariage pouvait toujours être révoqué. Celui de Narbonne, conclu en 1309, n'avait pas été ratifié et Charles IV l'annula en 1322. Le procureur du vicomte protesta pour la forme, mais reconnut qu'il n'avait aucune raison de contredire à l'annulation, le vicomte ayant requis plusieurs fois le roi de confirmer l'accord ou de le révoquer, si ce dernier parti lui paraissait préférable (6).

III

Les parriages basés sur une idée de transaction se présentent ordinairement dans les formes précédentes. Ce sont des règlements amiables entre les parties qui composent par des concessions réciproques. Ainsi en 1259, l'archevêque de Reims et l'évêque de Liège mettent en commun certains lieux contestés entre la Chiers et le bois de Bouillon (7).

(3) Ainsi Jean du Croset. C. S., p. 274.

(4) Voir *Ord.*, XI, p. 407, la ratification par l'abbé de Charroux du traité passé par ses procureurs pour le pariage de Saint Louis.

(5) Val de Daigne. MAHUL, V, p. 563. « Haec omnia dictus Senescallus fecit et recepit dicti D nostri Regis voluntate retenta et si ea D. Regi placuerit confirmare ». — Haute Rive, *Ord.*, XII, 424, « Acto et convento quod nisi Dominus Rex vellet prius Pariagium confirmare, omnia et singula superius... concessa cassa et nulla existent ». Les officiers royaux s'engagent à faire leur possible pour obtenir la confirmation « Senescallus promisit procurare et tractare cum effectu prout erit sibi possibile quod D, noster Rex confirmabit et approbabit pariagium supradictum ». Tournay, *Ord.*, XII, 375. L'approbation royale se faisait parfois attendre: ainsi pour Marcillac (MONLEZUN, VI, 251).

(6) REGNÉ : *Amauri*, p. 142. — *Doat*, t. XLIX, f^{os} 426-433.

(7) J., 207, n^{os} 12 et s. — TEULET, III, n^o 4491, p. 465. « Super discordia componitur in hunc modum : quod villae tam nostre quam dicti archiepiscopi scilicet... ex nunc in p^m erunt communes inter nos et dictum archiepiscopum ».

Mais parfois, le litige a déjà été porté devant des arbitres ou des juridictions. Ce sont alors de véritables sentences qui interviennent. Le pariage d'Andorre est institué à la suite d'une sentence arbitrale rendue par six médiateurs : trois laïques et trois ecclésiastiques (8). De même, en 1263, Jourdain de l'Isle et Bernard Marestan, en litige au sujet de Montferran, comparaissent devant arbitres : ceux-ci décident de mettre le lieu en commun (9). En 1390, on ne trouve pas d'autre moyen de terminer un long différend entre les évêques de Grenoble et les seigneurs de Gière (10). L'établissement d'un pariage était en effet une solution à laquelle s'arrêtaient souvent les juridictions chargées d'examiner un conflit : ainsi fait la Cour de Champagne en 1246 pour le village d'Authé, disputé entre Guillaume de Germaise et Henri comte de Grandpré (11).

Dans ces cas, il n'y a pas au point de vue forme un traité, mais l'accord des parties qui est ordinairement à la base du règlement intervenu leur donne le même caractère.

IV

Une fois conclus, les traités de pariage étaient fréquemment l'objet de confirmations, qui avaient pour but d'en rapeler les clauses. Ces actes sont particulièrement nombreux pour les pariajes royaux ; les plus importants étaient confirmés sous chaque règne (12). Ces confirmations étaient insérées sous forme de vidimus dans les registres du Trésor des Chartes. C'est par elles que nous connaissons la plupart des pariajes.

(8) H. L., IX, p. 64.

(9) MONLEZUN, VI, p. 222.

(10) Valbonnais, I, p. 10.

(11) J. 197, n° 60. — TEULET, II, n° 3389, p. 588. — D'ARBOIS, V, n° 2715.

(12) Le pariage de Mende est ainsi confirmé par Philippe VI en 1334, Jean I (1350), Charles V (1367-1369 et 1372), Charles VII (1437), Louis XI (1464), Charles VIII (1484) ; Charles IX (1574), Henri IV (1595), Louis XIV (1643), Louis XV (1720). GUYOT : *Traité des fiefs*, t. VII, Paris, 1751, p. 139. Pour le pariage du Puy, voir DELCAMBRE, *Paréage*, p. 161.

CHAPITRE III

LES BIENS MIS EN INDIVISION

Les traités de pariage contiennent un premier ordre de clauses qui ont pour but d'indiquer les biens sur lesquels portera l'indivision, qui constitueront la seigneurie commune.

SECTION I

Les expressions employées.

L'acte par lequel les parties s'associent et mettent en commun certains biens est indiqué de diverses façons. Le verbe communicare, avec les dérivés auxquels il a donné naissance, communicatio, communio, communitas, vise plus particulièrement la communication de droits et la mise en indivision qui est à la base du pariage (1). Les premiers Capétiens emploient couramment le terme accolligere, qu'on retrouve dans un grand nombre de textes (2). En Lorraine, les abbayes et les seigneurs qui contractent avec elles se servent du verbe accompagner et

(1) « Communico in p^{um} dicto domino Regi omnimodam jurisdictionem altam et bassam dicte ville » (Saint-Yrieix). *Ord.*, VI, 238. — « Quod pro indiviso communicaremus eidem merum et mixtum imperium ». REGNÉ, *Amauri*, p. 380. « Per hunc modum communionem facimus » (Montolieu), MAHUL, I, 134.

(2) « Nos collegit et recepit in territorium » (Hugues de Mareuil). — « Collegerunt nos ad medietatem » (Saint-Jean de Sens). — Voir LUCHAIRE : *Histoire*, II, 190, note I. — « Terra in qua Haelinus de Linays nos accollegit ». *Ord.*, VII, 3. — « Nos participem et socium fecit et, ut vulgo dicitur, accollegit ». *Ord.*, XI, 213. — Encore sous Philippe IV : « In primis associavit, ac reccollegit seu recepit » (Tournay). *Ord.*, XII, 372.

des expressions faire accompagnement ou faire compagnie (3). L'idée que le pariage est une association est exprimée par le terme *associare* et ses dérivés *associatio*, *societas* (4), etc.

Le verbe latin *pariare* ou plutôt son dérivé l'adjectif *pariaticum* ont engendré de nombreuses formes, en particulier celle de *pariagium* (5). Ce mot exprime l'idée de l'association parfaite et absolument égale qui doit régner entre les parties (6). Il est devenu le terme technique pour désigner toutes les conventions basées sur la mise en indivision d'une seigneurie (7).

Souvent, d'ailleurs, les parties multiplient les expressions employées pour ne laisser aucun doute sur leur intention (8).

SECTION II

Les pariajes de lieux existants.

I

Les clauses d'apports émanent parfois d'une seule des parties. C'est le cas général pour les pariajes contractés en vue de la

(3) « Je Symons, sire de Clesmont et je, priours de Clesmont, faisons savoir que nos avons accompaignié mon seignor le roi de Navarre, ains terrains et finages ». TEULET, III, n° 3994. — « Accordent que compaignie est faite et communion, de moitié en moitié, perpétuellement à tous jours » (Harville). CLOUET, III, 217, note 2.

(4) « Nos consociaverunt in villa » Saint-Gengoul. *Ord.*, XIV, 520. — « Nos comitem et comitissam in participes assumpsimus et socios ». SAIGE et LACAÏLE, I, p. 71. — « Igitur ipsum dominum comitem praesentem consociat socium et dominum facit in mero mixto imperio et jurisdictione quam habet in terra episcopatus Mauriennae » (Saint-Jean-de-Maurienne). *Gallia*, XVI, *instr.*, p. 317.

(5) On a les expressions de *pariera*, *pariagium*, *pariatgium*, *pariage*, *pariatge*, *pariadge*, etc., pour désigner l'association ; de *parierus*, *pariagier*, *pariagiois* pour nommer le seigneur associé. Voir HATZFELD et DARMSTETER : *Dictionnaire de la langue française*, Paris, 1926, p. 50 (étude des dérivés du suffixe latin *aticus*), et t. II, au mot *pariage*.

(6) « Comes et episcopi dicti paresque domini Appamiarum quasi apparati ». *Gallia*, XIII, *instr.*, p. 100. — « Pro indiviso sibi associavit et etiam pariavit », Ch. AIMOND, p. 469.

(7) L'expression de *pariage* se multiplie dans les régions du Midi à partir du milieu du XIII^e s. Elle s'étend au XIV^e s. à toutes les régions. Elle prend également des sens dérivés. Elle désigne par exemple, le territoire mis en indivision : « Omnes illi qui habent molendina infra Pariagium dictae villae ». *Ord.*, XII, 493. Cf. les lieux appelés Villeneuve du Paréage. Ou bien les terres livrées en commun aux habitants : « Quod ipsi Consules possideant terras et Pariagia quos et que predecessores sui tenere consueverunt ». *Ord.* V, 442.

(8) Saint Louis. *Ord.*, XI, 406 : « Domino regi communicaverunt, ipsumque associaverunt et in Communionem et pariagio cum ipso posue-

recherche d'une protection. De même quand il s'agit d'une permutation où l'autre partie ne fait que des sacrifices pécuniaires.

Mais souvent aussi le pariage, surtout à la suite de transaction, comporte des apports de la part des deux parties.

Dans tous les cas, le traité spécifie et délimite nettement les biens sur lesquels portera l'indivision. Ce seront ceux, par exemple, où se manifeste un besoin de protection particulièrement pressant; ou qui seront nécessaires pour la réalisation de telle œuvre; ou sur lesquels se sera élevé un litige quelconque (9).

La constitution d'un pariage amène ainsi à distinguer à l'intérieur d'une seigneurie les biens qui deviennent indivis et ceux qui restent en propre à l'ancien seigneur. C'est l'opposition dans le Nord, entre possessions communes et possessions liges; dans le Midi entre biens tenus in solidum et biens tenus pro indiviso (10).

Beaucoup d'abbayes, par suite de la multiplication des pariajes sous l'influence des diverses causes que nous avons étudiées, avaient une grande partie de leurs biens sous le régime de l'indivision. L'abbaye de Grasse, par exemple, entre en pariage en 1301 avec Amélius de Auriaco pour la seigneurie du château de la Palme (11); en 1326 avec Roger de Saint-Martin pour le château de Complong (12); en 1336 avec Raymond de Castillon pour Comèles (13); elle est en pariage avec le roi à Conques (14), etc. Si nous prenons le dénombrement

runt locum totum... ». De même à Verdun. CLOUET, III, 440 : « Avons fait supplier de recevoir en la puissance et droit royal de France les donation, transport, accompagnement et pariaige de notre cité de Verdun ».

(9) Dans le traité de 1327, l'évêque de Saint-Jean-de-Maurienne ne met en indivision que les dix paroisses de la rive gauche de l'Arc, dans lesquelles a éclaté l'insurrection. Comte DE MARESCHAL, *op.*, cit., p. 274. A Narbonne, le vicomte ne communique que la ville et retient ses autres possessions. REGNÉ : *Amauri*, p. 385.

(10) Ainsi dénombrement des terres de l'archevêché d'Auch. MONLEZUN, VI, 415.

(11) MAHUL, II, 300.

(12) *Ibid.*, 313.

(13) *Ibid.*, 318 et 592.

(14) *Ibid.*, 452.

des possessions de l'abbaye de Montolieu, nous la voyons posséder des seigneuries indivises à Saint-Goderic, Villevielle, Villardonel, Aragon, Brousses et beaucoup d'autres lieux (14 bis).

II

A l'intérieur du territoire délimité, deux grandes catégories de biens peuvent entrer en indivision entre les parties. C'est d'abord et essentiellement la justice avec les profits pécuniaires qui en dérivent (amendes, confiscations, déshérences, etc.). A la justice sont généralement assimilés les droits seigneuriaux; tailles, droits de leudes, de péages, de minage, etc. Viennent enfin les multiples droits féodaux, fiefs, censives; et les droits de propriété.

Certains pariajes ont un caractère très général. L'association établie comprend tous les biens de quelque nature qu'ils soient (15). Ainsi dans la plupart des pariajes passés par Louis VII avec les seigneurs ecclésiastiques, il se fait attribuer une part non seulement dans les produits de la justice, mais dans les cens, moulins, fours, champs, vignes, prés, pêcheries. La règle est des plus simples : tous les revenus sont partagés exactement par moitié (16).

A l'inverse, dans certains pariajes, l'objet est étroitement limité. A Saint-Pierre-le-Moutier, le roi n'est associé que dans la justice; le Parlement juge qu'il n'a même pas le droit d'exi-

(14 bis) MAHUL, I, 111 et 122, III, 164, IV, 401.

(15) Ainsi pariage de Chaus. « In redditibus universis quoquomodo provenient, in terris et in pratis, silvis, aquis, pedagiiis, justitiis et hominibus prior sociavit ». BRUEL, V, 602. Pariage de Bonlieu. « Nous accompagnons ledit Jean de Chalon pour lui et ses hoirs à tout jamais en totes nos villes, homes, terres, prels, joux, bois, aigues, et en totes aultres choses qui sont dans les limites cy après divisées... » BENOIT, II, 19. Premier pariage de Montfaucon « medietatem omnium possessionum et jurium... in terragiis, nemoribus, pratis, aquis... » J. 397, n° 7.

(16) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 190. Ex. : Saint-Gengoul : « Cetera vero omnia nobis et Cluniacensi ecclesie communia erunt omnino; id est justicia, census, decimae, terragia, molendina, furni, agricolationes, vineae, prata, piscationes... et, ut breviter dicatur, quidquid exitus vel redditus commune erit et equaliter per médium distribuetur ». BRUEL, V, 572.

ger le service militaire des habitants (17). Les pariajes conclus par Philippe II avec les abbayes désireuses d'obtenir sa protection sont généralement établis sur ce modèle : ainsi Escurolles, Valigni, Couches, Anzy, etc. (18). Les monastères concèdent au roi la moitié de la justice et lui donnent le droit de percevoir certaines redevances financières; ils gardent pour eux tous les autres revenus (19). Ce système est évidemment moins onéreux pour les abbayes, ce qui explique son extension (20).

Enfin s'est développé au XIII^e siècle un type de pariage basé sur la distinction entre d'une part les droits de propriété et féodaux et d'autre part la justice et les droits seigneuriaux, étroitement assimilés et formant en quelque sorte le bloc des droits de puissance publique, ce que les textes appellent le *merum et mixtum imperium*. C'est à ce type qu'appartiennent la plupart des grands pariajes passés par Philippe IV (21). Et c'est lui qui de beaucoup a connu au XIV^e siècle le plus grand développement (22).

(17) « Intra Burgum et Castrum dederunt nobis monachi tocius justicie medietatem ». *Ord.*, VII, 267. Arrêt de la Pentecôte, 1273. BEUGNOT, I, p. 934, n° 1929. « Quia... solum de quibusdam ad justiciam pertinentibus — facta est associacio predicta nec Rex aliquod ibi habet nisi racione associacionis predictae, pronuntiatum fuit quod dicti homines ad faciendum domino Regi exercitum minime tenebuntur ».

(18) Escurolles : VAYSSIÈRE, p. 268 ; — VALIGNI, *Ibid.*, 269. — Couches : DELABORDE, 226. — ANGY, *Ibid.*, 227. Il y en a quelques-uns où tout est mis en commun : ex. : Wasquemoulin, DELABORDE, 399.

(19) VALIGNI : « 1) Monachi omnes redditus quos ad presens habent semper habebunt... 3) Inter nos convenit ut monachi medietatem omnium forefactorum et justicie sicut et nos aliam habeant integre ».

(20) C'est le système du deuxième pariage de Montfaucon. Le chapitre garde ses revenus, mais accorde au roi une imposition de deux deniers par feu (Ch. AIMOND, p. 105). Mais les habitants protestent, faisant valoir leurs franchises; le Parlement leur donne raison. « Quia per dictam inquestam apparet praedictos habitantes liberos esse et fuisse et non taillables... dictum fuit dictum pariagium seu associationem predictam in quantum facta sint in prejudicium possessionis seu saisinae habitantium predictorum minime tenere » ; 4 avril 1329. *Jugés*, VI, n° 97. — FURGEOT, n° 233. — CORBIN : *Des droits de patronage*, livre II, p. 405.

(21) Le Puy (DELCAMBRE, *Recueil*, p. 5). Cahors (*Gallia*, I, instr., p. 34 D). Limoges (*Ord.*, XIII, 206). Mende (*Ord.*, XI, 398) : « exceptis feodis et retrofeodis nostris quoad hoc scilicet quod proprietates et possessio dictorum feudorum, homagia, recognitiones... et cognitio realium petitionum... » De même Montolieu : « de hoc pariaagio excipimus nos et abbas predictus expresse quod omnia alia jura, proprietates, census, redditus, foriscapia, laudimia... ad dictum abbatem in solidum perpetuo remaneant », MAHUL, I, p. 135. — Narbonne : REGNÉ, *Amauri*, p. 382, etc.

(22) VIARD : *La France sous Philippe VI*, p. 356.

Mais il ne faut pas exagérer. Jusqu'au bout il y a eu des pariajes comportant la mise en indivision de toutes sortes de biens (23). A Verdun, par exemple, l'évêque accompagne le roi dans la seigneurie temporelle de la ville, et dans tous ses droits, possessions, fiefs, arrière-fiefs et domaines (24).

Le choix de l'un ou l'autre type dépend des circonstances et du but à obtenir.

L'abbaye qui veut une protection efficace aura intérêt à concéder des droits étendus à son protecteur. Ainsi font l'abbaye du Mas d'Azil, avec les comtes de Foix (25) et le monastère de Vabres avec Philippe IV (26).

C'est parfois une sorte de marché qui se conclut entre protecteur et protégé. En 1267, l'abbé de Pamiers décida de renoncer à la garde des comtes de Foix et de traiter avec Louis IX. Il lui offrait la jouissance du château, la moitié de la justice et des péages et de la forêt de Bolbonne. Le conseil du roi ne s'en contenta pas; pour assurer la garde du monastère et de la ville, il demandait en outre la moitié des cens, leudes, revenus des foires et autres choses semblables qui servaient à l'entretien du monastère. Le pape Clément IV intervint personnellement le 21 mars 1268, faisant observer à saint Louis que la possession du château et de la justice de Pamiers était déjà pour lui un grand accroissement et l'invitant à ne pas prendre modèle sur les comtes de Foix. Mais la royauté tint bon; le traité de 1269 lui donna les droits désirés (27).

De même, en cas de transaction, l'extension du pariage dépendra de l'étendue du litige. En 1336, Aymeri de Rochefort associe Philippe VI à sa juridiction; mais spécifie nettement que l'asso-

(23) Ainsi sous Philippe IV le pariage des Allemans, « videlicet dimidiam partem indivisam castrorum, villarum, terrarum, dominorum, hereditatum, possessionum, nemorum, reddituum, justiciarum, meri et mixti imperii et alte et basse jurisdictionis, reddituum et emolumentorum et aliorum rerum immobilium temporalium et jurium quorumcumque ». *H L X*, n° 153. De même le deuxième pariage de Saint-André d'Avignon. « Item associant dictum dominum nostrum regem in omnibus feudis, retrofeudis, et in omnibus rebus, emphiteoticis et censibus, laudimiis, bannis et aliis quibuscumque juribus », MÉNARD, I, instr., p. 115.

(24) CLOUET, III, 440.

(25) Voir CAU D'URBAN, p. 108, longue énumération qui se termine : « cum omnibus aliis juribus hic expressis et non expressis que dici vel exprimi possent ab aliquo sapiente ».

(26) *Ord.*, XII, 439.

(27) LE NAIN DE TILLEMONT : *Vie de Saint Louis*, V, p. 81-84.

ciation ne s'étend pas à ses autres revenus (28). En 1300, le chapitre de Carcassonne souligne que la contestation et par conséquent le pariage ne portent que sur la juridiction du Val de Daigne, et non sur ses propriétés (29). Au pariage du Vigan, le prieur fait les mêmes réserves; mais les officiers royaux protestent, prétendant que tous les droits du prieur sont litigieux (30).

La distinction entre la justice et les droits féodaux n'était d'ailleurs pas toujours facile à déterminer. A qui appartenait la connaissance des causes féodales? Le Parlement examine cette question dans sa session de Pentecôte 1268 à propos du pariage de Saincoins. Le prieur n'ayant mis en commun que la juridiction, prétendait exercer seul la justice des censives. La Cour, se référant à l'usage établi, maintint la compétence conjointe (31). De même le chapitre de Romans, dans son pariage avec les Dauphins s'était réservé tous les revenus autres que ceux provenant de la justice (32). L'exécution de cette clause donna lieu à de nombreux litiges : il était parfois difficile de distinguer ce qui provenait de l'administration de la haute justice et ce qui était une simple redevance féodale. Le dauphin intervint en 1346 et essaya de déterminer par un règlement les attributions respectives des officiers communs et de ceux du chapitre (33).

Pour prévenir toutes ces difficultés, les abbayes se réservaient souvent dans leurs parriages la connaissance juridictionnelle des biens dont elles gardaient la propriété entière (34).

(28) *Ord.*, XIII, 31. « Protestatus tamen fuit quod non vult nec intendit quod praesens pariaium se extendit vel extendere possit ad alios redditus et proventus suos ».

(29) MAHUL, V, 563. « Et quia de sola jurisdictione prefata et ejus exercitio et incursibus ejus sit pariaium memoratum, actum fuit quod molendina et domus ac proprietates... eidem Capitulo libera et expedita permaneant. »

(30) *Doat*, t. CVI, f^{os} 317-322.

(31) In forma associationis hujusmodi praeter forisfacta justitiae et expleta ipsi priori remanere debebant ea que antea ibidem habebat ». BEUGNOT, I, p. 678, n^o 1251. — CHÉNON : *Les jours de Berry*, p. 719.

(32) « Remanentibus Archiepiscopo et ecclesiae omnibus redditibus in solidum et obventionibus suis propriis, exceptis his quae obvenire possint ex jurisdictione ». *Valbonnais*, II, 497.

(33) GIRAUD, III, 211.

(34) Le chapitre de Saint-Yrieix se réserve la connaissance des censives, des propriétés, etc. *Ord.*, VI, 240. Le prieur du Vigan continuera à connaître des causes féodales, emphytéotiques, etc... *Doat*, 106, f^o 321.

SECTION III

Les pariajes pour fondation de villes neuves.

Ces pariajes présentent un caractère particulier car les biens à mettre en indivision entre les parties sont encore pour une bonne part à créer.

I

Parfois c'est le même seigneur qui apporte à la fois les droits de propriété et les droits de juridiction. Les abbayes spécifient ainsi que le lieu qu'elles fournissent leur appartient en toute propriété et juridiction (35).

Le seigneur qui cède les terrains nécessaires peut le faire en affectant à la nouvelle fondation une de ses possessions toute entière (36). Souvent, il préfère assigner à l'intérieur d'un territoire déterminé une certaine quantité de terres. Gimont livre cinq cents arpents pour Solomiac (37); de même Bohémond d'Astarac pour Tournay (38). L'abbaye de Grandselve s'engage à céder pour la fondation de Beaumont de Lomage mille arpents pour les maisons, mille pour les jardins et autant pour les vignes. A Grenade, ces proportions sont triplées (39).

Ces assignations de terrains aboutissent à former des sortes d'îlots à l'intérieur du territoire du concédant. Celui de l'abbaye de Grandselve long de 38 kilomètres et large de 22, était occupé aux deux extrémités par les seigneuries de Beaumont et de Grenade en indivision avec le roi. On y distinguait les terres dans le pariage et les terres hors le pariage (40).

A l'intérieur des limites fixées, la mise en indivision com-

(35) « Quarum fundus et proprietas omnimodaque alta et bassa justicia, merum et mixtum imperium ad ipsos Abbatem et Conventum totaliter in solidum pertinebat » (Saint Louis). *Ord.* XI, 404.

(36) « Frater Bernardus abbas monasterii Combaelongae concessit medietatem illius territorii et honoris quod et quem idem abbas et conventus dicti monasterii habent in Avantesio... » *Gallia*, I, instr., p. 187.

(37) *MONLEZUN*, VI, 236.

(38) « In primis associavit Regem in quingentis arpentis terrae in territorio dicti loci de Renso ad mensuram Gimontis ». *Ord.*, XII, 372.

(39) *Doat*, 79, f^o 336. C. S., p. 167.

(40) *JUGLAR* : *Monographie de Grandselve* dans *Mémoires Soc. Arch. Midi*, t. VII, p. 179 ss. Voir p. 202, note 8.

prend ordinairement les droits de propriété (41). Il faut en effet que des terrains deviennent la propriété commune des cofondateurs. Ils serviront pour une part à établir les organes d'intérêt commun et pour le restant seront livrés à cens ou emphytéose aux nouveaux colons. Aussi, dans le cas de fondation de villes neuves, l'association conclue a généralement un caractère plus large que dans les autres cas. Le pariage pour la ville de Lézat, par exemple, ne porte que sur la justice et les droits seigneuriaux (42); celui de Saint-Ybars, au contraire, s'étend à toutes les possessions et revenus (43).

C'est surtout à l'intérieur de l'agglomération que la mise en indivision des droits de propriété est nécessaire; il n'en est pas de même pour les terrains ruraux qui serviront simplement à la mise en culture. On voit donc pour l'association aux droits de propriété, une distinction s'introduire entre la ville d'une part et son territoire de l'autre. A Villeneuve-de-Berg, le roi est associé à tous les droits à l'intérieur des limites prévues pour l'édification du bourg (44). En dehors de ces limites, c'est simplement la juridiction qui est mise en commun (45). L'abbaye garde toutes ses propriétés, baux, cens (46).

En conséquence, les confiscations de biens mobiliers seront

(41) A Chaude-Fontaine, la comtesse de Champagne est associée « ad medietatem banni justicie et assisie ville que dicitur Calide-Fontane et ad medietatem terragiorum... et ad medietatem censuum ». TEULET, I, p. 305. De même Philippe IV à Tournay. « Concedens dictus Bermondus quod in obliis seu censibus domorum, casalium et hortorum, et in vendis et justiciis feudorum et in aliis juribus feodalibus... habeat Dominus noster Rex medietatem ». *Ord.*, XII, 373.

(42) « Medietatem leudarum pedagiorum et justiciarum civilium et criminalium ». *H. L.*, VIII, c, 1069.

(43) « Medietatem in omnibus honoribus et possessionibus... et generaliter omnes redditus et proventus hic expressi et non expressi et omnia quecumque provenient ». *H. L.*, VIII, c, 1071-72.

(44) « Donamus medietatem loci designati in dicto territorio de Berco pro dicta villa seu bastida construenda pro indiviso quoad proprietatem et omnimodam jurisdictionem qui locus sic clauditur... » *Bul. hist. et phil.*, 193, p. 135.

(45) *Ibid.*, art. II, délimitation plus large pour le simple droit de juridiction.

(46) *Ibid.*, art. 13. « Si contingeret aliqua edificia vel habitaciones fieri extra dictam villam in dicto territorio, quanquam jurisdictio sit communis; daciones et concessiones in emphiteosim, census impositii et imponendi et laudimia ad dictum abbatem et monasterium totaliter pertineant... et generaliter quidquid est, erit utilitatis commoditatis et proprietatis, domini et possessionis seu quasi extra dictam villam in dicto territorio. »

partout communes; mais celles de biens immobiliers à l'extérieur du village profiteront seulement au monastère (47).

De même, l'évêque d'Aire, prévoyant la construction de bastides avec Edouard I^{er} d'Angleterre lui accorde la moitié de tous les revenus à l'intérieur, et le partage de la juridiction en dehors (48). Une semblable distinction se retrouve dans la plupart des traités de pariage pour fondation de bastides.

II

Assez souvent les droits de propriété, d'une part, de juridiction, de l'autre, sont apportés par des seigneurs différents. Nous avons vu que ce fut parfois la raison d'être des parriages. Ainsi pour Marciac, le monastère de la Case-Dieu fournit 500 arpents de terrain et le comte de Pardiac met en pariage la justice (49).

On retrouve dans ce dernier cas les mêmes caractères étudiés jusqu'ici, en particulier l'extension plus large des droits de juridiction (50).

SECTION IV

Les biens réservés.

Le traité de pariage détermine les catégories de biens qui constitueront la seigneurie commune. Mais à l'intérieur de ces catégories, tous les biens n'entrent pas indistinctement en indivision.

(47) *Ibid.*, art. 11. « Si contingeret bona alicujus publicari seu confiscari vel vacare propter delictum vel aliam causam, bona mobilia et immobilia infra dictam villam existentia et etiam mobilia extra villam predictam in territorio dicte ville, dictis partibus equaliter acquirerentur; bona vero immobilia extra dictam villam in territorio dicte ville in totum soli monasterio applicentur. » M. REGNÉ (*Histoire du Vivarais*, II, p. 107-109) met bien en lumière cette distinction des droits de propriété et de juridiction.

(48) « Si tamen bastidas contingat fieri, dominus rex haberet medietatem omnium reddituum intra bastidam eandem et medietatem altæ et bassæ jurisdictionis intus et extra ». MONLEZUN, 382.

(49) MONLEZUN, VI, 243.

(50) Ex. : Plaisance : MONLEZUN, VI, 235.

I

Il y a une catégorie de biens que son caractère même exclut de toute mise en commun : ce sont les droits ecclésiastiques (51).

Ces droits sont assez variés. On y trouve la propriété des églises et autres locaux à caractère plus ou moins religieux, en particulier les cimetières. De même le droit de percevoir des redevances, comme les dîmes; ou de recevoir les offrandes des fidèles, les legs, etc. (52).

Une clause spéciale intervient souvent pour exclure expressément du pariage la juridiction spirituelle. C'est ce que fait par exemple l'évêque de Mende; de nombreux mandements viennent en imposer l'observance aux officiers royaux (53). Une pareille réserve de l'évêque de Limoges donne naissance à la juridiction dite de la salle épiscopale (54).

Souvent la convention se borne à exclure en bloc de l'indivision tous les droits spirituels (55).

II

D'autre part, dans presque tous les traités figurent des clauses de réserves par lesquelles les parties s'attribuent en propre certains droits déterminés.

(51) Il y a des exceptions : ainsi dans le pariage de 1301 entre l'abbaye de Saint-Claude et Jean de Chalon, tout est mis en commun. Les dîmes, offrandes, les droits de sépulture, tous les droits sacerdotaux sont partagés également. BENOIT, II, p. 4.

(52) LUCHAIRE : *Histoire*, II, 190 et note 4. Exemples de réserves : à Saint-Gengoul, « Ecclesiae et ea quae ad presbyterium proprie pertinere noscuntur, extra partem nostram specialiter monachorum erunt; id est minutae decimae, oblationes fidelium, legata, cimiteria, sepulturae et si quae sunt alia beneficia quae ad eum pertinere videntur », BRUEL, V, 572. Au Mas d'Azil, « Excipimus tamen de predicta donatione corpus nostri monasterii cum omnibus suis officiis et omnes nostros prioratus et omnes nostras ecclesias et omnia jura spiritualia et spiritualibus annexa atque ecclesiastica que non possunt nec debent a laico possideri », CAU D'URBAN, p. 109.

(53) « Nec per praesentem associacionem et transactionem sue jurisdictioni aut Curie spirituali aliquod prejudicium generari volumus ». *Ord.*, XI, 403, § 40. — ROUCAUTE et SACHÉ : nos 28-56, etc.

(54) GRENIER, p. 33.

(55) Ex. : Saint-Saturnin-du-Port. « Quod omnes decime et omnia alia jura spiritualia qualitercumque nomine censeantur, penes dictum priorem remaneant ». *Ord.*, XVII, 223.

A. — Ce sera par exemple la propriété de divers biens (56). Les clauses de ce genre sont particulièrement développées dans les conventions pour défrichement ou fondation de villes neuves. Les abbayes retiennent des prés, des lieux incultes, parfois des granges entières dont elles veulent assumer seules l'exploitation (57). Dans les pariajes pour création de bastides, les cessionnaires se réservent des emplacements de maisons vers le centre de la ville, à cause de leur plus grande valeur (58).

B. — De même on trouve des réserves de personnes qui sont soustraites à la juridiction commune. Ces réserves, parfois très variées, sont généralement le fait des établissements ecclésiastiques. Ceux-ci veulent conserver toute juridiction sur leurs membres ou sur toutes les personnes qui vivent à leur suite (59). On voit ainsi le chapitre de Montfaucon se réserver trois, puis cinq hommes pour son service : ceux-ci demeureront toujours dans la juridiction du chapitre et seront exempts de toute chevauchée, taille ou coutume à l'égard du roi (60).

C. — Enfin interviennent des réserves de services. Un des contractants garde pour lui certaines prérogatives qui normalement auraient dû appartenir en commun aux coseigneurs. Ainsi le droit de requérir des habitants le service d'ost et chevauchée (61). Ou bien celui d'en percevoir certaines redevan-

(56) A Thiers un jardin, un moulin, un four, etc. TEULET, III, p. 137.

(57) « Sibi retinebit ibi quindecim carrucatas terrae, cum grangia et porprisia grangie qualis est hodie » (Disy). *Ord.*, XI, 275.

(58) « Domicellus retinuit sibi et suis quatuor plateas seu localia domorum circa plateam majorem, pro domibus construendis ». *Ord.*, XII 373. Voir C. S., p. 175.

(59) « Item familia dicti abbatis et monachorum suorum et eorum cognicio et punicio ad ipsum abbatem solum spectabit et franchisia plena et omnimoda libertate gaudebunt nec judicari distringi justiciarii vel capi poterunt per aliquem nisi per dictum abbatem vel ejus mandatum » (Sarlat). J. 397, n° 12. « Excipimus tamen clericos et donatos de cellerario nostro panem recipientes et famulos nostros » (Lézat). *H. L.*, VIII, c, 1069. « Retinemus omnem justitiam in canonicos et clericos seu familiam abbatis et canonicorum » (Pimbo). MONLEZUN, VI, 295.

(60) Premier pariage, J. 397, n° 7. Deuxième pariage, CLOUET, III, 221 (note). — Ch. AIMOND, p. 442 ; « qui quinque homines in omnimoda jurisdictione Capituli permanebunt perpetuo, et ab omni servitio, exercitu, consuetudine et costumia nostris successorumque nostrum, erunt liberi et immunes ».

(61) BONVALOT, *Charte*, p. 430 ss. Ex. : « Dicti autem abbas et conventus concesserunt mihi sine parte eorum exercitum et chevacheiam hominum dicte nove ville et de finagio ejusdem ville » (Flogny et Percey). QUANTIN, III, 139.

ces (62). Parfois, une participation exceptionnelle à l'administration de la justice ou même la connaissance exclusive de certains crimes. Le comte Alphonse de Poitiers, par exemple, dans ses pariares avec les établissements ecclésiastiques, se réserve ordinairement les encours et confiscations pour crime d'hérésie (63).

SECTION V

La réserve de la souveraineté royale.

Il est enfin une clause qui demande une attention particulière : c'est la clause de réserve de la souveraineté royale.

Dans tous les pariares royaux, à partir de Philippe IV, est insérée une stipulation formulée en termes identiques : *reservatis ressorto et superioritate nostra* (64).

Le roi se réserve d'abord la *superioritas*. On la définit comme la connaissance des cas royaux : ainsi la lèse-majesté, le port d'armes, le crime de fausse-monnaie, etc. (65). Il faut y ajouter dans beaucoup de cas, la connaissance des questions relatives aux consulats (66). L'extension de cette réserve est d'ailleurs assez variable. Parfois elle est volontairement énoncée en termes très larges (67); d'autres fois étroitement limitée. A Cahors, par exemple, elle se restreint aux crimes de lèse-majesté; le port d'armes, les crimes sur les chemins publics, les

(62) « Nos autem, sine parte monachorum, pedagium et conductum haberemus liberum ». Louis VII à Sceaux. LUCHAIRE, *Études*, n° 310.

(63) Ex. : à Carbone. *H. L.*, VII, 416. « Comes debet habere omnes incursus et confiscationes que provenient ratione incursus heretice pravitatis. »

(64) Ex. : Limoges. « Exceptis juribus ratione regalis superioritatis ressorti aut aliis quibuscumque causis ad Nos pertinentibus ». *Ord.*, XIII, 207.

(65) « Infrascriptis casibus D Regi retentis... videlicet haeresibus et faydimentis, crimina laesae majestatis et fabricationis falsae monetae et portationis armorum per modum debitum et consuetum et pacis fractionis... » (Val de Daigne). MAHUL, V, 562.

(66) Il y a beaucoup de variations, mais la tendance générale est nette. Par *superioritas*, les textes nous paraissent viser non seulement les cas royaux, mais aussi toute la question des regalia, plus vaste et peut-être de principe différent.

(67) « Ac retinuit sibi dominus rex omnia jura superioritatis sue seu alias ad eum ante presentium comunicacionem spectancia quoquo modo » (Narbonne). REGNÉ, *Amauri*, p. 390.

encours d'hérésie restent de la compétence de la cour commune (68). A Mende elle ne porte que sur le crime de lèse-majesté au premier chef (69). La liste des cas royaux aura d'ailleurs tendance à s'allonger de plus en plus.

En second lieu, le roi garde le ressort suprême. Le premier appel est mis en commun; mais les secondes appellations restent de la compétence royale (70). Au Puy, elles relèvent du sénéchal (71). A Mende, les parties peuvent les porter à leur choix devant le sénéchal ou au Parlement (72).

L'apparition de cette clause est un des aspects du développement de la théorie des droits régaliens dont nous avons déjà étudié le principe. On pense que le roi possède dans toutes les seigneuries à raison de sa couronne, un certain nombre de droits. Il les possède avant tout pariage et l'association faite par les seigneurs ne peut porter sur ces droits qui ne leur appartiennent pas (73). En 1346, les consuls et seigneurs de Miremont s'associent le roi dans leur justice y compris les cas d'infraction de sauvegarde, de port d'armes, etc. Les officiers du roi acceptent le pariage, mais font sur cette dernière stipulation les réserves les plus expresse (74).

Car, et la théorie en ce sens se fortifie pendant tout le xiv^e siècle, non seulement le roi possède ces droits en propre, mais encore il ne peut les aliéner ni, par conséquent, les faire entrer en pariage. La mise en indivision ne doit porter que sur les biens dont chaque partie peut disposer, non sur les

(68) *Gallia*, I, instr., p. 34 E.

(69) *Ord.*, XI, 400.

(70) *Gallia*, I, 34 C : « aliudque ressortum ad nos solummodo pertinebit ».

(71) DELCAMBRE : *Recueil*, p. 8.

(72) *Ord.*, XI, 400, § 17.

(73) « Hoc adjecto quod portatio armorum, pacis fractio et faydimentum necnon et alia que generaliter pertinent domino regi in solidum per totum regnum Francie ratione sue superioritatis etiam in locis ubi alii domini habent merum imperium sint et pertineant in solidum domino regi perpetuo prout et ante tractatum hujusmodi pertinebant » (Ville-neuve-lès-Avignon). MÉNARD, I, instr., p. 115.

(74) *Ord.*, XV, 623 : « salvo et retento quod quoad articulum quo continetur quod de fractione salvewardie regie, portacione armorum et injuriarum factorum gentibus officialibus regiis, cognicio, correctio et punicio... pertineant eisdem dominis, consulibus et pariaris predictis... predicti procuratores... retinent voluntatem et auctoritatem dicti Domini Ducis (le duc d'Anjou représentant le roi) et alias dictum articulum non concedunt ».

droits de souveraineté qui sont inaliénables. Les concessions qui en seraient faites seraient sans valeur (75).

La royauté s'était engagée envers l'évêque du Puy à n'accorder aucune franchise aux habitants sans son consentement (76). Cependant en 1343-1344 elle rétablit le consulat. Aux protestations du prélat, les officiers royaux répliquèrent que le droit de concéder des consulats était un droit régalien; donc inaliénable. La mise en indivision qui en avait été faite dans le pariage était nulle (77).

Le résultat de cette évolution est net (78). De ce qu'un seigneur est en pariage avec le roi, il ne s'ensuit pas que les deux associés aient les mêmes droits. Le roi possède une part de seigneurie et, en plus, tous les droits de la souveraineté (79). Le pariage ne rend pas son autorité supprimée ou confuse. Sa part doit « seigneurier et surmonter celle des autres, et dominer du tout (80).

(75) Voir *Col. Périgord*, t. 49, f° 46, importante dissertation sur les traités de pariage, attribuée à de Bréquigny. « De quelque manière, dit l'auteur, que nos rois se soient exprimés, ils n'ont jamais pu mettre en pariage aucun des droits essentiels à la souveraineté; ils n'ont pu s'associer que comme seigneurs. »

(76) DELCAMBRE : *Recueil*, p. 5.

(77) M. DELCAMBRE (*Paréage*, p. 334, note 1), cite de nombreux documents absolument significatifs. Nous en reproduirons deux. Arrêt du Parlement du 17 août 1384 : « Quant aux clauses du pariage, elles doivent être entendues de ce dont chacun est privable comme du droit de la juridiction commune, non pas de ce qui regarde la souveraineté du roi, comme est le cas présent », X^{ia} 1472, f° 147, v°. Et arrêt du 23 mai 1393, X^{ia}, 40, n° 91, f° 227, v° : « Etsi nichil in ipsius associationis sive paragii prejudicium secundum ejusdem paragii tenorem concedi non debuerit, illud de iis de quibus utraque partium erat capax, prout est jurisdictio communis dicte ville, debet intelligi, non autem de iis que jus superioritatis nostre concernunt, que nunquam sub predicto paragio fuerunt comprehensa ».

(78) Il ne faut pas exagérer la rigueur de cette évolution. Ainsi au pariage de Mirepoix qui est de 1390, le roi accorde à son coseigneur la moitié des émoluments du crime de lèse-majesté. LENAIN : *Registre*, 17, f° 45.

(79) Voir DOGNON, p. 127.

(80) *Doat*, t. 225, f° 24.

CHAPITRE IV

LES CLAUSES D'OBLIGATIONS

A la fin de l'ancien droit on se représentait généralement les pariajes subsistants comme nés d'un acte gratuit par lequel un seigneur avait fait donation à un autre seigneur, ordinairement au roi, d'une moitié indivise de ses biens. Cette vue est fausse dans la plupart des cas. Nous avons déjà constaté que souvent les apports de biens, dans des proportions plus ou moins égales, émanent des deux parties. De plus la convention de pariage met ordinairement à la charge de celle qui contribue moins, des obligations nombreuses et variées qui donnent à l'acte un caractère nettement onéreux.

I

Certaines de ces obligations ont pour objet l'exploitation et la mise en valeur de la seigneurie commune. Les clauses de ce genre sont particulièrement développées dans le cas de fondation de villes neuves.

Les seigneurs associés s'engagent à mettre certains de leurs biens à la disposition du nouveau centre pour en favoriser le développement (1).

Ils s'obligent à y effectuer des travaux de défrichement, des constructions, etc. (2). La convention prévoit fréquemment que

(1) Ex. : à Pimbo. MONLEZUN, VI, 295.

(2) L'abbé de Combelongue stipule « quod dominus rex faciat in dicto territorio novam villam et bastidam cujus villae medietas sit dicti domini regis et alia medietas dicti monasterii... et ipsam villam communiter et indivise in p^{im} teneant ». *Gallia*, I, instr., c. 187.

l'association et la mise en indivision des terrains ne seront réalisées qu'à partir du commencement des travaux (3). Ou bien que la cession ne sera définitive que si le centre obtient une importance suffisante (4).

Le seigneur supérieur s'engage à accorder à la nouvelle ville la charte de franchises nécessaire à son développement. C'est là une obligation fondamentale. Les sénéchaux royaux dans les pays du Midi, promettaient toujours de faire octroyer aux habitants une charte de coutumes, franchises et privilèges, dont on empruntait généralement le type à quelque bastide du voisinage (5). La convention elle-même contenait souvent des stipulations limitant les obligations et redevances des futurs habitants dans l'intérêt des deux parties (6).

Des clauses analogues se rencontrent dans les autres parages dus à des causes diverses. La renonciation à certains droits onéreux, la concession de foires et marchés, l'exécution de divers travaux aboutissent à une valorisation de la seigneurie (7). Ils sont à la charge d'une des parties et constituent une compensation pour les cessions qu'a consenties l'autre. Les obligations rétablissent l'équilibre en face de la diversité des apports.

II

Parfois la compensation a un caractère plus direct. Le seigneur associé indemnise directement l'autre de sa cession.

Cette compensation peut être pécuniaire. On évalue la valeur de la moitié indivise cédée et on établit la somme à verser à titre de soulte. Au premier pariage de Saint-André d'Avignon, le roi accorde aux religieux une rente perpétuelle de quarante livres tournois à prendre sur les revenus de Beau-

(3) Ainsi, à Tournay, la société ne commencera qu'à partir de l'érection du pal « a prima die qua palus erit **fixus** in bastida in signum dicte bastide faciende ». C. S., p. 161.

(4) A Réjaumont, si la fondation ne réunit pas plus de 20 maisons, l'association sera nulle. C. S., p. 350.

(5) C. S., p. 105. Cf. J. 271, n° 128. « Nos predictus prior consentimus in predictis, si tamen dominus rex in dicto loco faciat villam francam seu bastidam et det suas franchisias vel etiam libertates, aliter non ».

(6) Les traités deviennent souvent de véritables chartes de franchises où les clauses d'association n'occupent qu'une petite place.

(7) Nous nous bornons à rappeler ces points déjà étudiés.

caire (8). Tous les pariajes des rois d'Angleterre avec les seigneurs ecclésiastiques de Guyenne, que nous avons étudiés à propos du mouvement consulaire, se sont faits moyennant des contre-parties importantes (9).

Au lieu d'être pécuniaire, la compensation peut être assignée en terres ou seigneuries. A Cahors, l'évêque reçoit promesse d'une récompense de 450 livres tournois de revenu qui sera évaluée en terres tenues en fief du roi (10). A la suite du pariage de Narbonne, le vicomte Amaury est mis en possession de presque tout le Minervois (11). L'assignation est parfois opérée sous la forme du pariage. L'abbé de Bonneval associe Louis VII à la terre de Lorrets, et est associé en retour à la propriété de Préaux (12). L'évêque du Puy reçoit 400 livres de revenus à prendre sur la mise en pariage du castrum royal d'Anduze (13).

L'importance de cette idée de compensation a déjà été signalée. Nous l'avons mise en relief pour les pariajes royaux. Elle est à la base d'un grand nombre de pariajes (14).

III

La compensation prend parfois un caractère tout particulier, résultant de ce que le pariage n'est qu'un élément d'un règlement plus vaste intervenu entre les parties, dont il constitue la base. La partie qui bénéficie de l'apport doit également

(8) TEULET, II, p. 92 : « in recompensationem predictorum concedimus in p^{re}sentibus abbati et conventui quadraginta libras Turonensium percipiendas singulis annis ».

(9) L'abbé de Saint-Sever-Cap reconnaît avoir reçu 3.000 sous d'or dus pour le pariage avec le duc Edouard (BÉMONT, p. 160). Le 2 mars 1274, ordre au sénéchal de Gascogne de mettre l'évêque et le chapitre de Lectoure en possession du denier de monnaie bordelaise sur le péage royal de Meilhan et des 10 livres de rente annuelle stipulées dans le pariage (BÉMONT, p. 182). L'évêque de Bazas reçoit une récompense de 3.000 livres (Ord., XV, 396). De même l'abbé de Condom (*Périgord*, t. 86, f^o 72).

(10) *Gallia*, I, instr., p. 34 F.

(11) *H. L.*, IX, 315.

(12) *Ord.*, XI, 213.

(13) DELCAMBRE : *Recueil*, p. 9 et 10.

(14) Voir, par exemple, pour le pariage de Rhodéz, les lettres de Charles IV (18 février 1324), ordonnant à l'évêque de Mende de procéder à la détermination de la compensation. *Doat*, t. 133, f^o 78 s.

observer les autres clauses qui peuvent lui être défavorables.

Ainsi dans la convention connue sous le nom de pariage d'Andorre, quelques articles seulement sont consacrés à l'organisation d'une seigneurie commune sur le val de ce nom. Tous les autres règlent divers litiges entre le comte de Foix et l'évêque d'Urgel (15).

Les textes arrivent de cette façon à appeler pariage non seulement l'établissement de domination indivise, mais tout le règlement conclu. Ainsi s'explique l'erreur de certains auteurs qui étendent la dénomination de pariaages à toutes sortes de conventions de règlement de droits.

IV

Il est enfin un engagement qui se retrouve d'une façon formelle dans à peu près tous les traités de pariage. Le seigneur supérieur s'engage à défendre son coseigneur; c'est la charge de l'association intervenue (16). Et la mesure de ce devoir de protection est très large; il doit conserver et défendre les biens du pariage avec le même zèle que les siens propres (17). Parfois cette obligation s'élargit expressément: elle s'étend à d'autres biens ou d'autres hypothèses (18). Les circonstances de l'intervention peuvent rendre cette obligation fort lourde et en dehors de toute compensation justifier une cession de moitié.

(15) PASQUIER : *La question d'Andorre*, p. 378.

(16) Le 3 février 1281, Philippe III mande aux sénéchaux de Toulouse et Albi que l'abbé de Pamiers ayant renouvelé son pariage pour dix ans, ils doivent pendant tout ce temps, le défendre avec zèle, lui et ses biens (LANGLOIS, p. 406, n° 125). — Le roi, après la fondation de Villeneuve-de-Berg, y installe une garnison. Le 5 juillet 1306, les moines de Mazan lui font une injonction de les défendre, conformément à l'article 20 du pariage. MOLLIER, *Recherches*, p. 474.

(17) « Les choses dudit pariage nous garderons et défendrons envers et contre tous, et comme pariageois ainsi que notre propre chose » (Verdun). CLOUET, III, 440. « Pro recompensacione dicte donationis et concessionis dictus comes et successores sui tenebuntur abbatem monachos homines et res eorum et omnia jura locorum predictorum ab omni injuria sive violencia defendere conservare sicut sua propria contra omnes » (Luxeuil). TEULET, III, p. 428.

(18) Par exemple, à tous les biens de l'abbaye (Saint-Laurent de Longrette), J. J., 31, n° 56. Ou bien à la garde des foires et marchés (Lézat), H. L., VIII, 1070, etc.

La royauté s'acquitte de son devoir de protection en gratifiant les établissements ecclésiastiques qui l'associent, des bienfaits d'une concession de sauvegarde avec tous les avantages et les sécurités qui en découlent (19). Souvent elle leur commet des gardiens spéciaux pour mieux garantir leurs droits (20). Ainsi, en 1300, Philippe IV mande à Guillaume de Nogaret de visiter les biens de l'abbaye de Luxeuil, d'y prendre toutes mesures nécessaires et d'y placer un gardien spécial pour les défendre (21).

V

Ces développements montrent que le pariage est un acte non pas gratuit mais onéreux. La cession de moitié est souvent appelée une transaction, une permutation, un échange (22). Même quand on trouve l'expression de donation, il ne faut pas oublier que c'est une donation avec charges (23).

En conséquence, la partie qui aliène en pariage doit garantir sa cession. On trouve dans les traités de pariage de nombreuses clauses par lesquelles les contractants affectent leurs biens à la garantie de leurs obligations (24).

(19) Propositions du couvent de Saint-Orens d'Auch. « Propter istam associationem dominus rex dictum priorem et prioratum suum in speciali protectione sua recipiat et ab omnibus malefactoribus suis custodiat, protegat et defendat ». GIRY : *Documents*, p. 153. En 1376, Charles V concède des lettres de sauvegarde au chapitre de Saint-Yrieix, considérant qu'il doit protéger tout spécialement les églises qui sont en pariage avec lui. « Maxime qui sub jurisdictione et imperio nostris sunt occasione et causa unionis sive paragii ». *Ord.*, XI, 241.

(20) En juin 1408, les chanoines de Saint-Frambaud de Senlis supplient le roi, à raison de leur pariage, de leur concéder pour leurs biens un gardien spécial. *Ord.*, IX, 347.

(21) J., 208, n° 7. — DIDIER, p. 380 (T).

(22) « Permutationem seu excambium » (Saint-Sever-Cap). BÉMONT, p. 235. « Occasione cujusdam permutationis et asociacionis » (Les Alle-mans). H. L., X, p. 155. « Nomine permutationis tradidit medietatem » (Lectoure). *Gallia*, I, instr., p. 175.

(23) « Concedimus mera, pura et perfecta donacione que dicitur inter vivos » (Mas d'Azil). CAU D'URBAN, p. 107. « Nos igitur dictus comes, predictum donum a vobis gratis recipientes, promittimus ut fideles erimus defensores ». DE LASTEYRIE : *L'abbaye de Saint-Martial*, p. 435.

(24) « Si quis pro predictis in parte vel in toto moveret quaestionem, nos erimus vobis legales guirentes... Et obligamus vobis nos et nostros successores et omnia bona ». CAU D'URBAN, p. 109.

Cette garantie découle obligatoirement du pariage. On voit ainsi en 1392 le procureur du roi intenter procès à Thibaut de Levis qui a appelé le roi en pariage mais refuse d'en porter garantie (25).

(25) LENAIN : *Registres du Parlement*, t. XVII, f^{os} 33 ss.

CHAPITRE V

LE PRINCIPE D'ÉGALITÉ, BASE DU PARIAGE

La convention de pariage règle, et d'une façon souvent très minutieuse, les droits et devoirs spéciaux de chaque partie. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le contrat, on applique le grand principe de l'égalité des droits et des devoirs.

Le pariage est, comme son nom l'indique, un contrat à base de parité, une société créant pour les parties des droits et des devoirs réciproques.

Cette égalité n'est pas toujours aussi parfaite qu'on le croirait, et se combine assez souvent avec des relations de vassalité. Nous considérons néanmoins qu'il y a pariage toutes les fois qu'il y a indivision de seigneurie.

L'égalité établie entre les parties a en effet pour base l'indivision. Le pariage est, dit la charte de Raucourt, une « *societas pro indiviso* ». En conséquence, les droits des parties peuvent n'être pas de même quotité (1); ils sont toujours de même nature, indivis et réciproques.

Les contractants associés dans la possession d'une seigneurie, reçoivent en commun le serment de fidélité des habitants (2); de même celui des corps constitués, notamment des consuls (3).

(1) Assez souvent, par exemple, le roi n'est associé que pour une petite portion; à Haute-Rive pour la huitième partie. *Ord.*, XII, 422.

(2) « *Quod sacramentum fidelitatis quod praestare consueverunt homines dictorum locorum priori predicto prestetur domino senescallo et priori* » (Saint-Saturnin-du-Port). *Ord.*, XVII, 223. « *Quod dominus noster Rex parierius dictae villae et ejus baroniae recipiat homagium et sacramentum fidelitatis quantum ad octavam partem tantum* » (Haute-Rive). *Ord.*, XII, 422.

(3) Ex.: pour les consuls de Vic; arrêt du 6 février 1322. FURGEOT, n° 659. *Jugés*, VI, 292 v.

Une fois les droits des parties mis en indivision, il semble logique de décider qu'aucune d'elles ne pourra faire de concessions nouvelles de franchises même pour sa propre portion sans l'assentiment de son coseigneur (4). Généralement, les contractants inséraient dans ce sens une clause expresse. Il en est ainsi au pariage de Montolieu (5). En 1327, les commissaires du roi ayant confirmé les habitants dans de prétendues coutumes, l'abbé proteste (6). Le roi mande au sénéchal de Carcassonne de s'informer de la teneur du pariage et, le cas échéant, de révoquer la concession (7). Une clause semblable est un mobile essentiel du pariage du Puy (8).

De même toutes levées de tailles, institution et perception d'impôts quelconques doivent se faire en commun. Parfois, nous l'avons vu, le pariage donne à l'une des parties certains droits financiers spéciaux, par exemple, pour la rémunérer de sa garde. Mais en dehors d'une pareille clause, toute contribution imposée aux habitants doit tomber en indivision (9). Il est fait exception, dans les parriages royaux, pour les impositions levées généralement dans tout le royaume (10).

La dépendance réciproque des droits des contractants que

(4) La question est assez confuse. Ainsi le roi affranchit seul les habitants de Jonchery en pariage avec l'abbaye Saint-Médard de Soissons. Mais cette concession ne peut porter atteinte aux droits des religieux. Le Parlement décide qu'à leur égard ils continueront à être considérés comme serfs. LEHUGEUR, p. 397, note 12. — Col. Moreau, t. 223, f° 189.

(5) « Nec unus nostrum sine alio libertates seu franquesias concedere poterit communibus seu singularibus hominibus locorum paragiis predictorum praesentibus seu futuris, vel extraneis in loco paragiis supradicti nec concessis per predictum nostrum senescallum confirmare ». MAHUL, I, 135.

(6) « Cum juxta formam paragiis D noster Rex sine monasterio vel monasterium sine D. nostre Rege aliquas franquesias vel libertates consuevis Montisolvi, vel aliis in terra paragiis concedere nequeant ». Doat, t. LXIX, f° 311.

(7) Doat, LXIX, f° 305.

(8) Sur la liaison entre pariage et consulat, voir : DELCAMBRE, *Le consulat. Introduction*. — Quand, en 1343-44, la royauté concède une charte consulaire aux habitants du Puy, l'évêque considère le pariage comme révoqué. DELCAMBRE : *Paréage*, p. 327.

(9) « Item abbas sine comite nec comes sine abbate ab hominibus predictorum locorum per rogatum, per preces, per minas vel modum aliam aliquem vel gratis aliquod petere recipere vel exigere non poterit nec debet » (Luxeuil). TEULET, III, p. 247. « Nec poterimus de terra seu locis predictis dicte communionis aliquod talium vel exactionem, subsidionem vel emolumenta levare quin omnia sint communia » (Mende). Ord., XI, 399, § 7.

(10) Ex. : REGNÉ : *Amauri*, p. 385-386.

créé l'indivision se marque bien dans les clauses concernant l'administration de la justice. Une partie ne peut pas transiger ou faire abandon même pour sa propre part sans le consentement de l'autre (11). Mais tous actes de juridiction, toute perception de revenus nécessitent leur commun concours. De cette façon, on se prémunit contre les empiétements possibles de l'une d'elles.

Les revenus de la juridiction commune comprennent non seulement les droits de justice proprement dits, mais les amendes, encours, déshérences, les droits de sceau, de tabellionage, etc. (12). Dans les seigneuries en pariage avec le roi, la difficulté consiste souvent à déterminer ce qui appartient à la couronne en vertu du pariage de ce qui relève d'elle à raison de sa juridiction dans le reste du royaume (13).

Les mêmes principes s'appliquent quand l'association s'étend aux droits féodaux. Les biens indivis sont livrés en fief, censive, emphytéose d'un commun accord (14). Chacun des coseigneurs peut exiger pour sa propre part reconnaissance de ses vassaux et procéder au dénombrement. Quand un seigneur est en pariage avec le roi, il doit pour le faire, appeler le procureur royal du siège le plus proche (15).

(11) « Nec gentes nostre levare poterunt partem nostram vel transigere de parte nostra vel componere vel quitacionem facere sine consensu dicti Episcopi, nec Episcopus... sine nobis ». *Ord.*, XI, 401, § 26. « Incursum et emendas quae ex communione venient supradicta dictus dominus rex vel nos absque communi consensu recipere vel levare non poterimus aut quitacionem vel remissionem in totum vel in partem facere de eisdem ». REGNÉ : *Amauri*, p. 339.

(12) L'abbé de Cluny percevra la moitié des émoluments du sceau de Saint-Gengoul. BEUGNOT, II, p. 39, n° 2057. — La moitié des droits de tabellionage. BEUGNOT, II, p. 214, n° 2459. — Nouvel arrêt. *Ibid.*, p. 295, n° 2603.

(13) Le prieur de Notre-Dame de Sens obtient la moitié des biens d'un bâtard de Dixmont décédé en Angleterre (DELISLE : *Restitution*, p. 407, n° 647). — En 1287, la moitié de la déshérence de Lombard le Bâtard, bourgeois de Dixmont, décédé à Troyes (BEUGNOT, II, 262, n° 2592; BOUTARIC, I, n° 2592). — La moitié des amendes perçues sur les étrangers à Saint-Gengoul sera attribuée au prieur, sauf le droit pour le roi de les faire juger ailleurs (Arrêt de la Toussaint 1283. DELISLE : *Restitution*, p. 391, n° 544).

(14) « Fuit actum quod dominus Rex et dictus domicellus communiter dent in emphyteosim possessiones illas quas communes et pro indivise habebunt in bastida » (TOURNAY). *Ord.*, XII, 375.

(15) Jugé ainsi le 17 mars 1541 entre le Procureur général du roi et le syndic de l'église collégiale de Castelnaudary ; autre arrêt du 6 mai 1570 avec le sire de Pauliac (LA ROCHEFLAVIN : *Des droits seigneuriaux*, ch. I, art. XII). — Dissertation sur les fiefs tenus en pariage dans Brillon. *Dictionnaire des arrêts*, V, p. 30.

Dans la mesure où les revenus sont mis en commun, les dépenses le sont également. La contribution aux frais se fait dans la proportion des droits acquis (16). Souvent les parties prévoient les principales dépenses qui devront être engagées conjointement.

Cette égalité que l'indivision établit en droit entre les contractants, il est un certain nombre de clauses qui ont pour but de l'assurer en fait. Elles interdisent à l'un d'eux de faire des acquisitions séparées à l'intérieur des lieux mis en pariage (17).

De pareilles acquisitions, en effet, risquent en se multipliant d'établir la prépondérance de fait de l'une des parties. Elles sont contraires à l'esprit de l'association intervenue. L'évêque de Grenoble et le chapitre de Saint-André possédaient en commun la juridiction de Saint-Martin-le-Vinoux. L'évêque se plaint à la fin du ^{xiii}^e siècle que les chanoines y achètent en propre des rentes et des possessions. Un accord intervient; le chapitre s'engage à n'acquérir désormais qu'avec l'assentiment du prélat (18).

Toutes les acquisitions nouvelles devront donc être mises en commun (19). C'est la clause de communauté des accroissements qui se retrouvent à peu près dans toutes les conventions d'association; il n'y est fait que de rares exceptions (20). D'ailleurs cette mise en indivision ne s'opère qu'à condition que l'autre partie paie la moitié des frais engagés pour l'acquisition;

(16) BEAUMANOIR, *éd. Salmon*, I, p. 331.

(17) Nec in terra nostra prefata dictus dominus Rex vel ipsius successores se poterunt accrescere sine nobis nec nos etiam sine ipsis nisi sub forma modo et conditione superius annotatis ». Montfaucon. J. 397, n° 7. « Non poterit dominus rex post dictam communionem aliquid aliud proprium de novo acquirere ». REGNÉ, *Amauri*, p. 386.

(18) « Fuit insuper ordinatum inter partes predictas quod aliqua de dictis partibus possessiones, census vel redditus vel aliquid aliud quae sunt de ipsorum communi dominio non posset emere vel aliter acquirere vel sibi attribuire in futurum, nisi de communi ipsorum procederet voluntate ». *Valbonnais*, I, 137.

(19) « Alter sine altero acquisitiones aliquas facere nequeat, set per medium omnia fiant » (Saint-Ybars). *H. L.*, VIII, c, 1073. « Quod totum sic acquisitum in Pariagio et Communionem predictis perpetuo remaneat » (Saint-Louis). *Ord.*, XI, 407. « Non poterimus in Comitatu episcopatu et terra Guabalitana aliquid aliud proprium de novo acquirere ex quacumque causa vel titulo... quin dictus Episcopus et successores sui pro indiviso habeant ibi partem dimidiam » (Mende). *Ord.*, XI, 399, § 5.

(20) « Incrementa similiter omnia tam in terris episcopi quam clericorum dimidiabuntur, nisi forte aliquid in patria nobis fuerit gratis collatum, aut episcopo vel clericis aliquid per elemosynam datum » (Verzé et Prissé). LUCHAIRE : *Etudes*, p. 438.

sinon elle restera propre à celui qui l'a faite (21). Il y a corrélation étroite entre les accroissements et les dépenses.

La préoccupation d'établir une égalité aussi parfaite que possible entre les parties se réalise pratiquement par les clauses qui ont pour but d'organiser l'administration de la seigneurie indivise.

(21) « Et qui riens n'y paierait en l'acquet et en accroisances riens n'y parait jusques à tant qu'il en eust païé la moitié de ceu que l'autre partie y averait mis » (Germai). *BEC*, 1834, p. 657. « Si quam ibi fecerimus acquisitionem, si episcopus aut canonici requisiti medietatem precii dederint, medietatem acquisitionis habebunt; alioquin adquisitio tota nostra erit ». LUCHAIRE : *Etudes*, p. 438. « Si infra dictam civitatem vel suburbia ejusdem, predictum dominum regem aliquam jurisdictionem vel quodcumque aliud acquirere contingeret, in illis nos associare cum recompensacione debita et congrua teneatur » (Le Puy). DELCAMBRE : *Recueil*, p. 8, § 17.

CHAPITRE VI

L'ADMINISTRATION DES SEIGNEURIES EN PARIAGE

L'administration des seigneuries en pariage est organisée suivant divers systèmes qui peuvent se ramener à trois principaux.

I

Parfois, l'un des contractants exerce seul l'administration de la seigneurie. Il nomme et révoque en toute liberté les officiers chargés de rendre la justice, de percevoir les revenus, etc.

Il n'exerce pas d'ailleurs cette charge en son nom personnel, car il n'y aurait plus de pariage, mais en nom commun. Les officiers qu'il nomme prêtent serment de fidélité à l'autre coseigneur, et doivent lui rendre sa part des biens mis en indivision (1).

Ce système a le mérite de la simplicité. Il est donc pratique quand il s'agit de petites seigneuries pour lesquelles il ne sera pas besoin d'organiser une administration spéciale. Ainsi dans le pariage entre l'abbaye de la Grasse et Raymond de Castillon pour Comèles, il est décidé que le juge de la cour de Grasse et son lieutenant connaîtront de toutes les causes mises en commun à Comèles (2).

(1) « Set ecclesia instituet servientes qui fidelitatem ecclesie et comiti facient » (Ruricourt). VARIN, I, p. 423. « Villici autem et furnarii et molendinarii positio atque depositio ad me spectabit qui tamen tam ecclesie quam mihi... fidelitatem exhibebunt, quocienscumque officiis suis fungi incipient » (Sauville). SENN, p. 243.

(2) « Item quod iudex ordinarius et vicarius curie Crassensis... sint et esse debeant in p^{mo} vicarius et iudex communis curie de Comellis qui teneantur jurare... » MAHUL, II, 593.

Par contre, une pareille organisation donne à l'une des parties une prépondérance très nette, peu conforme, semble-t-il, à l'esprit du pariage. On la trouve surtout en vigueur dans les pariajes royaux. A Nailloux, par exemple, c'est le juge du Lauragais qui servira de juge commun (3). A Lombers, c'est le juge d'Albigeois qui rendra la justice dans la bastide (4). Nous avons vu que le désir de participer aux formes de l'administration royale avait été la cause de beaucoup de ces pariajes (5).

II

Dans un second système, chaque partie possède ses officiers propres. Elle les nomme, les salarie et les révoque en toute liberté.

Une fois nommés, ils doivent prêter serment à l'autre co-seigneur de ne pas empiéter sur ses droits et de lui rendre des comptes (6).

Ils sont également liés par serment aux officiers de l'autre partie. C'est d'un commun accord qu'ils doivent rendre la justice, percevoir les revenus et les partager par moitié. Les actes faits d'un seul côté, sans le consentement de l'autre, seraient nuls (7).

La plupart des pariajes contractés par Louis VII comportent une administration de ce genre (8). On la retrouve également

(3) *H. L.*, X, n° 198.

(4) *H. L.*, X, n° 28.

(5) Ex. : Naves. « Quod iudex qui erit pro tempore domini regis in Uzetico debeat esse iudex in dicto castro et ejus mandamento *communis* domini regis et pro aliis dominis de Navis ». MÉNARD, I, instr., p. 101.

(6) « Et dicti ballivi utrique parti super fidelitatis juramento praestito sint astricti » (Asprières). DE LASTEYRIE : *L'abbaye de Saint-Martial*, p. 435. « Prepositus a nobis constitutus et primo et quotiens fuerit innovatus... antequam de administratione prepositurae se intromittat, faciet fidelitatem abbati et ecclesie Cluniacensi » (Saint-Gengoul). BRUEL, V, p. 572.

(7) « Noster vero prepositus et monachorum prepositus inter se per fidem confederati, justiciam ipsam per medium colligent... et alteri sine altero nichil omnino levare licebit » (Saint-Pierre-le-Moutier). *Ord.*, VII, 267. « Nullus etiam prepositorum de Parguis poterit sine altero placitum tenere vel diffinire vel emendam levare nec precedet alter alterum in justiciis faciendis sed communi consilio terras tradent et justicias et emendationes diffinient et recipient pecuniam » (Pargues). TEULET, I, p. 346.

(8) LUCHAIRE : *Histoire*, II, p. 191, note 6.

sous Philippe II (9), et beaucoup plus tard encore dans certains parages de Philippe IV par exemple (10).

Ce système concilie assez bien les droits des parties. Mais la coexistence continuelle d'officiers plus ou moins rivaux parce que relevant de maîtres différents, et leur concours nécessaire dans l'administration de la seigneurie donnent fréquemment lieu à des conflits, certains empiétant sur les droits des autres. Ainsi, sur la plainte de l'abbé de Bonnefont, les enquêteurs du comte Alphonse décident que la moitié des droits de la bastide de Carbone lui sera rendue. Son bailli aura les mêmes prérogatives que celui du comte. Mais les enquêteurs ajoutent qu'il leur paraît préférable pour prévenir toutes nouvelles difficultés de décider qu'un seul juge commun soit désormais institué au nom des deux parties (11). De même, d'après le pariage de Lézat, le comte de Foix et l'abbé devaient avoir chacun un viguier. Mais des antagonismes fréquents s'élevèrent entre leurs agents réciproques. Pour y parer, les parties résolurent en 1327 de n'avoir plus qu'un viguier commun (12).

On voit donc cette organisation évoluer vers un nouveau système où la charge d'administrer la seigneurie est confiée à des agents qui ne représentent plus telle ou telle partie, mais qui sont nommés en commun par elles, et distincts de leurs agents propres.

III

Ce système se rencontre de bonne heure. C'est celui, par exemple, qui est adopté dans la plupart des parages de Phi-

(9) Ainsi Escurolles, même formule que pour Saint-Pierre-le-Moûtier. VAYSSIÈRE, p. 268. De même à Couches, Anzy, etc. DELABORDE, p. 226.

(10) Ex. : Sarlat, J. 397, n° 12. « Institutentur ibidem duo bayllivi, unus pro nobis et alius pro dictis religiosis qui vicissim jurabunt abbati et senescallo nostro Petrargoricensi pro nobis quod jura nostra et abbatis predicti monasterii in quantum tangunt dictum paragiium levabunt et custodient fideliter ».

(11) « Item videtur... quod iudex communis instituatur in dicta bastida tam pro domino comite quam pro dicto abbate qui communiter audiat causas, et determinet super jurisdictione ad dominum comitem et dictum abbatem communiter pertinente ». *H. L.*, VII, instr., p. 416.

(12) « Quod unus vicarius communis sit in villa de Lezato simul pro dictis dominis comite et abbate qui recipiat leudam pedagium justicias et executiones faciat... juxta formam paragii ». PASQUIER : *Servage, paréages*, p. 78.

lippe II (13). Il a été fort employé un peu partout (14). Il représente en quelque sorte un régime type; on ne revient à la nomination d'agents séparés qu'en cas d'impossibilité pour les parties d'arriver à un accord (15).

Ce régime présentait particulièrement des avantages quand la seigneurie mise en pariage était importante. La coexistence d'agents séparés aurait entraîné des difficultés certaines. On préférerait organiser une administration commune et, dans une certaine mesure, autonome, ce que les textes appellent une « curia communis ». Il en est ainsi, par exemple, dans tous les pariajes passés par Philippe IV avec les évêques du Centre.

Les officiers communs sont dans les petits pariajes des bailes, des prévôts, des maires. Les cours communes des grandes seigneuries comportent au contraire un personnel parfois très nombreux. Celle du Puy comprend un baile, un juge ordinaire, un juge d'appaux, un receveur, des notaires et des sergents (16). Le pariage de Cahors prévoit un viguier, un juge commun et un juge d'appellations; celui de Limoges, un juge, un prévôt et des sergents (17).

La nomination de ces officiers doit être faite en commun par les coseigneurs; elle appartient à chacun d'eux pour une moitié indivise (18). Ce système suppose que les coseigneurs s'ac-

(13) Ex.: à Dixmont. « Propositus qui in villa fuerit per dominum regem et per nos communiter ponetur et fidelitatem nobis et monachis faciet ». TEULET, I, p. 148. Voir, *Ibid.*, p. 170 (Saint-Laurent-de-Longrette); p. 187 (Hénoutville, etc.).

(14) Guillaume, évêque de Langres, et Blanche de Champagne, s'accordent pour Montigny: « Convenimus quod in eadem villa de communi assensu prepositum apponemus qui tam mihi quam ipsis fidelitatem faciet de jure nostro hinc et inde fideliter conservando ». TEULET, I, n° 1238, p. 448. A Romans, le chapitre et le dauphin nomment un courrier et un juge communs (*Valbonnais*, II, 498). A Saint-Jean-de-Maurienne, la terre commune est administrée par un courrier à la fois commandant militaire, juge et receveur (PÉROUSE, p. 67-68).

(15) Le couvent de Saint-Claude et le sire de Thoire-Villars décident d'avoir chacun leur châtelain. Mais, de préférence, s'ils peuvent s'entendre, ils nommeront le même officier qui exercera l'autorité au nom des deux. BENOIT, II, p. 21.

(16) DELCAMPRE : *Paréage*, p. 285-292.

(17) « Ad explectandum jurisdictionem communem Nos et dictus Episcopus unum prepositum, unum judicem et servientes et alios ministros necessarios ponemus ». *Ord.*, XIII, 207.

(18) « Fuit actum quod judicum bajulorum, notariorum... pro exercenda jurisdictione predicta deputandorum... institutio et destitutio ad prefatum D. regem pro medietate et ad dictum Capitulum pro alia medietate, indivisim perpetuo permaneant » (*Val de Daigne*). MAHUL, V, 563.

corderont toujours, ce qui d'ailleurs arrivait souvent (19). Mais il fallait aussi prévoir le cas d'un désaccord grave. Les textes décident que dans ce cas, on recourra au régime de l'alternative : chaque partie nommera les officiers communs une année à tour de rôle (20). Ce régime sera de plus en plus adopté au ^{xvii}^e siècle; l'ordonnance de Roussillon en décidera l'application dans tous les pariajes (21).

La nomination ayant été faite en commun, chaque partie avait le droit de révoquer les officiers ainsi créés (22). Ou bien on décidait que la nomination serait faite pour une année seulement (23).

Dans les grands pariajes, la question ne se posait que pour les officiers supérieurs : bailes et juges. C'étaient ceux-ci qui à leur tour choisissaient librement les agents inférieurs.

Quel que soit leur mode de création, les officiers du pariage sont communs aux deux coseigneurs. Ils doivent à l'un et à l'autre serment de fidélité (24). La punition de leurs crimes et de leurs fautes est faite en commun (25); sauf en quelques cas,

(19) Voir DELCAMBRE : *Paréage*, p. 298.

(20) « Quod si forsan de hujusmodi iudice insimul eligendo non poterint concorditer convenire unus solus eum uno anno eligat et alius in sequenti » (Gap). *Valbonnais*, I, 55. De même au Puy, à Mende, à Limoges. « Si convenire non possemus, Nos pro Nobis et dicto Episcopo primo anno eos instituemus et dictus Episcopus secundo anno eos instituet pro Se et pro nobis ». *Ord.*, XIII, 207. Voir encore *Gallia novissima*, II, c, 218, pour Saint-Paul-Trois-Châteaux. « In casu quo discordarent jam dicti domini gubernator et episcopus, ballivus eligetur alternis bienis per dom, gubernatorem et episcopum, qui dom. episcopus primo eliget si voluerit ».

(21) Voir, sur ce point, importante dissertation dans HENRIOT DE PANSEY : *Traité des matières féodales*, t. II, p. 569 à 572.

(22) Ainsi au Puy. DELCAMBRE : *Recueil*, p. 6, § 5.

(23) « Dicti vicarius, iudex ordinarius appellationumque iudex communes erunt annales » (Cahors). *Gallia*, I, instr., p. 34 C.

(24) « Qui officiales qualitercumque communiter vel divisim instituentur jurabunt in manibus D Senescalli et procuratoris dicti Capituli quod in dictis officiis fideliter se habebunt » (Val de Daigne). *MANUL*, V, 563. L'évêque de Grenoble et le seigneur de Gière nomment des officiers communs : « qui in manibus ipsorum cujuslibet Dominorum Episcopi et Geriae jurare debeant in principio sui officii et quolibet anno semel... quod dictum officium fideliter atque probe non plus ad favorem vel contemplationem unius Dominorum predictorum quam alterius exercebunt ». *Valbonnais*, I, pr., p. 33. Voir les serments prêtés par le juge et le clavaire de la cour commune d'Embrun. *Valbonnais*, I, 148-149.

(25) Cf. pour Mende, *Ord.*, XI, p. 401, § 22. Les agents inférieurs relèvent de la cour commune elle-même. « Quod familiares curie commu-

réserve en faveur de la royauté, de la connaissance de leurs délits professionnels (26). De même, les sommes d'argent provenant de la répression des attentats dirigés contre eux se partagent également (27).

Les administrations ainsi établies disposent de tous les organes nécessaires pour leur fonctionnement. Les traités de pariage prévoient la construction d'un auditoire commun, de prisons, de fourches et piloris, etc. (28). Ces organes sont installés à l'intérieur du territoire en pariage (29). De même, la cour commune, pour bien marquer son indépendance, doit avoir un sceau propre, distinct de ceux des coseigneurs (30).

Cette cour commune exerce toutes les fonctions judiciaires et administratives d'une seigneurie. Elle rend la justice en première instance et en appel, hormis le cas de certains délits réservés à l'un des coseigneurs. Elle lève les droits financiers,

nis per curiam communem si et quando delinquerint, condemnentur (Villeneuve-lès-Avignon). MÉNARD, I, instr., p. 116.

(26) Ex. : Saint-Saturnin-du-Port. *Ord.*, XVII, 224. « Qui officiales si delinquerint extra officium per senescallum et priorem simul puniantur, si vero in officio delinquerint, per dictum dominum senescallum puniantur, sed emolumentum inde proveniens sit commune ». Par contre au Puy compétence conjointe. « Si in suis delinquant officiis communiter punientur a suis excessibus ». DELCAMBRE : *Recueil*, p. 6, § 5.

(27) Le prévôt de Cencoins ayant été maltraité par les habitants, ils sont frappés d'une amende à partager entre le roi et le prieur. BEUGNOT, I, p. 809, § 1544. — De même les officiers communs de Gévaudan ayant été attaqués par les officiers royaux, la condamnation pécuniaire sera commune. — BEUGNOT, III, p. 341. « De condempnacione pecuniaria per curiam facta racione violenciarum et injuriarum illatarum apud Marologium officialibus communis curie domini Regis et dicti episcopi, idem episcopus habebit medietatem et similiter fiet in similibus casibus ». Voir également BEUGNOT, III, p. 443 et 446 (Saint-Léonard-de-Noblat et Limoges).

(28) Limoges, *Ord.*, XIII, 207 : « Erit in dictis curiis... domus communis ad placita et causas et carcer communis et furcae communes », et p. 208, § 16 : « Omnes furcae quae nunc sunt in locis dictae communis erectae amovebuntur et erigentur communes furcae pro Nobis et dicto Episcopo ».

(29) « Carceres, furce, castella seu pilloria erunt in terra seu locis dicte communions et execuciones fient communi nomine » (Mende). *Ord.*, XI, p. 401, § 27. « Toutes justices qui sont à plusieurs parconniers doivent estre faites en lieux communs as seigneurs et si doivent tenir leurs plés et fere fere leurs jugements en lieu commun là où la justice est commune ». BEAUMANOIR, éd. Salmon, I, p. 337, n° 666.

(30) « Eritque ibi sigillum commune inter dictum Regem et dictum monasterium... et in circumferentia sigilli erit scriptura : sigillum paragiū de Carlipaco ». MAHUL, IV, 514. « Quod si sigillum seu bulla fieret, sit communis et curia eam teneat communiter ». MÉNARD, I, instr., p. 11.

s'occupe de la police, maintient l'ordre, surveille les marchés, etc. (31).

Ces fonctions, elle les remplit comme représentant des coseigneurs à qui elle doit rendre compte (32). Ses actes, notamment les proclamations, sont faits en leur nom commun (33). Leurs armes figurent sur les étendards, les bâtons de la cour et des sergents (34), et généralement sur toutes les choses communes (35).

En particulier, les traités de pariage mentionnent expressément que le sceau commun sera fait aux armes des deux coseigneurs (36). Celui de la cour commune de Grenoble portait d'un côté un évêque en crosse et mitre, et de l'autre un dauphin et une tour avec les mots « Signum majus Cois Curiae Civitatis Gratianopolis » (37). A Mende, le sceau consistait en un écu parti de France avec lys, représentant d'autre part le buste mitré d'un évêque tenant en la main droite l'épée et de la gauche la crosse (38). La royauté spécifiait parfois que ses armes seraient fixées en première place (39).

(31) Pour le fonctionnement de la cour commune du Puy, voir DELCAMBRE : *Paréage*, p. 292 s. Pour la cour de Narbonne, REGNÉ : *Amauri*, p. 313-328.

(32) Cf. *Valbonnais*, I, p. 143 : Tableau de la répartition des revenus de la cour commune de Grenoble.

(33) « Praeco communis creabitur ; praeconizationes mandata publica et executiones fient in dictis locis pariter nomine nostro et episcopi Caturcensis » (Cahors). *Gallia*, I, instr., p. 34 C. « Preconizationes faciende in dicta civitate fient sub communi domini regis et episcopi Aniciensis nomine et ex parte eorum » (Le Puy). DELCAMBRE : *Recueil*, p. 6, § 4.

(34) « In baculis servientum, signis terrae communionis et vexillis ponetur signum Regale et episcopale » (Mende). *Ord.*, XI, 401, § 20. — Pour Narbonne, voir REGNÉ : *Amauri*, p. 318. Quand des justices sont communes, les sergents doivent porter des armes miparties : arrêt du Parlement (Toussaint 1295) à l'occasion du pariage fait par le roi avec ceux d'Agassa. DELISLE : *Restitution*, p. 876, n° 455.

(35) A Saint-Paul-Trois-Châteaux, la monnaie est mise en pariage. Elle sera donc frappée aux armes communes du roi dauphin et de l'évêque. *Gallia novissima*, II, c, 418.

(36) Consulter, sur le sceau du Puy, DELCAMBRE : *Paréage*, p. 305 ; — DROUET D'ARCO : *Collection de sceaux*, II, p. 203. — Pour Villeneuve-de-Berg, MOLLIER : *Recherches*, p. 84. Pour les bastides royales c'étaient les fleurs de lys mêlées à celles des seigneurs cessionnaires du territoire. C. S., p. 142.

(37) Voir ce sceau dans *Valbonnais*, I, p. 353, planche 4.

(38) La légende portait : « Sigillum curie comitatus Gaballitani communis domini regis et episcopi, comitis Gaballitanorum ». Étude par F. ANDRÉ : *Les évêques-comtes de Gévaudan et le sceau de la cour commune*, dans *Bulletin Soc. Lozère*, 1865, p. 435 ss., planches 1 (sceau initial), 2 et 3 (sceaux postérieurs).

(39) « Signo regio in altiori loco stante ». MAHUL, I, 205. « In ipso sigillo erit signum regium in praeheminentiori loco ». MAHUL, IV, 514.

Si les administrations communes ne sont que les représentants des coseigneurs, elles jouissent du moins d'une indépendance presque complète à l'égard de leurs agents propres. A l'intérieur de la seigneurie en pariage, elles ont seules qualité pour accomplir tous les actes de juridiction ou autres. Un notaire, par exemple, institué par un seul des coseigneurs, n'aurait pas le droit d'y instrumenter (40).

Dans les pariajes faits avec la royauté, on prend de nombreuses précautions contre les agents royaux. On précise qu'ils ne s'immisceront pas dans la seigneurie commune, sauf cas de supériorité ou de ressort (41). Souvent on leur interdit d'y tenir leurs propres assises (42), ou même d'y fixer leur résidence (43). On leur impose de prêter serment de respecter la convention intervenue (44). L'expérience prouvait que ces précautions n'étaient pas superflues.

Même pour les cas réservés à la royauté on stipulait que la connaissance en serait enlevée aux agents royaux inférieurs (45). L'évêque du Puy, par exemple, fait décider que le bailli de

(40) A Narbonne on institue des notaires communs « preter quos nullus alius notarius a dicto domino rege vel a nobis singulariter creatus poterit in dictis locis communibus aliqua instrumenta publica scribere ». REGNÉ : *Amauri*, p. 387. A Saint-Front, les enquêteurs royaux demandent non seulement que les notaires soient choisis en commun, mais qu'ils soient créés par le sceau commun. « Statuentes fidem adhiberi debere litteris instrumentis notariorum habencium litteras sue creacionis sigillatas solo sigillo communi nobis et capitulo memorato » (Parlement de la Saint-André, 1309). BEUGNOT, III, p. 402.

(41) « Fuit actum quod nulli alii Curiales Regis preterquam dicti Pariagii exercent aliqua exercitia jurisdictionis in dictis locis et territoriis nisi pro causis superioritatis et ressorti » (Vernes). *Ord.*, XII, 440. De même à Mende, *Ord.*, XI, 400, § 12 et ss. ; à Limoges, *Ord.*, XIII, 207, § 9.

(42) « Nec in dictis civitate et villa dicti officiales nostri proprii assisias suas tenere poterunt » (Limoges). *Ord.*, XIII, 207, § 10.

(43) « Nullo tempore tabelliones nostri proprii aut quicumque officiales nostri proprii residentiam facient nec stationem tenebunt in locis eisdem » (Cahors). *Gallia*, I, instr., p. 34 E. A Mende, les officiers royaux ne pourront avoir résidence dans la terre commune. *Ord.*, XI, 402, § 37.

(44) Mende (*Ord.*, XI, 403, § 43). Le Puy (DELCAMBRE : *Recueil*, p. 10, § 22). Cahors (*Gallia*, I, instr., 35 C). Limoges (*Ord.*, XIII, 207, § 12). « Concessimus de gratia speciali quod Senescalli Pictaviensis et Lemovicensis, bajuli et servientes nostri, jurent ad requisitionem dicti Episcopi praesentem compositionem servare ».

(45) « Quod totalis terra pariagii supradicti immediate deinceps subsit D. Senescallo Carcassonae et sub ejus ressorto immediate consistat, ab omni jurisdictione et ressorto vicarii Fenolhedesii et Terminesii et alterius officialis cujuscumque excepta totaliter et exclusa » (Val de Daigne). MAHUL, V, 563.

Velay n'aura aucune compétence à l'égard de la cour commune, sauf commission spéciale; le sénéchal seul pourra intervenir (46).

D'une façon générale, on constate une tendance très nette à établir et maintenir autant que possible l'égalité entre les parties en conférant l'indépendance la plus large aux administrations communes établies entre elles. Les seigneuries en pariage jouissaient souvent d'une véritable autonomie administrative (47).

(46) DELCAMBRE : *Recueil*, p. 8; *Paréage*, p. 296. Cette clause fut souvent violée. *Ibid.*, p. 314 ss.

(47) L'exemple le plus curieux est celui du Val d'Andorre. En 1917, des mesures ont été prises pour rappeler aux Andorrans qu'ils ne constituent pas un Etat neutre, mais qu'ils sont soumis pour une part au coprince français. Ce n'est pas un Etat indépendant; mais une coseigneurie indivise. PASQUIER : *La question d'Andorre*, p. 375.

CHAPITRE VII

LA SITUATION RÉCIPROQUE DES PARTIES

Le pariage est un lien de société indivise. Comment ce lien se combine-t-il avec les relations de vassalité qui constituent la base de l'organisation féodale? Tel sera l'objet du présent chapitre. Il faut établir une distinction capitale entre pariajes seigneuriaux et pariajes royaux (1).

SECTION I

Pariajes seigneuriaux.

Plusieurs hypothèses peuvent se présenter.

I

Dans la plus simple le pariageant est un seigneur alleutier. Les biens et droits qu'il met en indivision ne sont tenus de personne. Ce cas se présentait souvent pour les établissements ecclésiastiques.

Les relations entre les parties peuvent alors s'établir de deux façons différentes.

A. — Parfois il est convenu qu'elles seront sur un pied complet d'égalité. Chacune tient sa propre part en libre alleu.

(1) Nous appellerons pariageant le seigneur qui met son bien en indivision et pariajiste celui qui bénéficie de la cession. Cette terminologie factice n'a aucune base dans les textes mais sera commode pour les développements qui vont suivre. Nous rappelons d'ailleurs que dans nombre de cas, les rôles de pariageant et de pariajiste ont été réciproques.

Elles se doivent simplement le serment de fidélité qui n'établit aucune sujétion et qui accompagne presque tous les accords passés entre plusieurs seigneurs (2). Le pariage de Luxeuil décide ainsi que le comte de Champagne et l'abbé devront se jurer réciproquement fidélité dans les six premiers mois à dater de leur avènement (3).

B. — D'autres fois, il arrive que l'une des parties garde sur l'autre une certaine supériorité. Ordinairement, c'est le paria giste qui reconnaît tenir sa part de son coseigneur.

Le Dauphin est ainsi associé par l'évêque de Grenoble et l'archevêque d'Embrun sous condition de la prestation d'hommage (4). De même à Tarragone, lors de la reconstruction de la ville, l'archevêque reste le suzerain du comte de Barcelone; la justice est rendue au nom des deux seigneurs qui s'en partagent les produits (5).

Dans certaines associations, la part du paria giste constitue un véritable fief comportant avec l'hommage diverses prestations. Le comte de Foix devient vassal de l'abbé de Lézat; il lui rend hommage et lui doit des redevances pécuniaires (6). Il est de même vassal des abbés de Foix et du Mas d'Azil (7).

Souvent, par contre, cette part forme ce qu'on appelle un fief honoré, c'est-à-dire, libre de tout service (8). En 1297, le pariage de Pamiers est rétabli sous cette forme. Le comte tient sa part à titre de fief d'honneur. L'abbé de Saint-Antonin garde une suzeraineté assez platonique qui ne s'exerce qu'une fois l'an (9).

(2) DIDIER..., p. 220. — *H. L.*, VII, p. 136; V, c 313.

(3) TEULET, III, n° 4436, p. 428. « Dictum autem juramentum debent facere dicti comites ubicumque super hoc fuerint requisiti vel in loco competenti infra dictos sex menses... Et similiter nos abbas et successores nostri tenebuntur jurare fidelitatem ».

(4) *Valbonnais*, I, p. 130, II, p. 468; et pour Embrun, I, p. 188-190.

(5) *H. L.*, VII, 155.

(6) *H. L.*, VIII, c, 1071 : « Pro feudo vero supradicto vos et vestri successores homagium nobis et nostris successoribus faciatis et fidelitatis prestetis juramentum ». Voir F. PASQUIER : *Redevance de 25 sous des comtes de Foix à l'abbaye de Lézat en exécution du pariage*, dans *Bul. Soc. Ariégeoise*, IX, p. 267 ss. Des difficultés s'élèvent plus tard; mais le comte de Foix est obligé de reconnaître sa qualité de vassal. PASQUIER : *Servage, paréages...*, p. 82-96.

(7) *Gallia*, XIII, instr., p. 106. — CAU D'URBAN, p. 110.

(8) « Feudum honoratum... id est francum nulli servicio obnoxium ». DU CANGE : *Glossaire*, t. III, p. 266. — CHÉNON : *Histoire des alleux*, Paris, 1889, p. 89-90.

(9) E. DE ROZIÈRE, p. 17. — *H. L.*, IX, p. 191.

C. — Si on voulait caractériser ces deux sortes de situations, on pourrait peut-être parler de pariajes parfaits et de pariajes imparfaits.

A la fin de l'ancien droit, certains juristes avaient tendance à refuser la qualification de pariajes aux associations indivises comportant la subordination d'une partie à l'autre. Ainsi, en 1765, les officiers du Domaine contestent à l'évêque de Pamiers la jouissance des privilèges ordinaires du pariage, parce que les comtes de Foix dans les pariajes originaires s'étaient obligés à payer un cens annuel. « A ces caractères, disent-ils, disparaît toute association commune, tout pariage, parce que la qualité de vassal ne se concilie pas avec l'égalité qui doit régner entre deux associés indépendants... Le pariage consenti à de pareilles conditions ne peut donc jamais être considéré comme un véritable pariage à cause du vice de l'inégalité qui règne entre les parties contractantes (10) ».

Nous avons montré au contraire que le fondement du pariage consiste dans l'indivision. Dès qu'elle existe, il y a pariage (11). Les liens de subordination possibles ne sont que l'accessoire, car l'hommage et la vassalité ne peuvent détruire l'égalité et le partage en commun.

II

Si le pariageant est déjà vassal d'un autre seigneur, le lien de vassalité subsiste. L'association conclue ne peut porter aux droits qui lui sont étrangers. En conséquence, chacun des coseigneurs rendra hommage pour sa portion (12). Ou bien,

(10) G 8, 2526, f° 312 v.

(11) A Romans, l'association se présente sous forme d'une inféodation de moitié faite au dauphin par le pape comme seigneur dominant. « Prefato Humberto Dalphino infeudavimus, communicavimus et in feudum dedimus et concessimus medietatem dictae villae de Romanis pro indiviso ». *Valbonnais*, II, 498. Nous y voyons cependant un pariage. Les textes emploient eux-mêmes cette expression « Ipsique incole suft in Parerio Ecclesie Viennensis et nostri ». *Ord.*, V, 109 (Voir *note c*, dissertation sur ce point).

(12) Au pariage de Narbonne, le vicomte déclare qu'il continuera à faire hommage à l'archevêque pour sa moitié, « nonobstante dicta comunione intendimus recognitionem cum fidelitate et homagio facere eidem domino archiepiscopi pro parte dicti feodi ad manum nostram remanente ». *REGNÉ : Amauri*, p. 382.

l'un d'eux le fera en nom commun pour la totalité. La solution ne présente pas de difficultés.

III

La situation est plus complexe lorsque le pariageant est déjà vassal du pariaviste. Dans la personne du seigneur supérieur, il se produit pour partie confusion de la suzeraineté et de la vassalité. Pour la moitié indivise restante, il semble logique, de décider que le vassal continuera d'en faire hommage comme auparavant.

On a contesté cette solution au nom du principe de la réciprocité des droits et des devoirs. Par le moyen du pariage, dit-on, la seigneurie devient tellement indivisible entre l'un et l'autre associés que les devoirs en sont communs comme les droits. Le seigneur supérieur ne pouvant se rendre hommage à lui-même, son coseigneur en est également dispensé. Le pariage suspend tant qu'il dure l'existence des relations féodales. Un seigneur ne peut tenir à la fois en fief et en pariage. Le premier suppose un supérieur et un inférieur et des relations de l'un à l'autre. Le second comporte la plus parfaite égalité et même l'indivision la plus inviolable (13).

Pareille thèse est expressément contredite par les textes. Le pariage entre seigneur supérieur et inférieur ne fait généralement pas disparaître la vassalité. Bien plus, quand un petit alleutier appelle en pariage un haut seigneur, souvent il reconnaît tenir de lui à titre de fief sa propre portion (14). Le pariage s'accompagne d'une reprise de fief. Avec l'association, la vassalité s'introduit.

D'une façon générale, toutes les solutions que nous avons critiquées dans ce chapitre partent d'une conception théorique,

(13) Col. Périgord, t. 49, f° 46 v.

(14) Vers 1113, Bernard, seigneur de Saint-Valéry, est associé en la moitié de la seigneurie de Gamarches en Picardie par un chevalier nommé Waleran qui la tenait autrefois en franc-aleu et qui reprend de lui en fief l'autre moitié. CHÉNON : *Histoire des alleux*, p. 44. Le 5 juin 1256, Louis de Royre s'associe le comte Alphonse pour l'édification d'une ville neuve dans son mas de Corna. « In dicto manso ab ullo homine nichil tenebamus sed de novo dictum mansum cum pertinentiis capimus et tenemus de predicto comite et suis nunc et in perpetuum ». TEULET, III, nos 42-56, p. 300.

d'une analyse trop logique de l'idée d'égalité qui est à la base du pariage. Elles ne tiennent pas compte des conditions très diverses dans lesquelles ces associations sont intervenues.

SECTION II

Les pariajes royaux.

Les conclusions précédentes valent en ce sens que les pariajes royaux comportent souvent la vassalité du coseigneur. Le phénomène de la reprise de fief y est même particulièrement fréquent (15).

Mais on se trouve ici en présence d'une différence fondamentale due à l'idée que le roi n'a pas de supérieur, qu'il ne tient « de nului fors de Dieu et de lui » (16). De bonne heure, on admet que le roi n'est pas un seigneur comme les autres, qu'il ne peut pas être vassal d'autrui (17).

A. — En conséquence, le roi ne devient jamais vassal de son coseigneur. Les deux parties peuvent être sur un pied d'égalité; mais le roi ne prend pas position d'inférieur (18).

Par la réunion des grands fiefs de nombreux pariajes échurent à la royauté. Quand les hauts seigneurs qui les avaient possédés étaient tenus à l'hommage, la royauté s'en est toujours libérée en fournissant les compensations nécessaires. Ainsi sous Henri IV, le comté de Foix est réuni à la couronne. Par un accord de 1601 le roi assigne une compensation à l'évêque; tous deux seront désormais sur un pied d'égalité (19).

(15) Ex. : Saint-Paul des Landes. J. 271, n° 15 : « Omnia predicta ego teneo de meo franco allodio... Item de parte me contingente affariorum predictorum faciam homagium domino Regi si eidem placuerit ». Gérenton de Saint-Romain fait un contrat d'hommage et de pariage. REGNÉ : *Histoire*, II, 137. — De même les coseigneurs de Panat « Medietatem suam predictam a Nobis in feudum et homagium tenebunt ». *Ord.*, XII, 418. Exemple de prestation d'hommage pour la Redorte. MAHUL, IV, 308. « Quae quidem jurisdictio loci de Redorta... est in pariaagio cum D. nostro rege pro indiviso sub homagio et juramento fidelitatis ».

(16) Livre de *Jostice et plet*, éd. RAPETTI, p. 67.

(17) VIOLLET : *Institutions*, III, 183. « Cum utique nemini facere debeamus hominum vel possimus ». — LOUIS HALPHEN : *La place de la royauté dans le système féodal*. *Revue historique*, 1933, p. 249 ss.

(18) Voir DOGNON, p. 24.

(19) G 8 2526, f° 321.

L'héritier du roi, avant son avènement au trône, est dans la même situation qu'un autre seigneur. Charles V, encore dauphin, prenant possession du Dauphiné, prête hommage à l'archevêque de Vienne, à l'évêque de Grenoble, etc. (20). Le futur Philippe IV fait de même pour ses biens en Champagne. Mais il précise que s'il devient roi cet hommage tombera complètement (21).

Beaucoup de pariaages avaient été conçus sous la forme d'une inféodation de moitié indivise. Mais quand ces parts arrivaient à la royauté, elles étaient libérées de l'hommage. Le pariage devenait parfait (22).

B. — Le roi ne rend pas hommage; il ne prête pas non plus le simple serment de fidélité que nous avons signalé plus haut, et qui paraît lui aussi contraire à la dignité royale. C'est ce qu'indique Philippe IV en vidimant les lettres de Thibaut IV pour le pariage de Luxeuil (23). De même, en 1328, l'abbé et le couvent de Molesme ayant demandé à Philippe VI de prêter le serment prévu dans leur contrat avec les comtes de Champagne, celui-ci répond qu'à raison de sa dignité royale, il ne peut prêter serment à aucun de ses sujets (24).

Les officiers royaux y restent cependant tenus. Louis IX, en 1258, déclare que son bailli de Saint-Gengoul doit jurer

(20) DELACHENAL : *Histoire de Charles V*, t. I, Paris, 1909, p. 41-43.
— A. PRUDHOMME : *Histoire de Grenoble*, Grenoble, 1888, p. 202.

(21) D'ARBOIS, V, nos 3863-64. — *Gallia*, IV, instr., p. 214. « Hoc pacto quod si contingat nos ad successionem regni Francie venire evanescet homagium et nullius firmitatis existat ».

(22) Ex. : Largentière, *H. L.*, IX, p. 289. A Pamiers on a une évolution continue. Dans le premier accord de 1111, le comte de Foix reçoit la moitié de divers droits en fief. *H. L.*, IV, 844. En 1297, sa part forme simplement un fief d'honneur. *H. L.*, IV, 846, IX, 191. — *Gallia*, XIII, instr., p. 100. En 1601, la royauté se débarrasse même de ce restant d'infériorité. « Cette association est devenue gratuite et égale entre les mains du roi; elle forme un véritable pariage ». G. 8 2526, fo 321 (Mémoire de l'évêque retraçant cette évolution).

(23) J. 208, n° 4. DIDIER, p. 220, note 4 : « excepto quod, dicto comitatu et terra societatis predictae apud nos et successores nostros reges Francorum existentibus, juramentum fidelitatis et de premissis servandis non praestabimus ». Mais si le comté parvient à d'autres que ses successeurs, ils devront prêter le serment.

(24) DIDIER, *ibidem*, *Arch. Côte d'Or*, H., 219 : « attendentes quod, jure superioritatis nostrae et pro reverentia nostrae debita regiae majestati nulli de regno nostro praestare consuevimus juramentum nec debemus, idcirco... a praestatione dicti juramenti cessavimus et cessare volumus » (10 avril 1328).

fidélité à l'église de Cluny (25). Le Parlement décide la même chose pour le bailli de Vermandois à l'égard de l'abbé de Cuissy (26).

C. — Enfin, le roi ne devient pas non plus vassal du suzerain de son coseigneur. Il se contente de l'indemniser (27).

D. — Ces règles ont une importance capitale. Elles expliquent comment le pariage a été un instrument de pénétration particulièrement efficace entre les mains de la royauté.

Les hauts seigneurs en entrant en pariage devenaient fréquemment vassaux. La royauté, au contraire, était libérée de toutes entraves. Les biens où elle s'était introduite glissaient hors de la chaîne féodale : ils adhéraient à la couronne (28).

(25) BRUEL, VI, p. 463. — DIDIER, p. 259, note 33.

(26) BEUGNOT, I, 653.

(27) Voir HALPHEN, *art. cité*, p. 253.

(28) HALPHEN, p. 256.

CHAPITRE VIII

DURÉE DU PARIAGE

« Les pariaages furent fréquents aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Ils se faisaient en deux manières : ou perpétuels qui passaient aux successeurs, ou à temps. »

Cette citation de La Roche-Flavin (1) marque bien le premier état des pariaages.

I

Les pariaages temporaires.

Au début un certain nombre de conventions d'indivision furent conclues pour une durée limitée. C'étaient principalement celles qui avaient pour objet la réalisation d'une protection. Le pariaageant, en ne s'associant un protecteur que pour un certain temps faisait en somme un essai. S'il n'avait pas eu satisfaction, il pouvait reprendre ses biens sans soulever de contestations.

Cette limitation de durée se présente sous deux formes :

Parfois le pariaage est contracté pour un délai déterminé : cinq ans ou dix ans ordinairement. Il en est ainsi, par exemple, pour la concession du pariaage de Pamiers faite en 1269 à Louis IX (2).

D'autres fois la durée est viagère, limitée généralement à la vie du pariaagiste (3).

(1) LA ROCHE-FLAVIN : *Des droits seigneuriaux*, ch. XXIV.

(2) « Vobis domino regi predicto et heredi vestro Francie regi usque ad decennium continuum numerandum donamus et concedimus... ». TEULET, IV, p. 357.

(3) Exceptionnellement à la vie du pariaageant. Ainsi fait l'évêque de Lausanne : « Medietatem totius temporalis jurisdictionis eidem domino Petro ad vitam nostram concedimus et donamus ». *Gallia*, XV, instr., p. 172.

C'est le cas du pariage de 1209 entre l'abbé de Pamiers et Simon de Montfort (4). Cette dernière forme fut assez fréquente; elle était courante dans les contrats féodaux, faits pour la vie du concessionnaire et renouvelables à chaque mutation de vassal (5).

A l'expiration du temps fixé, le pariage pour subsister devait être renouvelé. Souvent, en pratique, ce renouvellement s'est fait sans difficultés. Les pariajes temporaires sont ainsi devenus perpétuels.

En cas de non-renouvellement, la garde subsistait ordinairement à l'issue du pariage (6). D'une façon générale, les parties rentraient dans leur situation respective antérieure.

II

Les pariajes perpétuels.

La clause de perpétuité était seule possible dans beaucoup de cas : ainsi quand il s'agissait de fonder une ville neuve ou de régler d'une façon durable des situations litigieuses (7).

Même dans les autres genres de pariajes, elle était très fréquente, et c'est la forme à laquelle tous ont abouti.

La clause de perpétuité s'exprime par les mots « in perpetuum » « jure perpetuo », « à tout jamais », etc. (8). Le pariageant cède la moitié indivise de ses biens, et s'interdit de la réclamer tant que son coseigneur observera les obligations du contrat.

Cette stipulation de perpétuité s'accompagne généralement de trois clauses annexes : les clauses d'indivisibilité, d'imprescriptibilité et d'inaliénabilité.

III

La clause d'indivisibilité.

Le pariageant, en s'associant un autre seigneur, a pour but

(4) « Haec omnia concedimus tibi, comes Simon, solummodo in diebus tuis ». *H. L.*, VIII, c, 577.

(5) E. DE ROZIÈRE, p. 6.

(6) DIDIER, p. 116, note 74. — Voir : PLANCHER : *Histoire de Bourgogne*, I, pr., p. 100.

(7) Pour les villes neuves, voir, C. S., p. 90.

(8) Ex. : Rimont. « Concessit donatione irrevocabili inter vivos perpetuo valitura medietatem territorii ». *Gallia*, I, instr., p. 187.

d'en obtenir une aide efficace et durable. Si le pariaïste recevait des biens séparés en toute propriété, il se contenterait de défendre ceux-ci, délaissant ceux qui seraient restés au pariajeant. C'est pourquoi l'assignation de droits est faite dans le pariaje sous forme indivise. En défendant ses droits, le pariaïste défend en même temps ceux de son coseigneur.

Par la clause d'indivisibilité, les seigneurs qui bénéficient de la cession s'interdisent de demander la fixation de leur droit sur certains biens déterminés. Les parties s'engagent à posséder toujours par indivis (9).

La clause d'indivisibilité n'est donc qu'un autre aspect de la stipulation de perpétuité. Les mots « pro indiviso » complètent l'expression « in perpetuum » et forment un tout avec elle (10).

IV

La clause d'imprescriptibilité.

Pour la même raison, il est logique de décider qu'une partie ne peut pas acquérir de droits en propre à l'égard de l'autre par le moyen de la prescription. Ce serait en effet faire cesser pour ces biens l'indivision et supprimer en partie le pariaje. Aussi les conventions d'association stipulent qu'aucun acte contraire au statut fixé ne pourra entraîner de prescription par quelque laps de temps que ce soit (11).

(9) « Quod dominus rex et ejus successores non possint dictum abbatem vel monasterium ad divisionem predictorum communium provocare vel compellere nec divisionem modo aliquo facere de predictis sed semper communia pro indiviso remaneant » (Villeneuve-de-Berg). *Bul. hist. et phil.*, 1913, p. 138. « Medietatem suam rex nunquam per se divisim capiet sed semper de communi ». TEULET, I, p. 169. Parfois le pariajeant prend le même engagement : « Non poterit dominus rex ad divisionem provocare, nec nos vel successores nostri poterimus » (Narbonne). REGNÉ : *Amauri*, p. 386.

(10) « Statutum est quod nec comes nec aliquis successorum comitis a predicta societate recedere poterit... sed ecclesia et comes et successor ipsius semper pro indiviso possidebunt » (Raucourt). VARIN, I, 424.

(11) « Nec unquam alicui possit jus tribueri nec per quemcumque usum longum et longissimum, causam vel masteriam prescribendi » (Narbonne). REGNÉ : *Amauri*, p. 391. — « Quidquid actum fuerit contra formam praesentis compositionis illud nullam praescriptionem indicet, nec possit ullum prejudicium generari » (Limoges). *Ord.*, XIII, 209. — « Nec jus possessionis vel quasi nobis acquiri, nec causa alicui consuetudini vel prescriptioni etiam centenariae possit parari » (Cahors). *Gallia*, I, instr., p. 35 D.

En l'absence même de toute clause, il semble que l'imprescriptibilité soit la conséquence nécessaire du pariage. Les co-seigneurs possèdent en vertu d'un titre; et nul ne peut prescrire contre son titre (12). Une stipulation expresse a cependant son utilité, car elle s'applique non seulement à l'indivision établie mais à toutes les clauses accessoires qui, nous l'avons vu, se présentent souvent dans les traités de pariage. C'est en s'appuyant sur une clause semblable que l'évêque de Mende en 1766, s'oppose à l'application de l'édit municipal dans la ville de Mende, que le traité de pariage lui a laissée en propre (13).

Nombreuses sont les décisions judiciaires qui ont rendu leurs droits aux seigneurs en pariage avec le roi, malgré le non-usage pendant un très long délai. Au Parlement de la Pentecôte 1268, le prieur de la Charité qui avait associé Philippe II dans ses droits de justice à Cencoins, réclamait la moitié des droits d'entrée que payaient les bourgeois en acquérant la franchise. Le bailli du Berry s'y opposait, alléguant la prescription de trente ans au profit du roi. La cour donna cependant satisfaction au prieur (14). En 1613, un procès s'élève devant les conseillers du Trésor entre le prieur de Notre-Dame du Charmier de Sens et Jacques Bernage, engagiste de la portion du roi dans la seigneurie de Dixmont, au sujet de la nomination aux offices. De nombreux arrêts du Parlement, puis du Conseil privé décident que le prieur continuera de nommer conjointement aux dits offices, malgré le long intervalle pendant lequel il a cessé d'exercer son droit (15).

La royauté elle-même est fréquemment intervenue dans ce sens. Ainsi un arrêt du Conseil d'Etat du 10 avril 1641 permit aux ecclésiastiques d'exercer leurs droits « nonobstant que depuis cent cinquante ans ils n'aient établi aucuns juges, à raison de quoi l'on pourrait prétendre y avoir prescription, de laquelle Sa Majesté les a relevés et relève (16) ».

(12) Dissertation sur la prescription en matière de pariage dans BACQUET : *Traité des boutiques du Palais*, ch. XVI, dans *Œuvres*, t. I, Lyon, 1744, p. 610.

(13) PORÉE : *Consulat*, p. 75.

(14) BEUGNOT, I, 718. — CHÉNON : *Les jours de Berry*, n° 44.

(15) BACQUET, *op. cit.*, p. 613.

(16) *Mémoires de l'assemblée générale du clergé*, t. III, Paris, 1673, p. 225.

En fait, il arriva que par suite de la négligence de gens d'église, certains pariaages furent complètement absorbés par le zèle des officiers royaux. En 1435, par exemple, on se demande au Parlement si le lieu de Sainte-Colombe-lès-Vienne est en pariage ou appartient exclusivement au roi. La liste de faits proposés par le procureur royal, prouve qu'à cette époque, la coseigneurie de l'archevêque de Vienne était presque entièrement tombée en désuétude (17).

V

La clause d'inaliénabilité.

Principe et caractère.

Le pariage doit subsister perpétuellement entre les mêmes parties; l'une d'elles ne peut pas céder son droit à une tierce personne.

C'est une stipulation essentielle des traités de pariage (18). Presque toujours le pariaagiste prend cet engagement de façon formelle, soit dans le texte de la convention (19), soit par acte séparé (20).

Cette clause d'inaliénabilité a un caractère déterminé. Sa portée est territoriale. Ce n'est pas dans telle famille, c'est entre les mains du titulaire de tel ou tel pouvoir que doit rester l'association indivise. Ainsi les moines de Saint-Germain d'Auxerre, s'associant le comte de Sancerre dans leur territoire de Ponnassant, stipulent que le pariage restera toujours à celui qui sera seigneur de la Ferté-Loupière (21).

(17) LENAIN : *Registre* 179, f° 251, V° et ss.

(18) « Ea potissimum erat conditio ut partem praedii sibi concessam alienare nullo modo possent ». DU CANGE, V, c, 147.

(19) « Ista autem in quibus associata est, ipsa et heredes sui domini Campanie nullo modo de manu sua alienare poterunt ». TEULET, I, p. 305. « Nec illud silendum est quod predicta villa a comitatu Bolonie nullo modo poterit alienari, nisi nobis a quibus procedit ». BRUEL, V, p. 725.

(20) Cette clause est omise dans le pariage de Fraillécourt. Mais en 1205, le sire de Roset déclare qu'aucun de ses successeurs ne pourra toucher les revenus du pariage avant d'avoir juré que « quamdiu Roseti dominus fuerit, partem suam de Fraillécourt nullo modo, ut dictum est, alienabit ». VARIN, I, p. 459. De même, en 1290, Philippe II s'engage à ne pas aliéner les droits que l'abbaye Saint-Quentin de Beauvais lui a conférés sur les villages d'Arnelle et Neuvi. DELABORDE, n° 332, p. 401.

(21) « Sepredictus comes vel heredes ejus predictam potestatem de manu sua alienare nullo modo poterunt quin communicationem istam ille qui dominus fuerit Firmitatis de Luperia semper obtineat ». QUANTIN, II, 277.

Généralement l'association est conclue avec le haut seigneur de la contrée.

C'est lui qui, par l'autorité supérieure qu'il exerce sur le territoire, est le plus à même d'assurer la protection recherchée (22). La part indivise cédée devra donc passer à celui des héritiers qui deviendra comte ou duc ou non aux autres (23). Sinon le but de l'association serait manqué.

Dans les parages royaux, la clause d'inaliénabilité a parfois le même caractère. On stipule par exemple, que le roi ne pourra pas céder sa part de la bastide de Beaumarchés à d'autres personnes qu'à celle qui tiendra le comté de Toulouse (24).

Mais généralement il s'y ajoute un élément nouveau. Le roi ne pourra pas transmettre sa part, même s'il aliène la domination de toute la contrée. Cette part restera toujours à celui qui deviendra successeur universel de la couronne de France. C'est la stipulation d'union perpétuelle à la couronne (25).

Cette clause, qu'on trouve dans tous les parages de Louis VII

(22) En 1246, l'abbaye du Mas d'Azil, obligée de chercher secours, s'adresse au comte de Foix « quia cognovimus predictum monasterium situm esse in jurisdictione seu potestativo et comitatu domini Fuxensis comitis, et per ipsum posset defendi melius quam per alium et tueri, quoniam in illis a quibus nobis proveniunt impedimenta superius memorata, habet merum imperium et mandatum ». CAU D'URBAN, p. 107.

(23) « Et ne puet ne doit ledit cuens, ne sui hoirs et successours comtes de Bar, mettre fuers de lor main lor partie de ceste communion et compaignie ; et ne puet aller en aultre personne que en celi qui seroit de Bar, ne par heritaige, succession, vendaige et ains demorra au comte et à la comté de Bar à tous jors » (Harville). CLOUET, III, 217, note 2.

(24) « Fuit actum et initum quod dicta bastida sit in p^{im} unita Tolose et comitatu Tolosano ita quod dominus rex qui pro tempore fuerit non possit partem sibi contingentem extra manum suam ponere vel in aliam personam transferre, nisi in illas personas que erunt pro tempore domini Tolose et comitatus Tolosani... ». MONLEZUN, VI, 216. De même à Rimont. « Quod dicta villa nunquam transferetur nec transferri possit in aliud dominum preterquam in dominium Tolosae ». Gallia, I, instr., p. 187.

(25) « Semper (predictae res communicatae) ad coronam suam Francie pertinebunt pro indiviso una nobiscum ». REGNÉ : *Amauri*, p. 286. « Quod dominus rex loca predicta non possit in aliam transferre personam preterquam in heredem universalem regni Francie ». MÉNARD, I, instr., p. 116. « Quod dicta bastida cum his que venerint in donatione, semper remaneant indivisa et in domanio nostro et illorum qui succedent nobis et quod nos vel successores nostri aliquo modo non possimus dictam bastidam vel aliquid de predictis dare, legare, vendere aut in quancumque transferre personam sed ea semper habeamus et possideamus nos et successor noster Rex Francie » (Beaumont de Lomagne). J. 328, f^o 42.

(26) et de Philippe II, semble avoir pris le caractère d'une véritable faveur. Dans le Languedoc, la royauté ne l'accordait guère que contre compensation pécuniaire. Le désir de l'obtenir fut certainement, dans beaucoup de parages, une cause efficiente.

Les clauses d'inaliénabilité que nous venons d'étudier sont à la charge du pariaïste. Quant au pariajeant, il est rare qu'il prenne semblable engagement (27). Cela ne veut pas dire qu'il puisse aliéner librement. Le pariaje est en effet une société; une partie ne peut pas imposer à l'autre un associé qu'elle n'a pas choisi (28). On voit ainsi intervenir le consentement du pariaïste en cas d'aliénation (29). Il est vrai que généralement celui-ci n'avait aucune raison de la refuser.

VI

Portée de la clause d'inaliénabilité.

L'inaliénabilité qu'engendre le pariaje a une portée très grande (30).

Elle s'oppose à toute aliénation par n'importe quel mode : donation, vente, échange, mise en gage, etc. (31). Elle joue

(26) LUCHAIRE : *Histoire*, II, p. 193 et note 1. Ex. pour Saint-Gengoul : « Villa ista cum suis appendiciis proprie et specialiter ad personam et majestatem regiam et ipsius coronam regni spectabit ». BRUEL, V, 572.

(27) Cela arrive parfois ; ainsi à Verdun. CLOUET, III, 440.

(28) Voir *Col. Périgord*, t. 49, f° 46.

(29) Louis VII approuve la cession que Gérard de Joigni a faite de sa part à l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif. LUCHAIRE : *Études*, n° 607. *Histoire*, II, p. 327 (T).

(30) Les anciens juristes citent l'exemple du pariaje de Miremont : « quod dominus rex nec ejus futuri successores in regno, nullo tempore possint vendere, donare, permutare, vel alio quocumque titulo in alium transferre, quacumque ratione vel causa nisi in illum in quem transferret civitatem Tholosae et comitatum Tholosanum, partem contingentem dominum regem in dicta alta et bassa justicia, mero et mixto imperio, sed quod dicta pars, contingens dominum regem virtute pariajii, perpetuo remaneat in et sub dominio immediato domini regis et suorum successorum regum Francie, seu saltem sub illo qui esset dominus civitatis Tholosae ». Reproduit par de Laurière dans sa note sur les Institutes de Loysel, éd. 1846, p. 371.

(31) « Ne pourrions mettre hors des propres domaines de notre royaume ou évêché cest accompagnement et pariaje en tout ou en partie par vendaige, donation, eschange, gaigerie, partaige, ne aliénation quelconque ». CLOUET, III, 440.

Avec l'apparition des grands engagements de domaines royaux aux XV^e et XVI^e siècles, on se demandera si des actes de cette sorte sont

contre toutes personnes, sauf celle qui détient le pouvoir avec lequel le pariageant a voulu être associé (32).

Le roi, par exemple, ne peut céder les lieux en pariage à des personnes de sa famille. Louis VII ayant donné à son frère Pierre de Courtenai sa part du Moulinet, revient ensuite sur sa donation à la demande de l'abbé et décide que le Moulinet restera toujours sous la main du roi (33). En 1317, Philippe V ayant compris le même bien dans le douaire de la reine Clémence, rétracte cette assignation sur l'intervention des religieux de Saint-Benoit de Fleury (34). Hugues Pictavi ayant bénévolement accepté que la part royale de la bastide de Nailloux figurât dans ce domaine, Philippe V lui donne l'assurance que ce consentement ne préjudiciera en rien, pour le cas où la reine voudrait aliéner (35).

Cette portée se marque bien en cas de constitution d'apanage. Le principe est rigoureux. Les rois ne peuvent mettre hors de leurs mains les biens qui leur sont parvenus par la voie du pariage et ils ne peuvent les transporter même en apanage ou récompense d'apanage (36).

Au premier rang des droits réservés figure donc la garde des églises en pariage. Ainsi fait Charles VI en 1386 en concédant en apanage à son frère Louis le duché de Lorraine (37). De même

compatibles avec l'inaliénabilité des pariares. (Voir résumé de la discussion dans HENRYS : *Œuvres*, Paris, 1738, t. I, p. 835 ss.). La question sera résolue par l'édit du 10 août 1641, art. 10 (*Mémoires du Clergé*, III, p. 224). L'édit admet la licéité de l'engagement, mais donne aux seigneurs ecclésiastiques en pariage avec le roi le droit de retrayer à tout moment la part royale engagée, en remboursant à l'engagiste ses frais et loyaux coûts. Ce retrait eut lieu dans la plupart des pariares importants.

(32) « Salvata inviolabiliter conventionne quod Regie liberalitati non liceat suam medietatem donare alteri personae vel ecclesie nullusque omnino partem regiam habere valeat » (Chéroy). *Ord.*, XI, 203. — « Quod dominus Rex seu ejus successores non debeant deinceps quoquomodo in alium transferre nisi in successores legitimos eorumdem, remanentes reges regni predicti » (Vernes). *Ord.*, XII, 440.

(33) LUCHAIRE : *Études*, n° 640.

(34) BEUGNOT, II, p. 635.

(35) *H. L.*, X, n° 198.

(36) LA ROCHEFLAVIN, *op. cit.*, ch. XXIV. — CHOPPIN, *Œuvres*, Paris, 1663, t. II, *De dominio*, p. 246.

(37) « Réservés à Nous les gardes des Eglises Cathédrales et les autres de fondation royale, et qui sont en Pariage ou sont à ce privilégiées qu'elles ne puissent être séparées de notre Couronne ». *Ord.*, VII, 468.

en 1400, dans la concession de la Guyenne au dauphin Louis, son fils aîné, etc. (38).

Les abbayes font soigneusement respecter leur privilège. Le roi Jean le Bon ayant assigné à son fils Jean le duché de Berry et Auvergne, sous les réserves habituelles, le prieur de Valigni (39), le couvent de Cusset dans tous ses biens (40), l'abbaye de Cluny pour son prieuré de Cencoins (41), obtiennent, en invoquant les parages jadis conclus, de rester sous la domination immédiate de la couronne.

Quelque grande que soit l'inaliénabilité découlant du pariage, elle ne s'étend pas toutefois aux revenus. Il est possible de les aliéner en détail. Ainsi, en 1308, les religieux de Saint-Orens ayant cédé à Philippe IV leur part de seigneurie dans la ville d'Auch, celui-ci leur assigne les revenus des bastides de Francheville, près Gimont, et de Grenade (42). De même en 1317, Philippe V octroie au chevalier Ansel de Joinville, à titre viager, cinq cents livres de revenus annuels sur le pariage de Luxeuil (43).

Mais il ne faut pas que cette assignation aboutisse à la création d'un droit ferme et perpétuel. Le roi ayant cédé à Ménaud de Barbazan vingt livres de revenu perpétuel sur la bastide de Beaumarchés, à tenir en fief-lige, le comte de Pardiac invoque les termes du pariage et obtient rétractation de la cession (44).

(38) *Ord.*, VIII, 418. Voir encore, *Ibid.*, p. 448-450-452.

(39) *Ord.*, III, 500. « Ipsam villam de Valigniac cum pertinentiis ejusdem in et sub domanio nostro Salvagardia et immediato ressorto volumus et intendimus perpetuo remanere ».

(40) *Ord.*, IV, 666. « Est in salvagardia... tam in villa Cuciaci quam alibi et tam in capite quam in membris, cum suis juribus, possessionibus, et pertinentiis universis, racione Pariagii et associationis plurium terrarum et possessionum ». De même plusieurs églises d'Auvergne « tam virtute Regalis fundacionis quam pariagii seu associationis ». *Ord.*, IV, 661.

(41) *Ord.*, VI, 609. « Sed ipsam villam sub nostro Domanio prout ex tenore societatis predictae et usu ipsius debite apparebit, volumus perpetuo remanere ».

(42) J. 295, n° 49.

(43) J. J. 53, fo 136, Vo : « Savoir faisons que nous à nostre amé et féal chevalier Ansel de Joinville otroions cinq cens livres tournois chacun an comme il vivra à prendre sur le pariage que nous avons sur la terre de Lyxeu ».

(44) BEUGNOT, II, p. 636 : « proposuit dictam donationem non tenere, pro eo maxime quod in dicto pariagio actum fuit quod dicta bastida sit in p^{re}sentia unita Tholose et comitatui Tholosano et quod rex non possit extra manum suam ponere ».

VII

L'inaliénabilité des parages. Ses résultats.

Cette clause d'inaliénabilité a eu des effets considérables.

Pour les parties, c'était un mobile essentiel, particulièrement dans les contrats passés avec la couronne. Toutes les fois que la royauté a voulu aliéner ses parts de parages, elle s'est heurtée à des résistances très vives (45).

Ce n'étaient pas seulement les seigneurs associés qui protestaient, mais plus encore les populations. Ainsi la royauté ayant essayé à deux reprises, sous Philippe II et Philippe IV, de céder le village de Couches aux ducs de Bourgogne, avec le consentement de l'abbaye de Flavigny, chaque fois les habitants réclamèrent. Ils invoquèrent que, bien que le traité n'eût pas été passé avec eux, il avait été fait néanmoins pour leur avantage et moyennant une redevance qu'ils servaient au roi. Ils finirent par avoir gain de cause (46).

M. Luchaire a raconté les tribulations de la ville de Fleurance, du comté de Gaure. Cette bastide, fondée par pariage, avait dans ses privilèges la clause d'union à la couronne. Cependant elle fut plusieurs fois aliénée. En 1425 notamment, Charles VII, en fit don à Charles II, sire d'Albret. Les habitants résistèrent; Jean d'Albret prit la ville de force. La cause fut portée devant le Parlement de Toulouse qui reconnut le bon droit des habitants. Mais la lutte continua cinquante ans, au milieu de péripéties diverses. Ce n'est qu'en 1506 que la ville, après de nombreuses dévastations, fut définitivement réunie à la couronne (47).

Il faut reconnaître que souvent la royauté a fait droit aux réclamations. Ainsi, en 1548, Henri II ayant donné à Diane de

(45) Outre les termes du contrat, les seigneurs en pariage avec le roi, invoquent les droits supérieurs de la couronne, auxquels elle ne peut renoncer. Quand en 1285, Philippe III abandonne le pariage de Pamiers, l'abbé présente un mémoire de protestation. J., 336, n° 19. — DIDIER : p. 371 : « Quod de cetero non reciperet pariaium seu defensionem ville Appamiensis non decuit regem concedere cum hoc esset a se abicere jura regni... et tali juri dominus rex renuntiare non debet, immo non potest de jure ».

(46) DIDIER, p. 132-134. — DELISLE : *Restitution*, p. 433, n° 757. — BEUGNOT, III, p. 608.

(47) LUCHAIRE : *Alain, sire d'Albret*, Thèse, Paris, 1877, p. 141-157.

Poitiers le duché de Valentinois et le pariage de Saint-Paul-Trois-Châteaux, l'évêque et la population représentent que d'après le pariage, ils ne peuvent être transférés à qui que ce soit. En conséquence le roi révoque la cession (48).

Les traités de pariage eurent ainsi pour la monarchie un résultat durable. Ils apportèrent au domaine nombre de possessions et pour elles, avant même l'apparition des théories sur l'inaliénabilité du domaine royal, fut établie une inaliénabilité contractuelle très stricte. « La royauté, dit M. Luchaire (49), ne devait pas tarder à se féliciter de cette précaution prise contre elle-même. Elle se ménageait des possessions durables en dehors de la région domaniale, et souvent même sur les points du territoire où il lui importait le plus d'avoir pied en vue de ses progrès futurs ».

Le pariage fit jouer à certains lieux un rôle important. En cas d'apanage, tandis que toutes les autres possessions royales étaient cédées, celles en pariage restaient unies à la couronne; elles devenaient des centres de juridiction pour tous les droits réservés. Lors de la constitution de l'apanage de Berry et Auvergne sous Jean le Bon, le bailliage de Saint-Pierre-le-Moutier reçoit compétence ès cas royaux et de ressort dans les pays d'Auvergne, Berry, Bourbonnais et Nivernais. Des sièges particuliers furent ensuite établis dans les localités également en pariage de Cencoins pour le Berry et Cusset pour l'Auvergne (50). Saint-Gengoul joua le même rôle pour le Mâconnais et la Bourgogne (51), etc.

(48) *Gallia novissima*, II, c, 524.

(49) *Histoire*, II, 193.

(50) GUI COQUILLE : *Histoire du Nivernais*, p. 362. — RIVIÈRE, I, 500.
— LENAIN : *Registre* 167, f^o 92 V^o.

(51) LENAIN : *Registres de la Chambre des Comptes*, t. III, f^{os} 1 et ss.

CHAPITRE IX

LES PROCÈS SUR PARIAGE

La conclusion et la mise en œuvre des pariares ont fréquemment donné lieu à des contestations.

Ce sont, par exemple, des actions en nullité. Un tiers se prétend propriétaire des biens mis en pariage. Le seigneur supérieur ou le gardien protestent contre la violation de leurs droits. On suit les règles de compétence ordinaire. La sanction est, suivant les cas, l'annulation du pariage, la commise ou une amende.

Ce sont aussi des actions entre les parties. Elles réclament l'exécution des clauses de la convention. Souvent dans le traité, elles ont déjà prévu des peines contre celle qui n'observerait pas les stipulations intervenues (1).

Plus fréquemment encore ce sont des actions en résolution pour cause d'inexécution du contrat. C'est la sanction que porte le traité pour le cas où l'un des coseigneurs aliénerait indûment sa part (2). D'une façon plus générale, le pariage est un contrat synallagmatique. Si une partie n'exécute pas ses engagements, l'autre a le droit de demander la résolution du contrat (3).

(1) « Si contingerit dictum dominum comitem venire contra praesens pariaium, quod centum marcas argenti nomine paenae solvere teneatur ». MONLEZUN, VI, 214. De même : BRUEL, VI, 166 ; — *BEC*, 1868, p. 159.

(2) « Et in casu quo contrarium fieret praesens pariaium seu societas sit cassa et nulla seu irrita, nulliusque efficacie pariter et momenti sed ad praefatum episcopum praedicta revertentur pleno jure, ac si nunquam communio, pariaium seu societas facta extitissent ». *Gallia novissima*, II, c, 218. « Quod si forte eam (partem) tenere noluerimus in jus et protestatem Cluniacensis ecclesie ex integro redigetur ». BRUEL, V, 573.

(3) « Si vero dux pactiones istas in aliquo transgressus fuerit, submonitus ab abbate vel a praesule sedis Lingonensis, nisi infra quadraginta

Souvent les contestations de ce genre ont été réglées par l'arbitrage (4). Quand l'action était portée devant les tribunaux, il s'agissait de savoir quel en était le caractère et par conséquent quelle cour devait être compétente.

Il existe à ce sujet un arrêt des Olim. Les comtes de Sancerre ayant aliéné leur seigneurie de la Ferté-Loupière, de laquelle devait dépendre le pariage de Ponnessant, les moines de Saint-Germain d'Auxerre demandèrent la résolution du contrat. Le roi de Navarre prétendit que l'affaire devait être jugée par sa cour, les biens litigieux étant situés dans les limites du comté de Champagne. Le roi de France, de son côté, réclama la connaissance du procès. C'était une action personnelle, disait-il; et le comte de Sancerre, défendeur à l'instance était son homme-lige. Le Parlement se rallia à la thèse royale (5).

On peut dire qu'une action en exécution ou révocation d'un pariage est une action mixte. D'une part le coseigneur est associé à la suite d'un contrat; son exécution ouvre l'exercice d'une action personnelle. Mais d'autre part l'association com-

dies emendaverit, in jamdicta villa nihil juris penitus habebit ». *Gallia*, IV, instr., p. 180.

En 1682, Louis XIV permit aux églises et monastères de se faire relever de leurs anciennes associations quand leurs coseigneurs n'avaient pas satisfait à leurs obligations. Ainsi les chartreux de Bonlieu obtinrent du Parlement de Besançon, le 18 avril 1684, un arrêt de résolution de leur pariage de 1304 avec la maison de Chalon. Les religieux ayant demandé à la Cour « qu'il lui plût les relever contre ledit traité à cause de la laesion du tout qui en résultait, en ce qu'ils n'avaient rien reçu dudit Jean de Chalon que la promesse d'une protection imaginaire et partant à estre admis de joindre à leurs pièces un arrêt qu'ils ont obtenu du conseil d'Estat du Roi par lequel Sa Majesté les a déclaré compris dans celluy du 29 juin 1682 qui relève les bénéficiers de toutes prescriptions et laps de temps qui pourraient avoir courus contre les aliénations des biens d'église... La Cour... déclare fini et résolu ledit contrat d'association et protection en datte du mois d'avril treize cent quatre faict entre les supplians et ledit feu Jean de Chaalon et en conséquence condamne ledit deffenseur... ». *Archives du Doubs*. Reg. des arrêts civils de 1684, B. O., 1741.

(4) Le 20 juin 1241, le comte et l'abbé de Montier-en-Der font connaître que « cum quaestio verteretur inter se ipsos de interpretatione quorundam verborum contentorum in charta societatis de Longavilla inter predictum regem et prefatum monasterium inite, se pro bono pacis in venerabiles ...viros ...compromississe ». TEULET, II, p. 440.

(5) BOUTARIC, I, n° 1365. — BEUGNOT, I, p. 757. « Procurator regis Navarrae petiit curiam pro ipso rege cum terra ipsa sit infra metas comitatus Campanie et de feodo Campanie... Ex adverso dicebatur... cum accio hujusmodi sit personalis non realis et dictus comes sit homo ligius domini regis Francie ». Finalement les religieux abandonnèrent au comte de Sancerre le bénéfice de l'association moyennant une somme de 20 livres parisiis. — QUANTIN, III, n° 657. — DIDIER, p. 116, note 75:

porte une cession de biens indivis; il y a constitution de droit réel (6).

Ces règles doivent se combiner avec le principe que le supérieur ne litige pas devant l'inférieur. Ce principe prend une importance particulière dans les pariares royaux (7). Même lorsque le roi n'est que partiellement intéressé dans une affaire, la cause va tout entière devant la justice royale, quand bien même la qualité des autres parties ou la situation des biens auraient dû normalement attribuer connaissance à un haut justicier (8). Les multiples pénétrations partielles de la royauté amenèrent ainsi d'innombrables causes devant sa juridiction.

Quand le procès était engagé au pétitoire, il était porté devant le Parlement, seul compétent en principe dans les questions de propriété immobilière concernant le patrimoine royal (9).

Les baillis et sénéchaux gardaient la connaissance des actions possessoires (10). En matière pétitoire, ils avaient compétence pour les petites causes n'excédant pas la valeur de quarante livres (11). Certains sénéchaux du Midi reçurent même permission de juger jusqu'à concurrence de cent livres (12).

(6) DIDIER, p. 207 et note 10.

(7) « Item Rex non litigat in aliquo casu in curia alicujus subjecti pro re sibi in totum vel pro parte pertinente ». Guillaume DU BREUIL : *Stilus Curie Parlamenti*, éd. Aubert, 1909, p. 208.

(8) PERROT : *Les cas royaux*, p. 39. Le prieur de Lorrez-en-Bocage étant en litige avec Etienne de Paley, au sujet d'une pêcherie, le suzerain d'Etienne demanda que la cour lui fût rendue. Le prieur protesta : « Cum ad ipsam pescariam associatus esset dominus Rex per ecclesiam suam... nec dominus Rex tenebatur litigare coram alio, ut dicebat ». BOUTARIC, I, n° 901; — BEUGNOT, I, p. 592, n° 901.

(9) PERROT, p. 43 et 249. — Guillaume DU BREUIL, p. 126. « Item in causa hereditatis Regis, nullus potest esse judex, neque se intromittere nec cognoscere, nisi curia Parlamenti, nec aliter agitari quam in eadem, nisi vel ex commissione Regis vel curie et de speciali mandato hoc habeatur ».

(10) *Ibid.*; « Sed super possessione senescalli et baillivi possunt cognoscere et ex tunc fuit facta ordinacio per curiam super praemissis ».

(11) JEAN LE COQ : *Quaestiones decisaе*, Paris, 1558, p. 125.

(12) PERROT, p. 277. — *Ord.*, I, 625.

CHAPITRE X

LES PROCÈS SUR GARDE

Nous dirons enfin quelques mots sur la question de la compétence « *ratione gardae* » qui prend une importance particulière en matière de pariage (1).

Nous avons vu que la royauté retient généralement la connaissance des cas royaux. Parmi eux figure celui auquel donne naissance l'infraction de la sauvegarde royale. En conséquence, si le délit à juger est l'infraction de la garde, la compétence de la juridiction du pariage cesse (2). Le bailli de la cour commune du Puy ayant attaqué le chapitre, le bailli royal du Velay enleva le jugement de l'affaire à la cour commune, malgré ses réclamations, et le Parlement confirma son intervention (3). De même, les gens de l'évêque de Cahors ayant attaqué les consuls qui se servaient de poids et mesures placés sous sauvegarde royale, le Parlement garda la connaissance du délit (4).

Or, dans les lieux en pariage, la sauvegarde royale a une extension très grande. Elle s'applique en particulier aux officiers communs qui en jouissent au même titre que les officiers royaux. Quand ils sont victimes d'un délit, leurs collègues en perdent donc la connaissance. Ainsi le meurtre de Jean Regis, lieutenant du baile commun du Puy, est attribué au bailli

(1) Sur la compétence « *ratione gardae* », voir DIDIER, p. 269 ss.

(2) DIDIER, p. 303.

(3) BEUGNOT, III^e, p. 1404. « *Attento igitur et considerato quod predicta ecclesia cathedralis est in et de speciali gardia nostra cujus garde penes nos et nulli alii racione superioritatis et ex speciali prerogativa cognitio est specialiter reservata...* ».

(4) 4 décembre 1322. BOUTARIC, II, n° 6987 : « *quod predicta essent in salvagardia nostra posita notorie et publice* ».

royal et non à la cour commune (5). De même, le baile du pariage de Sarlat ayant été maltraité par les consuls, le Parlement connaît de l'affaire (6).

Cette extension la royauté l'accroît en multipliant les lettres de sauvegarde. Elle pratique cette politique à l'égard des consuls. C'est particulièrement dans les seigneuries en pariage que ceux-ci obtiennent de pareilles concessions (7).

Au Puy, la royauté prend en 1344 tous les bourgeois sous sa sauvegarde et leur donne le bailli du Velay pour gardiator. C'était soustraire à la cour commune la plus grande partie de sa compétence. Devant les exagérations commises, le Parlement dut intervenir. En 1348, la sauvegarde fut restreinte au consulat considéré comme corps (8). Cependant, le bailliage garda une compétence étendue. En 1546, le sénéchal de Beaucaire fait défense aux officiers de la cour commune et du bailliage royal de procéder à des informations en matière de contraventions sans gravité. On y voit que les officiers royaux justicient constamment les habitants du Puy même pour de petites affaires (9).

La théorie de la garde royale et l'extension progressive de son champ d'application deviendront ainsi un des principaux moyens pour la monarchie d'étendre sa juridiction dans les lieux en pariage (10).

(5) « Tam ratione sui quod est locumtenens nobilis viri bajuli communis curie Anicii specialiter est in salvagardia regia domini nostri Francorum regis ». DELCAMBRE : *Paréage*, p. 299.

(6) TOUSSAINT, 1301. — BEUGNOT, III, p. 94.

(7) DOGNON, p. 29, note 2.

(8) DELCAMBRE : *Consulat*, p. 31 ; *Paréage*, p. 330.

(9) *Bul. hist. et phil.*, 1887, p. 23 : « attento quod in salvagardia regia fiunt prohibitiones per officiarios regios... sub magnis paenis domino nostro regi applicandis... ne quis injuriet facto vel verbo eum qui salvagardiam a domino rege habuit vel obtinuit, nec ejus familiam in corpore et in bonis ».

(10) Ainsi pour le Puy, voir DELCAMBRE, *Paréage*, p. 319 ss.

CHAPITRE FINAL

Les pariajes ont été nombreux du ^x^e au ^{xiv}^e siècle. La fin du ^{xiii}^e siècle et le début du ^{xiv}^e siècle marquent l'apogée de cette institution à la fois par leur nombre et leur importance.

A partir du ^{xiv}^e siècle au contraire, les conclusions de pariajes nouveaux disparaissent. Les contrats qu'on pourrait citer en ce sens sont généralement de simples aménagements d'indivisions préexistantes. Ainsi le prétendu pariage de 1767 (1), entre Louis XIV et le duc de Blacas pour la ville d'Aups, n'en est pas un en réalité. Il s'agissait simplement de reconnaître et de maintenir une indivision remontant à 1236. Les termes de l'arrêt du Conseil ne laissent aucun doute (2).

Cette disparition des traités de pariage est due à plusieurs causes :

En premier lieu, le mouvement de fondation de villes neuves qui avait amené beaucoup d'associations de seigneurie, s'arrête au ^{xv}^e siècle.

Les besoins de protection des établissements ecclésiastiques subsistent. Mais la royauté y pourvoit par l'octroi de lettres de sauvegarde. Ces concessions se multiplient pendant tout le cours de la guerre de Cent ans (3).

Le pariage avait été souvent un instrument politique. Or, les droits de justice ou autres qu'il conférait prennent de

(1) Cité par GIRY, *BEC*, t. 42, p. 158. — VIOLLET : *Institutions*, II, p. 174. — GLASSON : *Histoire du droit*, V, 148.

(2) E 2436. Arrêt du 10 septembre 1767. Considérant « que c'est la même moitié que Boniface de Blacas possédait en 1303, qu'il transmet à ses descendants, qu'il est naturel qu'il jouisse de la moitié de la juridiction dans laquelle il a été réintégré, qu'il la tient en Paréage avec Sa Majesté... que ces faits sont constatés par une filiation suivie de titres non équivoques depuis le 24 septembre 1236 ».

(3) VIARD : *La France sous Philippe VI*, p. 357-358.

moins en moins d'importance aux yeux de la royauté (4). Elle préfère le procédé de la garde, plus simple, et qui suffit à étendre ses pouvoirs de façon appréciable (5). Bientôt d'ailleurs la monarchie cessera d'être féodale et s'organisera sur de nouvelles bases.

Le pariage devient donc une institution du passé. Les seigneuries indivises demeureront nombreuses jusqu'à la Révolution (6); l'une d'elles subsistera même jusqu'à nos jours. Ce seront de simples survivances historiques, souvent incomprises, d'un procédé juridique très fréquent à l'époque féodale.

(4) DOGNON, p. 29.

(5) VUITRY : *Nouvelles études*, I, 394.

(6) A la fin de l'ancien régime, dans une quinzaine de villes épiscopales du Midi, la justice était indivise entre le roi et les évêques. C'est sous ce régime que se trouvait encore la majeure partie du Gévaudan.

BIBLIOGRAPHIE ET ABRÉVIATIONS

(Ne comprend que les sources, recueils, auteurs et périodiques
le plus souvent cités).

I

SOURCES

Aux **Archives Nationales**, les séries :

G⁸. — *Agence générale du clergé.*

J et JJ. — *Collection du Trésor des Chartes (layettes et registres).*

K. — *Cartons des Rois.*

P. — *Chambre des Comptes.*

X^{1A}. — *Arrêts civils du Parlement.*

A la **Bibliothèque Nationale**, collections *Doat, Périgord, Fontanieu et Moreau.*

A la **Bibliothèque de la Chambre des Députés**, collection *Lenain : Registres du Parlement.*

II

RECUEILS DE DOCUMENTS

BUGNOT. — *Les Olim, ou Registres des arrêts rendus par la cour du roi sous les règnes de Saint-Louis à Philippe V.* Paris, 1839-1848, 3 tomes en 4 vol. in-4°.

BOUTARIC (Edg.). — *Actes du Parlement de Paris.* Première série, tome I 1254-1299, tome II, 1299-1328. Paris, 1863-1867, 2 vol. in-4°.

BRUEL (A.). — *Chartes de l'abbaye de Cluny*, tome V, Paris, 1894, in-4°.

DELABORDE. — *Recueil des actes de Philippe Auguste*, tome I. Paris, 1916, in-4°.

DELCAMBRE (Et.). — *Recueil de documents inédits relatifs au paréage du Puy* (Extraits de la *Terre Vellave et Brivadoise*, fascicules de mars 1931 et suivants).

DELISLE (Léopold). — *Essai de restitution d'un livre des enquêtes.* Dans Boutaric, *Actes du Parlement*, tome I. — *Catalogue des actes de Philippe Auguste.* Paris, 1856, in-8°.

FURGEOT (A.). — *Actes du Parlement de Paris*, deuxième série, Tome I (1328-1342). Paris, 1921, in-4°, tome II (1342-1250) en manuscrit aux Archives Nationales.

Gallia christiana in provincias ecclesiasticas distributa, editio nova. Paris, 1716, 16 vol. in-f°.

- Gallia novissima*, tome II par le chanoine J. H. Albanès. Valence, 1909, Gr. in-4°.
- GIRY (A.). — *Documents inédits sur les relations de la royauté et des villes*. Paris, 1885, in-8°.
- GUIBERT (L.). — *Documents relatifs à l'histoire municipale des deux villes de Limoges*. Dans *Mémoires de la Société des Archives historiques du Limousin*, première série, tome VII, Limoges, 1897.
- HUILLARD-BRÉHOLLES. — *Titres de la maison ducale de Bourbon*, tome I. Paris, 1867, in-4°.
- LAURENT. — *Cartulaires de l'abbaye de Molesme*. Paris, 1907-1911, 2 vol. in-4°.
- LONGNON (Aug.). — *Documents sur le comté de Champagne*. Tome II, le domaine comtal. Paris, 1904, in-4°.
- LUCHAIRE (Ach.). — *Études sur les actes de Louis VII*. Paris, 1885. Gr. in-4°.
- MAHUL. — *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse et de l'arrondissement administratif de Carcassonne*. Paris, 1857-1882, 6 tomes en 7 vol. in-4°.
- MAISONOBE. — *Mémoire relatif au paréage de 1307*, conclu entre l'évêque Guillaume Durand II et le roi Philippe le Bel (documents historiques sur le Gévaudan publiés par la Société de la Lozère, tome I, Mende, 1896).
- Ordonnances des rois de France de la troisième race*. Paris, 1723-1849, 21 vol. in-f°.
- QUANTIN (Max). — *Cartulaire général de l'Yonne*. Auxerre, 1844-1873, 3 vol. in-4°.
- ROUCAUTE et SACHÉ. — *Lettres de Philippe IV relatives au pays de Gévaudan* (dans *Bulletin de la Société de la Lozère*, année 1896).
- SAIGE (G.) et LACAILLE (H.). — *Trésor des chartes du comté de Rethel*, tome I. Monaco, 1902, in-4°.
- TEULET. — *Layettes du Trésor des Chartes* publiées par A. Teulet, J. de Laborde et Elie Berger. Paris, 1862-1902, 4 vol. in-4°.
- VARIN. — *Archives administratives de la ville de Reims*, tome I. Paris, 1839, in-4°.

III

AUTEURS

- AIMOND (Ch.). — *Les relations de la France et du Verdunois*. Paris, 1910, in-8°.

- D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*. Paris, 1859-1869, 7 tomes en 8 volumes in-8°.
- BARTHÉLEMY (Ed. DE). — *Diocèse ancien de Chalons-sur-Marne*. Paris, 1861, 2 volumes in-8°.
- BÉMONT (Ch.). — *Recueil d'actes relatifs à l'administration des Rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle*. Paris, 1914, in-4°.
- BENOIT (dom). — *Histoire de l'abbaye et de la terre de Saint-Claude*. Montreuil-sur-Mer, 1892, tome II, in-8°.
- BONVALOT (Ed.). — *Le Tiers-Etat d'après la charte de Beaumont et ses filiales*. Paris, 1884, in-8°. — *Histoire du droit et des institutions de la Lorraine et des Trois-Évêchés*. Paris, 1895, in-8°.
- BOUTARIC. — *Saint-Louis et Alphonse de Poitiers*. Paris, 1870, in-8°.
- BRUSSEL. — *Nouvel examen de l'usage général des fiefs*. Paris, 1750, 2 volumes in-4°.
- CAU D'URBAN. — *Monographie et cartulaire de l'abbaye du Mas d'Azil*. Foix, 1897, in-8°.
- CHÉNON. — *Les Jours de Berry*. Paris, 1911, in-8°.
- CLERC (Edouard). — *Essai sur l'histoire de la Franche-Comté*, tome I. Besançon, 1840, in-8°.
- CLOUET. — *Histoire de Verdun*. Verdun, 1867-1870, 3 volumes in-8°.
- C. S. — CURIE-SEIMBRES. — *Essai sur les villes fondées dans le sud-ouest de la France aux XIII^e et XIV^e siècles, sous le nom générique de bastides*. Toulouse, 1880, in-8°.
- DELCAMBRE (Et.). — *Le Consulat du Puy en Velay*. Le Puy, 1933, in-8°. — *Le Paréage du Puy dans Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1931, p. 121-160 et 285-344.
- DIDIER (Noël). — *La garde des églises au XIII^e siècle*. Grenoble, 1927, in-8°.
- DOGNON (Paul). — *Les Institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion*. Toulouse, 1895, in-8°.
- DUFOUR (Emile). — *La Commune de Cahors*. Cahors, 1846, in-8°.
- FLACH (Jacques). — *Les origines de l'ancienne France*, tomes I et II. Paris, 1886-1893, 2 volumes in-8°.
- FOURNIER (Paul). — *Le royaume d'Arles et Vienne (1138-1378) ; étude sur la formation territoriale de la France dans l'Est et le Sud-Est*. Paris, 1892, in-8°.
- GRENIER (P.-L.). — *La cité de Limoges ; son évêque, son chapitre, son consulat*. Paris, 1907, in-8°.

- GUIBERT (L.). — *La commune de Saint-Léonard de Noblat*. Paris, 1890, in-8°.
- H. L. — *Histoire générale du Languedoc* par dom Devic et dom Vaissète, nouvelle édition par Molinier. Toulouse, Privat, 1872-1906, 16 volumes, in-4°.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — *Le règne de Philippe III le Hardi*. Paris, 1887, in-8°.
- LEHUGEUR (Paul). — *Histoire de Philippe V le Long*, tome I, Le règne. Paris, 1897, in-8°.
- LE NAIN DE TILLEMONT. — *Vie de Saint-Louis*, tome V. Editée par la *Sté de l'Histoire de France*. Paris, 1849, in-8°.
- LONGNON (Aug.). — *La formation de l'unité française*. Paris, 1922, in-8°.
- LUCHAIRE (A.). — *Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens*, tome II. Paris, 1883, in-8°. — *Manuel des institutions françaises*. Période des Capétiens directs. Paris, 1892, in-4°.
- MÉNARD. — *Histoire de Nîmes*, tomes I et II. Paris, 1750-1751, 2 volumes in-4°.
- MICHEL (R.). — *L'administration royale dans la sénéchaussée de Beaucaire au temps de Saint-Louis (Mémoires et documents publiés par la Société de l'Ecole des Chartes, IX)*. Paris, 1910, in-8°.
- MONLEZUN. — *Histoire de la Gascogne*, tome III. Auch, 1847; tome VI, Auch, 1849, 2 vol. in-8°.
- PASQUIER (F.). — *La question d'Andorre au XIII^e siècle et de nos jours*. Dans *Mémoires de l'Académie des sciences de Toulouse*, 11^e série, tome VII, année 1919.
Servage, paréages et autres institutions à Lezat et Saint Ybars au XIII^e siècle. Foix, 1920, in-8°.
- PERROT (Em.). — *Les cas royaux. Origine et développement de la théorie au XIV^e siècle*. Thèse, Paris, 1910, in-8°.
- PICART (Benoist). — *Histoire de Toul*. Toul 1707, in-4°.
- PORÉE (Ch.). — *Le consulat et l'administration municipale de Mende, des origines à 1789*. Dans *Bulletin de la Société de la Lozère* 1901.
Les évêques-comtes de Gévaudan dans Archives Gévaudanaises, tome IV, 1919, p. 347 ss.
- PROU. — *Les coutumes de Lorris et leur propagation*. dans *Nouvelle Revue Historique de droit*, 1884.
- REGNÉ (J.). — *Amauri II, vicomte de Narbonne*. Narbonne, 1910, in-8°.
Histoire du Vivarais, tome II. Largentière, 1921, in-8°.

RIVIÈRE. — *Institutions de la Haute-Auvergne*, tome I.

ROSSIGNOL (E. A.). — *Monographies communales du département du Tarn*, tomes I et II. Toulouse, 1864, 2 vol. in-8°.

ROUCAUTE (J.). — *La formation du domaine royal en Gévaudan*. Thèse latine. Paris, 1900, in-8°.

ROZIÈRE (E. DE). — *Le pariage de Pamiers*. dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1871, p. 1 et ss.

SENN (F.). — *L'institution des avoueries ecclésiastiques en France*. Paris, 1903, in-8°.

VALBONNAIS. — *Histoire du Dauphiné*. Genève, 1722, 2 vol. in-f°.

VAYSSIÈRE. — *Les villes franches du Bourbonnais* dans *Archives historiques du Bourbonnais*, tome I. Moulins, 1890.

VIARD. — *La France sous Philippe VI* dans *Revue des questions historiques*, année 1896, tome LIX.

VIOLLET. — *Guillaume Durant le Jeune* dans *Histoire littéraire de la France*, tome XXXV. — *Histoire des institutions politiques*, tome II. Paris, 1898; tome III, Paris, 1903, 2 vol. in-8°.

VUITRY. — *Nouvelles études sur le régime financier de la France avant 1789*, tome I. Paris, 1883, in-8°.

IV

PÉRIODIQUES

B.E.C. — *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*.

Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques.

Nouvelle Revue Historique de droit français et étranger.

Positions des thèses des élèves de l'Ecole des Chartes.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE n° I

PARIAGE DE PAREID OU HARVILLE

(Règlement de droits d'avouerie).

Cognue chouse soit à tous ceauls qui ces présentes lettres verront et orront que pour osteir tous descors, toutes matières de dissension, pour warder paix et concorde et pour plus grant profit à avoir accordei est, convenancier, ordenei et fermei pour tous jours sans jamaix contrevenir entre haut homme et noble Eddowart, chevalier, conte de Bar, pour lui et pour la contei de Bar à tous jours d'une part, et honoraubles hommes le princier, le doien et le chapitre de l'église de Verdun pour euls et pour lordite église d'autre part, que compengnie est faite et communnions de moitiei en moitiei perpétuelment et à tous jours entre les dites parties de tout et entièrement que li dit cuens, princiers doiens et chapitres avoient et avoir pooient et devoient en quelconque manière et pour quelle cause que ce fust ens villes, en bans, ens finages, territoires et parrochages de Harville, de Pareis, de Moulates, de Warreville, de Thimeville et de Villers en Weyvre et en lor appartenances sens riens excepter ne retenir fors les patronages des églises, les deymes grosses et menues et les grainges pour mettre et warder les deimes des villes, des bans, des finages, territoires et parrochages dessus dis que li dit princier, doiens et chapitres ou aultres personnes de lor église i ont, lesquelz patronages, deymes et grainges li dit princiers, doiens et chapitres et les persones de lor eglise ont retenu et retiennent et doivent demorer à auls et as aultres persones de lor dite église entièrement sens parson compeignie ne communion dou dit conte ne de la contei; et pueent et pourront li dit princiers, doiens et chapitres et les personnes de lor église por auls ou por aultrui à lor volonteï sens empêchement dou dit conte ne de ces gens leveir, exploitier et traire les dites dimes, et auls faire paier à tous ceauls qui seront tenu a auls pour raison dites deimes, sauf ce que se forcier ou gagier en convenoit, la force et li gagement se feroit par les sergens communs des dis leus. Et est à savoir que le dit cuens ait mis et doit metre en ceste compengnie et communion de moitiei en moitiei tout ce entièrement que aultre gent qui qu'il soient ont et avoir pueent, suellent ou doivent en la vouerie ou pour rason de la vouerie de Harville et des leus dessusdis et les doit assouleir et delivreir a sien dedens l'an de la date de la confection de ces présentes

lettres. Et li dit doiens et chapitres ont promis et doivent mettre en ceste compengnie et communion de moitei en moitei tout ce que li dis princiers de la dite église de Verdun ait, avoir puet, suelt et doit pour raison de sa princerie ens villes, ens bans, et ens leus es finages, territoires et parrochages de Harville, de Pareirs, de Moulates, de Warreville et de Thimeville dessusdis. Et les doivent délivrer et assouleir à leur envers le dit princier et mettre franchement en la compengnie et communion et faire taisant dedens l'an dessus dit le dit princier et toutes aultres personnes de lor église s'aucunes i avoit que riens i eussent fors que en patronages, deimes et grainges dessus dites lesquelz ils retienent. Et s'il avenoit que les parties dessus dites acquistassent ce que Enris de Villeirs et sin hoir tiennent à Villeirs en fiez dou dit conte chacune des dites parties i metteroit et paieroit la moitei dou pris et averoit la moitei en l'aquest. Et seroit cils acqués de moitei en moitei en la compengnie et en la communion desourdites et amortiroit li dit aient le dit fiez de Villeirs as devantdis princier, doien, et chapitre.

Et proveent faire se il lor plaît et oront en commun les dites parties accroissances et profis communs ens dis leus, de fours, de moulins, de estans, de terrages, de foires, de marchiez, de vantes, de tonneuls, de donneir a ceauls des bans et lieus dessus dis loy et franchise et quittance des gerces que li une partie et li aultre et lor gent i avoient et des mortes mains, des fourmariages et foursuances que li dit princiers, doiens et chapitres i avoient et d'autres servitudes, conditions et droictures que les dites parties i avoient ensemble ou chacune pour li comment que ce fust pour faire profit commun pour l'une partie et pour l'autre. Et s'ensi estoit que on ne donnast loy et franchise et quittance des servitudes, condicions et droitures dessus dites elles demourront et seroient en commun elles et li profit d'elles as dites parties de moitei en moitei. Et est à savoir que li dit cuens ait mis et met en ceste compengnie et communion le prei que il avoit à Harmeville, liquelz sera vendus à ceauls de Harmeville deus cens livres ou plus selonc ce que on pourra mieulz faire et sera heritages et paquis à ceauls de Harmeville à tous jours et li pris dou vendage dou dit prei et li extimacions des hommes et des magnies que li dit cuens avoit à Harmeville, lesquelz li dis cuens ait quitteï à tous jours as dis princier, doien et chapitre et à lor eglise pour cause de ceste compengnie, seront converti et mis en commun et en seront où le profit commun de l'une partie et de l'autre en aucuns leus dont les dites parties se concorderont. Et demourront as dites parties en commun les rivières des dis leus. Et est à savoir que les dites parties doivent faire et feront sergens, maours, eschevins et aultres que mestiers seront ens leus dessus dits, liquel feront fautei et sagement à l'une partie et à l'autre equament et subjec et obeissant seront à l'une partie et à l'autre equament et sergenteront et leveront les rentes et les droitures des dis leus et en conteront et rendront rason en commun as

dites parties ou a lor certain commandement, corresponderont et feront asseis a chacune partie pour sa moitie. Et sont et seront perpetuellement toute justice haute et basse et toutes forces des dis leus communes et en commun as dites parties et la feront faire et mettre à exécution en commun par les sergens communs, ne ni averait li une des dites parties plus de signorie ne de droit que li autre. Ne ne puet ne ne doit li une partie ne li aultre faire ne avoir habitacion, forterasse, ne municion ens leus dessus dis, ne ne pourront li une partie ne li aultre traire fors les gens des dis leus ne mener en os ne en chevauchies pour meffaire for aultrui, fors que pour deffendre les héritages et les terres de l'une partie ou de l'autre et encor adonc mener nes i pourront se ce n'estoit par l'acort et l'octroi de l'une partie et de l'autre ou par commun consentement des preves des dis leus qui seront pour l'une partie et pour l'autre. Et quant on les menra fors des dis leus il seront la première nuit à lor despens et dengui en avant il seront as despens de celui qui les i menrait. Ne ne puet ne ne doit li une partie sens l'autre penre ne recevoir quelque chose que se soit des dis leus ne des gens des dis leus ne par don ne par convoitise ne par aultre cause quelz quelle soit ne par coulour ou occoison que ce soit, mais devront estre toutes prinses et ressorces en commun, ne plus d'avantage ne de droit n'averait ne ne doit avoir li une partie que li aultre ens leus ne ens gens de ceste compengnie et communion fors que en deimes, patronages et grainges ensi com dessus est dit. Ne ne puet ne ne doit li dis cuens de Bar, ne sin heir ne sin successeur comté de Bar mettre fuers de lor main lor partie de ceste communion et compengnie. Ne translateie ne transporteie ne puet estre en aultre que en celui qui sera cuens de Bar ne ne puet aleir eu aultre persone par quelconque cause soit, par heritage ou par succession, par vendage ou par echange, par don, par partage ou division ou par aultre manière quelz quelle soit, mais demourra à conte et à la contei à tous jours de Bar. Et est assavoir que parmei les chozes dessus dites li dis cuens ne sin hoir ne sin successeur ne lor gent ne pueent ne ne doivent, ne ne pourront ne ne deveront en lor terres et en lor leus ne en lor villes que lor soient ou qu'il teignent ou seront ou qu'il tenront en tout ou en partie pour tant comme il les touche ou touchera, ne en leus ne en villes de ceste compengnie retenir, recevoir ne deffendre nuls des hommes ne des femmes des villes des leus, ne de la terre presente et fuant des dis princier, doien et chapitre par quelconques coulour ou menière que ce soit, sauf les anciens entrecours qui demourront en lor estat et en lor valour. Et en semblant meniere ne pueent ne ne doivent li dit princiers, doiens et chapitre retenir, recevoir ne deffendre les hommes ne les femmes dou dit conte en ville, en lieu ne en terre que il aient sauf les anciens entrecours qui demourront en leur estat et en lor valour.

Et est à savoir que Eddowars cuens de Bar, dessusdis doit jureir et jurera quand il serait requis en la presence dou chapitre de Ver-

dun, sor la chässe Nostre-Dame en l'église de Verdun dedens un an après la confection de ces presentes lettres que il loiaulment et fermement toute sa vie tenra et wardera ceste compengnie et communion et toutes les chouses dessus dites et chacune d'elle en la fourme et en la meniere qu'elles sont dessus devisées et tuit li conte de Bar qui seront successeur et hoir en la dite contei pour tout le temps à avenir en semblant meniere jureront quant il seront requis sur la dite chässe en la dite église. Et doivent jureir dedens la première anneie qu'il venront à tenir la dite contei de Bar que il et chacun d'eauls pour tout son temps tenront et warderont fermement et léaulment la compengnie et les chozes dessus dictes sens venir contre en nulle meniere. Encor est à savoir que li dis Eddowars, cuens de Bar, et tuit li aultre conte de Bar, qui après lui seront doivent et sunt tenu par lor dit sarement ad ce que il fassent et feront que quatre chevaliers de lor conseil teilz com li dis chapitres de Verdun nemera et li balli de Saint Milner et li prévost d'Estain qui seront pour le temps à avenir à tous jours perpétuellement, tantes fois et toutes fois que renvier et renouvellez seront, jureront sor la dite chasse en la dite église de Verdun dedens un mois après ce que de part le dit chapitre sor ce requis seront, qu'il warderont et tenront et feront et pourchasseront à tenir et à warder inviolablement fermement et loiaulment la compengnie, les poins et toutes les chouzes dessus dites sens venir contre en nulle maniere. Et se li dis Eddowars, cuens, ou aucuns de ses successeurs qui seront conte de Bar ne juroient ne fasoient jureir en la maniere desourdite et dedens les termes dessus dis il ne penroient ne n'averoient partie ne profit en la compengnie ne ens chouses dessus dites, mais les penroient et averoient entierement sens riens rendre ne remettre arrier li dit princiers, doiens et chapitre jusques ad ce qu'il avoient jurei et fait jureir en la meniere dessus dite. Et puis ce qu'il avoient juste et fait jureir en la dite meniere il dengui en avant panroient et pourroient panre ou temps à avenir lor partie sens riens demander ne sens riens rendre dou temps que defailli en avoient. Et est à savoir que li princiers et li doiens de la dite église se il estoient présent en la dite eglise et se présent ni estoient quatre chanoine d'icelle église teil com li cuens de Bar ou ces commandemens denommerons. Item li prevos chanoine dou dit ban de Harville et quatre aultres persones chanoines de la dite église qui seront pour le temps et qui present seront en la dite eglise, teilz com li cuens de Bar ou ces commandemens demeureront jureront sor la dite chässe Nostre Dame en la présence dou conte de Bar ou de son commandement à tenir et garder fermement la compengnie et toutes les chouzes dessus dites dedens l'an qu'il en seront requis. Et encor avec ce li devant dit princiers et doiens de la dite église qui seront pour le temps quand il seront présent en la dite église de Verdun ensemble ou chacuns d'aus par lui a la requeste dou conte de Bar ou de son commandement jureront à garder fermement la compengnie et toutes les aultres chozes desourdites. (Et en

semblant manière li chapitres de Verdun qui sera pour le temps jugeront par procurour et s'obligeront à tenir et à garder fermement les chozes desourdites tout en la manière dessus dite.) En tesmoignage de véritei et pour ce que toutes ces chouses desourdites soient fermes et estaubles à tous jours nous Eddowars, cuens de Bar, pour nous, pour nostre contei, pour nos hoirs et pour nos successours en la dite contei, d'une part ; et nous princiers, doiens et chapitres dessus dit pour nous et pour notre dite église, d'autre part, avons fait, convenancier, ordener et fermer efficiemment ceste compengnie, communion et toutes ces chouses en la manière et en la fourme quelles sont dessus escriptes et deviseies. Et avons sceleit de nos seelz ces presentes lettres, que furent faites l'an de grâce nostre Seignour mil trois cens et quinze ou mois de Avril.

(Bibliothèque Nationale. *Collection de Lorraine*, vol. 267, n° 7).

PIECE N° II.

PARIAGE DE LÉZAT ET SAINT-YEARS.

(Règlement de garde et fondation de bastide.)

In Dei nomine. Notum sit omnibus hominibus presentem paginam inspecturis sive audituris quod nos frater Petrus, humilis abbas monasterii Lesatensis, Cluniacensis ordinis, et conventus ejusdem monasterii, videlicet... nos omnes insimul, per nos et per nostros successores, non inducti vi nec dolo, set bona et spontanea voluntate, videntes et intelligentes magnam utilitatem nostre domus, donamus et concedimus in perpetuum vobis domino Rogerio, Dei gratia comiti Fuxensi et vicecomiti Castriboni, et successoribus vestris omnibus, successive Fuxi tenentibus comitatum, in feudum, sub conditionibus infra contentis, in hominibus et villa Lesatensi, extra tamen fossata castri, ubi monasterium situm, quod castrum cum omnibus habitantibus intus libere retinemus, medietatem leidarum, pedagiorum et justiciarum civilium et criminalium et incurri-mentoribus mobilium duntaxat bonorum, et locale unum ad construendum domos planas cum solariis, sine turre, vallo, cossariis, et alia qualibet municione, sub ea quantitate et loco quibus nos duxerimus ordinandum, et quod sententias a consulibus, qui per nos tantum ibidem instituentur, qui etiam jurabunt nobis solum quod fideliter et legaliter tractent causas criminales et definiant super eisdem causis criminalibus, latas noster et vester vicarius pariter execucioni demandent. Excipimus tamen de predictis omnibus clericos et donatos, de cellerario nostro panem recipientes et vinum cotidianum et famulos nostros et eorum bona ac familiam universam. Juramentum vero fidelitatis et receptionem fidanciarum et cetera omnia que vobis superius conceduntur expresse in hominibus et villa predictis, nobis et successoribus nostris ac monasterio Lesatensi in solidum retinemus. Set si bajulus noster in prosequendis causis vel justiciis vel fidanciis recipiendis esset negligens vel remissus vel fraudulentus nos per nos et per successores nostros promittimus illa facere et complere bona fide ad vestram denunciationem et vestrorum. Cetera vero a predictis in feudum vobis expresse concessis nobis et nostris successoribus et monasterio nostro retinemus omnino, quod immunitatem et salvetatem monasterii ac ville Lesatensium prout tenet a cruce de Ganilas usque ad crucem Pontis Nauterii, et a cruce Podii de Garda usque ad crucem de Cra-

barissas, et inde ad extimacionem dictorum terminorum girando in rotundum per Lesati circuitum restituatis ac firmiter observetis et ab omni homine defendatis, infra quam hominem capere vel cum preda reverti vel aliquam, preter que vobis superius conceduntur, exaccionem vel adempramentum facere vel servicium aliquod extorquere violenter vel inde alicui guerram facere, nisi pro evidenti negocio dicti monasterii, minime atemptabitis, sine nostro vel vicariorum nostrorum vel successorum nostrorum consensu spontaneo et expresso. Insuper omnem albergam et dominationem et usum et denique omne jus vobis et predecessoribus vestris de facto vel de jure in monasterio et hominibus, villa ac salvetate predictis actenus competentia seu per instrumentum aliquod vobis concessa, preter illa que superius vobis conceduntur vel inferius retinentur expresse, absolvatis, derelinquatis, et quitetis per vos et per vestros successores in perpetuum Domino omnipotenti Deo et beatis apostolis Petro et Paulo et beato confessori Antonio et nobis et nostris successoribus, excepto jure patronatus, quod nobis competit ab antiquo, quod jus patronatus salvum nobis et successoribus nostris permaneat semper et integrum. Item retinemus-quod a villa Paterni usque ad rivum Alvari et a ponte Noguerii usque ad terminum territorii Sancti Eparcii et a villa Sancti Sulpicii usque ad rivum de Magastarid et inde ad estimationem dictorum terminorum girando in rotundum per Lesati circuitum ad instar circuli, non possitis aliquod jus vel possessionem tam per donationem, emptionem quam alium quemlibet modum acquirere sine voluntate nostra vel successorum nostrorum spontanea et assensu expresso sed omnia adquirenda et adquisita nobis et nostris successoribus et Lesatensi monasterio perpetuo reserventur, preter que vobis conceduntur expresse. Item euntibus et redeuntibus ad mercatum, quod sit singulis septimanis in villa Lesati, die martis, per tres dies continuos ipsis et rebus eorum securitatem et ducatum contra omnem hominem impendatis infra comitatum vestrum et districtum et extra pro posse vestro bona fide. Similiter euntes et redeuntes ad nundinas Lesati, que fuerunt in festo sancti Michaelis et omnia eorum bona secum portantes et ducentes per XVII dies continuos, videlicet per VIII dies ante et per VIII post securos et guisatos ducatis pro posse vestro. Pro feudo vero supradicto vos et vestri successores homagium nobis et nostris successoribus faciatis et fideliter prestetis juramentum. Item damus in perpetuum et concedimus vobis et omnibus vestris successoribus, successive Fuxi tenentibus comitatum in feudum ad edificandum castrum et fortitudinem et villam medietatem in omnibus honoribus et possessionibus et pertinentiis heremis et condirectis territorii Sancti Eparcii et suorum terminorum ad monasterium Lesatense pertinentibus. Reliquam vero medietatem nobis et successoribus nostris integre retinemus, quod castra integraliter et medietatem ville et reddituum vos et vestri successores, sicut dictum est, in perpetuum tenebitis in feudum per nos et per nostros successores... et villam

et medietatem jurisdictionum civilium et criminalium et omnium jurium et omnes redditus et proventus ejusdem et dominationis et jura habeamus nos et nostri successores vobiscum et cum vestris successoribus, ut dictum est per medium. Homines preterea Lesatenses et aliarum villarum seu locorum nostrorum, in predicta villa minime recipietis, absque voluntate nostra et assensu expresso. Item quod alter nostrum sine altero non possit exactiones aliquas, quocumque nomine censeantur, vel adempramentum aliquod in predicta villa facere, salvo tamen quod unus sine altero possit eos ducere in exercitu et cavalgada in suis necessitatibus bona fide. In quo territorio Sancti Eparcii, ut dictum est, quod faciemus limitari, vos faciatis castrum et fortitudinem propriis expensis vestris in podio qui dicitur Arbolhag, quod castrum denominetur de cetero Salvaterra, et illud castrum vos et vestri successores, ut dictum est, teneatis in feudum a nobis et successoribus nostris et pro monasterio Lesatensi; de quo castro vos et vestri successores detis potestatem nobis et nostris successoribus, iratis et placatis, ad nostram commonicionem vel nostrorum semper, quam potestatem vobis restituemus et reddemus eadem die, qua ipsam recipiemus sine dampno vestro et vestrorum. Villa vero que ibi edificabitur contigua predicto castro, eodem nomine Salvaterra nominetur et nuncupetur, que villa homines et femine et census et usatici et dominationes et silve et pascua et aque fluentes et non fluentes et terre culte et inculte et justicie et placita et leude et pedatica et generaliter omnes redditus et proventus hic expressi et non expressi, quocumque nomine censeantur, et omnia jura et dominationes et omnia quecumque provenient vel poterunt provenire de eadem villa et infra suos terminos nos et nostri successores vobiscum et cum vestris successoribus pro indiviso in perpetuum per medium habeamus. Item quod nostri vicarii et successorum nostrorum vobiscum vel cum vestris pariter causas criminales quas per nos tractare non possemus, audiant et diffiniant et penas exerceant corporales, et quod vos vel vestri successores non possitis habere nisi unum bajulum inter villam de Lesato et villam Salvaterra eodem tempore et tamen quod possitis illum mutare et alterare pro velle vestro. Item infra clausuram castri non recipietis aliquos habitatores, nisi de familia vestra, Item quod in Salvaterra predicta familia vestra sequatur forum vestrum et familia nostra et clerici et donati sequantur forum nostrum, donati scilicet recipientes panem et vinum cotidianum de domo nostra. Item quod in locis et personis subjectis monasterio Lesatensi non facietis aliquam exactionem vel adempramentum violenter sine nostra vel successorum nostrorum expressa licentia et assensu, nec id a familia vestra fieri permittatis. Item ab ecclesia Sancti Juliani de Tesaco usque ad locum in quo villa fuit que dicitur Albiacus, et ab ecclesia Sancti Andree de Fossato usque ad fines territorii Sancti Eparcii versus Lesatum, et inde ad estimationem dictorum terminorum procedendo per circuitum castri et ville Salvaterra ad instar circuli,

salvis nobis dominiis et juribus castrorum, que nunc edificata consistunt et a vobis tenentur et nobis, proprietatibus nostris et feudis que a nobis tenentur, et quod possessiones et jura nostra redimere nobis liceat de manibus detentorum, alter sine altero acquisitiones aliquos facere nequeat, set per medium omnia fiant. Acquisitiones vero ipse condiciones predicti feudi sorcientur: quod si alteri nostrum non suppeteret persolvendi facultas, reliquus precium totum persolvens partem utriusque tamdiu teneat quousque ab altero fuerit satisfactum. Predicta vero feuda perpetuo vel ad tempus vobis et successoribus vestris transferre in alium vel alios non licebit. Retinemus insuper in territorio predicto nobis et successoribus nostris et monasterio predicto decimas et primicias omnium fructuum terre, et de piscariis, molendinis et universis carnalaticis decimas, oblationes insuper et definitiones, et omnia jura spiritualia et locum ad ecclesiam edificandam et domos nobis ydoneas et cimiterium infra villam. Preterea quod quilibet nostrum possit habere infra territorium predictum ortum et vineam et terras arabiles satis ad unam cordam bovum. Omnia predicta et singula donamus et concedimus vobis et vestris successoribus in perpetuum ut predictum est, ad omnes vestras voluntates et vestrorum successorum, salvis predictis condicionibus, in feudum ita quod vos et vestri successores per nos et per nostros successores et per predictum monasterium semper teneatis, ut predictum est, et faciatis vos et vestri successores nobis et successoribus nostris et conventui dicti monasterii unum albergum singulis annis, in festo beatorum apostolorum Petri et Pauli vel XXV solidos Morlanenses ad electionem nostram et successorum nostrorum. Preterea homagium facietis vos et vestri successores nobis et nostris successoribus, et tactis sacrosanctis Evangeliiis, fidelitatis preestabitis juramentum semper in mutatione domini vel vassalli. Et nos Rogerius, Dei gratia comes Fuxensis et vicecomes Castriboni, recipimus a vobis, domino Petro abbate et conventu predicti monasterii, omnia predicta et singula cum eorum integritate in feudum sub predictis condicionibus, promittentes etiam vobis quod predictum monasterium et personas vestras et successorum vestrorum et omnia bona predicti monasterii et personas et loca sibi subjecta, ubicumque sint vel esse debeant guidemus, manuteneamus, protegamus et defendamus bona fide pro toto posse nostro. Item per nos et per nostros successores laudamus, concedimus et confirmamus vobis et omnibus successoribus vestris omnes immunitates et libertates et concessiones, et omnia afranquimenta et privilegia vobis et predecessores vestris et monasterio predicto et personis et locis sibi subjectis, a nobis vel a predecessores nostris facta vel concessa. Preterea in remissionem peccatorum nostrorum condonamus et remittimus vobis et hominibus Lesatensibus illum victum quem nos et predecessores nostri accipiebamus et debeamus accipere in vestro monasterio et in hominibus de Lesato, si private per monasterium praefatum transiremus sine exercitu, et quod

non possimus in dicta villa nisi semel in anno tantum albergare et tunc cum C L equitantibus, nobis vel familia nostra ibi existentibus vel nostris successoribus, quibus omnibus et eorum equitaturis liceat albergare semel tantum in anno, ut dictum est, vel quod tunc dentur nobis vel successoribus nostris loco alberge VI libre Morlanorum, quod sit in electione vestra et successorum vestrorum et illam eandem albergam accipimus a vobis in feudum, quam nobis et nostris successoribus habere et tenere et dari semper facietis, et tactis sacrosanctis Evangeliiis juramus quod omnia predicta et singula attendamus et compleamus et quod nunquam contraveniamus, nec contravenire faciamus per nos vel per aliquam interpositam personam.

Et nos frater Petrus, humilis abbas et conventus predicti, omnia predicta et singula laudamus et confirmamus, et promittimus per nos et per nostros successores quod ita compleamus et attendamus et quod semper firmum habeamus et contra nunquam veniamus nec contravenire faciamus per nos vel per aliquam interpositam personam, asserentes in veritate quod omnia acta sunt in utilitatem predicti monasterii. Et nos abbas et conventus et dominus comes predicti, nos omnes per nos et per nostros successores, certificati de jure nostro, renunciantes omni beneficio juris civilis et canonici, ad hec infringenda nobis, competenti vel etiam competituro, laudamus et confirmamus ac concedimus omnia predicta et singula. Et ut...

(D'après l'*Histoire du Languedoc*, t. VIII, n° 344.)

PIÈCE N° III.

PARIAGE DE CONDOM (1)

(*Protection contre le mouvement consulaire*).

Incipit pariagium factum inter dominum regem Anglie, ducem Aquitanie, ex parte una et dominum abbatem et conventum monasterii Condomensis ex altera, super hiis que inferius continentur :

Edwardus, Dei gratia rex Anglie, dominus Hibernie et dux Aquitanie universis ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Noveritis nos vidisse, intellexisse et diligenter inspicere fecisse formam pronunciationis cujusdam ordinationis per religiosos et discretos viros Gausbertum, Dei gratia abbatem Sancti Maurini, et fratrem Arnoldum, priorem de Neriaco, Agennensis diocesis, facte et prolata auctoritate et virtute compromissi per dilectum et fidelem nostrum Johannem de Greylli, militem, senescallum nostrum Vasconie et Agennesii nomine nostro ex parte una, et fratrem Arveum, monachum et procuratorem seu syndicum monasterii Condomensis habentem super hoc potestatem et speciale mandatum abbatis et conventus ipsius monasterii Condomensis nomine ex altera facti de permutatione medietatis jurisdictionis meri et mixti imperii, justicie alte et basse ville de Condomio et districtus ejusdem castri de Retrocingula districtus et pertinentiarum ipsius pro quibusdam aliis justiciis, jurisdictionibus, redditibus, rebus et juribus nostris ac quibusdam aliis articulis in tenore dicte pronunciationis et ordinationis, cujus tenor sequitur in hunc modum.

In quos et per quos et cur et de quibus extitit compromissum.

Noverint universi presentes pariter et futuri quod cum venerabiles et religiosi viri dominus Augerius, Dei gratia abbas monasterii de Condomio, diocesis Agennensis et totus conventus ipsius monasterii propter inhobedientiam potentiam et proterviam suorum subditorum jurisdictionem et justiciam quam habebant in villa de Condomio et ejus pertinenciis non possent libere exercere, nec jura

(1) Nous avons tenu à insérer ce traité dans nos pièces justificatives car il est un des plus complets qui existent. Toutes les questions que peut soulever la conclusion d'un pariage y sont minutieusement réglées.

et deveria sua ab eorum subditis percipere nec etiam optinere nec decenter punire maleficia, delicta et crimina que in dicta villa de Condomio et ejus pertinentiis contingebat frequentius evenire, nec passis dampna et injurias et violentias oppressis facere justicie complementum, et ob premissa plura incomoda intolerabilia sequerentur, cum delinquere volentibus delinquendi audacia preberetur, et sic remanerent interdum maleficia impunita et dictum monasterium suis juribus et deveriis multipliciter fraudaretur, prout premissa dicti abbas et conventus firmiter asserebant, necnon apparebat perspicuis indiciis et eventibus manifestis, volentes tante adversitatis pericula evadere atque indemnitati et tranquillitati ipsorum et eorum monasterii consulere et salubriter providere et predicta dampna et pericula quibus tam ipsi quam dictum monasterium et eorum familia subjacent evitare, ut circa regularem observantiam cui ex voto et obligatione sui ordinis obnoxii tenentur possent attentius intendere et vacare et domino Jhesu Christo liberius famulari, bonorum virorum consilio informati, ad permutationem, compositionem seu ordinationem, paritatem seu pariagium faciendum de justicia et jurisdictione alta et bassa, mero et mixto imperio que habebant in villa de Condomio et districtu ejusdem in castro de Retrocingula et ejus pertinentiis, cum illustri domino Edwardo, Dei gratia rege Anglie ac duce Aquitanie pro aliis certis juribus, justicia, jurisdictionibus et redditibus dandis et concedendis predictis abbati et conventui et eorum monasterio et suis successoribus a predicto domino rege et duce ratione predicti pariagii seu paritatis et permutationis, compositionis seu ordinationis concorditer processerunt, ut predicti domini regis et ducis presidio et potentia, dicti abbas et conventus et eorum familia in personis, rebus, juribus et aliis suis deveriis tuerentur. Et tandem nobilis vir dominus Johannes de Greylli, miles predicti domini regis et ducis tenens locum ipsius domini regis et ducis in ipso ducatu Aquitanie et terra Agennensi pro ipso domino rege et duce et ejus successoribus ex parte una, et frater Arveus Gernaldi ipsius monasterii monachus et procurator seu syndicus dictorum abbatis et conventus habens liberam potestatem et speciale mandatum compromittendi super predicta permutatione, pariagio seu paritate, compositione seu ordinatione facienda, prout per litteras patentes dictorum abbatis et conventus sigillis eorum pendentibus et integris sigillatas plenius apparebat ex altera, compromiserunt super tractanda, ordinanda et facienda dicta permutatione, pariagio seu paritate, compositione seu ordinatione, in nos Gausbertum, Dei gratia abbatem sancti Maurini pro parte dicti domini regis et ducis et in fratrem Arnaldum, priorem de Neriaco, pro parte dicti monasterii, prout in litteris compromissi super hoc facti sigillo reverendi patris domini Johannis Dei gratia episcopi Agennensis sigillatis plenius continetur. Unde nos dicti arbitri ad requisitionem et instantiam partium predictarum predictum compromissum in nos suscipientes, atendentes etiam affectionem et voluntatem quam

predicti abbas et conventus se habere dicebant ad predicta facienda et complenda, habito super hiis multiplici et diligenti tractatu ad invicem cum partibus supradictis communicatoque super premissis plurimorum consilio sapientum.

*De pronunciatione ordinationis predictæ
et primo de hiis que ad pariaġium pertinere dicuntur.*

Ordinamus concorditer prout inferius continetur, ut videlicet predicti abbas et conventus pro se et successoribus suis recipiant et admittant predictum dominum regem et ducem pro se et successoribus suis ad pariaġium seu paritatem et communionem justicie et jurisdictionis alte et basse, meri et mixti imperii quam habent in villa de Condomio et ejus districtus et in castro de Retrocingula et districtu et pertinentiis ejusdem et aliorum omnium et singulorum que premissa tangunt vel tangere possunt et que ab eis dependent vel dependere possunt vel modo aliquo obvenire, exceptis illis que inferius excipiuntur expresse, ita quod predicta justitia et jurisdictionis alta et bassa, merum et mixtum imperium predictæ ville de Condomio et districtus ejusdem et castri de Retrocingula predicti et ejus districtus et pertinentiarum sit per medium in perpetuum equaliter et pro indiviso domini regis et ducis et abbatis et conventus predictorum. Et quod dictus dominus rex et dux in recompensationem et precium dicte permutationis, pariaġii seu paritatis, recipiat et admittat pro se et successoribus suis, predictos abbatem et conventum et eorum monasterium ac successores ad pariaġium seu paritatem et communionem totius justicie et jurisdictionis alte et basse, meri et mixti imperii balliviarum de Condomio extra villam et castri de Gualardo et ejus pertinentiarum, sicut eam dictus dominus rex et dux habet, exceptis hiis que inferius de nobilibus pro rege excipiuntur expresse. Quas ballivias dicimus et volumus comprehendere sub una et intelligi sub Condomensi, sicut distingui(ur) certis terminis inferius expresse contentis, ita quod predictæ justicie et jurisdictionis balliviarum predictarum de Condomio et de Gualardo sint equaliter per medium et pro indiviso domini regis et ducis et abbatis et conventus et monasterii predictorum et omnia et singula que predictam justiciam et jurisdictionem tangunt vel tangere possunt seu ab ea dependent vel dependere possunt, vel modo aliquo obvenire.

Hic excipiuntur quedam pro rege.

Exceptis tamen juribus resorti et appellationum et exceptis castreis in quibus barones, milites seu alii nobiles habent jurisdictionem altam et bassam et excepto quod si incursus eveniat in feudis que barones, milites seu alii nobiles tenent immediate ad manum suam in quibus habent jurisdictionem altam et bassam, quod ille incursus sit et remaneat in proprietate et dominio ipsius domini regis et ducis, ita quod dictum monasterium nullam partem habeat in eodem.

De incursu feudorum que tenentur a baronibus, vel ab aliis nobi-

libus in quibus non habent altam jurisdictionem et de domibus religiosorum.

Item quod si veniat incursus in feudis seu terris que tenentur, vel in posterum tenebuntur a baronibus, militibus vel aliis nobilibus in quibus non habent altam jurisdictionem, ille incursus et emolumentum quod proveniet exinde infra metas seu terminos dicte ballivie de Condomio inferius expressos, exceptis juribus resorti et appellationum, inter dominum regem et ducem et abbatem predictos equaliter dividatur, et idem de domibus religiosorum quod de terris et feudis dictorum militum et nobilium observetur.

Quid de incurrimetis bonorum immobilium sit agendum.

Item quod incurrimetia que rex et dux habebit de bonis immobilibus hereticorum, vel aliter ad eum pervenient pro incurso que erunt de feodo monasterii predicti ea teneatur dictus rex et dux infra annum ponere extra manum suam et constituere personam seu personas in eis similis conditionis cum priore, que reddent abbati seu monasterio predicto censum seu deverium consuetum; et idem abbas et monasterium predicti, de feudis regis et ducis facere teneantur.

Quod idem jus habeatur in pendentibus et preteritis non exactis nec solutis quod in rebus incurrendis habetur.

Item quod jus quod rex et dux [et] abbas et monasterium predicti habent in villa de Condomio et castri de Retrocingula et eorum pertinentiis, et extra infra terminos dicte ballivie Condomensis inferius exprimendos, in rebus incurrendis, idem habeant in pendentibus et preteritis non exactis nec solutis et ipsum jus equaliter per medium pertineat pro indiviso ad eosdem regem et ducem et ad abbatem predictos, exceptis terris et feudis quas nobiles immediate tenent ad manum suam, ut superius est expressum.

De terminis ballivie Condomensis.

Termini vero seu mete ballivie de Condomio extra villam sunt et intelliguntur et confrontantur cum terra domini Geraldii de Armaniaco, villa et cum jurisdictione castri sui Podii ex una parte, et cum jurisdictione Montis Caprelli ex altera, et cum rivo vocato *La Ossa* ex alio latere, et cum rivo vocato *L'aubinhon* ex alio latere.

De deveriis que extra pariagium esse dicuntur.

Item, quod si aliquis baro, vel miles, vel burgensis, vel alius quicumque infra terminos predictae ballivie superius expressatos habet terras, redditus pro quibus debet facere aliquid deverium regi et duci quod illud deverium sit proprium regis et ducis et si aliquod deverium debetur abbati seu monasterio pro consimilibus terris et redditibus, quod illud sit abbatis et monasterii predictorum.

Verum si ab hac hora in antea dicte terre vel redditus, sive essent regis et ducis, sive abbatis et monasterii, caderent in commissum, medietas sit regis et ducis, et alia medietas abbatis et monasterii

predictorum, et quod extunc omnia que tangunt vel tangere possunt justiciam et jurisdictionem, merum et mixtum imperium in predictis, veniant in pariaium seu paritatem et pertineant equaliter pro indiviso ad dominum regem et ducem, et ad abbatem et monasterium predictos, cum determinatione superius dicta.

De incurrimetis hereticorum et de exercitu et salino.

Item, quod incurrimetia hereticorum, exercitus et salinum in villa Condomii et extra infra terminos predictos dicte ballivie permaneant et remaneant ad dictum regem et ducem, ita tamen quod propter deverium quod rex et dux recipit in dicto salino, non prejudicetur dicto monasterio in deverio quod recepit in sale quod portatur ad villam Condomum et extrahitur de ea, quod deverium est quedam mensura que vocatur *piet*.

Quis possit cognoscere de jure resortiet abbatem vel suos punire.

Item ordinamus quod ballivus aliquis non possit cognoscere de jure resorti predicti nec occasione ipsius resorti abbatem vel ejus ballivum vel aliquem de suis punire, sed judex vel senescallus tantum dicti domini regis et ducis possit cognoscere et punire cum cause cognitione dum fuerit necesse.

Quod rex unum bajulum et abbas alium habeant.

Item, quod rex et dux predictus habeat proprium bajulum pro se et abbas et conventus alium pro se in villa de Condomio et extra infra terminos predictos.

Quod bajulus regis in novitate sua teneatur jurare abbati et bajulus abbatis bajulo regis.

Item, quod bajulus domini regis et ducis predicti qui pro tempore fuerit juret in novitate sua dicto abbati vel ejus locumtenenti antequam in aliquo incipiat per se vel per alium ballivi officium exercere, quod fideliter respondebit de omnibus quecunque provenient ad eum vel alium ejus nomine ratione jurisdictionis et justicie, meri et mixti imperii predictorum bajulo dicti abbatis vel cui commiserit ipse abbas, et quod fideliter predictam jurisdictionem et justiciam exercerebit, tam pro rege et duce quam abbate et monasterio predictis. Et bajulus dicti abbatis teneatur jurare bajulo dicti domini regis et ducis in forma supra dicta apud Condomium vel illi cui commiserit senescallus.

Item de juramento bajuli regis.

Item quod juret bajulus dicti regis et ducis qui pro tempore fuerit dicto abbati vel ejus mandato in novitate sua, jura, personas et familiam monasterii predicti pro posse defendere, servare et tueri bona fide ab omnibus injuriis, violentiis et dampnis a quibuscunque inferendis et precipue a seipso et illata ulcisci, et quod presentem compositionem seu ordinationem et omnia et singula contenta in ea irrefragabiliter observabit et complebit, et observari pro posse faciet et compleri, et non veniet contra eam vel aliquod de contentis in ea.

De juramento bajuli abbatis penes senescallum.

Item, quod bajulus abbatis qui pro tempore fuerit, juret senescallo vel ejus mandato apud Condomium quando fuerit requisitus per dictum senescallum sub illa forma sub qua bajulus domini regis et ducis tenetur jurare abbati, ut in proximis duobus articulis superius est expressum, de bajulo predicti domini regis et ducis.

De unitate bajulorum in causis audiendis.

Item, quod bajuli tam domini regis et ducis quam abbatis causas simul et in eodem loco audiant diffiniant et exequantur tam sententias quam mandata et precepta, et quod unus sine altero nisi ex commissione alterius nec cognoscere nec diffinire possit, vel nisi ille qui cognosceret per se vel per nuncium juratum primo requisiverit alterum quod premissis intersit, et quod super dicta requisitione stetur dicto et verbo illius qui requisierit vel nuncii jurati si alterum requisisse asserat sub virtute prestiti juramenti.

Cui ab audientia bajulorum sit appellandum.

Item, quod si ab audientia dictorum bajulorum tam domini regis et ducis quam abbatis appellari contingat, ad judicem vel [ad] senescallum appelletur, et quod judex vel senescallus prius cognoscat de appellatione an sit justa vel injusta, et si justa fuerit, ille cognoscat de appellatione ad quam fuerit appellatum. Si vero minus justa fuerit appellatio, judex vel senescallus partes ad examen predictorum bajulorum remittat.

*De disbannimentis et recredendis hominibus
et pignoribus reponendis.*

Item, quod dicti bajuli simul ambo per se vel per alios disbanniant et recredant homines et pignora capta vel alter eorum cum requisitione alterius et pignora in uno loco communi ambo vel alter eorum reponant.

*De potestate bajuli et servientum abbatis et numero eorundem
et per quem cum deliquerint puniantur.*

Item, quod bajulus abbatis et sui servientes jurati usque ad certum numerum de mandato ipsius bajuli bannire et pignorare possint, et pignora capta in uno loco communi reponant, et arma portent in villa et extra infra terminos dicte ballivie expressos pro executione officii, sicut nuncii bajuli regis et ducis; et bajulus abbatis habeat sex servientes et bajulus predicti domini regis et ducis habeat alios sex et si opus fuerit augeatur equaliter numerus eorum utriusque per senescallum et abbatem. Qui quidem servientes portent bastones depictos signis tam regis et ducis quam abbatis et monasterii, sicut ea in sigillo communi eorundem continetur inferius et apparet. Et si servientes domini regis et ducis et abbatis delinquant vel alter eorum, per ipsos bajulos communiter puniantur.

*De communitate omnium que proveniunt ratione
jurisdictionis in ballivia Condomensis.*

Item, quod in tota ballivia de Condomio intus et extra infra terminos superius expressos gagia, pene, mulcte, incurrimenta omnium rerum mobilium et immobilium et alia quecumque provenient ex ea ratione jurisdictionis et justicie, seu meri et mixti imperii, sive collecte, tallie, vel mutui, doni, aut fogagii, vel alia quavis subventionem aut exactionem quacumque, inter dominum regem et ducem et abbatem predictos equaliter dividantur, exceptis illis que excipiuntur expresse in presenti compositione seu ordinatione et excepto quod si tota terra Agennensis vel major pars daret domino regi et duci predicto, quod hoc quod homines de Condomio et de ballivia Condomensi predicta darent ei et in tali communi dono sit proprium regis et ducis.

De computo reddendo inter bajulos.

Item, quod bajulus tam domini regis et ducis quam abbatis sibi ad invicem reddant computum seu rationem de mense in mensem fideliter de omnibus quecumque ad ipsos pervenerint vel pervenient seu receperint vel recepturi sunt ratione jurisdictionis ballivie Condomensis et justicie predictorum et que inter se nomine dictorum domini regis et ducis et abbatis dividant omnia. Tempus vero unius mensis predicti prorogari possit vel breviari ex causa, si eisdem expediens videatur.

De communitate curie et carceris.

Item, quod una sit curia communis tam domini regis et ducis quam abbatis et monasterii predicti, et unus carcer communis, et tam curia quam carcer construantur ad expensas communes in eo loco infra villa Condomii quem senescallus et abbas duxerint eligendum. Et quod ambo bajuli communiter eligant unum fidelem nuncium et juratum qui nomine utriusque custodiat carcerem bene et fideliter et idem nuncius teneat claves curie et carceris pro utroque, vel quilibet bajulus ponat suum teni (?) quod bajuli predicti ponant.

De Messegariis.

Messegarios, sive gardas in villa de Condomio et extra infra dictos terminos dicte ballivie Condomensis communiter prout eis visum fuerit expedire et quicquid de parte dicte messegarie eos contingente obveniet, inter regem et ducem et abbatem equaliter dividatur.

De juramento consulum de Condomo.

Item, quod juramentum quod consules prestant in sua novitate abbati, abbas et senescallus recipiant simul in uno loco, vel illi quibus ipsi commiserint, ita quod librum super quem dicti consules jurabunt dicti senescallus et abbas simul teneant, vel illi qui in receptione dicti juramenti tenebunt locum eorum.

De creandis consulibus, juratis et tabellionibus.

Item quod jus quod abbas habet in creatione consulum et juratorum et in creatione tabellionum et in receptione vicinorum de

novo recipiendorum in dicta villa et castro de Retrocingula, et quod rex et dux habet extra in predicta ballivia Condomensi, exceptis castris dictorum militum seu nobilium, equaliter pertineat pro indiviso ad regem et ducem et abbatem predictos, ita tamen quod librum in quo per predictos jurabitur teneant partes communiter prout superius in proximo articulo est expressum de juramento consulum.

Quod abbas et quilibet bajulorum possint dare tutores et curatores.

Item, quod abbas possit dare tutores et curatores, et idem possit facere quilibet dictorum bajulorum.

De sigillo et scriptoribus curie et nunciis.

Item, quod fiat sigillum communis (sic) curie Condomensis, cujus impressio seu character in medietate sit signum regis et ducis et in alia medietate pro abbate et monasterio crossa et clavis, et littere sigilli erunt : *Sigillum curie condomensis* et forma sigilli erit rotunda, et quod littere sigillate cum dicto sigillo habeant vim et auctoritatem rei confessate vel etiam judicate, et quod persona electa per senescallum et abbatem teneat ipsum sigillum, et illud quod ex ipso sigillo obvenerit inter regem et ducem et abbatem predictos equaliter dividatur ; et scriptores curie communiter eligantur et jurent utrique parti et nuncii similiter bajulorum.

De clavibus ville et sigillo communitatis.

Item quod jus quod abbas habet in clavibus ville et sigillo communitatis et litteris pro villa mittendis et custodia murorum et turrium pertineat equaliter ad regem et ducem et ad abbatem predictos.

De preconibus.

Item, quod senescallus et abbas si sint presentes constituent precones ; si vero presentes non sint, constituentur per bajulos communiter, et quod preconizationes fiant ex parte regis et abbatis nominatim et expresse.

De talliis, collectis, statutis et consuetudinibus faciendis.

Item, quod jus quod rex et dux et abbas predicti habent in talliis et collectis, statutis et consuetudinibus faciendis in villa de Condomio et extra infra terminos predictos equaliter pro indiviso pertineant ad regem et ducem et abbatem predictos.

De Clamoribus et legibus sive gagiis.

Item, quod clamores et leges sive gagia, seu alia quecumque provenient ex instrumentis confectis in villa de Condomio, sive ex contractibus vel delictis ibidem perpetratis vel extra infra terminos dicte ballivie Condomientis predictos, vel qualitercumque occasione eorum vel ex quibuscumque aliis instrumentis vel causis, equaliter pertineant ad regem et ducem et abbatem predictos.

*Quod abbas et conventus et familia eorundem
questam dare vel exercitum facere minime teneantur.*

Item, quod abbas et conventus et familia eorundem dare questam seu aliam exactionem regi et duci prestare, vel exercitum facere minime teneantur, nisi forte ad hoc teneretur dicta familia ratione patrimonii, vel alterius rei expresse.

*In quibus prejudicari non debeat abbati
vel monasterio et e converso.*

Item quod nullum statutum vel prohibitio aliqua vel aliqua exactio fiat in prejudicium dicti monasterii in dicta villa, vel extra infra dictos terminos ballivie Condomensis predictae, vel servitus habitatoribus imponatur vel jus aliquod accrescat regi et duci in nundinis, furnis, marchis, mercatis, bastidis, vel aliter nisi cum voluntate et expresse assensu abbatis, nec monasterio aliquod in prejudicium regis et ducis possit accrescere nisi de voluntate regis et ducis. Et si forte aliquod accrescat, illud remaneat inter dictas partes pro indiviso commune, exceptis terris et feudis dictorum nobilium ut superius est expressum. Rex tamen possit facere furnos extra Marcellos, excepto castro de Retrocingula et ejus districtu; infra martellos vero non possit facere vel habere nisi illum unicum quem possidet in presenti. Et si bastida vel castrum vel furnus fieret de novo infra terminos predictos dicte ballivie Condomensis, quod tam bastida, castrum quam furnus et omnia ad jurisdictionem pertinentia, equaliter pertineant ad regem et ducem et abbatem et monasterium predictos, exceptis castris et locis in quibus barones et milites habent jurisdictionem altam et bassam. Verumtamen pars monasterii possit facere furnos pro se ubicumque et quandocumque sibi placuerit infra martellos et in castro de Retro cingula et ejus pertinentiis sine parte dicti regis et ducis quam nullam habeat in eisdem.

Quod abbas et monachi defendant se et sua cum armis vel aliter.

Item, quod si contingat quod homines ville de Condomio seu aliunde insurgant contra abbatem vel monachos predictos vel jura monasterii eorundem tam in capite quam in membris invadant, quod rex et dux et gentes sue defendant eosdem et ipsi defendant se et sua si possint etiam cum armis vel aliter sine offenso et indignatione regis et ducis et suorum.

*Quod rex nulli concedat privilegium vel libertatem
sine voluntate abbatis.*

Item, quod rex et dux nulli concedat privilegium vel aliquam libertatem in villa de Condomio, vel extra, infra dictos terminos ballivie Condomensis quod sit vel esse possit in prejudicium monasterii vel quo fiat gratia toti communitati dicte ville de Condomio, sine consensu expresse abbatis predicti.

*Quod senescallus vel alius nomine regis
intra septa monasterii curiam vel assisiam non teneat.*

Item, quod senescallus seu alius nomine regis et ducis quicumque

assisiam vel curiam aliquam non teneat infra septa monasterii predicti, set extra possit tenere.

*Quod rex jurisdictionem quam habet
in ballivia condomensi semper teneat ad manum suam.*

Item, quod jurisdictionem et justiciam, merum et mixtum imperium, que rex et dux habet in villa de Condomio et extra infra dictos terminos semper teneat ad manum suam et quod successores in ipso ducatu Aquitanie ponant extra manum suam in toto vel in parte.

Que causa ducatur ad communes expensas regis et abbatis.

Item quod si ratione vel occasione justicie et jurisdictionis seu meri et mixti imperii dicte ville de Condomio vel extra infra terminos predictos dicte ballivie Condomensis questio oriatur inter abbatem et monasterium et regem et suos ex parte una et consules et communitatem de Condomio vel quemlibet alium ex altera, pars regis et ducis et monasterii prosequatur causam ad expensas communes per unum syndicum seu procuratorem vel plures si necesse fuerit, vel quelibet pars per suum.

Quod monasterium possit emere de feudis regis.

Item, quod monasterium possit emere de feudis et retrofeudis regis et ducis extra villam de Condomio infra predictos terminos dicte ballivie Condomensis usque ad mille solidos morlanorum tantum in annuis redditibus, exceptis terris et feudis quas nobiles de quibus dictum est supra tenent immediate ad manum suam, salvo tamen deverii ab antiquo debitis ipsi regi et duci. Et quod monasterium de rebus sic emptis teneatur solvere vendas seu capsos et facere alia deveria consueta.

De primitiis, decimis et aliis spiritualibus.

Item, quod dictus abbas et monasterium habeant et retineant sibi jus quod habent in decimis, primitiis, oblationibus, jure patronatus in presentationibus rectorum ad ecclesias vacantes et institutionibus ipsorum et jure funerandi, et aliis universis spiritualibus, et spiritualibus annexis quocumque alio nomine censeantur, necnon jus quod habent in spiritualibus et hospitalariis presentibus et futuris sit monasterii et pertineant tantum ad abbatem et monasterium predictos in villa Condomii et extra infra terminos predictos dicte ballivie Condomensis.

*Quod rex non possit facere hospitale, oratorium
et cetera que sequuntur.*

Item, quod rex et dux, vel alius nomine suo, non possit in dicta villa vel extra infra dictos terminos dicte ballivie Condomensis hospitale, oratorium, ecclesiam cum cimiterio vel absque cimiterio, domum religiosam construere vel facere sine voluntate et expresso assensu dictorum abbatis et conventus. Et si quis contrafacere attemptaverit, rex hoc fieri non permittat, quantum in eo erit in

prejudicium dicti monasterii nisi premissa a superioribus sint concessa.

De pedagiis et leudis et gagiis inde provenientiibus.

Item, quod dicti abbas et monasterium habeant expresse pedagiam universa que habent in villa predicta quocumque nomine censeantur et in quibuscumque rebus consistent, et leudam et potestatem liberam disponendi de eis sicut hactenus habuerunt et quod de gagiis exinde provenientiibus habeat rex et dux medietatem pro pedagiis et leudis non solutis, seu retentis vel furatis.

Quod rex per se et abbas et monasterium per se habeant et recipiant census et deveria consueta.

Item, quod tam rex et dux, quam dictus abbas et monasterium retineant et habeant quisque divisim omnes census suos et deveria consueta tam in blado quam in vino sive in pecunia, vel in pane cocto vel in aliis rebus, vel in servicio personali, exceptis rebus superius expressis et exceptis.

De feudis et retrofeudis et proventibus eorundem.

Item, quod tam rex et dux quam abbas et monasterium habeant et retineant sibi feuda sua, vendas seu capsos et acaptagia et investturas feudorum suorum habeant etiam et retineant sibi cognitiones feudorum suorum, retrofeudorum et feudatariorum suorum nomine feudi et potestatem ponendi bannum in eis et pignorandi et gagia quisque divisim recipiendi, pro juribus sibi competentibus et competituris ex eis et omnia alia faciendi que ratione feudi vel retrofeudi ad eos ut ad dominos feudi pertinere possunt.

De macellis, tabernis et aliis inferius contentis.

Item, quod dictus abbas et monasterium habeant et retineant sibi quod habent in macellis, tabernis, textoribus, excorinatoribus, carnificibus, cerdonibus sive sabateriis et servitutem quam habent in hominibus ville Condomii pro fodienda vinea monacali sicut predicta pacifice possident in presenti. Habeant etiam et retineant sibi domos suas, molendina, furnos, bordas, piscarias, vineas, prata, nemora, terras cultas et incultas et omnes alias proprietates quas tenent ad manum suam prout ea possident in presenti.

De aula regis.

Item, quod rex et dux habeat et retineat sibi domum suam quam habet prope villam Condomii et terram circumjacentem ei, quam etiam tenet immediate ad manum suam.

De causis feudorum audiendis.

Item quod tam rex et dux quam abbas ubicumque voluerit, possit divisim causas feudorum suorum audire, cognoscere et diffinire.

De juramento habitatorum Condomii.

Item quod habitatores ville de Condomio et extra infra terminos predictos exceptis castris dictorum nobilium jurent abbati in novi-

tate sua qui pro tempore fuerit secundum quod homines dicte ville consueverunt jurare abbatibus qui fuerunt ibi temporibus retro-actis et jurent tunc similiter bajulo dicti regis et ducis nomine ipsius domini regis et ducis. Et quando jurabunt regi et duci vel senescallo, jurent abbati vel alii ejus nomine.

Quod tempore vacationis monasterii bona ejusdem non occupentur.

Item, quod tempore vacationis monasterii rex et dux vel sui non occupent monasterium vel domos, sive jura vel bona monasterii nec in capite nec in membris nec etiam alio tempore, occasione vel causa quacumque nisi cause cognitione premissa.

Quod rex vel alius nomine suo nullam advoationem vel proprietatem de novo acquirat in villa predicta in prejudicium abbatis et e contrario.

Item, quod rex et dux, vel senescallus judex vel bajulus non recipiant aliquam advoationem de novo in prejudicium dicti monasterii in villa de Condomio vel pertinenciis ejus vel aliquam proprietatem de novo acquirant in dicta villa et pertinenciis in quibus abbas et monasterium usque ad tempus presentis compositionis facte habent et habuerunt merum et mixtum imperium; nec abbas possit similia facere in prejudicium regis et ducis predicti.

De nova recognitione alodiorum et proventibus eorumdem.

Item, quod si fiat recognitio alodiorum vel alodii infra dictos terminos dicte ballivie Condomensis regi et duci vel abbati predictis quod illa recognitio et illud quod ex ea proveniet sit commune inter regem et ducem et abbatem, exceptis terris et feudis quas dicti nobiles tenent immediate ad manum suam.

Ubi et coram quo abbas et conventus debeant litigare.

Item, quod si contingat in jus vocari abbatem vel conventum vel aliquem de conventu, non trahantur extra diocesi Agennensi nec (in) ipsi teneantur respondere in judicio nisi coram senescallo vel iudice tantum et hoc Condomii vel Agenni, et in casibus a jure concessis, vel citra Garonam infra dictam diocesim tantum.

De feudis et retro [feudis].

Item, quod pars monasterii possit de feudis et retrofeudis suis libere acquirere pro legatis vel aliter et quod in hiis que incursu venient ad regem et ducem de feudis vel retrofeudis dicti monasterii aliis emptoribus preferatur et eodem modo predictus rex et dux in suis feudis aliis emptoribus proferatur.

Quod rex confirmet abbati et monasterio legata inferius contenta.

Item, quod rex et dux confirmet dicto abbati et monasterio legata ipsis facta per dominam Vianam de Guiraut et Geraldum de Agenno defunctos et quod de confirmatione sua concedat eisdem litteras patentes suo sigillo pendenti sigillatas.

Quod rex et gentes sue remittant abbati et conventui omnem injuriam et rancorem.

Item, quod dictus rex et dux et gentes sue remittant dicto abbati et conventui et gentibus suis omnem rancorem et injuriam quem vel quam habent vel habere possunt usque ad presentem diem ratione sui vel gentis sue contra eosdem abbatem et conventum vel eorum familiam vel aliquem de eisdem.

Si in hac compositione dubium oriatur per quos debeat declarari.

Item, quod si in presenti compositione aliquod dubium oriatur inter partes, illud dubium senescallus et abbas predicti qui pro tempore fuerint declarent prout rationabilius pro utraque parte poterunt sive diffugio sub virtute juramenti sibi ad invicem prestiti et eorum declarationi stetur per partes.

Quid senescallus in novitate sua juret abbati super altare beati Petri.

Item, quod senescallus qui nunc est et qui pro tempore fuerit in Agennensi juret in novitate sua abbati vel sindico monasterii predicti cum primo venerit apud Condomium super altare beati Petri in monasterio predicto quod abbatem et personas et jura ipsius monasterii ab omni injuria, dampno et violentia defendet bene et fideliter custodiet et presentem compositionem seu ordinationem et omnia et singula contenta in ea servabit et complebit et indistanter compleri faciet et servari pro posse, vel si contingat differre venire senescallus apud Condomium, teneatur dictus senescallus sub dicta forma abbati vel sindico monasterii predicti jurare in plena assisia Agenni vel ubi primo per eum vel eorum alterum fuerit requisitus.

Quid abbas in novitate sua teneatur jurare regi.

Item, quod abbas qui nunc est vel qui pro tempore fuerit teneatur semel tantum jurare in vita ipsius abbatis et in novitate sua pro temporalibus que tenet monasterium a rege et duce et recognoscere partem suam jurisdictionis, justicie et domini ville de Condomio et pertinentiarum ejus et partem dicte ballivie quam recipit a dicto rege et duce pro presenti permutatione, compositione, seu ordinatione infra terminos ballivie predictae et alia omnia et singula temporalia que dictum monasterium tenet in terra que subest immediate dicto regi et duci tam in capite quam in membris de feudis vel retrofeudis suis, quod quidem juramentum prestetur in villa de Condomio et infra septa monasterii regi et duci et ejus singulis successoribus semel in novitate singulorum, seu alii ejus speciali mandato pro quibus quidem temporalibus rex et dux debet habere et recipere tantum a dicto abbate juramentum fidelitatis et recognitionem predictam sine alio deverio sicut est hactenus observatum et presentem compositionem et omnia et singula contenta in ea servare et facere observari pro posse sub virtute juramenti a se prestiti dicto regi et duci promittat novo senescallo presentem ordinationem seu compositionem et singula contenta in ea servare et facere (ob) servari pro posse. Et juramentum fidelitatis faciat sicut est per prelatos et barones terre Agennensis consuetum.

Quod quilibet senescallus in novitate sua teneatur sigillare abbati transcriptum presentis compositionis.

Item, quod quilibet senescallus in novitate sua dare transcriptum presentis compositionis seu ordinationis sub sigillo suo pendenti parti monasterii liberaliter teneatur et quod regi(s) et duci(s) expensis senescallus qui nunc est confirmationem et corroborationem presentis compositionis seu ordinationis et singulorum contentorum in ea de verbo ad verbum optineat a dicto rege et duce scriptam et sigillatam sigillo pendenti dicti regis et ducis in forma qua decet talem compositionem seu ordinationem a tanto principe sigillari et quod eam sic sigillatam duplicatam portet vel mittat abbati et conventui memoratis.

Quid rex debeat abbati et monasterio confirmare.

Item, quod omnia temporalia que monasterium tenet a rege et duce tam in capite quam in membris rex et dux corroboret et confirmet pro se et successoribus suis abbati, conventui et monasterio predictis et successoribus eorumdem sicut ea pacifice possident in presenti et de confirmatione sua det litteras suas sigillo suo pendenti sigillatas eisdem.

Quod rex recipiat sub protectione sua monasterium.

Item, quod rex et dux sub sua protectione recipiat monasterium et personas et jura monasterii et bona temporalia et spiritualia tam in capite quam in membris ubicumque sint in terra ejusdem regis et ducis.

Quod hujus compositionis confirmatio ad expensas regis a Sede Apostolica impetretur.

Item, quod confirmatio presentis compositionis seu ordinationis impetretur per regem et ducem et abbatem predictos a Sede Apostolica expensis regis et ducis tantum.

Quod rex promittat servare presentem compositionem.

Item, quod rex et dux promittat pro se et successoribus suis presentem compositionem seu ordinationem et omnia et singula in ea contenta observare et etiam facere inviolabiliter observari.

Quod rex et sui successores confirmet presentem compositionem.

Item quod dominus rex et dux predictus qui nunc est et sui singuli successores in ipso ducatu presentem compositionem seu ordinationem confirmet per suas patentes litteras si petatur et quod eam et singula contenta in ea per suos senescallos Agennensis servari [et] compleri faciet et jurari in novitate cujuslibet senescalli ut superius est de juramento expressum.

De hiis que jurisdictionem tangunt non expressis et quod presens compositio nulla alicujus temporis prescriptione ledatur.

Item, quod si in presenti compositione seu ordinatione aliqua sint omissa que tangant vel tangere possunt dominium, justitiam vel jurisdictionem altam et bassam, merum et mixtum imperium, que in presenti compositione seu ordinatione, permutatione, pariagio seu paritate non sint expressa, quod illa, ac si expressata essent com-

munia pro indiviso remaneant inter dictum regem et ducem et abbatem et monasterium predictos, exceptis illis que in presenti compositione seu ordinatione excipiuntur et excluduntur expresse superius pro utroque. Et si quis forte, quod absit, contra hanc compositionem seu ordinationem, permutationem, pariagium vel paritatem vel aliqua de contentis in ea vel eis malicia, voluntate vel negligentia alterutrius partis, nulla alicujus temporis prescriptio vel possessio possit ledere vel diminuere virtutem presentis compositionis seu ordinationis, pariagii seu paritatis in toto vel in parte.

Approbatio omnium premissorum.

Quem tractatum, compositionem seu ordinationem, dictum vel voluntatem habitum vel habitam super presenti permutatione, pariagio seu paritate facienda, et ipsam compositionem seu ordinationem, permutationem pariagium seu paritatem et omnia et singula superius scripta, tractata et ordinata et contenta in ea vel eis predictus senescallus pro domino rege et duce predicto et successoribus suis et pro se, et predicti abbas et conventus de Condomio pro se et monasterio suo et successoribus suis, et dictus frater Arveus, procurator predictorum abbatibus et conventus procurator nomine et pro se laudaverunt, approbaverunt et expresse emologaverunt et promiserunt at invicem tenere, servare, complere et contra non venire in toto vel in parte aliquo tempore, causa, vel casu seu jure vel etiam ratione in perpetuum sine diminutione et contradictione quacumque. Et nichilominus predictus senescallus pro dicto domino rege et duce medietatem totius justicie, jurisdictionis alte et basse, meri et mixti imperii, et totius domini, quam vel quod predictus rex et dux habet extra villam Condomii in ballivia predicta de Condomio infra terminos predictos, cum omnibus juribus et deveriis pertinentibus ad eandem justiciam, jurisdictionem, merum et mixtum imperium ut superius est expressum promisit se alium vel alios ad hoc domini regis et ducis predicti habentem speciale mandatum, nomine et vice dicti domini regis et ducis traditurum et assignaturum per medium et pro indiviso dictis abbati et conventui de Condomio, alii vel aliis eorum nomine recepturo vel recepturis pro se et monasterio predicto et successoribus suis, titulo et nomine presentis permutationis, pariagii seu paritatis, compositionis seu ordinationis et eosdem abbatem et conventum alium vel alios eorum nomine in veram et plenam corporalem possessionem omnium predictorum quatenus dictum regem et ducem tangunt, inducturum vel inducturos, exceptis illis que pro rege et duce superius sunt excepta expresse. Et eodem modo dicti abbas et conventus pro se et monasterio et suis successoribus promiserunt se alium vel alios eorum nomine tradituros et assignaturos per medium et pro indiviso eidem senescallo, alii vel aliis quem vel quos predictus dominus rex et dux Aquitanie ad specialiter recipiendum et habendum duxerit destinandum vel etiam destinandos vice et nomine dicti domini regis et ducis et pro ipso domino rege et

successoribus suis recepturum vel recepturos per medium et pro indiviso medietatem totius justicie et jurisdictionis, meri et mixti imperi et totius domini quam vel quod habent in villa de Condomio et in castro de Retrocingula predictis et pertinentiis eorundem titulo et nomine presentis permutationis, pariagii seu paritatis, compositionis seu ordinationis et eum vel eos nomine et persona dicti domini regis et ducis, in meram et plenam corporalem possessionem omnium predictorum quatenus abbatem et conventum et monasterium predictos tangunt inducturum vel etiam inducturos sicut superius est expressum exceptis illis que pro abbate et conventu seu monasterio expresse superius sunt excepta dum per predictum dominum regem et ducem presens compositio seu ordinatio dicte permutationis, pariagii seu paritatis fuerit approbata laudata, confirmata et etiam sigillata.

Confirmatio regis de omnibus supradictis.

Nos igitur Edwardus rex et dux predictus ex relatione fidelis senescalli nostri cui fidem plenariam adhibemus, intelligentes pronunciationem et ordinationem predictam ad utilitatem nostram et specialiter ad tranquillitatem et majorem pacis observationem abbatis et conventus ville et personarum de Condomio et locorum circumvicinorum et majorem pacis observantiam quam in omnibus, precipue in nostris subditis, plurimum affectamus, proloquutam et factam fuisse, compromissum arbitrium, pronunciationem et ordinationem predicta et omnia alia et singula in predicto tenore pronunciationis et ordinationis facta et dicta pro nobis et successoribus nostris, in perpetuum ratificamus, approbamus et etiam confirmamus, promittentes pro nobis et successoribus nostris in posterum nos eadem servaturos et per senescallos nostros Agennensis servari facturos. In quorum testimonium presentes litteras fieri fecimus patentes sigillo nostro sigillatas, quibus sine exhibitione aliquarum aliarum litterarum super premissis omnibus et singulis fidem plenam volumus adhiberi. Datum apud Westmonasterium, vicesimo die Junii Anno regni nostri tercio decimo.

Explicit.

(Bibliothèque Nationale. *Collection de Périgord*, tome LXXXVI, f^o I à XVII v^o).

PIECE N° IV

PARIAGE ENTRE PH IV ET LE COUVENT DE SARLAT

(Mouvement consulaire et pénétration royale).

Litterae Philippi regis de paragio inter se et B. Sarlatensem abbatem inito.

Philippus Dei gratia Francie rex notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum propter oppressiones multimodas et injurias infinitas quas dilecti et fideles nostri B. abbas Sarlatensis totusque conventus ejusdem Loci et gens sua paciebantur de die in diem a burgensibus Sarlatensibus quos in multis et multipliciter delinquentes non possunt justiciare ut decet propter potentiam et versutias eorundem sicut nobis et gentibus nostris nunciarunt, cogitantes quod non nisi per nos et cum nostro adjutorio puniri possint ut deceret nobis humiliter supplicarunt quod medietatem alte et basse justicie Sarlati parrochieque ejusdem cum suis pertinentiis pro indiviso que a nobis tenent in feudum et pro qua idem nobis tenetur facere homagium ligium et fidelitatis juramentum et fecerunt etiam predecessoribus nostris predecessores ipsius temporibus retroactis, sperantes quod propter associationem nostram in dicta justicia malefactores punirentur secundum delictorum suorum qualitates, post multos contractus cum gente nostra habitos paragiium cum eisdem religiosis fecimus heredibus et successoribus nostris regibus Francie in modum qui sequitur. Videlicet quod nos habebimus medietatem pro indiviso alte et basse justicie ville et parrochie de Sarlato, scilicet in clamoribus, defectibus, emendis, incurrimetis et aliis quibuscumque pertinentibus ad merum et mixtum imperium sive ad altam et bassam justiciam mobilium et immobilium feudorum et retrofeudorum que tenentur in locis predictis et infra loca predicta ab ipsis abbate et conventu. Et nos similiter ipsos abbatem et conventum recepimus in associationem seu paragiium in omnibus advoatis a nobis seu predecessoribus nostris a burgensibus dicte ville in locis predictis, nec in ipsis locis de cetero novas advoaciones recipere poterimus absque consensu abbatis et conventus. Item una cum vigeriis qui nunc sunt et erunt in posterum in dictis locis, instituentur ibidem anno quolibet duo bayllivi, unus pro nobis et alius pro dictis religiosis qui vicissim jurabunt abbati et senescallo nostro Petrargoricensi pro nobis quod jura nostra et abbatis predicti monasterii in quantum tangunt dictum paragiium levabunt et custodient fide-

liter et procurabunt et quod nobis et ipsi abbati vel deputandis aut destinandis a nobis absque diminucione aliorum jurium abbatibus et conventus dicti monasterii de perceptis et levatis reddent bonum compotum et legittimam rationem nec etiam alia jura dicti monasterii usurpabunt. Item non faciemus in dictis locis collectas, subvencionem vel exacionem voluntarias vel coactas. Quas si forte faceremus, dictus abbas medietatem percipiet earumdem, nisi eas similiter faceremus specialiter per totam patriam seu dyocesim in qua dicta loca consistunt vel nisi habitatores Sarlati gratis nobis vellent dare sive mutuum facere, quibus duobus casibus nobis soli emolumentum hujusmodi integre remaneret. Item judex seu judices pro nobis et dicto abbati instituti in dicto loco jurabunt et tenebuntur jurare dicto abbati et successoribus suis vel priori claustrali dicti loci, vacante ipso monasterio vel absente dicto abbate quod pro nobis et ipso abbate in dicto loco causas audient, curabunt eas fideliter examinare et judicare et medietatem provenientium ex curia temporalis bona fide nobis et aliam medietatem abbati reddent et in suis officiis fideliter se habebunt. Servientes et scriptores instituendi ibidem in sua institutione jurabunt et jurare tenebuntur senescallo nostro pro nobis et abbati et successoribus predictis quod bona et jura abbatibus et monasterii predicti custodient bona fide et quod in suo officio fideliter se habebunt. Item familia dicti abbatibus et monachorum suorum et eorum cognicio et punicio ad ipsum abbatem solum spectabit et franchisia plena et omni-modi libertate gaudebunt nec judicari, distringi judiciari vel capi poterunt per aliquem nisi per dictum abbatem vel ejus mandatum nisi in defectum ejus vel ad nos per appellacionem eorum punicio deveniret: in presenti tamen delicto per servientes nostros capi poterunt sed illos statim ipsi abbati vel mandato suo reddere tenebuntur.

Servientes vero nostri per senescallum nostrum solummodo punientur. Item si serviens institutus pro nobis in dictis locis capiat vel arrestet aliquem de habitatoribus dicte ville vel de extraneis contrahentibus vel delinquentibus in dictis locis ipsum solvere nec liberare poterit nisi in presentia et cum voluntate vigeriorum predictorum et baylivorum communium. Sed tenebitur ipsum in communi carcere ponere et custodire quo usque per vigerios et baylivos predictos vel communem judicem nostri et abbatibus fuerit communiter liberatus et hoc idem dicti vigerii et baylivi abbatibus facere tenebuntur. Item emolumentum clamorum justicie, emendarum et aliorum quorumcumque proveniencium ratione dicti paraggi ex mero et mixto imperio per dictos vigerios et baylivos levabitur communiter et nobis ac ipsi abbati equaliter per medium dividetur. Et sic quilibet nostrum erit sua porcione contentus, et si nobis et ipsi abbati contingat aliqua immobilia in commissum venire, vendentur infra annum si comode possint personis talibus que dictis abbati et conventui reddant servicia et deveria consueta et eorum precium inter nos et dictum abbatem per medium equaliter divide-

tur. Item paria-gium hujusmodi inter nos predictos semper indivi-sum remanebit nec illud transferre poterimus in aliam personam nos nec successores nostri nisi in heredes nostros reges Francie. Item omnes redditus, census, proventus acceptamenta, vendagia, capita solidorum alias reddebencias, jura et alia deveria que idem abbas tam in novitate sua quam alias habere et percipere consuevit et que idem abbas et conventus percipere consueverunt, soli percipient et habebunt absque impedimento aliquo gentis nostre, Item poterunt dicti abbas et conventus per terram suam in qua habent altam et bassam justiciam per gentes suas arma portare ad exe-quenda sua vel curie sue judicia et coercendos parvos subditos suos et alios delinquentes sibi nolentes obedire nec non furchas erigere quociens opus fuerit in terra predicta.

Item in dictis villa et parrochia non erit aliquis notarius publicus qui possit instrumenta facere de hominibus in dicta villa commoren-tibus. Item in dicta villa de Sarlato erunt vigerii communes, homines et vassalli nostri et dicti abbatis, qui sentencias tam in criminalibus quam civilibus exequentur nobisque et abbati predicto fidelitatis juramentum prestabunt. Item si contingat nos sigillum ponere in dictis locis medietas provenientium ex eo erit dicti abbatis et sigillator tam pro nobis quam pro dicto abbate ponetur ibidem communiter et jurabit se in officio sigillandi bene et fideliter habiturum et medietatem emolumenti sigilli dicto abbati et suis successoribus redditurum. Item si contingat nos levare illud pedagium quod dictus abbas in dicta villa consuevit levare medietatem idem abbas sibi retinuit in eodem. Item voluerunt idem abbas et conventus quod nos in dicta villa Sarlati habeamus quandam domum in qua senescallus noster habitet et suas teneat assisias in qua etiam dicti baylivi communes et judex communis causas communes audient de cujus domus censu faciemus dicto abbati quod fuerit rationis et nihil nisi de consensu dicti abbatis et conventus acquiramus in locis predictis. Carcer vero communis erit nobis et abbati predicto et servabitur per dictos vigerios prout est consuetum. Placuit etiam abbati quod nosea que Amolinus Bonasos Bertrandus et Galhardus de Gordonio frates habent apud domum et ejus perti-nencia possimus acquirere, facientes ipsi abbati et conventui competentem remuneracionem de serviciis et deveriis consuetis et sibi debitis pro eisdem et similiter nobis concessit quod ab aliis dominis dicti castri pedagium acquirere valeamus. Que associacio seu paria-gium ut ratum et firmum permaneat in futurum salvo tamen in aliis jure nostro et jure in omnibus alieno, presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri. Actum Parisius anno Domini Millesimo ducentesimo octogesimo nono, Mense februario.

Insert, in litteris B abbatis Sarlatensis.

(*Archives Nationales J 397. Pariages n° 12.*)

PIECE N° V

PARIAGE DU VIGAN

(Règlement de litiges avec les officiers royaux).

Notum sit quod cum controversia verteretur inter dominum regem et nobilem virum dominum Philippum de Salice Bernardi militem domini regis senescalli Bellicadri et Nemausi pro domino rege predicto ex una parte et religiosum virum Guidonem de Mandagnoto priorem ecclesie de Vicano nomine dicti prioratus ex altera super mero imperio ville de Vicano districtus et mandamenti ejusdem, tandem dictus dominus senescallus pro dicto domino rege ex una parte et dictus prior pro se nomine dicti prioratus ex altera composuerunt et transegerunt in hunc modum, videlicet quod dictus dominus senescallus nomine domini regis et successorum ipsius habeat et percipiat et exerceat medietatem pro indiviso in villa de Vicano et ejus pertinentiis districtu et mandamento jurisdictionis omnimode scilicet meri et mixti imperii et simplicis jurisdictionis, que jurisdictio simplex et mixtum imperium ad dictum priorem nomine dicti prioratus usque ad presentem compositionem per sententiam curie dicti domini regis dinoscebatur ex integro pertinere ; retenta ex integro alia medietate dicto priori et prioratui et successoribus suis pro indiviso in dicta villa de Vicano districtu et mandamento ipsius dicte jurisdictionis, scilicet meri et mixti imperii et jurisdictionis simplicis ; et retentis etiam dicto priori et prioratui in prefatis villa de Vicano, districtu et mandamento universis et singulis que pertinent et pertinere debent ad dominium et proprietatem et que proveniunt et pervenire debent ex ipsis et occasione ipsorum, reservatis etiam ipsi priori et prioratui predicto omnibus cognitionibus et diffinitionibus feudorum dicti prioratus et etiam eorum que tenentur ab eo in emphiteosim seu in accapitum. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod sit ibi judex comunis pro dicto domino rege et dicto priore in examinatione, diffinitione et executione communicate jurisdictionis predictae et quod utrique scilicet domino senescallo et dicto priori juret et jurare teneatur et quod dictus prior non teneatur dare dicto judici neque successores sui nisi quinquaginta solidos turonenses pro salario annuali et medietatem expensarum quas faciet dictus judex pro negociis comunibus in dicta villa de Vicano et ejus pertinentiis ; et quod ille qui erit judex salviensis pro domino rege sit judex de Vicano pro dicto domino rege et dicto priore et,

recepto sacramento ab eo per senescallum in assisia publica, iterato apud Vicano jurare teneatur tam bajulo domini regis qui pro tempore fuerit in villa de Vicano quam bajulo dicti prioris vel ipsi priori. Quilibet tamen scilicet dominus rex et dictus prior habeat et habere possit suum bajulum proprium et notarium seu notarios comunes et nuncium seu nuncios comunes et quod dicti bajuli et alii curiales dicto domino regi et dicto priori jurare communiter teneantur et donec juraverint utrique parti non debeant in dicta villa de Vicano districtu et mandamento aliquod officium curie exercere, et quicquid ex predicta jurisdictione seu ejus occasione seu pro ea alicui curialium predictorum pervenerit ante sententiam aut per sententiam vel post vel alio quolibet modo ad mandatum et monitionem dicti prioris vel bajuli sui vel bajuli domini regis dividatur equaliter inter partes predictas et media pars sine aliqua difficultate dicto priori reddatur et alia pars domino regi, et etiam quod per alterum bajulorum factum fuerit non possit alius sine cognitione predicti judicis comunis revocare, et quando concordabunt curia domini regis et dictus prior de habendis curialibus comunibus quod dicti curiales teneantur jurare dicto domino regi et dicto priori et successoribus suis ut superius continetur. Item fuit actum et expresse conventum quod quandocumque peteretur sacramentum fidelitatis per alterum dominorum predictorum ab hominibus de Vicano seu mandamento quod dictum sacramentum fiat comuniter tam domino regi quam priori, ita tamen quod dictum sacramentum fidelitatis ab ipsis hominibus prestitum referatur tantummodo et intelligatur ad conservationem videlicet sive exercitium dicte dimidie jurisdictionis dicto domino regi competentis, ita quod nichil amplius dictus dominus rex ex hujusmodi sacramento et occasione hujusmodi sacramenti a predictis hominibus possit petere vel exigere. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod dictus prior vel alius pro eo possit distringere census usatica, quartos, quintos et alios redditus suos censuales seu emphyteoticos vel acaptaticos prout sibi melius videbitur expedire in dicta villa de Vicano districtu et mandamento ejusdem sine impedimento partis domini regis; si tamen de dicto feudo quod prior assereret teneri a dicta ecclesia eidem questio refferretur, illa cognitio et diffinitio spectet ad comunem judicem de Vicano qui pro tempore fuerit tam pro domino rege quam pro dicto priore; et si de dicto feudo eidem priori questio non referatur, negetur tamen ei debitum seu census quod vel qui peteretur occasione dicti feudi seu emphyteosis vel accapiti illa cognitio et diffinitio spectet ad solum priorem. Item fuit actum inter dictas partes et expresse conventum quod omnes preconizationes in dicta villa de Vicano fiant ex parte domini regis et dicti prioris comuniter. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod si contingat occasione criminum, banitionum, confiscationum escorrenciarum seu quacumque alia de causa immobilia bona aliqua sita in villa de Vicano, pertinentiis, districtu et mandamento

de feudis dicti prioratus seu in accapitum vel in emphiteosim concessis seu recognitis ad manum curie comunis dicti domini regis et dicti prioris devolvi dominus rex vel bajuli sui teneantur infra annum medietatem dictum dominum regem contingentem ponere et mittere extra manum suam et in personas non prohibitas transferre. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod non debeant judicari homines ville de Vicano, districtus seu mandamenti ipsius ville seu puniri vel de causis eorum cognosci extra dictam villam de Vicano nec etiam citari per curiales dicti domini regis de hiis que comitterentur vel fient in dicta villa de Vicano seu ejus pertinentiis. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod super appellationibus que fient a dicta curia comuni de Vicano a sentenciis civilium causarum et questionum criminalium appelletur ad senescallum vel ejus judicem, et quod dictus prior habeat et habere debeat medietatem earum que levabuntur occasione appellationis seu appellationum per cognitionem senescalli seu judicis majoris dicti senescalli super causis seu litibus agitatis prius coram iudice comuni, preterquam de feudis ipsius prioris seu prioratus ejusdem super quibus appelletur primo a curia dicti prioris ad judicem appellationis abbatis massiliensis quem dictus abbas teneatur constituere et habere in villa de Vicano, qui iudex causam prime appellationis dictorum feudorum et accapitorum in dicta ville teneatur andire et diffinire nec dicti appellantes villam de Vicano seu ejus districtum pro dicta appellatione facienda seu proseguenda exire teneantur, et secundario ad senescallum; et idem de rebus emphiteoticis vel in accapitum concessis seu recognitis ipsi priori vel ecclesie observetur et etiam de eis que inde oriri possent. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod si habitatores, viatores seu transeuntes in villa, districtu et mandamento de Vicano cum armis quibuscumque vulneraverint se seu percusserint vel aliter se offenderint in villa de Vicano seu ejus pertinentiis punimentum seu pena inter dictas partes comuniter dividatur; si vero homines alterius jurisdictionis turba coordinata venerint cum armis ad villam de Vicano districtum seu mandamentum et aliquod seu aliquos offenderint talis deportatio et offensa armorum puniatur per dominum senescallum et puniri possit, nulla parte dicti punimenti dicto priori reservata. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod dicto priori et successoribus suis et ipsi prioratui remaneat in omnibus aliis proprietatibus et quasi jus suum quodecumque ex integro salvum et illesum in dicta villa de Vicano, mandamento, pertinentiis et districtu, cavalcatis tamen et hiis omnibus que ex hiis seu occasione ipsarum provenire possent domino regi et suis in perpetuum reservatis in villa de Vicano et ejus mandamento. Item fuit actum et expresse conventum inter dictas partes quod si bajuli domini regis vel curiales ipsius aliquid facerent vel attemptarent per se vel per aliquas personas contra tenorem compositionis presentis seu contra tenorem predictorum universorum et singulorum

superius contentorum ex nullo temporis tractu aliquod prejudicium afferi possit ipsi priori vel ecclesie seu prioratui predicto. Actum fuit hoc apud Nemausos in camera juxta portum quod est a parte orientali. Hujus rei sunt testes dominus Guillelmus de Portu major judex domini senescalli, dominus Guillelmus de Mora, primaterius domini regis, Austorgius de Perra, Gaufridus Maleti bajulus salviensis, magister Bernardus de Montiliis, notarius Nairoisii, dominus Giraudus Alamandi jurisperitus, dominus Bompar miles et Guillelmus de Albanhnaco notarius dicti domini senescalli, Anno domini M° CC° lxx° ii°, ii° Kalendas Aprilis. Et nos frater Guillelmus abbas monasterii sancti Victoris massiliensis et totus fratrum conventus ejusdem monasterii presentem compositionem factam per fratrem Guidonem de Mandagoto priorem de Vicano monachum nostrum de nostro consilio et assensu cum nobili viro domino Philippo de Salice Bernardi, milite domini regis senescalli Bellicadri et Nemausi pro illustrissimo domino Philippo Dei gratia rege Francie perpetuo laudamus et approbamus et etiam confirmamus. In cujus rei testimonium presentem cartam sigillorum nostrorum munimine fecimus comuniri. Actum in dicto monasterio anno Domini M° CC° Lxx° ii° vi° idus Octobris.

(*Archives Nationales*, J. 387, n° 9.)

PIÈCE N° VI

PARIAGE DE LUBRET-SAINT-LUC

(Pariage du Roi avec un seigneur laïque pour fondation de bastide.)

Ratificatio paragiï facti domino regia Bernardo de Castrobayaco domicello, de castro et castellania dictis de Lubreto sitis in comitatu Bigorre.

Karolus Deigratia Francie et Navarre rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris nos litteras infrascriptas in camera compotorum parisiensi inspicere et examinari fecisse formam que sequitur continentes ; Universis ad quos presentes littere pervenerint, Johannes Pace, decanus carnotensis, clericus domini nostri Francie et Navarre regis et Hugo de Vissaco, miles ejusdem domini regis ad partes comitatus Bigorre pro reformatione patrie a maiestate regia destinati per patentes litteras regias inferius inersatas, salutem et velle presentibus dare fidem. Notum facimus nos vidisse quasdam patentes litteras domini Jordani de Luberto, militis, senescalli Bigorre et nobilis viri de Castrobayaco, domicelli, eorumque sigillis inpendentis sigillatas tenorem qui sequitur continentes. In nomine Domini amen. Universis et singulis pateat tam presentibus quam futuris quod ego Bernardus de Castrobayaco, domicellus, sciens me habere, tenere ac pacifice possidere in solidum castrum seu castellarium vocatum de Lubreto situm in comitatu et infra comitatum et senescalliam Bigorre sine populatione quacumque existens et circumquaque ipsum castellanum cescenta arpenta terre vel circa tam culte quam inculte ad pagellam seu perticam bastide de Rabastenchâ in Bigorra, volens cum domino nostro rege Francie et Navarre facere paragiium pro nova bastida seu populatione in castellario predicto seu territorio construenda, dicto domino nostro regi et michi et nostris successoribus communi et pro indiviso, prefatum dominum nostrum regem licet absentem et discretum virum magistrum Guillelmum Arundi de Fronciaco procuratorem regium in senescallia et comitatu predictis ibidem presentem, vice et nomine dicti domini nostri regis, pro me et hereditibus et successoribus meis, constitutus ante presentiam nobilis et potentis viri domini Jordani de Luberto, militis senescalli Bigorre, michi associò quantum ad temporalitatem tamen et parierium recipio in castro seu castellario supradicto et omnibus et singulis terris cultis et incultis michi pertinentibus et debentibus pertinere circumquaque castrum seu castellarium predictum et in pertinentiis et

tenemento ejusdem sub pactis et condicionibus et retentionibus infrascriptis. Videlicet quod castrum predictum et totum territorium de Lubreto, quantum ad me Bernardum predictum pertinebit autem hujusmodi pariagium, habitatoribus dicte bastide per plateas pro domibus construendis et edificandis et per cassaloca et arpenta et casalerias ad pagellam predictam dividantur et etiam concedantur in emphiteosim nomine meo et dicti domini regis juxta foros, usus et consuetudines dicte bastide de Rabastenchia et sub eisdem vel similibus obliis, censibus, juribus et deveriis, vendis impignorationibus et aliis juribus feudalibus seu emphiteotariis quocumque nomine censeantur et sub quacumque verborum conceptione contineantur, michi et domino nostro regi et nostris successoribus persolvendis et inter nos equaliter dividendis. Banchi quoque tabule cum omni ex inde proveniente emolumento, leude, pedagia et vectigalia cum comissis et incursibus eorumdem que evenerent et percipiantur in dicta bastida et pertinentiis ejusdem ad me Bernardum predictum et prefatum dominum nostrum regem successoribusque nostris (*sic*) equis partibus pertinebunt et omnia predicta inter dictum dominum regem et me Bernardum equaliter per medium dividuntur. Habitatores quoque dicte bastide domino nostro regi et ejus parerio vel certis per eos propter hoc deputatis prestabunt fidelitatis temporibus debitis juramentum. Et retineo ego Bernardus predictus michi et meis successoribus quod dicta bastida cum juribus et pertinentiis suis et cum mero et mixto imperio et omni alta et bassa juriditione ac modica coercione et cum omnibus ex eis vel eorum altero vel occasione eorum vel alterius eorum lucris et emolumentis exinde provenientius et proventuris sive per viam judicii seu sentencie compositionis vel financie seu gagiationis emende vel alioquoquo modo adeo sit, ipsius domini regis et mei Bernardi predicti et successorum nostrorum remaneat communis per medium et pro indiviso inter nos et quod dicta bastida juxta manum regiam nullatenus transferatur. Sit quoque in dicta bastida unus duntaxat bajulus qui per ipsum dominum regem vel ejus gentes et me Bernardum predictum et successores nostros anno quolibet instituatur ibidem et in institutione et assumptione officii dicte bajulie jurabit in manibus judicis communis dicte bastide quod in dicto bajulie officio bene et fideliter se habebit sic et prout de jure vel consuetudine vel arresto regio bajuli regii et ejus pareriorum in bastidis per modum paraigi cum domino nostro rege factis solliciti sunt jurare. Thesaurarius insuper vel receptor regius in Bigorra arrendabit vel ad firmam concedet redditus dicti loci. Et ego Bernardus predictus et successores mei partem nobis contingentem de pretio arrendamenti de manu ipsius thesaurarii recipiemus vel si maluerimus de manu bajuli qui nobis teneatur cavere ydonee de parte nostra dicti precii nobis solvendaturis super hoc assignatis, et in eo casu in quo de manu thesaurarii dictam solutionem habere eligeremus, ipse thesaurarius michi ac meis successoribus ad quos ea res pertinebit, terminis quibus solutiones eidem

fient, partem nobis contingentem solvere teneatur; quodque dictus thesaurarius redditus predictos plus offerenti et ydoneo suo periculo arrendabit sine fraude quacumque. Judex insuper regius comitatus Bigorre sit in loco predicto iudex communis ius qui partibus in dicta bastida reddet quivisq; iudex in sui assumptione officii iurabit secundum juris formam michi Bernardo predicto tanquam condomino dicti loci; et a me Bernardo predicto et a meis successoribus pro suis stipendiis seu vadiis centum solidos turonenses duntaxat pro anno recipiet dictus iudex. Institutio quoque et creatio notariorum, consulum, notariorum seu tabellionum ac servientium et aliorum officialium in dicta bastida ad dictum nostrum regem et me Bernardum predictum et successores nostros in loco predicto pertineat et expectet; regii notarii tamen aliorum locorum ibidem poterunt recipere instrumenta. Et iudex communis sacramenta consulum in dicto loco recipere meo nomine et domini nostri regis, servientes quoque dicti loci in vergis seu baculis signum mei Bernardi predicti cum signo regis portare teneantur. Preconizationes insuper seu subtestationes citationes, edicta quoque et interdicta que fient vel interdicerentur in dicto loca fiant et indicantur meo et domini nostri regis nomine.

Verum si contingat, quod absit, locum predictum depopulari ex toto casu aliquo, nemine remanente ibidem, et sine facto mei Bernardi predicti vel successorum meorum et me Bernardo predicto vel successoribus meis in nulla culpa nullo dolo existentibus, proprietas et totum territorium ad me Bernardum predictum et successores meos in solidum revertatur, presenti pariagio in aliquo non obstante, et si post depopulationem huiusmodi interim repopulari vel edificari contingat, domino nostro regi et michi et meis successoribus sit communis (*sic*). Sane dominus noster rex in dicta bastida non faciet vel indicet talliam vel collectam, indictum vel superindictum nec subsidium exiget nisi duntaxat si et cum fiet vel indicet per aliam terram suam et de tali tallia seu collecta, indicto vel superindicto seu subsidio nichil ad me Bernardum predictum vel successores meos penitus pertinebit. Privilegia quoque ab olim novis bastidis regiis consueta concedi, prefate bastide et habitatoribus vicinis ac iuratis ejusdem per dominum nostrum regem similiter concedantur. Nulli tamen homines vel mulieres mei Bernardi predicti in bastida predicta recipientur sine voluntate mea propria et consencia; si factum reperiatur michi integraliter remittantur. Sane bona immobilia que domino nostro regi in prefata bastida vel ejus pertinentiis propter crimen aliquod vel delictum venient in commissum, dominus noster rex vel officiales ejusdem debent et tenentur infra unum annum et diem ponere extra manum regiam et in aliquam emphiteoticam ydoneam et de jure non prohibitum (*sic*) transferre, qui tam domino nostro regi quam michi Bernardo predicto et meis successoribus census, oblias et jura alia ac servitia et deveria consueta pro dictis bonis immobilibus confiscatis facere teneantur. Institutio quoque et desti-

tutio preconis publici seu inquantoris et subastatoris et dictorum officiorum collatio ad dominum nostrum regem seu ejus senescallum vel judicem in Bigorra et me predictum Bernardum et successores nostros committim pertineat et expectet... Item mercatum et nundine dicte bastide et venientes ad ipsum et ipsas et res et merces eorum gaudeant privilegiis et libertatibus sicut in aliis bastidis similibus regiis senescallie Tholosae est consuetum; quoquidem mercatum teneatur perpetuo semel qualibet septimana, scilicet in die mercurii; nundine vero bis in anno quolibet teneantur, scilicet semel in die festo decollationis beati Johannis Baptista et octo diebus ante et octo post et iterum tertia feria post festum Pache domini et octo diebus post immediate sequentibus. Verum si contingat me Bernardum predictum aut successores meos extra paragium aliquas de terris meis dare et concedere partite dicte bastide vel habitatoribus et juratis seu vicariis ejusdem, omnis alta et bassa jurisdictio et omne ex eis vel eorum occasione proveniens et proventurum emolumentum in terris predictis domino nostro regi et michi Bernardo et nostris successoribus equaliter pertinebunt; oblie vero, census et alia quecumque jura feudalia terrarum predictarum extra paragium positarum michi Bernardo predicto et meis successoribus in solidum pertinebunt; habitatorium vero si qui fuit in terris predictis formagium bajulo communi dicte bastide sicut ceteri habitatores ejusdem bastide solvere teneantur. Retineo insuper ego Bernardus predictus michi et meis successoribus ad quos res hujusmodi pertinebit in presenti paragio de dictis arpensis ipsi partagio assignatis triginta arpenta terre ad pagellam predictam videlicet quindecim ex una parte cum molendinis et bastimentis et aliis melioramentis quibuscumque ibidem factis aut in posterum faciendis prout ad me Bernardum predictum in divisione quam feci de dicto territorio de Lubreto cum Arnaldo Guillelmi de Beone domicello, denominata in loco seu infra confrontationes seu limites in quo et infra quas michi sunt assignata; et alia quindecim arpenta infra dictum territorium de Lubreto que michi vel procuratori regis in Bigorra assignentur in loco michi magis utili et dicte bastide et habitantibus in ea minus dampnoso pro quibus quidem triginta arpenta terre nullum novum et inusitatum servitium seu redibentiam facere teneat quoquomodo. Retineo etiam quod dominus noster rex et officiales ejusdem qui pro tempore fuerint in Bigorra prout ad eorum quemlibet pertinebit, me Bernardum predictum et bona mea ac successores meos in dicta bastida teneantur et debeant debite et licite defensare ab omnibus injuriis, violenciis, oppressionibus manifestis et indebitis novitatibus quibuscumque, Retineo michi insuper in bastida predicta quatuor localia domorum pro domibus ibidem constituendis et edificandis, duo scilicet ex ipsis in ambitu seu circuitu platee majoris dicte bastide et facie ejusdem et alia duo in alio loco de ydonioribus dicte bastide, ita tamen quod pro ipsis solvam et solvere teneat oblias, census et alia quecumque jura feudalia sicut quilibet alius habitator dicte bas-

tide. Emolumenta quoque marcharum que levabuntur ab illis, qui juxta foros dicte bastide ibidem domos suas non edificaverunt infra annum ad prefatum dominum nostrum regem et me Bernardum predictum et successores nostros sicut ceteri redditus equaliter pertinebunt. Item bastida nostra regetur jure scripto et secundum foros et consuetudines nove bastide Rabastenche in Bigorra, que quidem consuetudines dicte bastide vicariis et juratis ejusdem sub sigillo regis viridi concedantur ad expensa domini nostri regis. Et quod presens pariaium et omnia contenta ibidem auctoritate regia et sub eodem sigillo regis et expensis regis confirmentur infra annum et diem a die date presentium computandum; quod si factum non fuerit ex tunc presens pariaium habeatur penitus pro non facto; et si tunc irritum et inane inusitum est, quod dictum castrum seu castellarium cum omnibus terris et pertinenciis suis michi Bernardo predicto et meis successoribus pertineat sicut prius ante pariaium pertinebat, presenti pariaio in aliquo non obstante. Quod quidem pariaium et omnia singula in eo contenta nos Jordanus de Lubreto miles domini nostri regis ejusque senescallus Bigorre, atenta evidenti utilitate ipsius domini nostri regis super qua sufficientes informati sumus, et presentibus ad hoc et vocatis discretis viris ordinariis et criminum iudicibus et thesaurario et procuratore regis in Bigorra vice et nomine prefati domini nostri regis, acceptavimus, retenta semper et in omnibus voluntate et assensu ipsius domini regis et ejusdem jure in hiis et in omnibus aliis et alterius cujuslibet semper salvo, promittentes nos facturos et curaturos bona fide quod prefatus dominus noster rex presens pariaium sub ejus sigillo viridi confirmabit et consuetudines sub ejusdem sigillo concedet que habitatoribus dicte ville de Rabastenche auctoritate regia sint infra tempus superius expressum.

In quorum omnium fidem et testimonium et perpetuam firmitatem, nos senescallus et Bernardus predicti sigilla nostra hiis presentibus litteris duximus apponenda. Actum et datum Carme in domo dicti thesaurarii die tertia martii anno domini M^o CCC^o vicesimo primo. Nos autem utilitatem regiam ac etiam publicam attendentes, predicta omnia et singula vice et nomine dicti domini nostri regis grata habentes et rata, ea laudamus, ratificamus ac tenore presentium confirmamus, salvo in aliis jure regio et quolibet alieno. Tenor vero litterarum potestatis nostre sequitur in hec verba: Carolus, Dei gratia Francie et Navarre rex, dilectis et fidelibus magistro Johanni Pace, clerico et Hugoni de Vissat, militi, nostris, salutem et dilectionem. Querulosa et multiplicata plurimum assertio ad nostrum perduxit auditum quod incole ac alii subditi comitatus nostri Bigorre per officiales ejusdem comitatus et alii multipliciter opprimuntur; quique per ipsum officialem ineptitudinem regiminis gravissimas dampnorum et oppressionum sartinas retroacto tempore subierunt Vos igitur prout vestro incombis officio, super hiis de opportuno remedio taliter providere volentes quod idem comitatus ejusque incole et subditi predicti in tranquillitatis et pacis solacio

conserverentur; quoscumque officiales nostros dicti comitatus ab officiis suis amovendi, aliosque in eorum officiis ponendi et instituendi vel officia hujusmodi interdicendi aut suspendendi eisdem, si et prout industrie vestre visum fuerit expediens, et quoscumque ipsius comitatus incolas honori nostro detrahere vel ejusdem comitatus statum quomodolibet turbare satagentes ad obedientiam et statum debitum reducendi, pensionariosque nostros dicti comitatus moderandi et quos superfluos esse moneritis amovendi, et ea que correctione, punitione vel reformatione quocumque modo indigere noveritis corrigendi, puniendi et reformandi et generaliter quicquid ad ipsius comitatus reformationem necessarium aut expediens videritis faciendi, vobis, de quorum fidelitate et industria plene confidimus, plenam et liberam tanquam nobis tenore presentium committimus potestatem, mandantes omnibus justiciariis, fidelibus et subditis nostris, ceteras requirendo ut in premissis et ea tangentibus vobis pareant et intendant. Datum in abbazia de Jonerico die quarta Julii anno domini M^o CCC^o vicesimo secundo. Datum et actum Rabastenche in Bigorra nostrique sigilli in testimonium premissorum sigillatum quinta decima die Januarii anno domini M^o CCC^o vicesimo tertio.

Nos autem pariagium et associationem predicta in omnibus suis articulis, clausulis et capitulis nec non alia quecumque in superius transcriptis litteris contenta rata et grata habentes ea volumus, laudamus, approbamus, ratificamus ac nostra regia auctoritate tenore presentium confirmamus, nostro et alieno jure in omnibus semper salvo. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum Parisius anno domini M^o CCC^o vicesimo quarto, mense junio.

Per cameram compotorum et thesaurarium. H. de Dompierre.
Reddatur ibidem. Collatio facta.

(*Archives Nationales*, J. J. 64, n^o 732.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE Causes d'apparition des pariajes. 	
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Les bases du pariage.....	7
CHAPITRE PREMIER. — Les traités de pariage et l'organisation de la protection. <i>La réaction contre la garde et l'avouerie. — La recherche de la protection.</i>	11
CHAPITRE II. — Le pariage et les grandes seigneuries ecclésiastiques méridionales	32
CHAPITRE III. — Les pariajes et la vie économique médiévale. <i>Les fondations de villes neuves. — Rôle de l'élément ecclésiastique et du pouvoir haut-seigneurial. — Pariages et affranchissements. — Fondations de bastides.</i>	42
CHAPITRE IV. — Les mobiles et les résultats politiques des traités de pariage. <i>La portée politique du pariage. — La formation des grandes puissances féodales. — La pénétration capétienne dans le Languedoc; la recherche de la protection et de l'administration royales; les fondations de bastides; les pariajes-transactions; les pariajes de seigneuries épiscopales. — La pénétration vers l'Est.</i>	63
 DEUXIÈME PARTIE Technique juridique des pariajes. 	
CHAPITRE PREMIER. — Les conditions de capacité. <i>Capacité interne. — Capacité externe.</i>	115
CHAPITRE II. — La forme des traités de pariage	125
CHAPITRE III. — Les biens mis en indivision. <i>Les expressions employées. — Les pariajes de lieux existants. — Les pariajes pour fondation de villes neuves. — Les biens réservés. — La réserve de la souveraineté royale.</i>	128

	Pages
CHAPITRE IV. — Les clauses d'obligations.....	142
CHAPITRE V. — Le principe d'égalité, base du pariage.....	149
CHAPITRE VI. — L'administration des seigneuries en pariage.....	154
CHAPITRE VII. — La situation réciproque des parties. <i>Pariages seigneuriaux. — Pariages royaux</i>	163
CHAPITRE VIII. — La durée du pariage. <i>Pariages temporaires et pariajes perpétuels. — Les clauses d'indivisibilité, d'imprescriptibilité et d'inaliénabilité</i>	170
CHAPITRE IX. — Les procès sur pariage.....	181
CHAPITRE X. — Les procès sur garde.....	184
CHAPITRE FINAL. — La disparition des traités de pariage.....	186
BIBLIOGRAPHIE.....	188
PIÈCES JUSTIFICATIVES.....	193

Vu : *Le Président de la thèse,*
PETOT.

Vu : *Le Doyen,*
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

